

**HISTOIRE DE LA
DIPLOMATIE DU
GOUVERNEMENT
DE LA DEFENSE
NATIONALE PAR...**

Jules Valfrey



HISTOIRE
DE LA
DIPLOMATIE
DU
GOUVERNEMENT
DE LA
DÉFENSE NATIONALE
PAR
J. VALFREY

PREMIÈRE PARTIE

DU 8 SEPTEMBRE AU 31 OCTOBRE 1871

Parution — Librairie et la Presse
directe de M. Talon — Réimpression sans l'illustration.

PARIS

ARMYOT, ÉDITEUR, 9, RUE DE LA PAIX

1874

PRÉFACE

Le gouvernement du 4 septembre a eu sa diplomatie, comme il a eu ses administrations administratives. Mais la vérité et la justice commandent de reconnaître que, dans le premier de ces domaines, il a beaucoup mieux tenu que dans les autres, et qu'il n'y a guère accompli, à peu d'exceptions près, que des choses sages, correctes, pointillistes.

À quelles circonstances attribuer le succès de cette sage réserve? On peut le dire sans crainte, à ce qu'il ne fut pas touché au personnel diplomatique de la France, dans la même mesure qu'à celui des autres administrations. Après le 4 septembre, les ambassadeurs

ce qui était de toute convenance, aussi bien pour eux que pour le nouveau gouvernement. Mais pour les remplacer on fit appel de préférence aux ministres que la guerre franco-allemande avait privés de leurs postes; dans les autres cours, comme à Londres et à Saint-Petersbourg, on se contenta de maintenir les premiers secrétaires, avec le titre de chargé d'affaires. Les autres nominations diplomatiques qui appartenaient réellement à M. A. Freyre sont celles de M. Tachard à Bruxelles, et de M. Senard à Florence.

Il n'a pas manqué de gens, on le pense bien, pour prétendre que le gouvernement du 4 septembre exaltait le salut de la France dans de pareilles compromissions; mais ce sera l'honneur de ce gouvernement d'avoir tenu bon, sur ce point, contre les vaines réclimations des clubs et de la presse radicale, et refusé d'engager la représentation diplomatique de la France avec un personnel de factotum. C'est aussi qu'on ait cru pouvoir faire deux autres pages de la stratégie et de l'administration démocratiques; il est heureux qu'on ait senti devant la tentation d'introduire ces éléments périlleux dans la diplomatie. Le mérite en revient d'abord au ministre des affaires étrangères et surtout au délégué qu'il avait envoyé à Tours, M. le comte de Chambord, depuis l'ail député à l'Assemblée nationale. Il convient d'ajouter que sur ces questions M. Gambetta restait toujours sur ce point aux entrainements de ses audaces.

qui ne parait jamais faire interruption dans ce domaine réservé. On parait aussi à servir un personnel honorable et distingué des conséquences de la révolution du 4 septembre, et à préserver une des branches les plus importantes de l'administration française des événements et des événements qui ont tant contribué à entraver l'essor de la nation nationale.

Est-ce à dire que la diplomatie française sous le gouvernement du 4 septembre n'a pu toujours agir avec la sûreté et la vigueur réclamées par les intérêts du pays? Dans cette même suite précédente de toutes les libertés et de toutes les libertés, n'a-t-elle attaché son nom à une action efficace et supérieure? La diplomatie française n'a-t-elle pas à une page aussi éloignée : ce qu'elle réclame de la justice de l'opinion publique, c'est qu'on veuille bien lui tenir compte de ce qu'elle a eu faire d'incrimination, patiemment, et avec un sang-froid qui ne s'est jamais démenti alors que le danger était présent. En d'autres termes, elle a défendu les principes du droit international et elle a réussi à maintenir, au nom de la France, le respect et les sympathies des peuples, sous des gouvernements, et à symboliser à l'étranger l'unité nationale, persistant sous l'insulte d'un vainqueur acharné à sa destruction.

Enfin, malgré le malheur incertain du gouvernement au nom duquel ils étaient accablés, ces agents restent les représentants de la France, qui, valant et

malheureux, n'avait pas osé se compter dans l'insigne et la considération générale.

Bien des incertitudes passagères et souvent injustes ont été posées autour les auteurs de la révolution du 4 septembre. La tribune et la presse sollicitaient de médiocrités contre eux. L'histoire voulait et impérieusement les forcer à s'y associer; mais il est un point cependant sur lequel il ne lui sera pas possible d'écarter les entravements, les erreurs et les fautes qui ont tenu leur doublement courroucé dans l'irréparable nuit du 10 mai dernier. La responsabilité la plus grave des hommes du 4 septembre, c'est d'avoir jeté si maladroitement pendant six mois le pays dans la situation d'une comète anonyme, qui n'a pas de grande renommée à leur nom, et sans doute avec les intentions les plus droites. Ils ont ainsi livré la France à l'arbitraire implacable d'un conquérant, et ouvert toutes les tentatives d'intervention auxquelles nous pourrions prétendre. Quand une voix seule s'élevait timidement en faveur de la France, M. de Bismarck répondait : « La France, où est-elle? Qui est autorisé aujourd'hui à parler en son nom? Est-ce le général Trochu? Est-ce M. A. Favre? Est-ce M. Gambetta? »

Et de fait personne n'en avait rien, pas même la France, qui, affaiblie, allait de l'un à l'autre, cherchant un sauveur et se voyant délaissée par tous. Avec des élections faites quatre mois plus tôt, comme le voulait

la défection de Tours, au 3 octobre, l'indifférence de l'Europe n'était plus possible, et, bon gré mal gré, et à des conditions moins dures pour le vaincu, elle mettait fin à cette lutte inégale et sanglante.

Tels sont les points de vue qui dominent l'exposition à laquelle nous allons nous livrer. Dans le domaine diplomatique, comme dans le domaine militaire, l'expérience de 1870 parle avec elle de grands enseignements. M. Thiers disait avec beaucoup de sens au gouvernement impérial, au commencement de 1867 : « Il n'y a plus une faute à commettre. » Nous dirons, nous ajoutant, avec nos mots de réserve : « Il n'y a plus une étincelle à avoir. » L'autorité diplomatique d'un pays est en proportion directe de sa puissance militaire : l'affaiblissement de la seconde entraîne la perte de la première. Nous avons donc non-seulement à redresser notre armée et nos finances, mais encore et surtout à redresser notre économie internationale. En dehors de nous, comme nous, il y a des peuples qui pensent, des gouvernements qui agissent. La grandeur de la France n'est plus qu'un vain mot : la réalité, c'est qu'il lui reste des ressources incomparables pour réparer les brèches faites à sa fortune ; mais il faut les appliquer à un traitement réfléchi, radical, fût-ce de quoi ces merveilleuses ressources se verraient qu'à nous dérobier l'héritage sur la pente duquel la guerre de 1870 nous a précipités.

Quel est notre enseignement et au premier qui est vrai

— II —

à la conclusion de cet ouvrage, l'auteur doit dire que, parti par goût vers l'étude des questions diplomatiques et ayant passé hors de France le temps du siège, il a eu occasion de voir souvent de très-près les faits qu'il raconte, et tout autorisé de prendre sur la plupart d'entre eux, au fur et à mesure de leur succession, des notes précises et authentiques. De cette façon, il espère être arrivé jusqu'au détail à une exactitude réelle et qui ne sera pas contredite par les personnes compétentes.

CHAPITRE PREMIER

7

CHAPITRE PREMIER

Séances. — M. Jules Ferry ministre des Affaires Étrangères. — Ses fonctions du 5 septembre. — Ses premières relations avec le Corps diplomatique. — Appel aux Patriotes. — M. Jules Ferry définit le rôle M. de Brocard. — Rapprochement Ferry et les révolutionnaires de France.

M. Jules Ferry prit possession de ministère des affaires étrangères le 5 septembre dans la journée. Il le fit avec une courtoisie et une modestie auxquelles tout le monde rendit hommage, et qui, dans tous les cas, contrastaient avec les allures bouyantes de plusieurs de ses collègues.

Un fonctionnaire de département, directeur de cabinet du précédent ministre, M. le comte de Chambord, se présenta immédiatement à M. Jules Ferry pour lui remettre la correspondance, mais celui-ci déclina avec beaucoup de courtoisie qu'il n'était pas si pressé d'occuper le ministère, et qu'il n'aurait pas une dépêche avant d'avoir vu son prédécesseur M. le comte de la Tour

d'Anvers. On prit en considération le désir de M. Jules Favre, et le prince se rendit aussitôt à l'hôtel de quoi d'Orsay. Ils eurent ensemble une longue conférence, durant laquelle M. Jules Favre se fit expliquer la situation diplomatique, et renseigna sur le personnel. Son langage et ses procédés furent parfaits. Il avoua que si ses goûts et ses aptitudes ne l'avaient désigné pour le ministère des Affaires étrangères, et que son plus vif désir serait de pouvoir bientôt côtoier le portefeuille d'un homme plus expérimenté et plus compétent. Mais, en attendant, et avant l'ouverture des lumières et du concours des fonctionnaires du département, et, d'accord avec le prince de la Tour d'Auvergne, il exprima le désir de n'apporter aucun changement, même à la composition du cabinet. M. le comte de Chambord, qui était chef de ce service, déclara donc à son tour, M. Favre lui ayant déclaré qu'à son tour il ne s'agissait nullement de diriger la politique, mais d'aider toutes les intelligences et les volontés pour organiser la défense nationale.

Le lendemain, le nouveau ministre vint les dicter leurs et les complètes du département, auxquelles il fit une petite allocution très-sage et très-patriotique qui obtint tous les suffrages. A partir de ce moment, M. Jules Favre s'installa au ministère, et se connecta avec tous les relations ordinaires du Gouvernement de la défense nationale.

Son premier acte diplomatique fut la fameuse circulaire qui porte la date du 6 septembre. Cette circulaire, rédigée entièrement de la main du ministre, sortit des délibérations de l'hôtel de Yille. A voir l'importance avec laquelle elle lui est reprochée aujourd'hui on se se

douterait-elle qu'elle eût pu répondre à son appel sans avoir du sentiment public ? C'est pourtant la vérité que par un document diplomatique ne jouti en France de plus de six sur. Paris l'accueillit avec une sorte d'enthousiasme fébrile, et la phrase célèbre dans laquelle M. Jules Ferry résumait dans l'intégrité du territoire et des frontières la condition essentielle de toute proposition de paix acceptable, fut saluée comme la formule élogieuse de la raison et du patriotisme. Il n'y a peut-être pas dans toute notre histoire une circonstance où les flèches du pouvoir aient trouvé une complicité plus étonnante dans les illusions du pays.

L'effet produit à l'étranger par cette exclamation fut déplorable : la nation pour ainsi dire n'y révélait aucun danger que possible d'une telle conception des choses, en affectant de considérer les revers subis par nos armes comme des accidents qu'on efface vigoureux de la nation allait réparer. Sans doute la tradition républicaine le voulait ainsi, et pour justifier une révolution (révolution, les hommes de l'État de Velle étaient tenus d'écouter l'opinion et de lui montrer à courte distance la liberté du national. Mais ce document n'a pas été d'enseignement à l'Europe une idée mal faite pour nous attirer l'appui matériel et le concours moral des puissances étrangères ? Comment tenir avec de prétendues hommes d'État dont l'inspiration se trahissait par des actes si graves, par des engagements si précipités ? Et quelle fortune pour la France désemparée que l'attachement d'un parti régime qui, en se substituant par un coup d'audace à un gouvernement régulier, allait anéantir l'indépendance de la France ?

M. Jules Favre avait sollicité sa nomination dès le 3 septembre aux membres du corps diplomatique. En même temps, court-il avait demandé à leurs puissamment respectifs les instructions dont ils avaient besoin pour déterminer leurs rapports avec le nouveau ministre des Affaires étrangères. Les États-Unis, fidèles à une pratique dont ils ne s'écartent jamais, chaque fois que la république est proclamée quelque part, s'empresurent de reconnaître le gouvernement de la défense nationale, et d'inviter M. Washburne à entrer en relations avec lui. M. Jules Favre répondit à cette communication par une dépêche qui prodiguait à l'ennemi américain les expressions de la plus vive reconnaissance, et qui ne pouvait manquer de parvenir dans un délai toujours prompt à se baser de constater la condition que si les armées allemandes reconnaissaient l'autorité de la nouvelle république au point de ne pas élever immédiatement le sol français, les États-Unis allaient déclarer la guerre à la France. On savait que depuis bien des années les cabinets de Berlin et de Washington sont unis par les liens de l'amitié la plus étroite, et qu'à la suite de la capitulation de Sedan, M. de Bismarck et M. Washburne, ministre des États-Unis auprès du roi Guillaume, avaient échangé des correspondances empreintes d'une cordialité significative.

En même temps que l'Amérique, le Suisse, l'Italie et l'Espagne reconnaissent le gouvernement de la défense nationale; quelques jours après ce fait le tour du Portugal. Mais les grandes puissances proprement dites, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie, la Russie et la Turquie

culaient obstinément sur une réserve dont le notre-
gouvernement commençait à s'effrayer.

On raconte que M. Jules Ferry, dès le 7 septembre,
exprima le désir d'être mis en rapport avec les ambas-
sadeurs de nos gouvernements. Le premier (1), auquel il
fit parvenir l'expression de ce désir fut M. le prince de
Serkovitch. L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie se rendit
immédiatement à l'hôtel du quai d'Orsay et eut avec
M. Jules Ferry une conférence assez longue. Virent
ensuite le comte de Fige, le chargé d'affaires de Rus-
sie, etc. Tous déclarèrent que s'ils n'étaient pas inca-
pables à entraîner en relations officielles avec le gouverne-
ment de la Défense nationale, du moins ils pourraient
s'entendre avec ses ministres des affaires étrangères
à titre officieux. Des impressions furent échangées sur
les conditions dans lesquelles la révolution du 4 sep-
tembre s'était accomplie, et sur la difficulté de trouver
une base certaine de médiation en présence des décla-
rations si catégoriques de la circulaire du 6 septembre.

Dès ce moment, M. Jules Ferry put mesurer combien
grandes étaient les différences d'appréciation qui sépa-
raient les Cabinets européens du gouvernement de
l'hôtel de Ville au sujet de la situation créée par les
diverses évènements; de même on se fit aussi pas-

(1) Lord Lyons avait vu M. Jules Ferry dès le 4, en vertu d'exp-
lications qui lui recommandaient de venir à son tour pour la présen-
tation des crédits et des propositions des agents internationaux réunis à
Paris. « Tout pourrai à cet effet, dans les 48 heures, commencer
avec le Gouvernement de la Défense nationale le nécessaire. » Lord Lyons
ajouta qu'il, dans le cas où il ne pourrait venir lui-même, il priait
Paris pour se transporter avec son état-major des affaires, l'ambas-
sade anglaise s'étant par avance retirée à la suite.

faute ignorer que de certaines attitudes inconsidérées on ne saurait pas se dissocier la bonne volonté des autres, en même temps qu'elles auraient pour résultat d'accroître les exigences de la France.

On savait en effet que ces exigences, après quelques hésitations, allaient se produire officiellement, comme une réponse définitive, implacable à ce qu'elle appelait les vaines postures du gouvernement de l'Hôtel de Ville. On savait aussi que l'état-major allemand, après un repos de quelques jours, se fit décidé d'avance. Pour le plus rapidement possible et d'effectuer dans un cercle infranchissable la capitale qui avait déclenché la guerre et fait et inopportune ment ses révélations. M. Jules Favre conçut bien vite de justes inquiétudes sur la prompte réalisation de cette double étonnante, mais, dès le 9 septembre, se montra-t-il très-déterminé d'en prévenir les conséquences. Il s'adressa donc immédiatement aux grandes puissances, et sollicita leur appui sous toutes les formes : alliance, concours moral et médiation.

Avant de commencer le récit de ces négociations, il convient de jeter au rapide coup d'œil en arrière et d'exposer en quelques mots la situation diplomatique créée par l'Angleterre au gouvernement de la défense nationale.

Il d'abord, et doit leur paraître certain que l'opinion publique en Europe avait rendu la France responsable de la guerre, en lui attribuant les précédents les plus agressifs. Avec plus d'exactitude, le cabinet de Berlin avait sa maîtrise de son côté jusqu'au dernier moment les apparences de la modération, et sans craindre que, tout en soulignant au fond une ligne pour laquelle il était prêt,

il le racontent à contre-cœur, et uniquement pour repousser d'injustes agissements.

Les journaux anglais usent d'une telle imprudence avec une vivacité particulière. Surpris par la menace d'une guerre continentale d'armistice, ils avaient tout mis en œuvre pour la prévenir. Évidents à Paris, ils en avaient tiré un désappointement profond, que les journaux de Londres avaient partagé, et qui, à leur tour, leur avait entraînés immédiatement dans une politique très-favorable à l'Allemagne.

Après les batailles de Wœrth et de Spicheren, le gouvernement anglais s'était surtout préoccupé d'empêcher les batailles de sortir de leur cadre original, et il s'était mis immédiatement à la tête d'une ligue des neutres, ayant pour but de jeter sur l'Italie et l'Autriche, afin de les détourner de venir en aide à la France. Pendant la dernière semaine d'août, le cabinet anglais avait poussé les choses très-loin dans cette voie : il avait obtenu l'adhésion formelle des cabinets de Florence et de Saint-Pétersbourg à une convention aux termes de laquelle les parties contractantes s'engageaient à ne pas sortir de la neutralité sans s'en former préalablement de leurs intentions respectives (1). Cependant le 17 août, lord Cranfield avait invité lord Lyons à informer le Prince de la Tour d'Auvergne que si le gouvernement français réclamait les bons offices de l'Angleterre, elle lui

(1) L'ambassadeur anglais offre à ses collègues le 10 septembre. En voici le texte. « À l'Angleterre. — ... s'abstiendront leur neutralité pendant la présente guerre, sans s'être préalablement communiqué leurs vues et s'être concerté avec la France, sans s'être entendu que pour et dans les limites de ce qui concerne leur neutralité ».

seraient accordés avec empressement et achetés, en vue d'un prompt rétablissement de la paix. Le ministre de l'Empire avait répondu que le moment d'une médiation n'était pas encore venu, et qu'en tous les cas elle devait sauvegarder l'intégrité du territoire et la constitution de la République. Sans se servir jusqu'à quel point cette ouverture était sérieuse : la vérité est que, dans la courtoisie diplomatique de lord Granville, elle n'apparaît que comme un incident, et qu'elle ne fut jamais renouvelée.

Voù-d'ris de l'Italie la situation était moins nette, enco sans qu'elle poutat donner lieu encore à de nouvelles équivoques. Il paraît qu'au début de la guerre, pressé de s'allier militairement avec la France, le gouvernement du roi Victor Emmanuel avait réitéré en refusant l'abandon des principes de la convention de 15 septembre. Le cardinal Olivier avait décliné cette condition, et permis à peine le rappel du corps d'occupation des États Pontificaux comme no menace légitime à cause les engagements contractés par l'Italie en 1861. Quelques jours après, les hostilités commencent, et lorsque le roi Victor Emmanuel, qui était parti au théâtre, apprit la nouvelle de la victoire des Allemands à Wozza, Il ne put s'empêcher de se blâmer tout haut, on se tint principalement à son palais, de n'être pas l'adid militaire de la France.

Un peu plus tard, d'out-à-dire vers la fin de novembre, le prince Napoléon avait été chargé d'une mission ayant pour but, d'après ce qu'il raconte, de solliciter de nouveau le concours de l'Italie. Au point où se trouvaient les choses, le cousin de l'Empereur, comme il en étroit-

que du reste, ne devait avoir aucune liaison sur le résultat de ses démarches, dans lesquelles l'opinion publique a persisté pendant longtemps à ne voir qu'un prétexte pour quitter la France et se soustraire à toute responsabilité dans les événements ultérieurs. Il n'est à dire que l'empereur Napoléon, souverain constitutionnel, n'avait pas le droit de céder, de son autorité privée, même à un membre de sa famille, une semblable mission, qui s'est jamais au surplus de valeur officielle. Car nous devons savoir que le prince de la Tour-d'Auvergne en apprenant l'arrivée du prince à Florence et le but de son voyage offrit nettement sa démission, et que, pour le faire revenir sur sa détermination, il ne fallut rien moins que les instances de l'impératrice et la crainte de compliquer par des susceptibilités personnelles, une situation déjà délicate pour le gouvernement et le pays. Est-il besoin d'ajouter que le diplomate du prince Napoléon se dépensa en conversations académiques entre lui et son royal beau-père, et qu'elle lui étaient tout à fait étrangères : c'est qu'à mesure que ses défaites s'accumulaient, le gouvernement richien se flattait d'en profiter pour s'emparer de Rome, la proclamation de la république à Paris fut, sous ce rapport, un dernier coup de fortune pour lui. Les hommes qui arrivaient au pouvoir en France avaient toujours défendu les prétendus droits du Pape contre le pape, et le cabinet de Florence n'allait pas manquer de profiter de leur présence aux affaires pour réaliser avec leur coopération le complément de l'unité péninsulaire, tandis, pendant que El Jolo Ferrer essayait les subtilités sur la question de savoir s'ils venaient ou

ne venaient pas à notre aide, eux n'osant en réalité occuper que de se retrancher les mayras d'aillet à Rome.

Quant à l'attitude de la Russie, sur laquelle tant de vaines conjectures ont circulé dans ces derniers temps, elle avait été dès le principe plus favorable à la Prusse qu'à la France. Des arrangements verbaux entre le Czar et le roi Guillaume, arrangements sur la portée desquels nous ne sommes pas encore fixés, mais dont l'existence n'est pas contestée, lièrent évidemment les cabinets de Berlin et de Saint-Petersbourg. La première révolution authentique de cette alliance parait avoir été la déclaration faite à Vienne et à Paris, vers la fin de juillet, que si l'Autriche se livrait à des armemens intervenant dans la lutte qui allait s'ouvrir, la Russie se verrait dans l'obligation de procéder à des mesures analogues, et n'aurait faita rien moins que les autrichiens et le crédit personnel du général Florcy pour empêcher cette réserve d'être inscrite dans la déclaration de neutralité du cabinet de Saint-Petersbourg.

Plus tard, vers la fin du mois d'août, M. le général Florcy vint en, avec l'empereur Alexandre, une conversation assez intéressante. C'était le moment où les journaux allemands soulignaient comme fait essentiel à la guerre victorieuse soutenue par la Prusse le comportement de l'empereur Napoléon. En faisant à l'ambassadeur de sa dernière son compliments de condoléance à l'occasion de ses récents revers sur le Rhin, le czar avait déclaré qu'il se lui paraissait si déplorable et conforme au droit public de lui en décerner un souvenir avec lequel il avait toujours entretenu les plus cordiales relations, et il avait ajouté que, dans sa pensée,

la paix à intervenir devait être exclusive de toute cession territoriale. Mais ce n'étaient pas là, du moins telle est notre conviction, des engagements au sens que l'on attache à ce mot. Du reste, nous revenons sur cette question avec plus de détails, en parlant de la mission de M. Thiers à Vienne.

Restait l'Autriche-Hongrie. Sans doute si la politique du cabinet de Vienne s'était eu à s'inspirer que des sentiments de l'empereur François-Joseph et de si le comte de Buol lui-même, un concours militaire sérieux ne nous eût pas été dénué de ce côté. D'ailleurs la possibilité d'une guerre entre la France et la France avait été depuis longtemps l'objet de perspectives diplomatiques. Il en était même sorti, dès l'année 1850, une véritable ligne austro-italienne qui associait, dans cette éventualité, aux cabinets de Vienne et de Florence, les aspects de sauvegarder des intérêts déterminés. Mais les diplomates ultra-pacifiques du cabinet Ollivier à son avènement avaient fait naître à Vienne la conviction que le parti de la France était irrémédiablement pris en sujet des événements de 1858; de telle sorte qu'un moment où la guerre éclata, en août de juillet 1870, l'Autriche et l'Italie, tout en restant liées entre elles, se trouvant dégagées vis-à-vis du gouvernement de Napoléon III. De plus, l'attitude presque économiétrique de la France ne laissant pas que de donner des inquiétudes au cabinet de Vienne, s'il venait à prendre part pour la France. En vain la diplomatie française s'efforçait-elle de démontrer à Vienne l'impossibilité et était la France d'entrer en ligne immédiatement, en regard à l'insuffisance de ses préparatifs militaires, le gouver-

sempres austro-hungaricus demerendi solent; il se devait tenir de rigueur sa conduite sur celle de l'Italie, et celle-ci était vivement, obéïssamment disposée de sortir de la neutralité par le ministère hongrois. On fut bien pis, lorsque l'armée de Bismarck eut perdu les batailles d'Almançon et d'œuilly. On se demandait chaque jour davantage en faveur de l'Allemagne la fortune décourageante, évidemment la seule possible du gouvernement français et leur détail des responsabilités qu'ils se sentaient de moins en moins la force d'assumer.

On peut donc affirmer que l'Autriche renoua de bonne heure à l'idée de faire cause commune avec la France; mais il convient de dire aussi que M. de Bismarck avait cherché dès le milieu du mois d'août, à remplacer un concours militaire devenu impossible à ses yeux par un concours moral susceptible de contraindre la France à une paix équitable et modérée. Le chancelier austro-hongrois travaillait donc à cette époque, dans à agiter ses méditations que les deux belligérents cessent de combattre, de même à établir entre les autres un concert qui leur permet d'intervenir au moment opportun et de faire cesser à des conditions acceptables une lutte sanglante et désormais inutile. Mais, comme nous l'avons déjà dit sommairement, et comme nous l'exposerons avec plus de détails dans les chapitres suivants, l'initiative de M. de Bismarck fut bientôt immédiatement à une opposition intransigeante de la part de l'Angleterre; si bien qu'en dehors de la chaise de l'Empire, l'Autriche se trouvait déjà sans emploi par le cabinet de Londres sur le terrain diplomatique, que par celui de Saint-Pétersbourg sur le terrain militaire.

Tel était l'ensemble de la situation extérieure au moment où M. Jules Ferry fut à même de s'en rendre compte. Critiqua-t-il le prestige de la nouvelle république allait y suffire ? Partageait-il à cet égard les illusions du gouvernement de l'Hôtel de Ville ? Il n'en eut guère le temps d'en douter.

Il est vrai, le premier but à atteindre était la reconnaissance du gouvernement du 4 septembre par l'Angleterre, l'Autriche et la Russie. M. Thiers, qui avait joué un rôle beaucoup plus considérable qu'on ne le pense dans le renversement de l'Empire, fut choisi pour cette grande négociation. Le cabinet de Florence pourtant, de son côté, en présence d'une révolution qui lui ouvrait les portes de Rome, sortit de la neutralité et trouva désormais dans les sympathies de l'opinion publique italienne le point d'appui d'une politique plus efficacement favorable à la France. La mission extraordinaire de M. Stéad fut dévolue pour répondre à cet intérêt.

En même temps le ministre des affaires étrangères du gouvernement de l'Hôtel de Ville informait une ou deux personnes de son intention, qu'une grave résolution venait d'être prise par lui, c'était de ne pas laisser s'effriter l'Empirement de Paris sans avoir tenté directement auprès de M. de Bismarck une démarche de paix, en offrant à la France une indemnité pécuniaire. Mais telle était l'exaltation de l'opinion publique et de la presse à Paris, à ce moment, que M. Jules Ferry ne crut pas pouvoir donner connaissance à ses collègues de dessein auquel il venait de s'arrêter, ni le soumettre à leurs délibérations. Il se fit d'exception qu'un ancien d'un membre du gouvernement et du directeur de son cabinet,

Toutefois, ce n'était pas chose facile que d'arriver sans questionner général allemand; il fallait donc invoquer les bons offices des neutres, et M. Jules Faure pensa que, dans une pareille conjoncture, c'était à l'Anglais qu'il fallait s'adresser de préférence.

M. Jules Faure en écrivit immédiatement à lord Lyons, et par l'intermédiaire du prince de Metternich, il lui fit connaître, dans la journée du 5, le billet suivant :

« Mylord, le prince de Metternich veut bien se charger d'être mon intermédiaire près de vous pour vous demander, conformément à l'ordre que vous m'avez fait, de passer pour moi au comte de Bernerli cette question :
« Veut-il entrer en pourparlers pour arriver à un arrangement et à une conférence sur les conditions de la paix;
« et avec quel entend-il engager cette conversation? »

« Je suis, etc... »

« J. FAURE. »

Immédiatement après avoir reçu cette lettre, lord Lyons se hâta d'en dire au ministre des affaires étrangères, qui lui dit très content de l'attachait d'importance à ce que la transmission de sa question à M. de Bernerli fût effectuée sans délai.

Une fois reçues des communications de lord Lyons, le ministre des affaires étrangères d'Angleterre, lord Granville ne perdit pas de temps. Dès le lendemain 18, il avait fait au comte de Bernerli, ambassadeur de l'Allemagne du Nord à Londres, une dépêche sans réponse :

Paris, 18 septembre.

« Le Gouvernement de Sa Majesté n'ayant pas les moyens de communiquer directement avec le quartier

général présent, j'ai l'honneur de vous prier de transmettre, dans le plus court délai possible, la question suivante que M. Farcy nous a prié de faire parvenir à Votre Excellence. (Suit le texte de la question).

« CHATELAIN »

Le moment où la question de M. Jules Farcy parvint à M. de Bismarck, celui-ci venait de s'établir avec le quartier général allemand à Reims. Trois jours se passaient sans que l'archiduc chancelier donnât signe de vie; cependant il avait fait dire que sa réponse arriverait vers le 12. Nous priâmes le lecteur de bien noter ces dates, car elles ont leur importance. Le 12 en effet, M. de Bismarck répondit qu'il ne pouvait attribuer aux conventions du gouvernement allemand à Paris l'importance d'opérations faites par le gouvernement de la France; que la nation française n'avait pas reconnu les pouvoirs des hommes de l'État de Ville, et par conséquent que le diplomate régulier de la courtoisie dans ce pays, aux yeux des puissances étrangères, n'avait pas cessé d'être l'empereur Napoléon. Toutefois M. de Bismarck réservait pas sur cette réserve, et terminait sa réponse par la question suivante :

« Quelle garantie y a-t-il que la France, ou même, pour le moment, les troupes à Metz et à Strasbourg, reconnaissent des arrangements sur lesquels on feraient d'accord avec le gouvernement actuel à Paris ou avec un de ceux qui probablement succéderont » [sic] ?

Nous insistâmes fort à l'heure pour que le lecteur ne perdît pas de vue cette date du 12. C'est qu'elle colo-

cide avec un autre document dont l'attaché est d'autant plus grand qu'il castrait la dernière expression officielle des exigences territoriales de la France. Il s'agit d'une circulaire de M. de Bismarck aux agents diplomatiques de la Confédération de l'Allemagne du nord pour leur expliquer le point de vue auquel le cabinet de Berlin se place dans l'éventualité de négociations susceptibles d'amener la paix. Le Chancelier, après avoir développé cette idée que dans la guerre présente l'Allemagne a été victime d'une agression injustifiable, ne caduque des garanties pour l'avenir, et il conclut dans ces termes :

« Nous ne pouvons pas ne pas faire nos conditions de paix uniquement dans le but de rendre plus difficile à la France sa prochaine attaque contre l'Allemagne, et surtout contre cette frontière du sud-ouest jusqu'à nos défenses, en reculant cette frontière, et par là le point de départ des attaques françaises, et en cherchant à acquiescir pour l'Allemagne les fortresses par lesquelles la France nous menace, afin d'en faire des boulevard de défense. »

Ainsi, dès le 12 septembre, la diplomatie prussienne formule nettement ses conditions de paix : elle ne parle pas encore de Strasbourg et de Metz, mais elle les désigne nettement en faisant allusion à ces fortresses qui sont les menaces contre les menes de la France et qui défendraient un boulevard défensif entre celles de l'Allemagne. Nous reprenons notre récit.

Le gouvernement anglais, après avoir reçu communications de la réponse de M. de Bismarck à la question de M. Jules Favre, voulait bien consentir à s'intermédiaire

de nouveau afin d'empêcher le bon vouloir du ministre français d'échouer contrairement de son devoir qui n'est pas manqué d'ajouter à la gravité de la situation en imposant patiemment aux hommes de l'État de l'île l'obligation de se jeter dans les aventures de la guerre à outrance. Lord Granville s'efforça d'abord d'atténuer les scepticismes manifestés par la France contre le gouvernement établi de fait à Paris, et d'insister le premier à considérer comme définitif, dans la révolution du 4 septembre, le renversement de la dynastie impériale. Puis le ministre anglais, laissant de côté l'éventualité d'une reconnaissance de la république française et l'admission préalable d'une base de paix, fit valoir auprès de l'ambassadeur de l'Allemagne du Nord à Londres l'opportunité de donner à chacun des belligérents le moyen d'être mieux informés de leurs vues respectives, et de préparer ainsi, suivant les circonstances, les éléments d'une paix honorable. En même temps, pendant que pour vanter les répugnances de M. de Bismarck et le déterminer à entrer en pourparlers avec le gouvernement de l'État de l'île il ne faussait rien moins qu'une démarche personnelle de M. Ferre au quartier général prussien, lord Granville avait fait demander à ce dernier s'il lui consentait de s'y prêter. A quoi M. Ferre avait répondu, dès le 14 : « J'accepte avec satisfaction l'offre de lord Granville de me faciliter une entrevue avec ce comte de Bismarck, dès lors que je suis de confiance de lui ses conditions pour se réunir et au besoin pour la base d'un traité de paix. » M. Ferre avait ajouté, au sujet de la question des garanties réclamées par M. de Bismarck pour entrer en négociation avec le

Gouvernement de la Défense nationale, qu'elles pourraient être fournies à un double point de vue politique et militaire. « Au point de vue politique, avait-il dit à lord Lyons, le Gouvernement de la Défense nationale signerait une armistice et convoquerait seule une Assemblée qui ratifierait le traité de paix qui serait conclu entre le gouvernement prussien et celui de la France. Au point de vue militaire, le Gouvernement de la Défense nationale offre la même sécurité qu'un gouvernement régulier, puisque le ministre de la guerre est assis dans son palais comme qu'il était. Tout ce qui serait réglé à cet égard pour un armistice serait donc ponctuellement exécuté sans aucun retard. »

Le cabinet anglais avait voulu se borner à ce rôle d'intermédiaire entre M. Jules Ferry et M. de Bismarck, mais sur de nouvelles sollicitations venues de Paris il dut consentir à envoyer au quartier général allemand un membre de l'ambassade anglaise. Puis, lorsqu'on vint à M. de Bismarck en personne et réglèrent avec lui les conditions d'une entrevue personnelle entre le chancelier et M. Jules Ferry. Le temps d'ailleurs pressé, les armées prussiennes avaient repris leur marche en avant après six jours de repos et elles s'avançaient sur Paris, qu'elles avaient évidemment l'intention d'investir sans retard. Dès le 14, M. Malot, secrétaire de l'ambassade anglaise monté de passage et accompagné de parlementaires français se mit en route à travers les lignes allemandes et parvint ainsi pour gagner le quartier général du roi Guillaume, qu'il remontra à Bismarck. M. Malot était porteur d'une lettre de lord Lyons à M. de Bismarck, expliquant à ce dernier que les difficultés créées par les comman-

Dans cette London et le quartier général allemand avaient même le gouvernement anglais à penser qu'il y aurait intérêt à se servir de son intermédiaire pour placer sous les yeux du chancelier la demande de M. Jules Ferry, et pour obtenir du premier la réponse qu'elle comportait, dans les délais imposés par les opérations militaires. M. Malet passa la journée du 25 à Home. M. de Bismarck lui porta pour lord Lyons une dépêche assez caustique, dans laquelle il se bornait à constater que l'affaire en question était l'objet d'une négociation directe entre le quartier général et l'ambassadeur de l'Allemagne du Nord à Londres. Toutefois, on a lieu de supposer qu'en conversant avec M. Malet, le Chancelier avait été plus explicite : du moins, le 16, M. Jules Ferry apprenant de la bouche de lord Lyons, qu'il en jager par les rapports de son ambassade, M. de Bismarck était disposé à entrer en négociations pour un traité de paix, mais qu'il ne voulait pas entendre parler d'armistice, et qu'en conséquence il se ferait plus difficile de recevoir dans un but aussi différent un représentant du gouvernement de la défense nationale. D'après M. Malet, voilà les termes mêmes dont s'était servi le Chancelier pour faire connaître sa pensée : « Si le gouvernement français veut insister, il faut qu'il en dise quelque chose ; nous consentons à traiter avec toute personne qu'il enverra. »

On était au 17 septembre. M. Jules Ferry se demandait si ses déclarations étaient suffisantes pour rendre possible le voyage qu'il méditait, et si était évident qu'en tout il eût pu être avoir une réponse sortant un peu plus des généralités et s'appliquant davantage à la

demande précise qu'il s'en adresse, Némours, après avoir entendu de la bouche de M. Malat le récit de son entretien avec H. de Bismarck, après s'être fait répéter les paroles d'ailleurs catégoriques de ce dernier, que nous venons de citer, M. Jules Favre cède à son premier sentiment, et il fut décidé que le lendemain matin, 16, il se mettrait en route pour le quartier général allemand.

Pour l'éventualité où ce voyage se réaliserait, M. Jules Favre avait fait publier dans le *Journal Officiel*, à la date du 12, une nouvelle circulaire à ses agents diplomatiques. Revenant sur quelques-unes de ses affirmations précédentes, qui avaient paru trop catégoriques et surtout trop peu empreintes des nuances de la situation, M. Jules Favre admettait cette fois la possibilité de la suite dans la politique que avait amené la France à une guerre si désastreuse contre la Prusse. Il s'engageait donc pour elle à faire amende honorable, et à mettre à sa charge les conséquences de cette fâcheuse aventure; mais il persistait à déclarer toute concession susceptible de porter atteinte à l'intégrité de nos frontières.

Dénonçant H. de Bismarck envoyé de Bonn, le 15, à ses agents diplomatiques, une circulaire, sur les conditions possibles de la paix. Cette fois, la Prusse victorieuse déchirait tous les voiles, et appelait par leur nom les fortresses qui étaient destinées à jouer un rôle prépondérant entre les mains des Allemands, après avoir servi si longtemps de station de départ aux attaques des Français sur le Rhin, elle revendiquait nettement la possession de Strasbourg et de Metz.

« Après longtemps d'arrêt H. de Bismarck, quelle France

resté en possession de Strasbourg et de Belfort, son offensive stratégique est plus forte que notre défensive par rapport au sud tout entier et à la partie du nord de l'Allemagne située sur la rive gauche du Rhin. Strasbourg appartenant à la France est une porte de sortie toujours ouverte sur l'Allemagne du sud, tandis que possédée par l'Allemagne, Strasbourg et Belfort acquièrent un caractère défensif ».

Nous ne raconterons pas ici le voyage de M. Jules Ferry à Baux et à Fontenay. Les difficultés qu'il fallut vaincre pour le préparer, montrent avec clarté quelle impasse la révolution du 17 septembre avait mis la France, privée désormais d'un gouvernement reconnu et apte à négocier ¹. Nous avons les récits de M. Ferry et de M. de Bismarck sur leur contact si célèbre. En les lisant, il semble que le Chancelier ait pris un plaisir cruel à revoir brutalement les yeux de son interlocuteur aux conséquences inévitables de la guerre rhénane soutenue par la France, et à garder d'autant mieux de mépris pour elle à son égard qu'il lui supposait plus d'illusions. A chaque allusion, à chaque phrase de M. de Bismarck, on sent comme un souffle de haine contre la France et la révolution irréversible de la décembre. En réalité, M. de Bismarck en voyant un membre du gouvernement de la défense nationale vouloir une occasion de juger de près les hommes qui voulaient d'usurper le pouvoir en France; le fait est que dans cette circonstance il ne se payait guère de logique, allant d'une

(1) M. Ferry a écrit qu'il voulait partir avec des lettres d'adieu; que M. de Bismarck, qui lui avait écrit de se presser, avait voulu s'efforcer de lui venir en aide.

assorties à une autre, et pas assésées de se retirer. Il avait refusé d'abord à M. Favre le droit de traiter au nom de la France, et le lendemain, il exigait de lui des créances territoriales; il lui avait fait dire qu'il ne voulait pas d'amnistie, et finalement il consentait au principe d'une suspension d'hostilités pour convoquer une Assemblée constituante.

On a beaucoup discuté sur la question de savoir dans quelle mesure les conditions d'amistie posées par la France à Ferrères étaient acceptables ou non. Si on les compare à celles qui ont été dictées par M. Jules Favre quatre mois plus tard, elles sont évidemment meilleures. La vérité est qu'à l'étranger on n'est pas aussi tantais. Mais n'a-t-il à cette époque le malheur de la nation d'appuyer une base les résolutions les plus sévères. Imaginez-vous le Gouvernement de la Défense Nationale livrant à la France, le 21 septembre, Strasbourg, Tout Phalsbourg (1), et le Mont-Vallman ! Incontestablement il se suiciderait. Il souleverait l'honneur non-seulement des démocrates mais encore des classes élevées, qui, quoique plus intelligentes, croyaient à l'utilité de la résistance et ne voyaient, jusque dans la catastrophe de Sedan, qu'un accident susceptible d'être réparé par la Prusse et la gêne de la nation. Sans doute les événements ont démontré que M. Favre avait eu tort de rejeter l'amistie dont il s'agit; mais sa bonne conscience ne se verra-t-elle en fait un crime. Le mérite de M. Jules Favre, il faut le

(1) Le chef de M. Jules Favre abandonne Phalsbourg, celui de M. de Bismarck abandonne Belfort, quant au Mont-Vallman, deux autres et commencent des négociations diplomatiques, M. de Bismarck a répondu.

reconstruire, d'est probablement à avoir vuient et encoient
dans sa personne les Français d'abord, et ensuite les
délivrance du pays. *Par un peu de notre ardeur ?*
par une part de nos fortunes ? Oui, tel était le cri uni-
versel au mois de septembre. D'ailleurs, à ce moment,
tous les nos plans étaient encore : l'armée du Rhin restait
puissante et glorieuse : la défense nationale proprement
d'un état pas commencée ; un retour de la victoire n'était
donc pas impossible. Mais la possession de pareils élé-
ments, et avec les réserves obligées sur ce que la révo-
lution du 4 septembre apportait de difficultés à la situation,
M. Ferry n'a fait qu'offrir à la conscience publique en
aprouvant un semblable jugement. Maintenant
la conscience publique se réveille, et n'est-ce pas
le propre du véritable homme d'état d'être supérieur
aux passions de son pays ? C'est une autre question que
nous n'avons pas à examiner ici.



CHAPITRE DEUXIÈME

PAGE 1

1



Du bonne heure le corps diplomatique étranger, accablé après le Gouvernement britannique, a fait demander qu'il affrontât l'investissement et le siège de Fiume. Mais le 7 septembre, c'est-à-dire trois jours après la proclamation de la république, R. le comte de Spreti, chancelier de l'Empire austro-hongrois, avait déjà le plaisir de Moltke à appeler l'attention de R. Jules Ferry sur les inconvénients qu'il y aurait pour les chefs de mission à s'enfermer dans une ville assiégée et les privés ainsi de tout moyen de communication avec l'exté-

gouvernement respectable. En conséquence l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie avait prié M. le ministre des Affaires Étrangères de permettre le Corps diplomatique au temps utile pour qu'il pût sortir de Paris sans difficulté, et il en avait obtenu une réponse favorable. L'ambassadeur d'Angleterre, de son côté, partageant également l'humanité de son collègue, et il déclara qu'il était disposé à régler sa conduite sur la sienne.

Tout d'abord, l'idée d'envoyer en province une députation prise dans son sein n'était pas venue à l'esprit du Gouvernement de la Défense Nationale. Plus tard, cependant, il y songea, et au moment où fut question de constituer cette députation avec M. Jules Ferry pour président. Mais en dernier, qui ne s'était point à ce projet qu'à contre-cœur, y renonça bientôt, et, le 11 septembre, il fit partir le Corps diplomatique l'avis suivant :

« J'ai l'honneur de vous annoncer que les circonstances m'obligeant à rester à Paris, j'ai dû renoncer à la pensée de me transporter, ainsi qu'avant, à Tours; mais je m'empresse de vous faire savoir que ceux de MM. les membres du Corps diplomatique qui désirent s'y rendre, trouveront auprès du Gouvernement toutes les facilités pour assurer leur départ.

« Agées, etc

« JULES FERRY »

Le lendemain, le Journal officiel publiait un décret désignant M. Gréville à Tours pour représenter le Gouvernement et en exercer les pouvoirs. « Chaque département administratif, ajoutait le décret, sera représenté

peut de lui par un délégué spécial chargé du service de ce département. »

Le 13, M. Grégoire s'installe à son poste, et les délégués des divers départements ministériels l'y rejoignent les jours suivants avec leurs services respectifs. Le 16 et le 17, les principaux membres du Corps diplomatique quittent Paris et vont prendre résidence à Tours. Parmi eux, nous citons lord Lyons, le prince de Metternich, Njomi Paris, M. Sagra, M. Okuma, et le chargé d'affaires d'Espagne. Quant au délégué du ministère des Affaires étrangères, il se sent de la capitale que le 18 au soir, c'est à dire par le dernier train de la ligne de l'Ouest. C'est M. le comte de Charbordy, ministre plénipotentiaire. Il arrivait aussi d'une lettre que M. J. Faure lui avait remise au moment où il se mettait en route pour Fontenay. Cette lettre portait en substance que M. le comte de Charbordy était envoyé auprès de la délégation du gouvernement de la Défense Nationale pour remplacer le ministre dans ses relations avec ceux des membres du Corps diplomatique qui s'étaient rendus à Tours.

C'est le moment de dire les que la détermination prise par M. J. Faure de rester à Paris pendant la nuit, échappe à toute explication raisonnable. A la vérité il se trouve que dans les circonstances actuelles situation de vice-président du gouvernement de la Défense Nationale exigeait sa présence à Paris, quelque fût pour la Franco-Gillett de rester en communication avec les puissances étrangères, alla de les solliciter, de les stimuler et de se rendre compte de leurs dispositions et de leurs intentions. Quant au gouvernement de l'Hôtel de Ville, ne

croût-il pas à la durée du siège de Paris ? Souhait-il de l'efficacité de la résistance que la capitale doit opposer aux Allemands ? N'aurait-il que des notions incomplètes sur la puissance des approvisionnements qui y avaient été amoncés dans les derniers jours de l'Empire ? Toutes ces hypothèses sont vraisemblables, mais aucune d'elles ne justifie M. J. Pons, ministre des Affaires étrangères, de s'être enfermé dans une ville (1).

Qu'il en soit, la nouvelle de la capture des négociations de l'armistice produisit une vive impression en France. Il en est peu donné occasion de l'abolition du serment public, en approuvant les exigences draconiennes formulées par M. de Bismarck. Ce jour-là, la situation apparut pour la première fois dans sa réalité à la nation, qui y répondit par la reprise de la guerre à outrance. La délégation de Tours vint de s'augmenter de deux membres : M. Glais-Bizolain et Fourichon. Le nouveau tria-virat, en commençant au pays le récit des conférences de Francfort, rédigé par M. J. Pons, y ajouta une proclamation qui se terminait par ces mots : « À d'usurpées insouciantes prétentions, on ne répond que par la lutte à outrance. La France accepte cette lutte et compte sur tous ses enfants. » Suivait un décret ajournant les élections municipales et législatives.

C'est à ce moment, c'est dans ces conditions que la diplomatie du gouvernement de la Défense Nationale

(1) Le ministre du gouvernement, en fait, M. Gambetta avait proposé un contrat de se retirer à Paris que le gouvernement, M. de Freycinet Triaud, et d'habiter en permanence tous les départements, sans aucune interruption d'ordre civil (sans si possible, dans cette ville se rassembler et si possible, M. Gambetta se fit appeler par un grand nombre de collègues).

reins en robes à Tours. Malgré son installation précaire et ce qu'il y avait d'irrégulier dans les pouvoirs, à la fois si faibles et si étendus, dont il était revêtu comme délégué d'un gouvernement qui n'était reconnu par aucune des grandes Puissances, si ce n'est l'Italie, M. le comte de Castelnau rencontra dès le principe chez les représentants de ces dernières, dans la plus cordiale bonne volonté et la plus parfaite obéissance. La France les avait vus avec plaisir se transporter en province, tant elle redoutait tout ce qui était de nature à donner au gouvernement de la Défense Nationale l'ombre d'une consistance, et à ses actes un semblant de régularité. Mais les membres du Corps diplomatique étranger n'avaient pas eu de voir leur compte de ces suggestions, et leur présence à Tours restait un témoignage de sympathie et d'intérêt en faveur de la nation française et de ses efforts pour repousser l'invasion étrangère (1).

Nous avons dit plus haut que le gouvernement de la Défense Nationale avait conçu l'espoir d'amener l'Italie à sortir de la neutralité et à prendre parti en faveur de la France contre l'Allemagne. M. Jules Favre et ses collègues avaient évidemment calculé qu'un pareil résultat était subordonné à des concessions actives et étendues sur la question romaine. Ces concessions, le ministre d'Italie à Paris les avait obtenues sans difficulté dans les premiers jours de septembre, et M. Sé-

(1) Le comte de Figeac vint d'arriver à Tours, après avoir traversé les lignes prussiennes, et demeura cinq jours à Versailles, le 1000 par M. de Roumieu. Celui-ci avait engagé à se rendre à Versailles pour y attendre le fin du corps. Mais M. de Figeac n'y était même, et certainement en cela une circonstance qu'il avait prévue de l'avance.

part, qui venait d'arriver à Florence avec une mission spéciale, fut chargé de leur donner un caractère définitif. Il ne nous convient pas de relever trop amèrement ce qu'il y avait de péril dans cette politique, ce d'insister sur l'inspiration singulière qu'elle prit sous la plume de M. Séuart, notamment dans certaines lettres adressées au roi Victor-Emmanuel pour le supplier de s'être emparé de Rome par la force. L'essentiel est que cette lettre effroyable n'eût jamais été communiquée officiellement au ministère des Affaires Étrangères de France et qu'elle restât par conséquent l'œuvre personnelle de celui qui l'a écrite. Car, à quelque point de vue qu'on se place pour l'apprecier, elle est au moins le tort grave de restreindre potentiellement l'Italie aux effets d'une politique qui l'avait conduite à signer sa signature le jour même où les Prussiens achevaient l'envahissement de Paris.

M. Séuart travaillait donc, en vertu des instructions qu'il avait emportées de Paris, à décider le cabinet de Florence à nous prêter son concours militaire. M. Jules Ferry avait dit : « Si l nous le refuse, l'Italie est déshonorée, c'est l'Italie s'engageant pour les choses mauvaises, et on était arrivé à la fin de septembre, sans avoir obtenu à rien. L'envoyé français était, en revanche, l'objet des démonstrations les plus affectueuses ; le Roi et ses ministres le comblaient de fleurs, et M. Séuart, qui croyait toucher au but, se démenait dans des illusions chaque jour moins acceptables. Il prodigua les déclarations, les promesses les plus extraordinaires, il alla, pensa-t-il, jusqu'à indiquer un retour possible de Rome à l'Italie comme prix de l'alliance qu'il sollicitait.

C'est à son impuissance de saisir une réalité qui lui échappait toujours, qu'il faut attribuer sans doute les pourparlers de M. Séant avec les chefs du parti gauchiste, et les anses de Garibaldi. L'envoyé français n'étant pas seulement convaincu que l'appui de Garibaldi allait changer le cours de notre fortune militaire, mais il espérait en outre que l'intervention de cet illustre patriote différencierait dans la jeunesse italienne un mouvement favorable à la France, et briserait peut-être les traditions et préjugés, mais si déplorables, de l'un et de ses ministres.

La délégation de Tours, ne se montrant, au fond, que médiocrement fidèle à l'idée d'obtenir l'adhésion de Garibaldi, et elle craint M. Séant à ne pas s'attacher trop exclusivement à cette d'entente. En même temps, le délégué du ministère des Affaires Étrangères prenait en toutes les négociations engagées par M. Séant, soin de les empêcher de dévier de leur but original. M. Tancrède-Vassault avait déclaré qu'il lui paraissait opportun, avant de se prononcer, d'attendre les résultats de la mission de M. Thiers. Le 23 septembre, M. Séant était chargé de faire observer à ce ministre que les questions qui se rattachaient à l'éventualité d'un concours militaire de l'Italie en notre faveur étaient indépendantes des résultats de la mission spéciale confiée à l'illustre homme d'État. En effet, la situation géographique de l'Italie ne la met-elle pas à l'abri de tout danger? N'aurait-elle pas une armée nombreuse? Ne serait-elle pas de résoudre l'affaire de Rome conformément aux aspirations nationales? Enfin, ce n'est pas une puissance pouvant plus pleinement

de sa liberté d'action ? C'était aussi de venir, nous-mêmes, l'avis de cabinet de Vienne.

Le 1^{er} octobre, les propositions du délégué des Affaires étrangères parurent sous forme plus catégorique. Dans une conférence qu'il eut ce jour-là avec M. Vigny, il, le comte de Chambord fit remarquer au ministre italien l'insécurité que son pays aurait à se présenter en faveur de la France. Le cabinet de Florence trouvait là une occasion unique de commencer définitivement la réputation future du pays. En entrant dans une direction conforme aux vœux et à la politique suivie de la nation française, il se faisait que suivre les traditions de la politique de Cavour, qui, à une autre époque, n'avait pu hésiter à contracter une pareille alliance, et qui avait su en faire sortir plus tard l'indépendance et l'unité de la péninsule. Passant ensuite aux vœux et moyens de stabiliser cette alliance, le délégué italien énumérait les conclusions auxquelles le gouvernement du roi Victor-Emmanuel mettait à notre disposition 80,000 hommes, qui se réuniraient à l'armée de Bellet, soit pour agir dans l'Est et obliger les Prussiens à déloger d'Italie ou l'Italie, soit pour envahir l'Allemagne du sud ; la France de son côté s'engagerait à détacher de son armée, en formation sur la Loire, 80,000 hommes afin de les joindre aux troupes italiennes.

M. Vigny prit acte de cette proposition, en promettant, dit-on, de l'expuser, ce qui était un grand point, car il est de notoriété publique que l'honorable représentant du roi Victor-Emmanuel avait toujours professé jusqu'à des limites extrêmement étroites à toute intervention de l'Italie dans le conflit franco-allemand. On

moins large, il s'agissait d'amener l'Angleterre à envisager la perspective d'une véritable intervention avec nous de déléguer que par le passé. Ici la tâche était plus délicate, le cabinet de Florence se trouvait engagé, vis-à-vis de celui de Londres, dans une politique de neutralité d'où de ne pouvait sortir ni l'un ni l'autre sans s'abaisser mutuellement à l'aspect de toute intention. Lord Palmerston répondit toutefois que le gouvernement britannique n'encouragerait pas l'Italie à nous prêter son assistance, mais qu'il lui laisserait sa liberté d'action.

Les négociations s'ouvrirent donc sur ces bases précises, et comme le gouvernement italien paraissait craindre surtout de ne pouvoir pas être secondé, dans les opérations auxquelles il devait participer, par une véritable armée française, alors on lui proposa d'envoyer à Trente un attaché militaire qui se rendrait compte par lui-même de l'état de nos ressources et de leur importance. A ce moment on était l'armée du la Loire, placée sous le commandement d'un général expérimenté, commençait à prendre connaissance; les recrues y affluaient, et, sous l'action d'une discipline sévère, leur instruction s'opérait avec beaucoup d'activité et d'ordre.

C'est pas le lieu de raconter en quelques et comment ces négociations évoluèrent. Le ministre italien prétendait à tout faire dépendre du résultat de la mission de M. Thiers; pour obtenir une réponse définitive, il fallut donc attendre l'arrivée à Florence de cet homme d'état. Est-il besoin d'ajouter que les experts italiens n'avaient jamais fondé de très grandes espérances sur le concours des Français? Ils l'eurent fait expérimenter à M. Jules Favre et à M. Sézari, pour s'épargner toute

difficulté avec la France dans la question romaine, mais, celle-ci une fois résolue conformément à leurs vœux, il écarte à priori qu'ils ne s'attachaient plus qu'à se dépayser.

Vers la même époque, le gouvernement français tenta des efforts analogues pour obtenir le concours actif de l'Autriche-Hongrie, même dans l'hypothèse où la France garderait dans le conflit franco-allemand l'attitude et les positions qu'elle avait prises dès le début de la guerre. Le 1^{er} octobre, M. le comte de Bismarck faisait savoir au prince de Metternich à Tours que le cabinet de Vienne n'était pas en situation de sortir seul de la neutralité, et qu'il attachait beaucoup de prix à voir le gouvernement d'une nation amie s'entretenir à cet égard avec elle. « Les puissances, écrivait M. de Bismarck, veulent une belle chose à accomplir en cherchant à mettre un terme aux calamités de la guerre telle qu'elle se poursuivait aujourd'hui. Elles doivent reconnaître toutefois que l'Autriche-Hongrie n'est pas en état d'assumer seule un pareil rôle, ou de se placer en première ligne. »

Pendant qu'il poursuivait avec l'Italie et l'Autriche ses négociations, le député des Affaires Étrangères se trouvait conduit à insister auprès du gouvernement de Tours sur la nécessité de constituer une Assemblée nationale, d'un conseil ou pouvoir régulier, et un décret de la législature précédente honnêt les élabora pour le 15 octobre.

Ce décret produisit un excellent effet sur les gouvernements étrangers, et M. le comte de Gramont en put bientôt réclamer une nouvelle impulsion et reconnaissance du gouvernement du 4 repoussée par l'Angleterre. Tout

Eut un docteur du cabinet anglais, disait-il à lord Lytton et à M. Tassot, de se pas préoccuper ; même ment à notre égard une attitude hésitante et contradictoire que rien ne justifiait. La France est tranquille ; l'union de Paris, en présence des devoirs de la défense est assurée ; et partout le gouvernement, malgré son originalité déconcertante, est obéi. Nos relations avec les puissances étrangères sont également satisfaisantes, et il n'y a pas, jusqu'aux Français eux-mêmes, qui ne reconnaissent immédiatement notre autorité politique dans tous les des conditions de paix. L'union des négociations de Ferrières ne montre-t-elle pas du reste à l'Europe et tout la politique allemande ? Et n'est-ce pas l'évidence même que les crises territoriales qu'on voudrait aborder de nous venant que le prétexte de celles dont les autres États sont menacés dans un avenir très prochain ? Dans de telles conjonctures, l'indifférence de l'Angleterre à l'égard de tout prendre le monde politique, son abstention n'est pas seulement possible pour une autre affaire, elle peut directement apporter aux intérêts de la médiation. A la suite de ces pressantes suggestions, un conseil de cabinet fut tenu à Londres pour délibérer sur la question de la reconnaissance du gouvernement de la Défense nationale ; mais le ministre Gladstone, sous prétexte, et dès le 1^{er} octobre, il répondit qu'il n'y avait de se faire reconnaître par les puissances étrangères, la gouvernement de la Défense Nationale devant se faire reconnaître par la France.

Ce qu'il y avait de plus barbare dans ce refus, c'est qu'il était au cabinet anglais l'angoisse la plus vive, en présence des demandes analogues qui lui venaient de

Tout à une demande présentée du ministre de France à Vienne pour obtenir la reconnaissance de la République par l'Autriche, M. de Bunsen répondit, le 1 octobre : « Sans s'opposer au préjugé hostile contre la République, et sans s'abstenir pas à la reconnaissance officielle, aussi qu'elle sera prise la constitution d'un vain national. Aujourd'hui, avant que la France n'ait consolidée son pouvoir, il serait contraire aux usages qui régissent les relations des puissances entre elles de devancer la décision du pape. »

Si catégoriques qu'elles fussent, ces réponses ne décourageaient pas M. le comte de Chambord. C'est l'Angleterre qui tenait les fils : dès lors c'est sur elle qu'il fallait jouer. Le député des Affaires étrangères continua donc à se plaindre de l'Autriche du cabinet de Londres, qui, non content de refuser un témoignage officiel de sympathie à la France, accablée par des revers insurmontables, ne faisait rien pour servir la Prusse victorieuse et la laissait persécuter, sans protestation, dans des exigences insupportables. L'ambassadeur de la Seine-Inférieure put donc à entendre que le principal obstacle au rétablissement de la paix, c'était la déclaration de M. Jules Ferry : « Pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos fortresses ! » Le député du ministère des Affaires étrangères répliqua, avec assez de justesse, que plus il y avait d'écart entre les prétentions des belligérents, plus il entrerait dans les devoirs des neutres d'intervenir. Néanmoins, il fut pris acte de la suggestion de lord Lyons, et le 6 octobre, M. le comte de Chambord députa au duc de Cambridge de Londres sa déclaration qu'il consentait au démantèlement des fortresses.

Sans cette œuvre de justice, la diplomatie française est seule avec son allié d'affranchir le cabinet de Londres. En se mettant à la tête de la ligue des neutres, l'Angleterre a pris une responsabilité évidente. N'est-ce pas elle qui, après Wertz, a demandé certaines puissances de nous venir en aide ? Et si une pareille conduite peut et doit être pardonnée par la nation française, c'est à la condition que, comprenant leurs devoirs à la face des témoins dans les duels, les neutres empêchent la guerre de se prolonger et se réservent le droit non seulement de donner, mais d'imposer leur avis pour faire cesser le combat. L'indifférence incompréhensible de l'Angleterre est une juste cause d'inquiétude pour l'Autriche, l'Italie, la Turquie, l'Espagne, qui se demandent où va l'équilibre européen, si la guerre de conquête, poursuivie à outrance, ne soulevé pas même une protestation de la part des puissances les plus manifestement enclin de s'y opposer. Enfin, comme résultat offensant à une situation si préjudiciable à l'intérêt des neutres, M. le comte de Clarendon propose, le 10 octobre, la réunion d'une conférence.

Ici se place un incident dont il convient de dire quelques mots. Il s'agit de l'arrivée en France de Garibaldi. Quelque temps auparavant, un de ses disciples, M. Berlioz, était venu à Tours pour servir d'intermédiaire au Gouvernement de la Défense Nationale d'accepter le concours de citoyens patriotes. Le délégué des Affaires étrangères, ainsi que M. Crémieux, lui avaient donné chaleureusement à entendre que la présence de Garibaldi entraînerait plus d'inconvénients à la France qu'elle ne lui procurerait d'avantages. Mais ce n'était pas l'avis de

notre envoyé extraordinaire à Florence, depuis douze, dis-je, l'invitation à laquelle Garibaldi avait devant répondre en s'embarquant immédiatement pour Marseille. Il avait à peine mis pied à terre dans cette ville, qu'il recevait un télégramme de M. Glais-Bizoin qui, en son nom et au nom de ses collègues, pressait Garibaldi de se rendre à Tours, où l'attendait une réception enthousiaste. La vérité est que M. Glais-Bizoin n'avait même consulté ses collègues avant de faire cette démarche. Garibaldi n'étant pas tenu de le savoir, il arriva donc avec la conviction qu'il était appelé. Ce n'est qu'à Tours qu'il fut à même de connaître la vérité à cet égard, et des publications anonymes nous ont appris qu'il fut tout d'abord avec effroi de lui trouver un commandement sérieux. En revanche, aussitôt à près la capitulation de Rome, le député des Affaires Étrangères s'était empressé d'assurer le rapatriement de la légion française d'Italie et du corps des autres patriotes qui prirent une part si glorieuse aux opérations sur la Lure.

Vers la même époque, M. Gambetta, parti de Paris en Italie, arriva à Tours avec la mission de pousser la défense nationale et d'organiser les élections législatives et municipales. A quelques heures après son arrivée, il fut élu député pour St. Gaudette, et reconnaître qu'il est le seul homme à qui la révolution du 4 septembre n'ait pas fait une division au-dessus de son personnage. Sans doute, néanmoins, que si l'intervention de M. Gambetta est pour conséquence d'empêcher une activité prodigieuse, quoique irrégulière, à la défense nationale, elle est un véritable malheur, en retardant la con-

vacances des électeurs, d'empêcher, dans la même mesure, la reconnaissance du nouveau gouvernement de la France par les Prussiens disséminés. Il ne manque pas, nous le savons, de bonnes raisons pour expliquer cet ajournement : mais la vérité est qu'il aggrave l'isolement diplomatique de notre pays et lui enlève tout espoir d'être à l'Étranger une base sérieuse de médiation. Ce fait, la seule faute capitale, dont la responsabilité tout entière retombe sur le gouvernement de l'Hôtel de Ville.

Au milieu de ces péripéties, la politique de M. de Bismarck avait perdu de son air hien et affecté des allures presque constitutionnelles. Un peu déconcerté sans doute par la surprise pénible avec laquelle l'opinion publique, non-seulement en France, mais en Europe, avait accueilli la rupture des négociations de Berlin et constaté les allégeances léguées à la France, l'habile chancelier s'efforçait, par des circulaires rendues publiques, d'en modérer, selon l'entendu, du moins l'expression. La délégation de Tours avait été dans une proclamation au peuple français : « les Allemands veulent nous réduire à l'état de puissance de second ordre. » M. de Bismarck s'ingéniait à répondre ce qu'il y avait, selon lui, d'inspiré dans cette appréciation, et faisant appel à la subtilité de son esprit, il démontrait gravement que si, avant de s'acquiescer de l'Œre et de la Saale, la France était une puissance de premier ordre, elle ne pouvait, six ans plus tard, se voir du même rang en cédant des territoires d'une importance égale à l'étendue des trois nouveaux départements qu'elle avait ainsi à acquiescer. « La cession de Strasbourg et de

Mais, aussi-tôt dans ce courant, d'avis de Fortetrua, le 1^{er} octobre, complète dans sa composition territoriale une diminution du territoire français, égale à peu près à l'agrandissement de ce territoire par l'annexion de la Savoie et de Nice. A la vérité, la population de ces provinces surpasses d'environ 750,000 âmes celle des territoires acquis en 1860. Mais si l'on se rappelle que la France, d'après le recensement de 1866 (*Annuaire de l'Etat*, 1870, p. 544), compte 38 millions d'âmes, et avec l'Algérie qui fournit, actuellement, comme on sait, une partie essentielle de la force militaire de la France, 42 millions d'âmes, il est évident qu'une diminution de trois-quarts de million de cette population ne change rien à l'importance de la France vis-à-vis de l'étranger; tout au contraire, elle laisse à ce grand Etat les mêmes éléments de puissance. L'aida d'après il a été en mesure d'exercer dans la guerre d'Orient, comme dans la guerre d'Italie, une influence si décisive sur les destinées de l'Europe. »

Ce langage était-il irréfutable ou sérieux? Dans tous les cas, il méritait une réponse que ne se fit pas attendre. Après avoir relevé ce qu'il y avait d'inconvenant dans ces évaluations comparées de populations, traitées par le chancelier allemand comme un objet d'échange et de trafic, le délégué du ministère des Affaires Étrangères écrivait avec un grand à-propos, le 16 octobre: « Ce que gagne une nation par le fait d'un agrandissement territorial consenti par un Etat voisin, devient tout à coup nul, est de peu d'importance et d'égale valeur par l'absence de sécurité qui en résulte pour sa frontière; ce qu'elle perd, au contraire, par l'effet de la

conquête violente que lui inflige un ennemi vainqueur et désormais menaçant, lui ôte à la fois son prestige moral, sa force matérielle et son espoir, dès lors cette puissance est en déclin. »

Mais il ne se bornait pas les suggestions indirectes, faites par M. de Bismarck à la France, pour l'amener à consentir aux sacrifices réclamés d'elle, et à signer la paix. Strasbourg et Toul avaient capitulé, et, depuis le 15 septembre, l'investissement de Paris semblait à l'échec, malgré plusieurs assauts contre tous les secours offerts de l'armée et de la garde nationale. Il faut ajouter qu'à ce moment, la population de la capitale faisait l'admiration du monde entier par le courage avec lequel elle s'était résignée aux souffrances d'un siège véritablement extraordinaire. Et comme l'opinion publique avait peine à comprendre qu'on eût pu agglomérer dans une ville de deux millions d'âmes des ressources suffisantes pour l'alimenter pendant longtemps, il en était résulté, il faut le dire, dans la conscience universelle, un vif désir de voir la guerre se terminer avant que les Prussiens eussent réussi à affamer Paris. Avec son habileté ordinaire, M. de Bismarck s'avança ces suggestions fort prématurées, et dans une sorte de surcroisement, daté du 15 octobre, il appela l'attention des neutres sur les conséquences que pourrait entraîner la prolongation, de la part des Français, d'une résistance désormais inutile. « Des malheurs, par centaines de mille, se trouvent donc, disait-il, venir dès à présent à une mort certaine si Paris ne capitule pas à temps, car il ne faut pas compter que les Allemands puissent soutenir efficacement une population de deux millions d'âmes,

leur rôle devant se borner à poursuivre jusqu'au bout la guerre à laquelle ils ont été provoqués. »

Ces menaces, dont l'un, dès le 14 octobre suivant, de la part de M. le comte de Chauland, à une époque dans laquelle il avait assuré que si les conditions, présentées et complétement par la France, venaient à se produire, le monde entier n'hésiterait pas à se rejeter la responsabilité, non sur ceux qui avaient demandé la paix, mais sur ceux qui continuaient la guerre dans un but de vengeance et de conquête.

Toutes ces circonstances aidant, l'Angleterre prit soudain la résolution de sortir de l'isolation et de tenter une nouvelle démarche en faveur de la paix. Le 19 octobre, lord Lyons vint trouver le délégué du ministre des Affaires Étrangères et lui annoncer, par ordre de son gouvernement, que le cabinet de Londres allait s'adresser à la France, afin de faire cesser une telle affligante et inutile. Toutefois, le Foreign-Office déclarait aussi et, dans ses démarches auprès du Chancelier fédéral, il serait fondé à se prévaloir d'une intervention ou d'une demande du gouvernement français conforme à l'habituelle de la diplomatie britannique.

M. le comte de Chauland refusa de répondre affirmativement. Il dit à l'ambassadeur de la France que, depuis l'entrée de la Prusse, le devoir des puissances neutres était tout autre. Il consentait à demander à la France ses conditions de paix, à les modifier et à les présenter ensuite à la France avec la garantie d'un concours diplomatique suivi. Mais, mais alors seulement, en ayant une base certaine de négociations, ou débats de laquelle il n'y avait rien de pratique, ni d'efficace

et ne courait le risque de part et d'autre de se trouver, après un nouvel échec, dans une situation plus critique qu' auparavant.

Le 31 octobre, lord Granville précisant la nature et l'étendue de ses vœux en faveur de la paix, la formulait dans les termes suivants : « L'Angleterre conseille instamment au gouvernement français de s'accorder avec la Prusse pour un armistice qui amènerait la convocation anticipée d'une Assemblée nationale, et aboutirait au rétablissement de la paix. » En même temps, les représentants des grandes Puissances à Tours étaient invités à user de toute leur influence auprès du gouvernement de la Défense Nationale pour l'inciter à adhérer à la proposition anglaise.

En présence de cette situation, il n'y avait plus possibilité d'ajourner une réponse catégorique. Un conseil de cabinet fut tenu, le 31 octobre, auquel assista M. de Chambord, mais de la lecture de la proposition anglaise. Tous les membres de la délégation, à l'exception de M. Gambetta, déclarèrent, après mûre examen et après la réserve que la demande de lord Granville, absolument spontanée, ne se rattachait ni à une demande, ni à une autorisation antérieure de la part de la France, que la proposition du cabinet de Londres avait été transmise à Paris, et approuvée auprès du gouvernement de l'Assemblée de Villet. Voici du reste le procès-verbal de la délibération du conseil, dans laquelle furent prises ces importantes résolutions.

PROCÈS-VERBAL

« La délégation du gouvernement de la Défense Nationale, M. Thiers étant présent, a admis dans son sein M. de Chambord, représentant du ministre des Affaires Étrangères de la République, pour recevoir de lui une communication officielle :

« M. de Chambord s'exprime en ces termes :

« Messieurs, lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre, vient de me faire la communication suivante au nom de son gouvernement :

« L'Angleterre offre de proposer à la France et à la Prusse, de son initiative, un armistice pendant lequel la France présiderait aux élections de l'Assemblée nationale. »

« Lord Lyons demande si le gouvernement français adhérerait à cette proposition.

« Après avoir bien établi que rien ne peut laisser supposer que le gouvernement français ait jamais eu la pensée de suggérer une pareille proposition et qu'il y est demeuré complètement étranger, la discussion s'est élevée entre tous les membres du gouvernement et le député, ministre de la marine, sur le point de savoir si l'on peut admettre la proposition d'un armistice, ayant pour objet l'élection d'une Assemblée.

« De cette discussion, il est résulté que l'on s'est

rent prononcées pour l'affirmative, celles de MM. Crémieux, Glais-Bizollet, membres du gouvernement, et de M. le député Faustinus R. Garbella, s'appuyant des renseignements recueillis par lui, comme ministre de l'Intérieur, depuis son arrivée à Tours, à partir de l'opinion sévère qu'il avait apportée de Paris.

« En conséquence, il a été décidé que la délégation de Tours transmettait au gouvernement de Paris la proposition d'un armistice faite par l'Angleterre, en appuyant cette proposition, car dans le sein de la délégation, il ne peut s'agir que d'un armistice d'une durée d'un mois vingt cinq jours, sans renouvellement de toutes ses places menées. M. Thiers a été chargé de cette transmission.

« La proposition de l'Angleterre, simultanément faite à la Prusse et à la France, est alors acceptée :

« Un armistice sera conclu entre les deux Puissances « bellicieuses, pendant lequel la France procédera aux « élections de l'Assemblée.

« Fait à Tours, en Conseil de la délégation du gouvernement de la Défense Nationale, le 31 octobre 1870. »

Suivent les signatures.

Une proposition toute particulière se joignait à beaucoup d'autres pour imposer à la délégation de Tours une attitude conciliante en présence de l'offensive anglaise. On s'était pas alors sans inquiétude sur la portée des négociations que le général Boyer venait d'entamer avec l'Angleterre, et il importait d'y mettre un terme en faisant la France une seconde fois à torter le gouvernement de la Défense Nationale comme le drapeau.

viens de l'autorité légale. De son côté, M. Thiers, qui venait d'arriver à Taux, avait rapporté de Saint-Petersbourg, comme nous l'expliquerons plus loin, la possibilité de se rendre à Paris. Par son intermédiaire, on avait donc la certitude de correspondre avec la capitale dans un délai relativement court. Mais il restait bien entendu que l'armistice, en vue duquel des négociations allaient s'ouvrir, ne porterait que sur des questions exclusivement militaires et qu'on n'y introduirait aucun arrangement susceptible d'engager la question politique. Ces réserves apportées par lord Lyons avaient obtenu en outre l'assentiment formel de l'Autriche et de la Russie.

Parallèlement, dès le 20 octobre, lord Granville avait adressé à l'ambassadeur de la reine à Berlin, une dépêche exposant toutes les considérations d'humanité propres à faciliter le quartier général allemand avec l'idée d'un armistice. Lord Granville faisait appel aux sentiments qui avaient inspiré le memorandum du 20 octobre, sur les conséquences possibles du siège de Paris, mais surtout il se défendait de vouloir intervenir en rien dans les conditions de la paix. « Le gouvernement de Sa Majesté, disait-il à ce propos, désire qu'il n'y ait aucune interdiction sur ce point, à savoir que, aussi qu'il l'a fait jusqu'à présent, il n'a nullement l'intention de danger aux souffrances des civils livrés ou inacceptables. Les suggestions qu'il lui a jusqu'à présent sous la forme la plus amicale lui sont inspirées par la considération des conséquences éventuelles pouvant résulter, d'après le comte de Bismarck, d'un investissement prolongé de Paris. »

L'Angleterre était loin, on le voit, de prendre le rôle et l'attitude qui semblaient lui être dictés par sa présence à la tête de la ligne des autres, puisque, pour déterminer la France à une action, elle se livrait rigoureusement aux considérations d'humanité. M. de Bismarck ne fit donc aucune difficulté pour accepter les conclusions de la dépêche de lord Granville, et il se borna à observer, suivant son habitude, que, jusqu'à présent, la continuation de la guerre devait être imputée beaucoup plus à la France qu'à la Prusse. Dès lors, il ne demandait pas mieux que de voir cesser une lutte sans objet, et il faisait, en attendant, les vœux les plus sincères pour que le cabinet de Londres réussît à amener le gouvernement français à des sentiments plus modérés et plus conciliants ; mais il persistait à garder des doutes à cet égard, surtout depuis que l'arrivée de M. Gambetta à Tours avait eu pour conséquence d'apaiser indéfiniment la convocation d'une Assemblée nationale, seule en position de faire le paix.

Dans cet intervalle, M. Thiers avait demandé et reçu un sauf-conduit pressenti pour se rendre à Versailles et de là à Paris. Ce sauf-conduit ne lui parvint que le 25 octobre, après cinq jours d'attente, calculés probablement sur l'éventualité de la reddition de Metz, dont l'illustre négociateur apprit la nouvelle entre Tours et Orléans, et qu'il accueillit, d'ilon, avec généraux français ou allemands non figés. Quelqu'il en soit, le délégué du ministre des Affaires étrangères partait à plein tous les instants qui lui restaient pour décider les Portances autres à avoir l'œil ouvert sur les négociations prochaines de Versailles, et à faire venir à M. de Bismarck,

qu'elles n'ajoutaient pas se débarrasser plus longtemps de la situation imposée à l'Europe par la continuation de la guerre. Et le comte de Chambord installa une dernière fois pour rappeler aux Nostres que le gouvernement de la Défense s'était attaché sans relâche à unir dans un même sentiment l'action de toutes les grandes Puissances. Tel avait été le but de la mission confiée à M. Thiers, et qui l'avait conduit successivement à Londres, à Vienne, à Saint-Petersbourg et à Florence. Malheureusement l'Angleterre jusqu'à ce jour équivoquant, la Russie persistant à agir isolément, en conseillant à la France de s'adresser directement à la Prusse; et quant à l'Italie, elle restait dans le vague d'alliance sans résultat; seule, l'Autriche continuait à donner des preuves d'un bon vouloir qui témoignait de la sincérité de son amitié. À l'heure actuelle, n'ayant plus d'aillets possibles, le gouvernement de la Défense Nationale devait donc tenter ses efforts du côté d'une action diplomatique et en presser l'établissement. La proposition d'association lui paraissait un premier pas dans cette voie, mais ce n'était pas assez. Les Nostres étaient tous de demander à la Prusse des conditions de paix et de ne pas laisser plus longtemps le vaincu aux prises avec les exigences insupportables du vainqueur.

Ces suggestions, ces appels pressants à un concert général s'envolaient, il faut le dire, toutes choses de mises. En ce moment, l'abstention de l'Europe était définitive : elle avait pris son parti du débâclement de la France.

Mal en ce qui regarda l'Angleterre, son abstention sérieuse dans les négociations préparatoires de l'armistice

semble être due à une circonstance spéciale qui mérite d'être rapportée. Lorsqu'elle s'était adressée à Berlin et à Tours pour demander une suspension d'hostilités, l'Angleterre n'était pas sans éprouver la crainte que M. Thiers n'eût fait à la Russie des concessions importantes sur la question d'Orient, et n'eût ainsi créé de graves difficultés à l'équilibre européen. Aussi, à peine M. Thiers était-il revenu à Tours, que lord Lyons l'interrogea sur ce point et obtint de lui, il faut bien l'avouer, une réponse un peu propre à lever le calvaire britannique de ses inquiétudes. Voici comment l'ambassadeur anglais raconte cette curieuse conversation, dans sa dépêche à lord Salisbury du 27 octobre : « M. Thiers m'a parlé ce matin de ses communications avec l'Empereur de Russie et les ministres de S. M. lors de sa récente visite à Saint-Petersbourg. Le bruit a cours, m'a-t-il dit, qu'il était arrivé à conclure quelque accord et à entrer dans quelque arrangement avec la Russie au sujet de la politique future de la France. Rien de semblable n'a eu lieu. Si l'Empereur de Russie lui eût offert de marcher contre la Prusse avec une armée de 300,000 hommes, M. Thiers eût été tenté alors de se prêter au retour à quelques concessions... » Il est trop évident que de pareilles déclarations, si elles ont été réellement faites, n'étaient pas de nature à rassurer l'Angleterre, ni à lui démontrer la sincérité d'interventions dans les négociations qui allaient s'ouvrir à Versailles.



CHAPITRE TROISIEME



CHAPITRE TROISIÈME

La mission de M. Thiers. — Il se rend à Londres. — Ses conversations avec lord Russell. — M. Thiers quitte l'Angleterre, et s'arrête quelques heures à Turin, et va à Venise. — Il présente au pape et arrive à Saint-Etienne. — Ses relations avec le prince Gortchakoff. — Sa réception par l'Empereur Alexandre et les membres de la famille impériale. — M. Thiers se rend à aller à Florence. — Conseil de guerre auquel il assiste. — M. Thiers revient à Rome. — Il est chargé de porter à Paris la proposition d'armistice. — Réponse de M. Gambetta à M. Jules Ferry. — M. Thiers reçoit un ambassadeur du quartier général allemand. — Il est obligé de passer par Venetie pour se rendre à Paris.

C'est une tâche ingrate et difficile de raconter la mission de M. Thiers. On ne saurait croire en effet que cette mission ait seulement consisté en un échange courtois de la Déclaration de la diplomatie du gouvernement de la Défense Nationale, mais encore qu'elle a été remplie par un homme que la haute confiance du pays et de ses représentants ont élevé depuis à la plus haute magistrature de l'État. On ne doit donc lui en parler

qu'avec une grande réserve. D'autres voudront plus tard que nous soyons en situation que nous d'arriver à cet égard les droits de l'histoire. Il leur appartiendra de décider tous les voles, dont nous ne saurons rien d'être qu'un vol, et de décider à fond des situations que nous nous bornons à indiquer.

Les relations de M. Thiers avec les hommes de la révolution remontent à plusieurs années, et elles ont été prises en compte sur le terrain parlementaire proprement dit. L'histoire historique du Consulat et l'Empire argeait depuis 1853, comme député de Paris sur les bancs de la gauche au Corps législatif, à côté de MM. Jules Favre, Proust, Jules Simon et autres, et votait souvent avec eux. Lorsque le décret de Sedan et le départ de l'Empereur eurent été le capital aux batailles de la guerre d'une nation d'émancipation, M. Thiers s'employa avec beaucoup de persistance à faire accepter par les députés le coup d'état qui les avait dissous, et à les empêcher de se reformer en assemblée soit à Paris, soit en province. En d'autres termes, l'attitude de M. Thiers contribua plus que toute autre circonstance à empêcher, qu'on nous permette d'employer cette expression, la révolution du 4 septembre et à l'humiliation avec elle les classes sociales et conservatrices qui pouvaient redouter en elle, à tort ou à raison, une surprise démocratique.

Des renseignements certains permettent d'ajouter que le gouvernement de l'Hôtel de Ville, aggrégant à leur juste valeur les avantages qu'il avait recueillis de la coopération de M. Thiers, est l'acte d'office à l'illustre homme d'état la présidence du gouvernement de la ré-

l'enseigne. M. Thiers crut devoir décliner cet honneur, et c'est de son refus que naquit probablement l'idée de lui confier une mission diplomatique extraordinaire à l'étranger.

En acceptant cette mission, M. Thiers rendit certainement un grand service au gouvernement de l'Hôtel de Ville. Lui seul, par son nom et sa juste autorité dans le monde politique, était en position d'amener les Puissances étrangères à prendre au sérieux et la révolution du 4 septembre et les hommes qu'elle avait élevés à l'inspiration au pouvoir. Dans M. Thiers, nous le voyons, l'œuvre de la défense nationale ne fut jamais sortie du terrain militaire, et la situation de la France se fit trouver ainsi, à un moment donné, compliquée de difficultés d'une autre nature qui eussent fatalement appelé une intervention plus directe de la France dans ses affaires intérieures.

Mais si l'on considère les choses à un autre point de vue, on ne saurait s'empêcher de reconnaître qu'entre M. Thiers et la mission qu'il était chargé de remplir, il y avait incompatibilité de caractère. Pendant que, méprisant de jurer son titre, le gouvernement de l'Hôtel de Ville s'était préoccupé, à ses débuts, que de donner à la défense nationale une impulsion vigoureuse, M. Thiers, par le nature de son esprit, était porté à se contenter à considérer la France comme incapable, au l'absence de toute préparation, de continuer une lutte, à laquelle une armée prisonnière à Sedan et une autre, enfermée dans Metz, étaient dans l'impossibilité de prendre part.

Nous insistons à dessein sur ces différences de tempérament et d'appréciation. Elles sont à peine sensibles

à l'organe de la mission de M. Thiers, plus tard elle s'accroît avec celui des deux côtés, et finalement elle provoquera son rupture ouverte entre le gouvernement de la Défense Nationale et son représentant extraordinaire. Sans aucun doute les événements, dans leur marche implacable, ont donné finalement raison à M. Thiers et justifié ses appréhensions et son mécontentement. Entre les, résigné de bonne heure à des sacrifices énormes pour obtenir une paix sans guerre, et les partisans de la guerre à outrance, sans trêve et sans limite, le pays avait prononcé, au moment où l'assassin a été guillotiné. Mais le pays avait eu toutes les illusions du gouvernement du 4 septembre sur l'efficacité de la résistance. Au lendemain de la révolution, la France en masse réclamait la continuation de la lutte, et elle ne soupçonnait pas qu'il pût y avoir à cet égard deux points de vue. De telle sorte qu'aujourd'hui encore, si l'on veut être juste et impartial, on est obligé de convenir que l'assassin de la défense nationale à Paris et en province a répondu à ce que l'opinion croyait être l'intérêt public, jusqu'en vers la fin de l'année 1870, et que toute négociation qui aurait eu pour elle, antérieurement à cette date, d'imposer à la nation française des cessions de territoire, aurait été directement contre ses intérêts et même contre sa sécurité formelle. L'Empereur Napoléon n'a-t-il pas dit lui-même que après toutes la paix était impossible, en présence des exigences que la Prusse avait imposées à cette époque et qui ne s'abaissent guère, au 1^{er} mai, de celles qui ont été faites quatre mois plus tard ? Or, M. Thiers a été d'un avis opposé. Mais on le connaît très prudemment à Londres, à Vienne,

à Saint-Petersbourg et à Florence, il a été indifféremment à la défense nationale, car il a soutenu ainsi à l'étranger l'opinion que la continuation de la guerre n'était qu'une entreprise de cerveaux mal équilibrés, contre laquelle le pays librement consulté n'eût pas manqué de protester. Voilà comment, dans notre conviction, le diplomate qui cherchait des alliances sur la base du fameux programme, par un peu de notre service, par une pierre de son patrimoine, s'est trouvé être pour adversaire l'illustre homme d'état chargé d'en assurer la réalisation.

La même nuit à M. Thiers lui annonce le 11 septembre par une note de journal officiel sans coupes : « M. Thiers, dans les circonstances présentes, n'a pu venir relever ses services au gouvernement. Il part ce soir en mission pour Londres, et doit se rendre ensuite à Saint-Petersbourg et à Venise. » Le même jour, M. Jules Favre étant allé voir lord Lyons, lui dit que la mission de M. Thiers avait été décidée la veille dans la nuit et que le gouvernement et le pays devaient être reconnaissants à l'illustre homme d'état de l'avoir acceptée. « On espère que sa longue expérience, ajoutait M. Jules Favre, sa grande réputation et la position honorable qu'il occupe en France donneront beaucoup de poids aux informations qu'il sera appelé à fournir au gouvernement de Sa Majesté sur la situation de son pays, son sein saillira pour lui valoir l'attention et le respect. »

On a posé quelquefois la question de savoir si M. Thiers était muni d'instructions écrites ou verbales, et on a cherché à en définir au juste la teneur et le contenu. La

vérité nous paraît être que M. Thiers n'importait pas d'instructions officielles. A la suite de délibérations de l'École de Vite, il avait été convenu, d'après-midi, que M. Thiers serait suivi de tous les pouvoirs nécessaires pour conclure des alliances, mais qu'il n'en serait aucun pour traiter de la paix. En ce sens, selon la gouvernement de la République Nationale, et tout au moins en ce sens pour assigner l'autorité de ses entreprises, tel était le but bien arrêté de la mission de M. Thiers (1).

Quand il en eut, le 14 septembre, M. Thiers arriva à Londres. Il y vit immédiatement lord Granville et s'efforça, dès les premiers mots, d'entraîner l'Anglais dans un concours ardent en faveur de la France. M. Thiers ne tarda pas à se convaincre que cette tâche était impossible, le cabinet de Londres s'étant préoccupé à ce moment que de se maintenir dans une stricte neutralité.

(3) *Non-urgent driver requests* are the letters que le John Stone demand à un agent à Lord Greville.

Figure 1

Malgré, l'insécurité de l'État, nous ne devons pas nous laisser aller à une dépression. Nous devons continuer à travailler pour améliorer la situation de notre pays. Nous devons continuer à travailler pour améliorer la situation de notre pays. Nous devons continuer à travailler pour améliorer la situation de notre pays.

Abstract

En tant qu'acteur du processus de gouvernance, l'État est-il responsable de la mise en œuvre des AOP ?

Figure 1 consists of two bar charts. The left chart is titled 'All respondents' and the right chart is titled 'Respondents who have been personally affected by the economic crisis'. Both charts show the percentage of respondents for four levels of agreement with the statement 'The government should do more to help people who are struggling financially'. The y-axis represents the percentage, ranging from 0 to 100. The x-axis lists the levels of agreement: 'Strongly agree', 'Somewhat agree', 'Somewhat disagree', and 'Strongly disagree'.

Level of Agreement	All respondents (%)	Respondents who have been personally affected by the economic crisis (%)
Strongly agree	~65	~75
Somewhat agree	~25	~20
Somewhat disagree	~8	~5
Strongly disagree	~2	~0

et d'inciter les autres Princes à adopter une ligne de conduite rigide sur la venue.

M. Thiers aborde ensuite la question d'une médiation qui s'imposerait avec charge et responsabilité. Il se rassure qu'il ne pourrait être de l'intérêt de la nation anglaise de renoncer à son rôle de grande puissance, et de laisser dominer un peuple vétéran et une, avec lequel elle avait défendu, dans d'autres temps, l'acquiescence européenne. Lord Granville se contente de répondre à cet appel par une série de refus motivés et de récriminations presque amères. Le gouvernement français avait déclaré la guerre à la suite d'exigences inadmissibles; il n'y était jadis avec une présomption brutale qui avait déconcerté tous les efforts diplomatiques; regardant comme n'ayant plus qu'à regarder et à attendre. Quant à une médiation, le cabinet de Londres ne prendrait d'initiative de ce côté que le jour où il se verrait en possession d'une base également acceptable pour les deux parties; mais pour le moment cet instrument lui faisait complètement défaut.

Sur ce terrain, M. Thiers n'avait donc pas obtenu plus de succès que sur le premier. Cependant, M. Favre était disposé à se rendre au quartier général prussien pour conférer avec M. de Bismarck. Le cabinet de Londres approuvait cette démarche et s'entretenait afin de déterminer le chancelier allemand à recevoir le ministre de la Défense Nationale. M. Thiers avait initialement cette pensée pour rétablir ses relations à lord Granville sous une nouvelle forme. Ne serait-il pas concevable et opportune de la part du gouvernement britannique de prier ses démarches de

M. Ferry un appel moral, commandé tout à la fois par les devoirs de l'honnêteté et par les nécessités de l'équilibre européen? Le gouvernement qui avait voulu la guerre était renversé et remplacé par les hommes qui l'avaient le plus énergiquement combattue dans cette folle entreprise; l'Angleterre n'avait donc plus de prétexte pour décliner une intervention qui, au contraire, aurait pu sembler excuser et couvrir de manière à déguiser l'agresseur de la juste responsabilité de sa déplorable politique.

Mais ici encore lord Granville se montra inflexible. Il refusa péremptoirement de s'immiscer dans les négociations auxquelles la démarche de M. Ferry devait donner lieu, et il se contenta de se le recommander à M. de Bismarck qui pour une entrevue personnelle. Il exprima alors cette opinion, qui devint depuis la formule invariable de toutes les Puissances auxquelles nous eûmes occasion de nous adresser, c'est que la France devait à la France, s'abstenant directement avec le vainqueur, des conditions raisonnables qu'à une Cour neutre.

Restait un dernier point sur lequel lord Granville s'indignerait peut-être plus de bonne volonté. Après nous avoir refusé son concours militaire, son concours moral, et jusqu'à une intervention dans les pourparlers qui allaient s'ouvrir entre M. Ferry et M. de Bismarck, le cabinet de Londres ne pourrait-il pas du moins donner au gouvernement de la Défense Nationale un gage de ses sympathies en le reconnaissant? Non c'était encore trop pour lord Granville, qui déclarait qu'aucun pays ne pouvait nous reconnaître à tous les prétendants : « Votre gouvernement, dit-il, manque de la sanction

légale; il se rétablait lui-même gouvernement qui pour un objet spécial. » En conséquence il fallait attendre les élections qui devaient avoir lieu (1) le mois suivant; mais jusqu'à là rien ne serait changé à la forme des relations inaugurées avec lui le 4 septembre.

Après cet exposé, on se demandait sans doute à quoi était abouti la mission de M. Thiers à Londres? à rien, disent, répondrons-nous, les prévisions que l'Angleterre mensurlique avait conçues contre le gouvernement révolutionnaire du 4 septembre. Incontestablement, c'est à l'insuccès de M. Thiers que ce gouvernement doit d'être considéré désormais comme une situation d'homme avec laquelle il n'était plus indiqué d'entretenir un représentant diplomatique officiel. Sans que dépêches leur Lyons, du 15 septembre, le chef du foreign office a fait l'aveu du changement qui s'était opéré en lui sous ce rapport, à la suite de ses conversations avec l'envoyé français. Sans doute, dit-il, M. Thiers, malgré toute ses habiletés, n'avait guère de chances de nous amener à changer notre politique vis-à-vis de l'Allemagne et de la France, mais il a réussi à se persuader, ainsi qu'un certain nombre de personnes avec lesquelles il a conversé, qu'il y avait nécessité pour l'Angleterre de prendre au sérieux le gouvernement du 4 septembre et ses principaux chefs, MM. J. Ferry, Trochu, de même que les autres membres de la Défense Nationale.

Malgré ces politesses, qui avaient, sans doute, leur prix, politiques constatant le succès de la

(1) Révisionnaire d'être basé sur un décret du gouvernement de la Défense Nationale en 8 octobre.

ministre de M. Thiers sur un point important, since pour la France, au moins pour le gouvernement de l'Hôtel de Ville, l'illusio humaine d'être compris qu'il n'y avait rien à attendre de l'Angleterre. Il était donc, comme un bon diplomate, de se retourner, et, dans ses dernières conversations avec lord Granville, il lui demanda si, dans le cas où la Russie souscrirait de sa propre initiative à l'Allemagne des secours militaires en faveur de la France, le gouvernement britannique se ne plaidait pas d'être laissé ainsi en second plan. Le ministre anglais dissimula mal son dépit en présence des projets qui lui étaient révélés par la question de M. Thiers. Il répondit d'abord qu'il ne lui convenait point de discuter sur des hypothèses, et ensuite que, si celle d'une livraison de la Russie en faveur de la France venait à se réaliser, le cabinet de Londres n'aurait pas à en tirer plaisir, mais qu'elle ne suffirait pas, par sa propre force, pour déterminer l'Angleterre à changer une politique qui avait reçu l'approbation de la chambre des Communes et du pays.

M. Thiers partit de Londres le 18, se dirigeant sur Tours. Par suite d'un accident survenu à la gare de cette ville, il fut obligé de descendre de wagon à Metzup, où il trouva le député des affaires étrangères qui était parti à sa rencontre.

M. Thiers arriva au siège de la délégation, le 20 au matin. Il s'entreint avec ses membres, auxquels il rendit compte du résultat de sa mission. « Tout ce que j'ai pu obtenir du gouvernement anglais, dit-il, c'est qu'à l'avenir il se contentera plus volont que par le passé

l'action diplomatique de son ambassadeur en France. » Il ajoutait d'ailleurs qu'il avait beaucoup à se louer de l'accueil cordial de lord Granville et de M. Gladstone. M. Thiers vit ensuite pendant quelques minutes le prince de Metternich, après quoi il se remit en route pour Vienne, par le chemin du Mont-Cenis et de Turin. Son projet était de ne s'arrêter que quelques heures dans la capitale de l'Italie, et de gagner sans retard Saint-Petersbourg. Comme on l'a vu plus haut par sa dernière conversation avec lord Granville, il avait l'idée qu'en présence de l'autorité anglaise, la Russie pouvait être appelée à exercer une influence prépondérante sur les événements et à prêter à notre malheureux pays une assistance réellement efficace.

À Vienne, où il passa la journée du 24 septembre, M. Thiers fut reçu par le chancelier impérial, le comte de Buol. Dans cette entrevue, il se borna à poser des généralités, et se borna à faire au premier ministre austro-hongrois les deux demandes suivantes : d'abord, qu'il prit au moins le gouvernement de la France, composé, selon lui, de gens honnêtes, modérés dans leurs opinions et uniquement préoccupés des intérêts du pays, qui ne trouvaient nulle part une représentation meilleure et plus exacte ; en second lieu, que le cabinet de Vienne Posth voulait bien se joindre aux vœux et démarches des autres Cours, et particulièrement de la Russie, en faveur de la France. Il fut facile à M. de Buol de répondre sur le premier point, que les sentiments d'amitié de l'Autriche à l'égard de la nation française étaient indépendants de la forme de son gouvernement et qu'il était prêt à accorder sa con-

lance aux hommes de l'État de Vienne. Sur le dernier point, M. de Bismarck fut peu de moins bonne composition. Il reconnut que la Russie, par sa position spéciale, était en mesure, si elle le voulait, d'envoyer la Presse compétreinte, et il s'accorda que dans tous les cas, l'Autriche montrerait l'impression d'appuyer les efforts collectifs des Puissances tendant à une même fin. Il se retira, lorsqu'il revint de la Saint-Petersbourg. M. Thiers s'était réservé de traiter à fond toutes les questions qu'il se trouvait qu'elles fussent aujourd'hui. Mais il parut à M. de Bismarck que l'envoyé français était déjà dans une disposition d'esprit voisine du découragement, car il admettait dès ce moment « la nécessité de se soumettre à des sacrifices considérables afin d'obtenir la paix. » On voit apparaître ici pour la première fois cette différence de tempérament que nous signalons plus haut entre M. Thiers et la mission dont il était chargé. L'humble homme d'État, on le devine, était de plus en plus à la peine de son esprit et de sa santé que l'entraînement à se voir dans la prolongation de la guerre qu'une nouvelle accalmie de données méprahes, et, par conséquent, à chercher sans retard les moyens d'obtenir la meilleure paix possible avec le concours des autres.

En étant avec plusieurs les députés du Centre rouge virent-ils, on arrive aussi à conjecturer que M. Thiers donna trop clairement à entendre au cabinet de Vienne, dans cette circonstance, que tout dépendait de la Russie et de sa bonne volonté. C'était flatter à l'Autriche un argument peut-être bien faible, et plus tard il était reconnu que M. Thiers n'avait pas eu plus de succès à Saint-Petersbourg qu'à Londres.

Quoiqu'il en soit, M. Thiers partit de Vienne le 25, et il parcourut la route, sans s'arrêter, jusqu'à Saint-Petersbourg, où il arriva le 22 septembre. Mais avant de commencer ce récit, il n'est pas sans intérêt de préciser en quelques mots le véritable caractère et les vrais tendances de la politique russe à cette époque.

Dans les derniers jours de l'Empire, M. le prince de La Tour d'Auvergne avait engagé avec les grandes Puissances une négociation ayant pour but de sauvegarder l'intégrité territoriale de la France et le maintien de la dynastie napoléonienne. En exécution des instructions qu'il avait reçues dans ce sens, M. le général Fleury, ambassadeur du gouvernement impérial auprès du Czar, avait eu, le 29 août, une longue et importante conversation avec l'Empereur Alexandre. Comme cette conversation a donné lieu depuis à de nombreuses polémiques qui ont révolté dans l'opinion, nous pensons qu'il sera avec intérêt les renseignements suivants que nous avons pu recueillir sur cet incident.

La situation de M. le général Fleury auprès de l'Empereur Alexandre et de son gouvernement était excellente. Il voyait fréquemment le Czar, qui lui témoignait une réelle bienveillance. Depuis son récent mariage sur le Rhin et autour de Biele, le Czar paraissait très-pressé à s'interposer afin de terminer son lutte qui, dans sa pensée, ne devait pas seulement continuer d'être avantageuse à l'Allemagne, mais encore servir prochainement au profit de la révolution en France. Tels sont les faits que nous avons le droit de constater avec impartialité. C'est dans cette disposition d'esprit que l'Empereur Alexandre reçut

le général Fleury. Celui-ci lui fit ressortir avec beaucoup de vérité et d'à-propos qu'en présence de la situation des armées et de l'insécurité placée la France, un grand rôle revenait au nom de l'empereur Alexandre I^{er}, qui, dans des circonstances analogues, n'avait pas hésité à prêter son appui au peuple français et qui avait mérité ainsi sa reconnaissance. Le czar déclara qu'il avait déjà écrit à ce sujet au roi Guillaume. Il lui avait dit qu'une paix basée sur l'humiliation de la France n'absolvait qu'à une très-dangereuse. Le roi de Prusse avait répondu d'une manière favorable. Mais il n'avait pas douté qu'il aurait bien de la peine, vu le vote ardent de l'Allemagne entière, à abandonner ses conquêtes. M. le général Fleury désirait obtenir de l'empereur Alexandre II un engagement plus catégorique, il eut donc sa discussion avec une nouvelle chaleur, et il fut avec bonheur pour recueillir de la bouche de ce souverain les paroles mémorables : « Je n'ai, le moment venu, qu'à parler haut, et cela est nécessaire, pour faire respecter l'intégrité du territoire et la stabilité de la dynastie. »

Tel est le résumé exact de cette dépêche du général Fleury, qui porte la date du 29 août 1870, et sur laquelle tant de versions se sont produites. A son arrivée au ministère des affaires étrangères, M. Jules Ferry avait télégraphié, dès le 6 septembre, à notre chargé d'affaires, M. de Selys-Longchamps, que, trouvant dans la correspondance de l'ambassadeur impérial la liste des dispositions amicales de la Russie envers notre pays, il renouvait les bons offices de cette puissance et priait le czar et le prince Gortchakoff d'intervenir au quartier général prussien dans le sens d'un armistice. La

vérité nous oblige à dire que, quelque démissionnaire depuis le 4 septembre, M. le général Taury, qui n'avait pu encore quitter Saint-Petersbourg, employa son influence auprès de l'Empereur Alexandre afin de le décider à entreprendre auprès du roi de France une démarche conforme au vœu exprimé par le ministre des Affaires étrangères de France. Des documents officiels constatent que cette intervention ne fut pas inutile; car, le 10 septembre, le Czar adressa au roi Guillaume pour lui demander s'il était disposé à accueillir une proposition d'armistice. Bien plus, le cabinet de Saint-Petersbourg informait en même temps les Cours européennes de la démarche qu'il allait tenter, et il les invitait à unir leurs efforts aux siens pour la faire réussir.

Lorsque M. Taury arriva à Saint-Petersbourg, il trouva donc une situation très-propre à favoriser les aspirations qu'il avait conçues. Son plan était évidemment de gagner à la cause de la France les sympathies du gouvernement russe par l'effet de certaines concessions sur la question d'Orient. Il vit d'abord le prince Gortchakoff; il eut ensuite une audience du Czar, et il fut admis à présenter ses hommages au grand duc Constantin, ainsi qu'au Prince héritier. Partout il reçut un accueil distingué et flatteur pour sa personne, et même l'expression de sympathies très-vives pour la France, sympathies qui étaient générales dans la nation russe. Mais lorsque l'illustre négociateur se vit à des demandes précises, il ne tarda pas à s'apercevoir qu'en somme il se trouvait en présence d'un gouvernement qui avait des positions prises. Il lui fut dit nettement

mont que l'empereur Alexandre avait vu avec regret et déplaisir éclater entre la France et la Prusse une guerre injustifiable. A l'origine, l'incursion du cabinet des Tuileries dans la question espagnole avait paru fondée; on avait compris que la présence d'un prince de la maison de Habsbourg sur le trône d'Espagne était de nature à provoquer de notre part de légitimes susceptibilités. Avant, s'était-on appliqué immédiatement à écarter cette cause de conflit, en intervenant auprès du roi Guillaume pour le décider à renoncer l'autorisation qu'il avait donnée au prince Léopold. (1) Sous la pression de la cour de Rome, le roi Guillaume avait retiré son consentement et s'était disparu sans la cause maîtresse de la guerre. C'est alors

(1) Le 5 juillet 1870, M. le général Fierig, ambassadeur à Saint-Petersbourg avait adressé à son gouvernement le télégramme suivant :

« Saint-Petersbourg, le 5 juillet, sept heures cinquante minutes du soir.

« L'empereur Alexandre comprend tout ce que l'offre de retirer au prince de Hohenlohe son titre pour la France, et de l'empereur allemand, quelques uns de ses valeurs de monnaie, qui se peuvent se dévaluer par suite des dépenses pour la France à son service, équivaut.

« Ainsi le czar me charge-t-il de faire savoir à l'empereur qu'il a des lettres écrites de sa main qui sont toutes écrites par le maréchal Fierig et adressées par

« Il me vient aussi, le maréchal d'Artillerie, le comte Gierke, à propos des généraux Gortchakoff et Scheremetev, que le tsar a écrit, entre autres, des lettres au général de l'armée de l'empereur de la plus grande importance. Il me vient aussi, le maréchal d'Artillerie, le comte Gierke, à propos des généraux Gortchakoff et Scheremetev, que le tsar a écrit, entre autres, des lettres au général de l'armée de l'empereur de la plus grande importance. Il me vient aussi, le maréchal d'Artillerie, le comte Gierke, à propos des généraux Gortchakoff et Scheremetev, que le tsar a écrit, entre autres, des lettres au général de l'armée de l'empereur de la plus grande importance.

Il me vient aussi de recevoir le télégramme de Gierke.

« Général Fierig ».

que le cabinet des Tsars ne se fût d'instinct jeté dans, cette ligne administrative. Les garanties réclamées par lui portaient évidemment atteinte à l'honneur allemand et à l'honneur de la famille royale de Prusse, qui avaient tous les deux leurs dignités, comme l'honneur français. La rupture avec laquelle les événements s'étaient précipités ensuite avait fait penser au gouvernement russe que la France était formidablement prête pour la guerre qu'elle déclarait, et inspiré à l'Europe entière la crainte que le second empire ne songât à renouveler les conquêtes du premier. Dès lors, l'Empereur Alexandre avait dû prendre des garanties et définir exactement les conditions dans lesquelles il lui serait possible de garder la neutralité. Il s'était donc appliqué avant tout à localiser le conflit franco-allemand et à empêcher son extension. Nous pouvons ajouter que, vers la fin de juillet, le Prince Gortchakoff passant à Francfort, et ayant eu occasion de voir dans cette ville un personnage en relations avec l'Empereur Napoléon avait fait tenir à ce souverain l'avertissement suivant : « Bâtes à l'Empereur des Français d'être malade. »

Ces explications étaient suffisamment claires, et lorsqu'on en eût dit à M. Thiers compris immédiatement que la Russie et la Prusse étaient lées, et par conséquent que le cabinet de Saint-Petersbourg s'était assuré d'arriver avec celui de Berlin aux conclusions que la France venait lui offrir. Ce n'est pas, à notre sens, qu'il y eût eu traité formel entre le roi Guillaume et l'Empereur Alexandre; mais, en agissant aux relations de famille qui admettent ces deux souverains, un simple échange de paroles suffisait pour les engager mutuellement. Les éléments en-

articles de la convention verbale en diffé, intervenus entre eux, ainsi que la Russie empêchant le gouvernement autrichien d'engager de prendre part dans la guerre franco-allemande, moyennant quoi elle obligeait l'abrogation des stipulations du traité de 1856 sur la neutralisation de la mer Noire. Dans ses conditions, le jeu de la Russie devait être celui-ci : mettre en avant l'Empereur Alexandre par des lettres personnelles au roi Guillaume en faveur de l'intégrité territoriale de la France, mais en même temps se réserver de ces efforts isolés pour n'entrer dans aucune combinaison de médiation et se réserver perpétuellement sa propre liberté d'action. Grâce à cette attitude, la Russie se refusait de jouer un rôle prépondérant dans l'établissement de la paix future, en aidant la France à lui faire les concessions que demandait la France, et d'arriver ainsi à réclamer de la puissance victorieuse, comme prix d'un service considérable, la révision du traité de 1856 (1).

(1) L'effet des rapports échangés entre la Russie et la France, au cours même de la guerre même, fut aussi bien défini par la dépêche suivante de M. Dumaquo qui nous exprime à son tour l'opinion de M. de Bismarck sur ce point :

Berlin, le 26 mars 1870.

Monsieur le Ministre,

M. Le Baron vous a rendu compte, de ma part, de tout ce qui se dit à Berlin sur la conduite extérieure des de France et de l'attitude de la Russie, et je lui en ai parlé. Si je devais vous faire part de mes impressions personnelles, je dirais cependant qu'il n'est de se rapporter dans quelle mesure le cabinet de Berlin a été réellement employé à pousser les choses comme qu'il entendait, vers celui de Paris. Cependant, pour ce qui me concerne du moins, je ne suis pas en ce sens, à l'égard de l'Empereur Alexandre, les paroles que vous m'avez dites, et je ne puis que vous dire, à l'égard de l'Empereur Alexandre, les paroles que vous m'avez dites, et je ne puis que vous dire, à l'égard de l'Empereur Alexandre, les paroles que vous m'avez dites, et je ne puis que vous dire, à l'égard de l'Empereur Alexandre, les paroles que vous m'avez dites.

A en croire les dépêches publiées par le gouvernement anglais, il fut déclaré sans détour à M. Thiers que toute intervention des neutres qui ne serait pas appuyée par une intervention militaire n'aurait aucune chance de réussir au quartier général prussien. Quant à la Russie, elle ne voulait, et ne pouvait assumer aucune responsabilité dans ce sens, il se refusait à être secondée par le cabinet allemand, et elle pensait qu'il était préférable pour la France de s'adresser directement à M. de Bismarck. Puis, la diplomatie russe insistait sur l'insuccès qu'il y aurait pour le gouvernement de s'opposer à retarder d'avantage les élections présidentielles, et

venait appuyer à nouveau le conseil donné de la Russie, dans cette pensée, et d'un accord, d'un pacte, favorable à la politique de neutralité de Bismarck-Fischerberg ou Giersch. Il s'ensuivit de l'autre, d'émouvoir les sympathies dans les questions qui agitent le mouvement national en France. Le conseil était pour de son temps au premier rang qu'il y en eût de républicains, car l'un des chefs dans les Principales directions et dans le Centre, de façon à plaire à l'Empereur, et il ne faut pas être surpris de regarder les tentatives qui furent le résultat de l'union à traverser les tentatives de la Prusse ou Giersch. Faisant que le cabinet était prêt à l'idée de laisser l'Empereur sur la prudence de son droit, point et de l'absence de l'Empire, le fait était déposé sous toutes les formes dans il a toujours en fait de se surveiller, mais pour capturer les sympathies de son peuple national, et je ne doute pas pour son pays, qu'il n'ait fait de son côté des tentatives continues à leur droit. Quels que fussent donc d'ailleurs les succès qu'il ait obtenus, tout lui a été dû de la part de l'Empereur dans les tentatives qu'il ait eu les tentatives, et de l'autre plus ou moins réussies. On se trouve évidemment en contradiction avec la Russie à l'égard de la politique officielle des supports qui soutient les deux interventions, et de déjouer les efforts qui leur peuvent tenter pour les étapes. On a été se proposer également de soutenir les tentatives de la politique officielle à Bismarck-Fischerberg. Ces tentatives ont mené à la pensée. Plus ou moins de tentatives avec plusieurs agents diplomatiques officiels à la cour de Russie, et je les ai souvent mentionnés à propos qu'il était Fischerberg ne se partage pas les dépenses que l'Empereur a

à ne pas se faire reconnaître par la nation française. À ce point de vue, elle ne désinclinait pas que les conditions d'armistice proposées à Francfort et renouvellées par le général Barreille auraient dû être acceptées.

Depuis, M. Thiers a dit officiellement et il a répété, il y a peu de temps, devant la commission d'enquête chargée d'examiner les actes du gouvernement du 4 septembre, que l'Empereur Alexandre lui avait proposé de ne pas donner son adhésion à une paix qui consacrerait le dismembrement de la France. M. le général Fleury avait reçu cette déclaration, et, peu après le voyage de M. Thiers à saint-Petersbourg, elle a été répétée

tant de manière dans un rapport et en tel langage et un gouvernement. Un changement de régime matériel, à leur avis, un changement de politique. L'opinion politique en France qui s'élève ne pouvait voir avec indifférence à l'égard même elle si l'Europe ne fût dans les positions générales dans le monde de se présenter, ne pouvait s'élancer au soulèvement sur les ruines du gouvernement présent, et si leur sentiment à l'égard que l'Europe sur les ruines de ce qui venait à Berlin, l'Empereur qui se mettaient à leur Francfort pour le traité des deux États en Allemagne depuis la dernière guerre.

Il ne faudrait cependant pas supposer que M. de Bismarck n'eût approuvé de son gouvernement, sa politique a été de même venue. À son avis, il n'a consenti et il n'en a pu à prendre cette responsabilité et que certains, en conséquence, le France dans les complications dans la Turquie des années la Russie, l'empereur l'empereur en la France, et lui venir des difficultés ou l'offense sur le fils. Les complaisances du chancelier pour la Russie ne furent jamais de nature à lui faire le moral d'ailleurs. Il pensait et même plus qu'il n'eût l'habitude de faire, en, en l'absence même, il ne pouvait l'absence de ce fait de saint-Petersbourg pour d'enlever la Russie dans le cas d'un traité de paix, mais avec la condition bien entendu de ne jamais rompre les relations de la France de l'Allemagne en France. Mais une telle opinion est possible qu'il n'a pas voulu même rompre avec l'Allemagne, mais il en a certainement pu se passer qu'il n'y a pas rompu à l'Europe. — Bismarck.

à notre charge d'affaires en Espagne. Quel effet a-t-elle produit ? Dans l'ignorance encore. Pour nous, dans les relations de parenté où il est avec l'Empereur d'Allemagne, il ne nous paraît pas douteux que le Czar n'ait écrit plusieurs fois à son royal oncle pour lui recommander la modération. Mais, depuis le 4 septembre, d'innombrables lettres d'un caractère personnel, qui se donnaient la a qu'à des réponses, polies, où il était toujours dit que le roi de Prusse, malgré son désir de défendre à des vœux dont il reconnaissait la justice, n'en était pas moins obligé de tenir compte du sentiment public allemand, très porté à considérer l'Alsace et la Lorraine comme des conquêtes définitives.

Cependant M. Thiers insistait vivement pour que l'Empereur Alexandre intervint au quartier général prussien au moins en faveur du rétablissement de la paix. Toutefois, sur ce terrain, il se disait sans succès et dans l'impossibilité d'échanger autre chose que des impressions. Il permettait seulement de ne pas négliger pour sauver le gouvernement de l'Hotel-de-Ville à se rendre un compte exact des chances.

Dès l'illustre négociateur était à la veille de son départ, lorsqu'il apprit du prince Gortchakoff que le cabinet de Berlin paraissait envisager le désir de voir la guerre cesser promptement. Cette circonstance accablait l'idée qu'un voyage de M. Thiers à Paris pourrait avoir d'heureuses conséquences. Il serait connu au gouvernement de l'Hotel-de-Ville les difficultés d'une médiation efficace de la part des Cours neutres, et il pourrait peut-être à le disposer favorablement dans

« une d'une amabilité qui convenait la voie à des négociations de paix.

Cette idée fut acceptée par M. Tiliers, et il lui revint entre le prince Gortchakoff et lui que le télégramme susdit serait adressé par l'Empereur Alexandre au roi de Prusse :

« M. Tiliers fut moult modéré et a paru apprécier particulièrement la situation. Un contact direct avec lui offrit peut être la possibilité d'adopter une telle dont nous, moi, l'Europe, désirons la la au même degré. Serriez-vous disposé, le cas échéant, à lui accorder un sauf-conduit pour rentrer à Paris et pouvoir en venir immédiatement, et être entre nous la chance de relations officielles avec votre quartier général ? »

Toutefois étant réuni avec le prince Gortchakoff que ce télégramme serait soumis préalablement à la délégation de Tours, et que si elle autorisait son envoi, une commission au chargé d'affaires de l'Autriche en approuverait le chancelier.

Tels furent croyons-nous, les résultats de la mission de M. Tiliers à Saint-Petersbourg, résultats qui ne reposaient certainement pas à ce que l'illustre homme d'état avait dit. Cependant, il espérait que la Russie prendrait au moment voulu l'initiative de démarches complémentaires et arriverait entre malheureux pays d'européens trop épuisés. Il avait foi dans l'efficacité des déclarations qui avaient été faites par le Czar, et, s'il lui parvenait difficile d'éviter des crises terribles, il comptait que l'intercession de l'empereur Alexandre les rendait moins odieuses.

L'ambassadeur vénitien quitta donc Saint-Petersbourg sur ces impressions et se rendit de nouveau à Vienne, où il passa la période du 11 octobre. Au moment de son départ, il avait fait savoir que des questions importantes s'élèveraient à propos par Florence, et, comme la solution de ces questions dépendait beaucoup de l'attitude de l'Autriche-Hongrie, il est permis de penser que les pourparlers de M. Thiers avec M. de Beust revêtirent un caractère plus précis et moins général qu'avec les autres Cabinets. En d'autres termes, le gouvernement français, à cette époque, n'avait pas perdu l'espoir d'engager l'Italie dans une alliance militaire avec lui et il s'agissait de déterminer le cabinet de Vienne à entrer résolument dans une combinaison qui pourrait servir la France.

Diplomatiquement, l'Italie et l'Autriche étaient liées par une Convention antérieure, qui remontait, si nous ne nous trompons, à 1840. L'intérêt était donc grand de surmonter les scrupules de la seconde, car un refus de sa part de sortir de l'expectative aurait pour conséquences immédiates d'embarrasser le premier et de paralyser sa bonne volonté. M. de Beust objectait non sans raison, que l'attitude de la Russie, manifestement favorable à la Prusse, le conduisant à Francfort, venait après les déclarations si catégoriques par lesquelles le cabinet de Saint-Petersbourg avait défini les limites de sa neutralité.

Ces questions d'alliance revinrent déjà après le début de la guerre; elles avaient même mené à un voyage à Vienne du ministre d'Autriche à Saint-Petersbourg M. le comte Scholk, dans le courant du mois d'août. Il

avait été suggéré alors à M. de Bismarck que le moyen le plus efficace pour contenir la Russie consistait à la rassurer sur la question polonaise dont le Czar songerait vivement le sécher.

Quand'il en fut, le chancelier austro-hongrois, dont les sympathies en faveur de la France étaient si fortes, cherchait une combinaison qui lui permit de montrer effectivement ses intentions amicales à notre égard sans engager au-delà d'une juste limite la responsabilité de la monarchie austro-hongroise. Il répondit à M. Thiers qu'il était désireux de voir le cabinet de Florence prêter à notre pays une assistance effective, et il ajouta que, s'il lui était impossible d'y coopérer directement par un concours armé, du moins il faciliterait celui de l'Italie.

Un premier point établi, M. Thiers insista de nouveau sur l'urgence d'une action collective des neutres. M. de Bismarck, tout en exprimant des doutes sur la possibilité d'une pareille action, en dehors de laquelle la Russie et l'Angleterre semblaient résolues à se maintenir, s'engagea à renouveler les demandes qu'il avait déjà faites en faveur de son établissement. A ses yeux, elle était seule en mesure de peser sur les déterminations des élites allemands, et de les ramener au sentiment des intérêts et des besoins de l'Europe, si tristement compromis par la continuation de la guerre.

Après avoir été reçu en audience par l'empereur François-Joseph, M. Thiers quitta Vienne et se dirigea vers Florence, qui devait être la dernière étape de ses pourparlers diplomatiques. Indépendamment des négociations spéciales qui s'appelaient dans cette ville, sur

la demande de la dérogation de Tours et de M. Thiers, l'honneur même d'être assés reçu sans que le roi Victor-Emmanuel aurait plaisir à le voir et à s'entretenir avec lui.

Avec l'efficacité infatigable qu'on lui connaît, M. Thiers se mit en route pour Florence, où il arriva le 13 octobre. Là, il trouva réunis tous les éléments de la négociation engagée entre le gouvernement de la belle république et celui d'Italie en vue d'une affaire militaire. Comme nous l'avons dit plus haut, le cabinet de Florence semblait vouloir subordonner ses débats sur ce grave sujet aux résultats de la mission de M. Thiers. En même temps le cabinet de Florence insistait qu'il n'était pas bien convaincu de la réalité des armées en formation sur la Loire ou aux pieds des Vosges. Des difficultés détaillées et minutieuses avaient été soumises de Tours à la légation de France, qui permettèrent à M. Thiers de se rendre compte de l'état réel de ces forces et de fournir ensuite sur ce point au gouvernement du roi Victor-Emmanuel les renseignements dont il avait besoin. Finalement il avait été proposé solennellement au dernier d'interroger sur les lieux un officier qui connaîtrait par lui-même la situation et la rapidité avec laquelle le gouvernement et le pays se prépareraient à résister à l'invasion étrangère.

Dans une première audience qu'il eut avec le Roi, M. Thiers put croire que ce mouvement était dans les dispositions les plus favorables à la France. Victor-Emmanuel se disait profondément ému par les malheurs de notre pays, et sollicité par le sentiment des serments passés à lui venir en aide. Il rappela qu'au début de la guerre il

n'ayant pas dépendu de lui de voir la France et l'Italie s'appuyer dans une nouvelle confraternité et reprendre en commun les glorieuses traditions de 1859. Victor-Emmanuel ajouta même que, malgré les circonstances, rien s'était changé dans ses sentiments personnels ; mais, souverain constitutionnel, il ne pouvait pas, sur ses questions aux députés, se mettre en contradiction avec ses ministres. Ses larmes, c'était à M. Thiers à joindre ses efforts aux siens propres pour amener son cabinet à une politique conforme à ce que la France attendait de l'Italie. Tout cela fut dit sur un ton de bonhomie, de douceur et de simplicité qui fit grande impression sur M. Thiers et qui lui donna au premier abord quelque espoir de succès.

On s'est demandé souvent si ce langage de roi Victor-Emmanuel était l'expression de sentiments sérieux. Quant à nous, nous ne croyons pas qu'il soit permis de les suspecter. Bien avant ces tristes événements, il était de notoriété publique que le roi Victor-Emmanuel avait toujours manifesté les plus vives sympathies et la plus chaleureuse reconnaissance pour la nation française, et que, grâce à sa volonté persistante, tous les Français, toutes les sociétés de confrats savaient depuis dix ans entre les deux pays avaient été universellement écartés. Nous ajoutons qu'à nous d'octobre 1870, même après les revers impitoyables qui avaient accablé nos armées, et en présence de tous les maux, hélas ! trop bien fondés qui pouvaient détourner les Italiens de nous prêter leur appui, il restait cependant à Florence un groupe d'hommes d'état italiens, considérés, qui persistaient dans l'idée qu'il était nécessaire de venir en aide à la France. Aux chefs de ce groupe, les députés

de gouvernement devraient inspirer de deux considérations principales. La première, c'est que, privés de toutes questions extérieures, l'Italie est exposée à se fonder et à s'édifier sur le laissez des intérêts nationaux elle n'est pas dans une mauvaise position, mais en réalité, il a besoin d'entraide qui le soutient perpétuellement en l'honneur, et l'empêche de s'écarter. En second lieu, la rivalité nationale de l'autre côté des Alpes est telle qu'on n'y croit pas sans quelques impatiences les Français toujours parler de l'ingratitude des Italiens et leur rappeler les services passés. En fond, le sentiment public forme donc depuis plusieurs années le vœu que l'Italie trouve une bonne occasion de payer sa dette, pour avoir le droit ensuite de se considérer comme définitivement déchargée envers ses peuples.

Sur la riposte, au moment où M. Thiers se rendit à Florence, ces considérations se présentaient à l'esprit de beaucoup d'Italiens patriotes, et elles pouvaient peser d'un grand poids sur les résolutions émanées du Cabinet, si tant que fut son président, M. Scia, et surtout le remarquable ministre des Affaires étrangères, M. Visconti-Venosta, à persister dans une politique de neutralité.

Au point où en étaient les choses, le gouvernement italien devait donc prendre sa part. Il s'y prépara avec une certaine solennité, en convoquant un conseil militaire extraordinaire, sous la présidence du Roi. En dehors des ministres, on fit venir pour la circonstance le général Cialdini et on invita M. Thiers.

Ce conseil fut long et plein de péripéties. M. Thiers y parla pendant trois heures, et, sous les regards haïssant cette justice, qu'il n'eût aucun des arguments

susceptibles d'entraîner l'Italie. Il fit connaître la situation militaire sous tous ses aspects, avec ses abondances, une vivacité, une clarté incomparables. Jamais la cause française n'avait été défendue avec plus de talent et d'éloquence; jamais nous, croyant-nous, elle ne fut plus près de surmonter des obstacles qu'elle avait rencontrés dans le reste de l'Europe. Et, Thiers excepté, converti par le bon vouloir de l'Autriche au nord, l'Italie pouvait suivre sans peine l'impulsion de son cœur. Quant à ses troupes, elles n'avaient aucun risque à courir sur le territoire français, protégées qu'elles étaient, à l'Est par la chaîne des Alpes et au Sud par le camp retranché de Lyon et la Saône, soit qu'elles se dirigeassent vers Rome, soit qu'elles marchassent sur Berlin. Dans de pareilles conditions, même en cas de revers, elles avaient la certitude de s'être développées et pourvues, puisqu'elles se trouvaient abritées à la fois par la sapeur et par des villes fortes.

Mais tout devait inutile. A la majorité, le Conseil se prononça pour le maintien de la neutralité, en se fondant sur mille raisons plus secondaires les unes que les autres.

Le Parlement était en vacances, on ne pouvait le réunir du jour au lendemain et le ministre ne voulait assumer aucune responsabilité au dehors de lui. Puis, les armées régulières de la France étant démantées par milliers ou livrées, la résistance nationale avait quasiment perdu beaucoup de ses chances de succès. Enfin l'attitude des Puissances étrangères et particulièrement de l'Angleterre imposait au cabinet de Florence des réserves dont il avait le devoir de tenir compte. Et d'autres

termes, l'Italie se voyait dans le pénible, mais inévitable nécessité de refuser à la France son appel officieux.

On assure cependant que cette décision ne fut pas acceptée sans regrets, même par ceux qui avaient le plus contribué à la faire parvenir. Mais ils donnaient importance à changer le cours des choses, car, d'après des renseignements fort accrédités à Florence, M. Thiers n'aurait pas témoigné alors dans ses conversations particulières autant de confiance que dans son langage officiel. Si ce fait est vrai, il tendrait à prouver que l'ambassadeur d'Italie n'est certainement au même degré que le gouvernement qu'il représente de l'efficacité de la diplomatie nationale.

Toutefois, quelque incertaine que soit la situation de la France, elle ne suffirait pas pour justifier les Italiens de lui avoir refusé leur appui. C'est autour de Rome, le maréchal Ruzsso immobilisait encore à cette époque 150,000 allemands, pendant que l'armée de la Loire n'était déjà à un effectif réel de plus de 450,000 hommes. Or, avec de semblables éléments, il n'est pas téméraire de supposer qu'une action vigoureuse, engagée avec le concours des Italiens, eût forcé promptement les Prussiens à lever le siège de Paris. La dernière quinzaine d'octobre, si l'on veut se le permettre, a été la phase culminante de la défense nationale qui n'a peut-être pas encore compté à ce moment sur l'élendue et la solidité de ses ressources. Sans autre pensée, toutes ces circonstances ajoutent à la responsabilité des Italiens.

M. Thiers quitta Florence immédiatement et se rendit à Tours, avec l'idée d'intercepter le plus tôt possible

le voyage de Paris, afin de communiquer au gouvernement de l'Hôtel de Ville les résultats de son voyage à l'étranger, qui n'ont pas d'autre motif de querelle posthume après son départ, un conseil de cabinet fut tenu, dont une communication hâtive fut faite pour permettre de placer le pseudo-résumé sous les yeux de nos lecteurs. Voici cette pièce qui porte la date du 23 octobre :

« Après un état complet de son voyage officiel, M. Thiers qui dans sa conversation nous avait rendu compte d'une importante conversation entre lui et le prince Gortchakoff nous sous nos yeux un projet de télégramme adressé par le prince et lui, du consentement de l'Empereur de Russie.

« Ce télégramme est ainsi conçu :

« M. Thiers s'est montré modéré et a paru appeler
« justement la situation. Un contact direct avec lui
« offrirait peut-être la possibilité d'abréger une lutte
« dont, vous, moi, l'Europe, débarrassée la fin au même
« degré. Serons nous disposés, le cas échéant, à lui
« accorder un sauf-conduit pour rentrer à Paris et pou-
« voir en sortir immédiatement, et faire ainsi la
« chance de relations officielles avec votre gouver-
« nement ? »

« M. Thiers nous a déclaré qu'il était convenu avec le prince Gortchakoff de soumettre ce télégramme à la délégation de Tours, ne voulant en rien nuire l'œuvre que « nous l'attribuons à se rendre après de nos collègues à Paris. Dans ce dernier cas, a-t-il dit, une dépêche au chargé d'affaires de France en Russie aver-

finist le procès qui alors s'apprêtait au roi de France en télégramme de l'empereur de Russie.

« Après délibération, nos membres du gouvernement de la Défense Nationale réunis à l'ancien ministre de la marine, délégué de notre gouvernement, avons autorisé à l'assassinat M. Talien à se rendre à Paris après de nos collègues, sans passer par le quartier-général pendant avant d'être rendu à l'hôtel de Ville.

« Nous lui avons déclaré que nous croions indispensable cette entrevue entre lui et le gouvernement central qui, dans sa souveraineté, apprécierait et déciderait de que comporter la situation.

« Nous avons en conséquence autorisé M. Talien à prendre les notes qu'il croit nécessaires pour pouvoir sur du télégramme ci-dessus expédié.

« Fait à Tours, le 21 octobre 1870, en conseil de la délégation du gouvernement de la Défense Nationale. »

CHASSAGNE, GARNIER, GUAN-BEON,
FERRIER.

On a vu au chapitre précédent, qu'à moment où M. Haas rentrait à Tours, la délégation du gouvernement de la Défense Nationale était sans d'une proposition d'armistice de la part de l'Angleterre. Comme il n'appartenait qu'au gouvernement de l'hôtel de Ville de statuer sur cette proposition, et comme, d'autre part, M. Talien avait le désir d'aller à Paris pour y rendre compte de sa mission, les deux affaires furent jointes, et, sous les auspices communs, l'un des hommes d'état lui autorisa à demander le sauf-conduit qui lui avait été promis et chargé en même temps de porter dans la capitale

la proposition de l'Angleterre, appuyée par les Puissances neutres.

Et ce que regarde le traité-combat, la Russie, conformément au télégramme concerté avec le prince Gortchakoff et le cabinet de Londres, en fit part la demande au quartier-général prussien dès le 22 octobre. Mais la réponse ne lui vint bientôt, M. Thiers eut recours au général de Tann qui commandait alors à Berlin, et c'est vers le 27 seulement qu'il se trouva en possession d'une pièce qui aurait dû arriver plus vite.

Toutefois, contrairement à ce que désirait la délégation de Tann, l'état-major allemand avait permis à imposer à M. Thiers l'obligation de passer par Versailles avant de se rendre à Paris, et bon gré malgré, il avait fallu se résigner à cette exigence.

Quels quelle disposition d'esprit parut M. Thiers? On le devina. Selon lui, la continuation de la guerre était bien difficile, et le paix nécessaire. Telle fut donc la thèse qu'il ne manqua pas de développer à l'hôtel de Ville. M. Gambetta, qui agissait sous l'empire d'idées et d'espérances bien différentes, s'efforça dès ce moment de primer ses collègues de Paris contre les impressions pessimistes que M. Thiers avait voulu de leur faire partager. Dans ce but, il adressa à M. Jules Favre la dépêche suivante que nous n'hésitons pas à reproduire malgré ses longueurs :

Tann le 24 octobre 1870.

GAMBETTA A JULES FAVRE

En ce moment où M. Thiers se dispose à se rendre au-devant de vous, il me paraît nécessaire de me rassurer et de

vont être consultés sans vous sur le statut et sur les disponibilités qui peuvent exister. Les arrangements sont très graves, nous touchons à un moment très décisif pour que je puisse esquisser ou observer en quelques minutes l'expression de mes opinions.

M. Thiers est resté en France depuis quatre jours. Il a eu avec la délégation du gouvernement plusieurs entretiens prolongés, durant lesquels, sous l'aspect de un travail diplomatique, il a exprimé devant nous ses impressions et ses idées, tant au point de vue de la politique intérieure que des affaires étrangères. Tous les discours de M. Thiers peuvent se résumer en une seule phrase, il croit la France épuisée et impuissante à résister, il veut le paix et, relevant la responsabilité qui doit succéder à celle qu'il a portée cette nuit, il cherche à provoquer la constitution d'une Assemblée qui se chargerait de l'exécution. Pour pousser les esprits à partager cette manière de voir, M. Thiers a eu toutes les images d'une part, l'insuffisance actuelle de nos forces militaires et d'autre part, les prétendues exigences de l'opinion publique au travers des évènements.

Sur le premier point, j'ai lué à M. Thiers des conséquences possibles sur l'état et la position de nos troupes. Il a pu se convaincre que les hommes disponibles que les ordres se rallient. Ce que nous aurons cruellement, ce sont les généraux et surtout un véritable homme de guerre, capable de commander et d'employer toutes les forces dont nous pourrions disposer. Il a pu se convaincre qu'il existe réellement une école de la Loire de cent dix mille hommes, bien armés et bien disciplinés, sous le commandement d'un général expérimenté, mais ferme et rigide, dont les efforts ne jauge's ce jour nous sont effrayamment faibles, Rouget, Fournier, Fies et Tassin qui combattront à Brissac, après la déplorable bataille de la bataille d'Orléans. Nous avons, de Bellier à Rouget, la marque d'une seconde école, dite école de l'Etat, qui a malheureusement,

après la prise de Strasbourg, abandonné la position des Touges avec une prépondérance effrayante, mais qui est en bonne voie de réorganisation, depuis son voyage à Besançon, et qui l'en pourra porter à quatre-vingt mille hommes dans trois semaines. L'Ourc vendéen est aussi évidemment parti par un corps de trente-cinq mille hommes, dont la droite est appuyée sur l'armée de la Loire. La région de Nord, couverte par de nombreuses places fortes, ne compte guère plus de quarante mille hommes dans le général Bismarck a pris le commandement, qui lui a été donné après son refus de généralisation. Enfin les dépôts sont presque partout annihilés par la formation des quarante bataillons de la mobile et l'appel de la dernière classe. Je ne les pas entrer dans cette énumération les corps francs qui font tant de mal aux Français et qui sont si redoutés d'eux, et qui, avec le commandement de Gumbel dans l'Est et de Késtry dans l'Ouest, constituent de sérieux dangers. Enfin sont les forces de ligne. Je ne compte pas les gardes nationales sédentaires et les corps maintiens dont l'emploi n'est encore que très-partiel. Mais Paris tenu si serré longtemps, je le sais. Et nous exposent en cela, tout servis en plein force et sans une arme de plus. Les armes dont l'acquisition avait été si difficile et si lente commencent à arriver en grande quantité. Le désarmement des ennemis nous donne un certain contingent de mous et d'artillers, et tous les jours nous augmentons notre matériel d'artillerie. Bien que chaque notre machine ne peut que s'accumuler, si nous ne sommes pas d'imprudence; donc il faut durer. Nos ennemis ont contre eux l'épuisement du temps, ce qui explique évidemment leurs nouvelles dispositions à l'avenir.

Sur le second point, avec tout le respect que je dois à mes collègues et à M. Thiers lui-même, je pense dans mon opinion, à savoir que les divisions ne sont abonnées que par une situation dans le pays. À cet égard je suis dans la discipline des partis. Toutes les villes, petites ou grandes, sont partitionnées

ment républicains et patriotes, les campagnes sont restées en silence, sans qu'on entende que la comète de Pénard... ont eu quelque écho dans les villages, les plus petites communes ont cessé d'être au mouvement jusqu'à des centaines de kilomètres. Les parties urbaines et littéraires qui ne sont, à proprement parler, que des fractions sans compte de candidats et d'électeurs de la capitale, si exceptionnel possible, de la capitale, relevant seule dans les journaux ou dans de diverses associations des distances politiques. Pendant qu'ils les démentent, car Paris n'y peut prendre qu'une part minime, et que toutes ces impuissances dispersées restent sans effet à Paris dans ce cas. Et c'est ainsi, leurs révolutions de politesse de décevoir tout de la situation de Marseille et de Lyon. Il est vrai que, lorsque j'en suis arrivé, ces deux grands centres étaient en assez mauvais relations avec le gouvernement central. Il n'est même formé des lignes de départements dans le sud et dans l'est, jalonnées de défenses avec la France par institutions nouvelles, mais ayant des prévisions au premier instant. Je me heurte de vous apprendre qu'il a fallu d'un peu de Serret et de Bonchies pour occuper courir à ces distances. Les lignes sont découvertes. Lyon, qui se prépare à se défendre, offre le même spectacle que Paris à son départ, Marseille a même un peu plus longtemps, mais surtout les les matériaux locaux se sont épuisés, on regrette leurs voisins étrangers, et tout est dans l'ordre, le sud de pays est parfaitement tranquille. Donc, la politique tout de toutes, maintenant à l'usage des gouvernements, à l'usage et ne devant plus être occupé par les adversaires de la République. Mais il faut noter et noter que la part républicaine, tout de ces ou tous les individus ultra-républicains, est toujours à regarder les élections comme une première distance aux éléments de la guerre.

Toutefois il est juste de constater que la constitution d'une Assemblée représentant complètement et librement la France

se joignent à Paris, sous d'une attitude passante sur l'épave. C'est à ce point de vue seulement qu'il faut se placer pour juger la proposition d'armistice que nous lui fait, le parlement, par sa durée et ses conditions, posant à la fois le renouvellement de toutes les places assiégées et la renouveau de tous les électeurs, l'ajournement des juges y compris, sous la réserve formelle d'arrêter de l'Assemblée, à l'Assemblée tous les anciens ministres de Napoléon III, depuis la formation de l'Empire, les sénateurs, les conseillers d'Etat, et tous ceux qui ont été candidats officiels depuis 1872. Il faudrait une loi d'Etat qui déclarât nulle et de nul effet toute opération électorale portant sur un individu compris dans les catégories sus-indiquées. Une semblable disposition est à la fois commandée par la justice et par la politique. Il est juste, en effet, que tous les complais et tous les complaisants du régime qui a perdu la France se soient frappés momentanément de la même indolence que le délinquant doit de lui-même les complaisants momentanés. C'est à ces complaisants de la République de la République. Il est politique aussi, dans que nous avons depuis dans une loi sacrée à l'Assemblée nationale de la République, de ne pas laisser entrer sous son nom de ses plus grands ennemis et d'éloigner de la puissance législative de la République tous ceux qui, par leur passé même, sont tentés à compromettre sa cause. Puis affirmer que, sous ce conseil, les élections générales seront ajournées par le parti républicain, et je dois dire que, pour mon compte, je suis dans l'incertitude de les admettre et d'y faire passer.

J'ai exposé toutes ces idées à M. Thiers, et il s'est engagé à s'en faire le défenseur le plus ardent.

Ce que vous considérez maintenant est parvenu de résoudre les questions les plus importantes qui se posent dans le monde républicain. Trois questions ont été mises en discussion. Première question : M. Thiers doit-il être autorisé à venir à Paris ? Il y a encore une question aussi importante, avec la réserve que M. Thiers se présentera pour

par le quartier général prussien. Deuxième question : que penser de la proposition d'armistice? Vous avez dit d'avis que M. Thiers veut la trêve, se fappuyant, à tort ou à raison, sur l'armistice conclu au cours du siège de Paris, avec les Allemands. Notre intérêt est trop évident pour insister. Troisième question : faut-il faire des élections? Vous venez par le procès-verbal que vous m'envoie M. Thiers que une telle collégiale est dé pour l'affirmative, tandis que je me suis prononcé pour la négative. Les raisons en sont exposées plus haut et vous avez à présent à quelques conditions je considérerais les élections comme évitables. Je dois ajouter le qu'on ne promettait pour la négative, je n'ai pas senti au moment de passer à l'opinion de Paris, si mauvaise à mon départ, et que les événements accomplis depuis lors n'ont pu que confirmer.

En résumé, je pense que l'intermédiaire de l'Europe peut contribuer à l'armistice et surtout à la trêve qu'importe Paris assailli et résistant. Je crois la France beaucoup plus basse de la guerre que on la peignaient les partisans de la paix. Je ne veux être esquivé, je redoute les Russes, mais je suis convaincu que Paris, après avoir déjà tant souffert, peut encore résister et à la fin la république et la France. Pour atteindre ce double but, il faut d'abord l'apport de munitions, il faut fuir les ennemis, d'accepter la trêve qu'on nous propose que si elle est avantageuse au point de vue militaire, et de s'en servir au point de vue politique que si on est obligé à faire des élections vraies républicaines, qui soient une véritable le distinction des diverses conditions militaires et l'affirmation de la grandeur et de l'indivisibilité de la patrie.

Je vous prie de faire tous vos efforts pour arriver à me faire connaître l'opinion du gouvernement sur la présente dépêche.

Léon Gambetta.

Conférence de Paris, séance du 10 d'après-midi, toutes les

idem contenues dans cette lettre, quelques-unes, notamment en ce qui regarde les incompatibilités parlementaires, sont excessives, violentes et indignes d'une intelligence aussi patriotique et aussi élevée que celle de M. Gambetta (1). Mais il y a un point sur lequel nous sommes tout à fait d'accord avec lui, c'est lorsqu'il affirme qu'au 31 octobre, l'air d'être épuisée, la France se relève et qu'il l'œuvre de la difficile nationale le pays tout entier s'est hâtivement associé. Ceux qui ont vu la situation à Tours à ce moment disent, comme nous, qu'ils en peuvent et qu'on devait avoir confiance; car il est probable que si le mouvement militaire qui devait d'être prêt pour le 31 octobre n'avait pas été retardé contrairement aux ordres du ministre de la guerre, Paris eût été débarrassé. Sans savoir qu'en des conditions aussi graves, il est facile de se tromper, et d'établir des calculs sur des événements qui n'ont plus les moyens de se produire. Mais c'est l'opinion de beaucoup de bons esprits, qu'avec un peu plus de foi dans l'œuvre et la solidité de l'œuvre de la Loire, M. Thiers aurait eu une année excellente pour négocier la paix. Il faut bien le dire, les pourparlers d'ambassade et les conférences de Versailles qui durent jusqu'au 5 novembre, permirent aux Prussiens de gagner du temps et leur épargnèrent un échec militaire qui n'aurait pu être pas changé le résultat de la campagne, mais qui en eût amoindri considérablement l'impact.

(1) Toutefois, la déposition faite plus haut, prouve que l'idée des incompatibilités parlementaires n'est pas née, chez M. Gambetta, d'un excès d'optimisme avant que l'armistice du 31 janvier, presque dès le 24 octobre précédent, et l'agitation du gouvernement de l'Est de telle ou telle sorte qui défrayait l'opinion qui devait de l'œuvre RCM.

CHAPITRE QUATRIÈME

CHAPITRE IV

Retourner de la France après la capitulation de Sedan. — M. de Bismarck veut se louer avec l'Empereur Napoléon III et l'impératrice-Eugénie. — Ses intentions absolument pures. — Lettre de l'impératrice à l'Empereur de Russie. — M. de Bismarck songe alors à passer avec le maréchal Bazain. — Entrevue projetée à Metz. — Bâle. — Vienne. — Londres du général Bismarck. — Réponse aux propositions de Bismarck et le quartier général déplacé à Versailles. — Le général Bugey se rend à Londres. — L'impératrice refuse de signer la paix. — Capitulation de Metz. — La France humiliée cherche une paix meilleure avec l'Allemagne? — De quel aspect se présente Bismarck.

En venant ajouter à l'investissement définitif de Metz, la capitulation de Sedan, on peut s'étonner d'étaler le quartier général allemand dans une proportion imaginative. Non-seulement, il n'était pas un seul instant dans la pensée du roi Guillaume et de son premier ministre de se considérer comme vainqueur par la reddition de l'Empereur et de la seconde armée de Metz; mais, à partir de ce jour, convaincu que la France n'aurait plus les moyens de poursuivre une lutte aussi longue que désastreuse, l'illustre chancelier eut résolu d'adopter une politique de conquête (1). On s'est plu à dire

(1) Le général Dumas, dans un livre récent, rapporte des paroles bien caractéristiques prononcées par M. de Bismarck, lorsque le

qui dans l'intervalle qui s'écoula entre la capitulation du 2 septembre et la marche des armées allemandes sur Reims et Paris, le roi Guillaume et son premier ministre avaient insisté sur la question de savoir si la guerre devait être continuée, et s'il ne serait pas plus convenable d'offrir à la France une paix glorieuse. Rien n'est plus contraire aux principes qui ont toujours animé la France dans le cours de cette douloureuse campagne. La vérité est qu'après-elle elle croyait la France vaincue et incapable d'un nouvel effort de résistance, et que, dès

2 septembre, on discutait en ce sens même les conditions de la capitulation de Sedan. On parlait les uns :

« Aujourd'hui, vous m'avez dit que la France est obligée de son orgueil, de son caractère, d'apprendre et d'ambition, nous sommes pour vous de sa gloire, nous voulons assurer la sécurité de son empire, et pour cela il faut que nous ayons, entre la France et nous, un glorieux. Il nous faut un territoire, des richesses et des hommes qui nous servent, pour toujours à l'abri de tout danger de sa part. »

Et un peu plus tard, M. de Bismarck, ajoutait :

« Il faut que nous offrons à Paris, qui est ce qui se passe ? Pour dire la vérité, il est bien mieux de les promettre que de proposer. Mais nous ne sommes pas obligés de défendre à tout prix. Nous sommes bien qu'en France on donne plus de soldats, mais de jeunes soldats ne valent pas des soldats aguerris, et d'ailleurs, on ne peut s'empêcher pas, d'être un corps d'occupation, on veut même les avoir effrayés. Sans parler de la peur, mais une peur d'effraye et dans les conditions que je vous ai déjà dites. — pour cela, il faut que nous offrons à la France dans l'impérissabilité de son empire. Le sort des batailles nous a favorisé les meilleurs soldats, les meilleurs alliés de l'armée française... »

On fut peu étonné de ces déclarations, que, dès le mois de septembre, la France avait accepté la dernière d'armement l'Allemagne et la Prusse allemande. Mais le sort de ces deux provinces qui s'est accordé aux promesses de paix, et qui a été donné à Berlin au mois de septembre 1870.

On peut même aller plus loin et ajouter qu'après Sedan M. de Bismarck conviait déjà Bismarck et l'Allemagne. Le Prince, d'un « seigneur » Bismarck en personne, avec un correspondant du *Post-Zeitung*, qui conversait avec eux, que nous citons dans

de se soumettre, quant à une prise susceptible de compromettre le dévouement de la France. En effet, malgré toutes les suggestions auxquelles il avait été en butte, ce dernier avait refusé absolument d'entrer en négociations avec le chancelier allemand. Il s'était tenu sur sa position de prisonnier, et il avait déclaré solennellement sa fidélité pour le seul et unique gouvernement de l'Empire napoléonien. Depuis, des documents authentiques ont fait connaître que celle époque la continuation de la guerre appartenait aux jours de l'Empereur Napoléon, comme une nécessité et un devoir pour la France. L'armée de Metz restait glorieuse et puissante et les places fortes de l'Est, y compris Strasbourg, étaient en mesure d'opposer à la marche de l'ennemi une résistance aussi vigoureuse pour permettre au gouvernement de lever et d'organiser de nouvelles troupes. On ajoute que M. de Bismarck refusa ses suggestions lorsque la révolution du 4 septembre fut connue au quartier général allemand. Le chancelier faisait ressortir qu'en présence d'un gouvernement dont la neutralité était, à ses yeux, était de ne pas offrir de garanties, la France s'était se trouver dans l'obligation d'accepter encore ses conditions, et par conséquent, que dans l'intérêt même de la France, l'Empereur Napoléon devrait se prêter à des négociations de paix. Mais celui-ci demeura inflexible, et le chancelier était de s'adresser ailleurs.

Il renvoya d'abord aux journaux de faire une communication directe qui n'est pas une des pièces les moins originales de son diplomatie, à la date du 11 septembre. Il y déclarait qu'il ne reconnaissait pas le gouvernement de l'insolent de Villet, et qu'il ne y avait l'empire tricolore-drapeau n'a-

vill pouvoit d'être en possession du dépôt régulier de l'as-
surance en France. Les finalités des souscriptions directes
la chose est probable, bien que nous d'ayons à cet
égard aucun renseignement positif. Mais ce que nous
savons, et ce que l'exactitude historique commande de
dire c'est que l'impératrice professait au même degré que
l'Empereur la répugnance la plus absolue pour toute
occupation de pays qui ne respecteraient pas l'intégrité
territoriale de la France. Non-seulement, elle acceptait
avec courage les événements que l'ennemi préci-
pita de trêve, mais, à peine arrivée en Angleterre, elle
n'eut plus d'autre préoccupation que de faire servir à
la cause de la France les sympathies que sa situation
n'avait pas manqué d'éveiller dans les cours euro-
péennes.

Dans ce but, l'impératrice Eugénie prit l'initiative
d'une démarche qui fléchit lentement devant le
pays. La lettre qu'elle écrivit à l'Empereur de Russie
montre avec la dernière évidence que, lors de sa
bordure au pouvoir à des intérêts dynastiques, elle
en fit le sacrifice le plus complet, afin de ne pas
nuire à la défense nationale et de lui maintenir toute
sa liberté d'action. Voici, en effet, dans quels termes elle
s'adressa à l'Empereur Alexandre, à la date du 23 sep-
tembre :

« Sire,

« Éloigné de ma patrie, j'étais assis d'ici à Votre
Majesté. Il y a quelques jours à peine, quand les destins
de la France étaient entre les mains du pouvoir
constitué par l'Empereur, je j'aurais fait la même de-

maître, j'aime pour tout dire, aux yeux de Votre Majesté et à ceux de la France, garder des forces vives de mon pays. Les derniers événements me rendent ma liberté et je puis m'adresser au cœur de Votre Majesté.

« J'ai bien compris les rapports adressés par votre ambassadeur, le général Fleury, Votre Majesté éclairée a pu voir l'idée du doublement de la France. Le sort nous a été contraire. L'Empereur est prisonnier et captif. De votre gouvernement a compris la lueur que vous regardez comme votre devoir de remplir. Je viens supplier Votre Majesté d'agir de son influence afin qu'une paix honorable et durable puisse se conclure, quand le moment sera venu. Que la France, quelque soit son gouvernement, trouve chez Votre Majesté les mêmes sympathies qu'elle nous a manifestées dans ces dures épreuves.

« Dans la situation où je me trouve, tout peut être mal interprété. Je prie donc Votre Majesté de toute aménité cette démarche, que son généreux esprit comprendra et que m'inspire le souvenir de son séjour à Paris.

« Londres. »

Il n'y eut qu'une voix dans l'opinion publique pour rendre hommage à l'élévation et à la droiture des sentiments exprimés dans cette lettre. L'Empereur de Russie y répondit, à la date du 27 septembre, dans les termes les plus éloquentes, mais, en exprimant ses regrets que les circonstances eussent modifié l'état de choses auquel l'Impératrice Eugénie était attachée, il se borna à exprimer le vœu qu'une paix honorable pût être conclue entre l'Allemagne et la France.

Il nous sera permis d'ajouter qu'un appel semblable fut adressé à la fin de septembre à l'Empereur d'Autriche-Roumanie. La réponse de ce souverain témoignait au même degré des sympathies et de l'intérêt que les malheurs de la France avait inspirés à la cour de Vienne; mais l'empereur François-Joseph déclarait sans détour qu'il y a des circonstances où les souverains ne sont pas maîtres de suivre les inspirations de leur cœur.

Quoiqu'il en soit, les Ministres que nous venons de citer se caractérisent nettement l'affluide de l'ingérence étrangère. Vers la même époque, d'ailleurs, M. de Bismarck se plaignait qu'elle ne donnât pas signe de vie, et s'efforçait de lui faire parvenir à ce propos l'expression de ses regrets. Voyant qu'il n'aboutissait à rien, il avait bien parvenu à M. Jules Ferry; mais après l'échec des conférences de Ferrières, toute espérance de traiter, soit avec le gouvernement impérial, soit avec celui de l'Hôtel de Ville aux conditions qu'il imposait devenait évidemment chimérique, et c'est alors que le chancelier tourna ses regards du côté du maréchal Bazaine, commandant en chef de l'armée de l'Est. Son armée et la ville sur laquelle elle s'appuyait étaient dévalement isolées, et, quoiqu'on en ait dit, si le cercle que les Allemands pouvaient être rompus par une brèche sanglante et hardie, les Allemands avaient dès ce moment assez de troupes disponibles pour le refermer plus tôt. Enfin, M. de Bismarck n'ignorait pas que, depuis le milieu de septembre, les versants de maritimes commençaient à baisser et que leur diminution progressive, mais implacable, conduirait dans un temps très-brève l'armée du Rhin à une capitulation.

Dans la pensée de M. de Bismarck, il ne devait donc pas être difficile d'entraîner le noyau des pourparlers qui lui faisaient entrevoir la possibilité d'échapper à une capitulation plus déshonorée et plus dévastatrice même que celle de Sedan. D'ailleurs, possédant un quartier général allemand, l'armée, avec son armée de 150,000 hommes, avait évidemment les moyens de fournir à la France toutes les garanties au sujet de l'existence d'une paix éventuelle. L'Empire était renversé et les membres de la famille impériale pouvaient donc être considérés comme invincibles ; le gouvernement révolutionnaire qui avait proclamé la République se trouvait enfermé dans les murs de la capitale, et n'était représenté en France désormais que par trois vieillards érudits manœuvrant dans la gloire qu'ils avaient entreprise pour organiser la guerre à outrance. C'était avec le sentiment général en Europe que la résistance de Paris ne serait pas de longue durée, on espérait à présent que le gouvernement de l'Etat de Vile ne tarderait pas à être renversé par la démagogie en armes, et que les approvisionnements accumulés dans une ville de deux millions d'âmes, si considérables qu'ils fussent, ne manqueraient pas d'être épuisés au bout de quelques semaines. A une échéance prochaine, Paris serait d'une capitulation forcée ; il serait démantelé et réduit ainsi à l'impotence la plus complète, il se verrait en conséquence forcé de valoir la paix conclue au dehors de lui, et de se soumettre à l'autorité provisoire de celui qui l'aurait égale, et qui dans tous les cas, avec une armée de 150,000 hommes avait toujours les moyens de la faire respecter. Que ces idées aient eu cours de longue heure au quartier général

allemand, personne n'en aurait douté. De la ville s'étaient répandus à Londres, à Vienne et à Saint-Petersbourg, et M. Thiers lui plus d'une fois, nous le croyons, à ses combattus. Sans s'expliquer ces télégrammes innombrables envoyés par les généraux prussiens dans les premiers jours de l'investissement et où il était affirmé avec une confiance singulière que Paris était livré à l'ennemi le plus complet, et qu'on entendait chaque jour dans ses rues le bruit de la fusillade (1).

On comprend maintenant l'incertitude que M. de Bismarck avait à se mettre en communication avec le maréchal Stumm. Nous arrivés-on de tels bruits pour constater les allées et venues de plusieurs personnes, qui ne pouvaient évidemment franchir autour de Metz les lignes du prince Frédéric-Charles sans la complicité de l'autorité prussienne. Le type de ces négociateurs d'exception est connu : c'est le célèbre Rogener. On ne saurait donc douter de trop près ce personnage et ses agissements, car c'est notre conviction absolue qu'il avait voulu au moment à obtenir toute la confiance du célèbre chancelier.

Au premier abord, Rogener paraît appartenir à la catégorie de ces hommes, qui ont toujours quelque

(1) Voici quelques uns de ces télégrammes :

« Potsdam, 26 septembre. Avant hier, on a obtenu des hauts commandements par une longue lettre de Paris, qu'il y avait dans les rues une forte armée et des troupes d'infanterie. »

« Berlin, 26 septembre. Le commandant d'un régiment de cavalerie nous a écrit de Paris, le 25, un excellent journal où nous que la capitale est envahie par des milliers d'hommes de la 11^e, nous avons vu que c'est tout ce qui se passe. »

« Berlin, 27 septembre. Après les bruits qui couraient dans les journaux allemands à Paris. »

chance de réussir dans les temps incertains. On le voit, dès le 12 septembre, sans qu'on sache pourquoi, se retirer dans l'île qu'il peut servir d'intermédiaire entre l'impératrice et le quartier général prussien, et proposer à la première tout un plan pour sauver la dynastie napoléonienne. La Reine doit se retirer sur la flotte, qui est toujours toute au, et de là faire des appels aux gouvernements étrangers, à la marine, à l'armée de terre et à la nation. Le 14, il se présente chez l'impératrice et demande si son projet est agréé. Elle lui fait répondre par une de ses dames d'honneur « que l'intérêt de la France doit passer avant la dynastie, » et qu'en conséquence, elle ne veut rien faire dans la crainte d'entraver la défense nationale. Requin insiste, mais c'est en vain, les résolutions de l'impératrice sont irrévocables.

Le 15, Requin revient pour la troisième fois à la charge. Sa nature est d'être prodigue de lettres; il en écrit une nouvelle à madame Lobkowitz, dame d'honneur de l'impératrice, pour lui faire ressortir tous les inconvénients d'une politique expectante. « Il faut, dit-il, que les conditions de paix que l'on nous propose soient meilleures que celles que le gouvernement républicain aurait acceptées. » Cette fois, ce fut le principal de la maison impériale qui fut chargé de répondre à Requin, et il lui confirma que l'impératrice désirait rester en dehors de tout engagement politique.

Requin était évidemment fort découragé; malgré tous ses efforts, il devait renoncer à exporter les plans poursuivis par la Reine; écrivit alors qu'il changea de plan, et comme il persistait dans son projet d'aller à Wilhelm-

bute, il mit sous les yeux de R. Fils une grande photographie et deux vues stéréoscopiques d'Ilustings, sur lesquels il faisait peindre le jeune prince de vouloir bien laisser de sa main quelques mots pour son père. On finit par accéder à ce désir, et dès le 17 au matin, Bernier remit en possession de ses trois photographies; l'une sur laquelle le fils de l'empereur Napoléon avait écrit les mots suivants : « Mon cher père, je vous salue des vues d'Ilustings; j'espère qu'elles vous plairont, » et les deux autres, sur lesquelles le prince avait simplement apposé sa signature.

Nous insistons à nouveau sur ces détails parce qu'ils sont appelés à jouer un rôle considérable dans la suite de cette aventure qui semble toucher de bien plus près au roman qu'à la diplomatie.

Une fois en possession de ces trois photographies, Rogier ne perdit pas un instant et il partit le soir même pour Fribourg, et il arriva le 24 septembre, dans la matinée. M. Jules Favre y était encore, discutant d'un armistice et d'une paix préliminaire avec l'implacable chancelier. Il n'eût pas fallu moins de huit jours de pourparlers télégraphiques et d'une intervention de toute l'Europe pour dissuader celui-ci à recevoir le vice-président du gouvernement de la Défense Nationale. M. de Bismarck fit moins de difficultés avec Rogier, et au premier mot qu'il dit que, vuant d'Ilustings, il devrait parler au chancelier, il lui immédiatement introduisit. Tout d'abord M. de Bismarck crut avoir devant lui un ennemi sérieux de la légation; mais quand il eut constaté que ses pleins pouvoirs se bornaient uniquement dans les photographies dessinées plus haut, l'astucieux chancelier comprit bien vite

qu'il était troué. Tscholok, avec sa perspicacité à lire rapidement sur les physionomies et à desluter dans un instant le cœur d'un homme, se demandait si M. de Bismarck résolut d'écarter Bismarck et de s'en faire un agent auprès du maréchal Suédois. Bismarck, il ne l'aimait pas Tscholok, d'autant qu'il était venu à Londres avec l'intention de se rendre à Wilhelmsruhe et de remettre à l'Empereur les soussignes (just) il était porteur M. de Bismarck, comme on va le voir, avait cet intérieur ainsi que la destination des photographies. Il avait très-bien calculé que le Bismarck n'était pas autorisé à traiter de la paix au nom de l'Impératrice, du moins il avait toute la surface nécessaire pour se mettre en relation avec le commandant en chef de l'armée de Meis et surprendre sa confiance.

Voilà donc Bismarck en présence de M. de Bismarck. Celui-ci lui explique d'abord à un point de vue général, les raisons que les détails d'événements ont imposés à la France « Notre état, dit-il, de profiter de la position actuelle, pour nous éviter dans l'avenir, d'être à long terme de malice, une guerre nouvelle avec la France, est formel ; pour cela, une situation de frontières est indispensable. » Passant ensuite à la situation créée en France par la révolution du 4 septembre, le chancelier ajoute : « Nous nous trouvons en présence de deux gouvernements, l'un de fait, l'autre de droit, nous ne pouvons changer leur position et il nous est difficile, sinon impossible de traiter avec l'un ou avec l'autre... Lorsque nous nous trouverons en face d'un gouvernement qui, de fait et de pure, pourra traiter sur les bases proposées par nous, nous traiterons. Quant à présent, nous

n'avant pas à faire connaître ses exigences au sujet d'un cession de territoire, puisqu'elle est déclinée, « On voit ici apparaître pour la première fois, dit M. de Bismarck, cette prétention si tenace et si caractéristique d'amener la France à demander la paix sans en connaître au préalable les conditions. Et ce qu'il y a de plus curieux, c'est que ces paroles, dont l'autorité n'est pas douteuse, ont été prononcées par le premier ministre de l'empereur d'Autriche entre deux conversations avec M. Jules Favre. Rognier qui continuait la présence à Fermoire du ministre des Affaires Étrangères du gouvernement de la République Nationale, indiqua alors qu'il serait heureux d'obtenir pour l'inspiration des conditions une aide que cette imposition au généralissime de l'Armée de Vain, et que Bismarck et Cluseret pourraient, à l'issue d'un traité, régulariser au nom du gouvernement impérial. M. de Bismarck affecta d'en douter, puis, sous prétexte qu'il est attendu par M. Jules Favre, il sequit immédiatement la conversation avec Rognier et le chance de ses compléments pour l'Empereur « Wilhelmshöhe »

Mais Rognier ne se tient pas pour satisfait, et, le lendemain, il revient à obtenir une nouvelle audience de M. de Bismarck. Cette fois, entrant subitement dans le jeu où le chancelier a résolu de l'entraîner, Rognier propose de se rendre à Metz et à Strasbourg et d'effectuer d'arrêter les communications de ces places capitulées au nom de l'Empereur, et on concluraient en même temps dans une ville et pour une date qui seraient l'adieu définitivement le Sénat, le Corps Législatif et le Conseil d'État. M. de Bismarck ne voit dans le plan de Rognier que ce qu'il y a d'insensibilité et de prodige et lui

répond : « Je vais vous faire donner un sauf-conduit général qui vous permettra de voyager dans toutes les possessions allemandes et dans tous les pays occupés par les troupes. Un télégramme arrivera avant vous à Metz et vous en diffusera l'usage. » Regnier accepte et se pressement cette offre, et, avant de se mettre en route, il fait connaître par écrit à B. de Bismarck la combinaison à laquelle il a imaginé d'avoir recours pour exécuter sa mission. Il veut le maréchal Bazaine, et, dans le cas où celui-ci accorderait à ses ouvertures, un des chefs de corps de l'armée de Metz, Canrobert ou Bourbaki sera autorisé à franchir les lignes prussiennes et à se rendre sous un déguisement à Metz. « Il résiderait dans ma famille, ajoutait-il, et ne saurait que le soir sur la jetée. Une lettre qu'il ferait tenir de ma part à S. M. l'annoncerait de tout sous le voile du secret, et celle-ci viendrait seule chez moi parler au maréchal ou au général. » En racontant ces détails, on se croirait transporté en plein théâtre. Mais, à ce qu'il semble, B. de Bismarck ne se fit aucun scrupule pour adopter le plan de Regnier. Celui-ci reçut son sauf-conduit, et, le 21 septembre, il quitta Ferrères, se dirigeant vers Metz.

Le 23 septembre, à quatre heures du soir, Regnier était introduit auprès du prince Frédéric-Charles, à Conz. Il essaya de se faire passer pour un membre de la société internationale anglaise, entre autres manifestant en chef de la 3^{me} armée à l'armée allemande répandue en Alsace-Lorraine, bonsoir pour tout le monde, ce l'est pas pour lui. « B. de Bismarck, ajoutait-il, m'a fait savoir votre désir d'entrer dans Metz et me laisse l'ajout de voir si j'y trouve quelque intérêt. »

Naturellement le prince ne pouvait que limiter une pareille démarche, et, séance tenante, Regnier fut autorisé à continuer sa route vers les lignes françaises.

Le même jour, il arrive au quartier général du maréchal Bazaine qui le reçoit amicalement. Regnier lui conte au long sa prétendue mission, le résultat qu'il poursuit et insiste sur la possibilité d'arriver, au moyen d'une combinaison politique dans laquelle interviendrait la Régente, non-seulement à sauver l'armée de Metz, mais encore à obtenir pour la France de meilleures conditions de paix. Ces ouvertures paraissent avoir été accueillies avec d'autant plus de faveur, qu'à ce moment-là même (23 septembre), on l'en a rapporté au témoignage de Regnier, le maréchal Bazaine négociait déjà à envoyer un de ses aides de camp au quartier général du roi de Prusse, à Versailles, afin de s'entendre de véritable état des choses. Toutefois le commandant en chef de l'armée de Metz y mettait une réserve, c'est qu'il ne stipulait qu'un nom de cette armée et laissait en dehors la place de Metz dont le commandement, confié au général Galliéni, était indépendant du reste. Pour le surplus, il déclarait être prêt à une capitulation sur les données de la guerre, et à remettre un de ses chefs de corps à se rendre auprès de l'impératrice.

Le lendemain 24, Regnier retourne au quartier général du prince Frédéric-Charles afin de lui rendre compte de ses entretiens avec le maréchal Bazaine. Sans en apprenant que les arrangements envisagés par ce dernier ne comprendraient pas la ville de Metz, le prince ne peut s'empêcher de faire observer qu'ils n'ont aucune chance d'être acceptés par le roi Guillaume. Regnier

siècle demande à se rendre de nouveau à Meir et là, si nous en croyons des renseignements plus positifs et plus détaillés que ceux qui nous sont fournis par l'émigration prussienne dont nous recensons les allées et venues, il se tint un conseil de personnes qui assistèrent les maréchaux Bassano, Le Bon, Canrobert et deux autres généraux. On consulta, pour toutes les brades de la suite où se tenait le conseil, étant gardés par des troupes de cinq régiments du commandant en chef de l'armée du Rhin. Bismarck ne suivit bien cette délibération, mais il ne dit pas un mot sur ce qui y fut résolu. On a des raisons de croire que ce fut l'insouciance du général Bismarck, pour éviter aux prétendus ordres de l'impératrice, le maréchal Canrobert ayant décliné ce voyage par raison de santé.

À cette fois et au point où en étaient les choses, Bismarck se trouva évidemment prêt à se retirer pour l'éternité. Il tenta-t-il afin d'obtenir du maréchal Bassano une déclaration écrite destinée à donner une valeur authentique aux engagements le verbaux contractés par ce dernier? Le fait est qu'il n'en sortit que la simple signature du maréchal au bas d'une des photographies sur lesquelles le prince impérial avait apposé la sienne.

Le 28 septembre, Bismarck se trouvait pour la troisième fois en présence de M. de Bismarck, à Fontenoy. Il lui raconta tout ses conversations avec le maréchal Bassano et lui développa, non sans, d'ailleurs, les raisons qui devaient décider la France à la conclusion d'une paix immédiate. Bismarck voulut bien lui recommander d'être modéré dans ses conclusions et de renoncer à des positions territoriales, contraires au vœu manifeste des populations

qui s'y souvenaient comptons. Cependant, pour le cas où l'Allemagne persistait dans des revendications qui se faussent qu'on lui eût l'abandon de la Sarre, Régnier proposait une ligne qui partant des deux Bruch, passait ensuite par Colmar et suivait la côte des Vosges par Belfort, pour prendre ensuite toute la côte de la Sarre avec Lutzerath, Sarrebourg, Piesbours, Forstbach, Sarr-l'Évescault et était aboutissant à Deux-Puits. M. de Bismarck impossible se borna à répondre à ses desiderata qu'il était étonné de le voir revenir de Metz avec des propositions aussi faibles que ceux que lui confiait la seule signature du maréchal. Il avait opposé au bas d'une photographie, « de le regrette, ajouta-t-il, mais je me vois forcé de penser toute communication ultérieure avec vous, jusqu'à ce que vous ayez des pouvoirs plus étendus. » Cependant, le chancelier consentit à ne pas rompre les négociations avant d'avoir tenté un dernier effort pour les faire aboutir, et, sans se rendre, du son seulement de son interlocuteur, il envoya un commandant en chef de l'armée de Metz, le télégramme suivant : « Le maréchal Louisin autorise-t-il M. Régnier à traiter de la reddition de l'armée de Metz, en restant dans les conditions convenues avec ce dernier ? Le lendemain 23, on recevait à Versailles une dépêche du maréchal sans réponse : « Je ne puis répondre affirmativement à ces questions. J'ai dit à M. Régnier que je ne pouvais disposer de la capitulation de la ville de Metz. »

Le ministre de Régier était Metz...

Régier avait abouti cependant à un résultat, il avait fait sortir de Metz le général Bourbaki pour aller à une prétendue levée de l'empereur. Il avait af-

Écrit à l'honorable général, que S. M. désirait le voir immédiatement, lui ou le maréchal Canrobert, et que le gouvernement prussien consentait au départ de l'un ou de l'autre. Rogner invoquait à l'appui de son dire le sauf-conduit dont il était porteur et qui lui avait été délivré par M. de Bismarck lui-même (1).

Le maréchal Bazaine avait donné alors au général Bourbaki l'autorisation de quitter son commandement. Cette autorisation était ainsi conçue : « S. M. l'Impératrice-Reine ayant voulu s'enquérir de sa personne M. le général de division Bourbaki, commandant la grande impériale, cet officier général est autorisé à s'y rendre. — Metz, 15 septembre. — » Deux questions ont été soulevées à ce propos. La première consistait à savoir si le général Bourbaki n'était envoyé à Bismarck par autorisation ou par ordre du maréchal Bazaine. La pièce que nous venons de citer ne laisse aucun doute à cet égard et il suffit de s'y reporter. La seconde se réfère à un bruit d'après lequel le général Bourbaki aurait été mué d'une autorisation antérieure à la proclamation de la République à Metz,

(1) Voici le texte du sauf-conduit, tel que le donne Rogner, et additionnant ces copies et ces fragments, dans sa notice sur Bazaine :

« Je requiers les officiers commandant des troupes alliées de l'armée de l'ennemi prison sans empêchement M. Rogner et de lui faciliter son voyage ainsi qu'il sera possible. »

Bismarck, 15 septembre 1870.

Voir BISMARCK.

Tous les différenciers de troupes sont requis d'indiquer ce qu'ils contiennent.

Quant au général, Bismarck, 15 septembre 1870.
Au même quartier général.
F. F. F. F. F.

ce qui aurait contribué à lever ses scrupules pour répondre à l'invitation dont il croyait être l'objet de la part de l'impératrice, en même temps qu'à mettre le maréchal en règle vis-à-vis des susceptibilités de l'opinion publique. Le trésor de l'association paraît confirmer ce fait, puisqu'elle porte la date du 15 septembre (1), et qu'elle est colonisée de l'effigie du prince de vingt-quatre heures le moment précis où la nouvelle de la révolution du 4 septembre fut connue à Metz d'une façon authentique, c'est-à-dire le 14 septembre. Or, Rapinot, à l'insignifiance duquel est due la sortie du général Bourbaki, n'avait pu être saisi du maréchal Bazaine que le 23 du même mois.

C'est dans ces conditions que le commandant de la garde impériale se mit en route le 25 septembre, sous le déguisement de médecin de la société internationale. Arrivé aux avant-postes prussiens, il trouva un colonel de l'armée du prince Frédéric-Charles qui l'aidant depuis la veille; mais facilité lui fut accordée pour se rendre en Belgique. Mais l'honorable général avait cru s'apercevoir, chemin faisant, que les Prussiens n'avaient guère d'opinion de son départ et qu'ils étaient dans le secret de son voyage. Cette observation n'eut pas pour résultat dès le début à lui suggérer des doutes sur la réalité de l'invitation à laquelle il obéissait, et il continuait à se promener vaguement l'indigne dans il venait

(1) Sans aucun doute le jour et la date de l'invitation accordée au général Bourbaki, du moins son commencement, dans une brochure fort intéressante, qui a pour titre : *L'armée de Metz et le maréchal Bazaine*, par un officier d'état-major. (Paris, Larosière, Vanhove et Co. 1911.)

« *Mon Vénérable*, il arrive à Londres, le 28 septembre, déjà profondément irrité; avec, j'ajoute que les instructions de Legation qui lui avait recommandé de garder l'incognito étaient incompatibles avec le titre formel que l'Impératrice semblait lui avoir fait exprimer par son protocole d'ambassade, il se rendit immédiatement chez elle et lui déclara qu'il venait prendre ses ordres. L'Impératrice, il ne put même se surprendre en voyant le général, et elle lui demanda vivement comment il se trouvait à Londres en un pareil moment et si quelque grande catastrophe ne venait pas de frapper l'armée de Chine. Apprenant alors dans quelles circonstances le général Bourbaki avait été amené à quitter son commandement, l'Impératrice l'assura de la façon la plus catégorique qu'elle ne l'avait mandé à Londres ni directement, ni indirectement, et qu'elle n'avait rien à lui dire. En présence de cette affirmation qui était pour lui un véritable coup de foudre, le brave général se crut débarrassé et il écrivit en toute hâte à lord Granville, ministre des affaires étrangères d'Angleterre, une lettre dans laquelle il le priait de s'entretenir auprès du quartier général prussien, afin de lui faciliter les moyens de reprendre son commandement : « Le roi de Prusse comprendra, j'en suis sûr, devant le général Bourbaki un ministre de la Reine, le sentiment d'honneur qui me pousse à faire cette demande. Il ne voudrait pas que la conduite d'un loyal soldat lui expose à des interprétations cruelles et injurieuses. » Le chef du Foreign Office déféra, avec empressement à ce désir, et, par l'intermédiaire de M. de Bernstorff, ambassadeur de l'Allemagne au Nord auprès de la Reine, lord Granville lui informa le 4 octobre que le

général Bourbaki) était autorisé à traverser les lignes prussiennes pour retourner à Metz. Celui-ci quitta immédiatement Londres, gagna la Belgique et se dirigea vers la frontière de Luxembourg par où il comptait rejoindre les armées françaises. Mais là il lui fut impossible d'obtenir le passage qui lui avait été promis, le prince Frédéric-Charles ne voulant pas renoncer à la division du quartier général de Fretterich. C'est à ce moment que la défection de prévices, ayant eu connaissance de l'existence du général Bourbaki, lui fit proposer par l'intermédiaire du ministre de France à Bruxelles de se plaindre officiellement pour rentrer à Metz et de se rendre à Tours. Le délégué du ministère des affaires étrangères invita le général à cesser de se préoccuper de sa situation personnelle et à subordonner ses conceptions et ses sympathies politiques à l'intérêt de la France qui avait besoin de son concours et qui le lui demandait. Cet appel eut un plein succès. Le général Bourbaki écrivit immédiatement au ministre de la guerre pour lui expliquer sa position; après quoi, il se rendit à Tours où il fut reçu avec la plus grande cordialité et peu de temps après pourvu d'un commandement.

Tel est cet épisode étrange du voyage à Londres du général Bourbaki, qui n'est lui-même qu'un symbole dans cette série vraiment curieuse et fantastique de l'émigration bovine. On a vu plus haut avec quelle distinction ce dernier avait été accueilli à plusieurs reprises par M. de Bismarck, à Berlin, alors que le quartier général allemand croyait pouvoir compter sur l'absolument immédiat des ses intelliges. Depuis qu'il en avait échoué, non plus par la suite des circonstances, il fut

laisant à dire, que par celle des hommes, M. de Bismarck affectait de traiter cet agent avec une sorte de dédain. Pour lui, Rogier n'était plus qu'un aventurier (1) sur lequel on ne s'était pas trompé, mais lequel on avait eu devoir désigner quelques égards par déférence pour l'impératrice dont il était l'agent. Des documents irréfutables établissent le contraire, c'est-à-dire que Rogier n'était, à aucun degré, l'agent de l'impératrice qui, jusqu'à la fin de septembre, a toujours refusé de le recevoir, tandis que M. de Bismarck l'a reçu, lui a fait des confidences et s'est servi de lui pour souder les dispositions du maréchal Bazaine à Metz. Telle est la vérité historique qu'il ne faut laisser altérer par aucune subtilité.

A peine cette odieuse mystification était-elle terminée, que l'apogée de Meft commençait. La seule excuse sérieuse que le maréchal Bazaine ait fait valoir pour expliquer sa participation à des intrigues aussi manifestement au-dessous de son caractère et de ses aptitudes de commandant en chef d'une grande armée, c'est qu'il avait par des forces supérieures devant soi vu qu'il avait peu, à beaucoup près, les ressources de Paris, il avait constaté de bonsheurs leur détresse et voulu à une date certaine leur épargner. Il fallait donc s'efforcer par tous les moyens possibles d'épargner à cette armée souffrante et glorieuse les horreurs d'une capitulation et arriver, si c'était possible, à la conserver intacte à la France. Malheureusement, les alliés et leurs de Ro-

(1) dans une communication officielle adressée à lord Russell, par le comte de Bismarck le 20 août du quartier général de Versailles dans l'affaire française. Rogier était traité de *farceur*.

guise n'aurait eu pour résultat que de faire perdre au maréchal un temps précieux, qui est été plus utilement dépensé dans des combats, et l'instinct approchant de l'année, à bout de vivres, s'agitait plus qu'à se rendre à discrétion, et une démarche directe tendue au quartier général de Versailles ne venait pas le sauver de cette extrémité. Sans l'empire de ces craintes exagérées, le maréchal Bazaine se décidait à courir pour, le 10 octobre, un conseil de guerre dans lequel il fut résolu que des pourparlers seraient engagés avec l'ennemi, afin de conclure une convention militaire, honorable et acceptable pour tous.

Le général Boyer fut désigné pour remplir cette mission et l'autorisation de se rendre à Versailles, après lui avoir été refusée le 11 octobre par le prince Frédéric-Charles, lui fut accordée, le 12, sur une dépêche télégraphique du roi de Prusse. Le même jour, l'empereur de l'armée du Rhin se dirigea, accompagné de deux officiers personnels, sur Metz, où un train spécial lui mit à sa disposition et l'accompagnait par Pont-à-Mousson, Frouard et Toul jusqu'à Nancy. De là il continua sa route en voiture par Nancy et Lunéville, jusqu'à Versailles, où il arriva le 15, mais où il ne lui fut pas permis de communiquer librement.

Reçu le même jour et le lendemain par M. de Bismarck, le général Boyer lui proposa d'autoriser l'armée du Rhin à sortir de Metz avec armes et munitions et à se rendre dans une ville de l'ennemi avec l'engagement préalable de ne plus prendre part aux opérations militaires contre la Prusse. Le chancelier déclara que cette demande était inacceptable, et qu'il n'engageait pas une

questions politiques, la question même de la paix. L'Allemagne ne pouvait traiter qu'avec la Belgique, et à son défaut, avec la Chambre des députés de 1858, issue du suffrage universel et légalement élue. Naturellement, M. de Bismarck qui était encore loin à cette époque de soupçonner l'existence de l'armée de la Loire, assurait que la prolongation de la guerre n'avait d'autres résultats que de désorganiser le pays, dont les parties non occupées par les armées allemandes étaient la proie de la démagogie la plus avouée. L'est, disait-il, est tout entier en notre pouvoir, le nord demande la paix, l'ouest s'agite bien plus sous l'influence d'un souffle républicain que d'un souffle militaire; quant au midi, il est à la veille de se constituer en confédération. Le général Boyer, gardé à vue, n'avait aucun moyen, il lui le reconnaît, de contrôler ces affirmations, il ne put donc que prendre acte des conditions mises par le quartier général prussien aux avantages que réclamait l'armée du Rhin et regarder pour faits, afin de les soumettre au commandant en chef et à son conseil de guerre.

Le lendemain du retour du général Boyer, le 18 octobre, eut lieu une nouvelle conférence militaire sous la présidence du maréchal Bismarck. Il y fut décidé à la majorité de sept voix contre deux que le général Boyer retournerait à Versailles et qu'il irait de là en Angleterre, dans l'espoir que, par l'intervention de l'impératrice-Reine, le roi de Prusse accorderait des conditions plus favorables à l'armée du Rhin. Dans le conseil, à l'unanimité, ajouta que le maréchal commandant en chef n'accepterait aucune délégalation pour signer les bases d'un traité concernant des questions d'urgence à l'armée, le

qu'elle devait rester en dehors de toute agitation politique.

Le général Bismarck était donc à Versailles. Il trouva M. de Bismarck inflexible et persistant comme la première fois à subordonner à une question politique les avantages réclamés en faveur de l'armée du Rhin (1). Dès lors il s'agissait pour la France de définir nettement ce qu'elle entendait par la paix dont elle demandait la signature à l'impératrice-impératrice. En d'autres termes, le moment était venu pour le chancelier de faire connaître ses conditions. Rester ce point, le général Boyer, croyons-nous, ne fut pas plus heureux que tant d'autres, et, en somme, on ne le tira pas de la règle en disant que cette paix voulue par le quartier général allemand, c'était plutôt une paix en blanc qu'une paix nettement définie. En tout cas, il n'est pas prouvé que la ville de Metz eût été mise en dehors des sacrifices exigés alors de la France pour lui conserver l'armée du Rhin. Car, des deux combattants qui avaient cours à cet égard, l'une tranchait la question dans un sens peu favorable à nos intérêts, puisqu'elle accordait à la France l'Alsace, plus une bande de territoire partiel de Souverainetés et d'annexion dans la Lorraine sur une étendue qui ne devait pas être moindre d'un nombre de kilomètres carrés déterminés : une formule sans vague réservait une liberté d'action presque illimitée à M. de Bismarck et dont

(1) Depuis l'entrée de l'armée allemande à Metz, l'empereur et l'impératrice M. de Bismarck étaient les maîtres de la ville de Metz et la signature de tous les chefs de l'armée du maréchal Bazaine, dont notamment le duc de Broglie et le général de la Motte, (Y. p. 154.)

tout les cas, elle ne servirait pas Metz, compris dans la partie méridionale de cette ligne. L'autre combinaison, à laquelle on s'attachait de préférence dans quelques milieux politiques à l'étranger, consistait à lier la ville de Metz à la France, mais sous la double condition que ses fortifications seraient démantelées et que la place de Luxembourg serait reprise à nos frais pour le compte de l'Allemagne. Combinaison bizarre, à notre sens, car elle ne pouvait guère plus s'effectuer par l'intermédiaire de la France, dont les principes et la position réprouvaient à de semblables traités, que par celui de l'Europe, dont la signature aurait garanti par un acte solennel, à la date du mois de mai 1867, la neutralité et l'indépendance du territoire grand-ducal. Faut-il, et est-ce de notoriété publique qu'à ce moment où le général Boyer traitait avec M. de Bismarck, les journaux officieux de Berlin diffusaient sans cesse que le chancelier revendiquait Metz comme une forteresse allemande ?

En quoi donc consistaient essentiellement les propositions dont le général Boyer était porteur de la part de M. de Bismarck ? À conseiller à l'impératrice de se rendre avec son fils à Metz, au centre de l'armée qui resterait ainsi à sa disposition et avec laquelle elle serait appelée la paix qui serait signée ultérieurement. Mais alors, quelle devait être cette paix ? Le quartier général prussien refusait de le dire, alléguant que ses conditions étaient tellement ses nôtres. Or, tout ce qu'on savait à cet égard par des communications officielles, c'est que la France réclamait de la France des territoires d'une superficie égale à ceux de Nice et de la Savoie et compre-

autour ensemble une population d'environ 1,400,000 âmes, avec la ville de Metz bien entendu.

Cependant la délégation de Tours s'était tenue pendant de la prise de la prison à Londres de l'envoyé de l'armée du Rhin et des négociations qu'il avait eues auparavant avec l'impératrice-impératrice. Le gouvernement français était en droit d'espérer que le général Beyer qui, en Belgique et en Angleterre, jouissait de la pleine liberté de ses communications, n'aurait pas de la renseignements exactement, même sur le but de son voyage, au moins sur la situation réelle de Metz et de l'armée du Rhin à l'égard de laquelle beaucoup d'incertitudes régnaient encore (1). Pour des raisons que nous n'avons ni à connaître, ni à apprécier, le général Beyer n'en fit rien, et la délégation continua à ignorer le véritable état des choses jusqu'au dernier moment, car, à son arrivée, le général Bourbaki avait dit que l'armée de Metz, encore bien pourvue, sortait quand elle voudrait : et si plus tard une communication officielle du maréchal Bazaine parvenait à Tours, il ne faut pas oublier qu'elle ne put être déchiffrée à temps.

Tout ce qui est vrai, c'est que par l'entremise d'un diplomate suisse, S. M. fut prévenue des appétits que suscitait dans le gouvernement et dans le peuple les pompes de la guerre. On lui fit savoir que l'armée de la Loire avait réussi à prendre rapidement une grande confiance, et on

(1) Le général Beyer passa quelques jours après par Bruxelles, y fut le premier de France, M. Richard, à qui il montra tout au long les négociations auxquelles il avait été mêlé, mais à ce moment-là, elles n'étaient pas encore terminées.

le priait de ne pas entrer dans des agissements susceptibles de compliquer la situation militaire.

Cette fois encore, nous avons la satisfaction de le constater, la conduite de l'impératrice fut très-sable et très-patriotique. Elle répondit qu'elle n'était occupée qu'à assurer les conditions de la capitulation de Metz, qui n'était malheureusement plus qu'une question d'heures, mais que rien, dans ses attitudes ni dans ses actes, n'aurait pour conséquence d'entraver la défense du pays. Il surviendrait d'ajouter d'ailleurs que l'activité et l'énergie de M. Gambetta à cette époque étaient hautement appréciées à Paris (1).

Quant à la proposition de se rendre à Metz avec son

(1) D'après la déposition du général Buge-Denis, le Général avait d'abord chargé d'examiner les vues du gouvernement du 4 septembre, mais quelle serait été la réponse de l'impératrice à la demande dans il en parlait plus haut, le 26 octobre ?

« La situation de Metz est une affaire d'heures. Les choses auxquelles il ne faut pas trop se laisser aller conduisent l'ennemi à des succès auxquels il faut s'attendre, même au point de vue des capitulations. Sans se préoccuper de nos autres possessions, qui ne lui suffisent cependant, tout en réservant ses droits, à la conclusion de la paix. »

Il est à peine besoin d'ajouter que cette réponse ne fut pas immédiatement acceptée, le général chargé de la transmettre étant obligé, par sa position, à longtemps de s'attarder dans une telle discussion.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement de Tours avait les plus graves raisons pour correspondre au maréchal Bazaine. Sans doute de ses tentatives isolées n'était venue, et le maréchal a dit lui-même qu'il n'en avait guère eu une sans les premiers jours d'octobre, la défection des la garde d'armée à Metz le maréchal français, qui, malgré sa vue de premier réarmement, avaient encore partiellement d'être obligés à correspondre au voyage possible. Elle s'adressait à la situation pour avoir un contre-attaque, que l'armée française ne lui refuse pas, mais qui lui permet la suite de la capitulation.

de, l'Impératrice-Régente refusa l'assentiment nécessaire et se soumit à une délibération approfondie de la part de ses conseillers. Contre le sentiment de quelques-uns d'entre eux, et après deux jours d'hésitation, qui s'expliquent suffisamment par l'importance d'une décision de laquelle dépendait le sort de l'armée de Nisa, elle fut par réponse négativement. Avec sa sage politique qui l'avait servi devant l'histoire, l'Impératrice avait compris que la mobilisation suggérée par M. de Bismarck entraînait au piège odieux. En effet, pour quiconque a vu sous la pression, l'intervention de l'Impératrice est été le signal du déclenchement de la guerre civile. Que l'armée de Nisa, à supposer qu'elle eût été consenti à se prêter à un rôle politique, n'eût plus à ce moment aussi complètement maîtresse de la situation qu'on s'était plu à le faire croire au maréchal Ruzhine. Une armée nombreuse, déjà forte de 180,000 hommes était en vue d'expédition sur les bords du lac Lévi, et il n'était pas douteux que cette armée, brülée des efforts et du patriotisme de la nation toute entière, aussi que du gouvernement, eût protesté contre une restauration de l'Empire. Sans doute il entrerait dans les calculs de la Prusse de jouer l'une contre l'autre ces deux armées et d'achever par la guerre civile l'œuvre de la défaite et de l'invasion étrangère, dans notre malheureux pays. Selon au ciel, cette dernière opération lui a été épargnée par la haute raison de l'Impératrice-Régente, et nous sommes profondément convaincus qu'il est du devoir d'une plume impartiale de lui rendre cette justice (1).

(1) Il est à se souvenir que l'Impératrice R. avait à son Conseil, sous ses yeux, deux membres d'origine, quelle en ten-

ici se pose une question souvent agitée dans ces derniers temps, la question de savoir si la France aurait obtenu de meilleures conditions de l'empire que de la république. En revenant au gouvernement républicain pour lui en substituer un que les grandes Puissances ne devraient pas reconnaître, il n'est pas douteux que la révolution de la septennaire privée le pays de l'assistance des neutres dans ce moment où elle lui était absolument nécessaire. Mais, quant à croire que l'impératrice-Éugénie, une fois hors de territoire français, parvint, en concluant la paix dès le 24 octobre, épargner à la France d'autres sacrifices que ceux que la continuation de la guerre pendant quatre mois de plus a nécessairement coûtés, cela nous paraît une pure illusion. Il faut bien se convaincre, en effet, qu'après Sedan, la Prusse avait donné libre carrière à ses ambitions, et qu'elle était décidée à les faire parvenir quelle que fût la forme du gouvernement en France. Empire ou République, peu lui importait, elle ne cherchait que des garanties pour la paix qu'elle voulait imposer : hors de là tout lui était indifférent. Au 31 octobre, trois milliards et demi d'indemnité avec l'abandon de l'Alsace jusqu'à Colmar et de la Lorraine jusqu'à Metz avaient pu être des conditions satisfaisantes pour M. de Bismarck, traité soit avec l'impératrice, soit avec le gouvernement de la République Nationale. Mais c'était une minceur dérisoire. Plus tard il a exigé davantage. Toutefois, il n'est pas prouvé

qu'il en eût été après le départ de l'impératrice Eugénie pour se bouter à des exigences dynastiques, et qu'elle eût consenti, après repousser de tout ce qu'il pouvait valloir, à se soumettre à la modeste satisfaction. Louis Eugénie fut chargé de faire part à la déléguée de l'Empire de cette reconnaissance.

qu'une autre procédure diplomatique que celle qui a été suivie n'eût pas ramené M. de Bismarck à ses conditions primitives. En ce qui regarde celles-ci, telle est du moins notre conviction, il n'appartenait pas plus à la Prusse qu'au gouvernement de la Défense Nationale de les modifier : seule une intervention vigoureuse de l'Europe eût été susceptible de les adoucir.

Qu'il nous soit permis, en terminant ce doléant exposit, de dire quelques mots sur le rôle politique du maréchal Bazaine. Certes, loin de nous la pensée de nous associer, même de loin, aux accusations portées contre la loyauté du commandant en chef de l'armée de Metz, et de vouloir juger son œuvre militaire. Mais on ne saurait se défendre d'un serrement de cœur en voyant un homme en qui le pape avait placé toute sa confiance, recevoir un copieux prisonnier, comme Regnier, et négocier sérieusement avec lui. Ce fait seul prouve aux plus incrédules combien le maréchal est étranger aux choses de la politique proprement dite. Sans doute, jusqu'à preuve du contraire et malgré des faits bien difficiles à expliquer, qu'il ait, dans ses agissements, et manifestement dans sa situation, un honnête homme, on cherchant que le mal du monde eût étranger à toutes les ambitions qu'on s'efforce qui lui ont été si durement reprochées. Mais le fait est qu'en traitant avec Regnier, en faisant partir le général Bourbaki pour Londres, le maréchal Bazaine se condamnait à déposer dans l'histoire son nom et son approvisionnement, tandis que son devoir de soldat était de harceler sans relâche l'ennemi, et de l'arrêter par des attaques incessantes. Le jeu de M. de Bismarck dans cette affaire était facile à comprendre. Il ven-

lui endormir le commandant en chef de l'armée du Rhin par de belles promesses et réaliser ainsi les opérations victorieuses de celui-ci jusqu'au jour où, la nuit se faisant sombre dans ses ardeurs, elle lui imposait l'obligation pure et simple de capituler. Malheureusement, ce jeu n'a que trop réussi, et la plus belle armée peut-être que la France ait possédée, depuis cinquante ans, s'est trouvée perdue pour le pays qui avait cependant un besoin bien pressant de ses services. Un de nos plus brillants officiers de marine, appartenant dans une publication récente le caractère et les qualités du maréchal Pélissier devant Sébastopol, faisait cette remarque que ce commandant en chef ne s'était signalé ni par l'entendement, ni par la hauteur de ses conceptions, mais qu'avant tout, il avait été une volonté. Le mot est juste, et quand on examine de près cette bataille pleine de perpétuelles larmes de l'armée de Metz, on arrive à se convaincre que ce qui a sauvé le plus au maréchal Pélissier c'est une volonté.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

11

CHAPITRE PREMIER

N° 1. Le comte de Gamba à lord Lyons, à Paris.

Palais-National, le 7 septembre 1793.

N° 2. M. Jules Ferry aux agents diplomatiques de la France à l'étranger.

Paris, le 6 septembre 1879.

N° 3. Le comte de Taurin au prince de Metternich, à Paris.

Tourin, le 11 septembre 1879.

N° 4. Ministère du prince Napoléon en Italie.

N° 5. Lord Lyons au comte de Gamba.

Paris, le 8 septembre 1879.

- N° 4. Le comte d'Armenville au comte de Bernstorff,
ambassadeur de la Confédération de l'Allemagne du Nord,
à Londres.

Paris-Orlans, le 4^e septembre 1870.

- N° 5. Le comte de Gramont à Lord Lyons.

Paris-Orlans, le 12 septembre 1870.

- N° 6. Lord Lyons au comte de Gramont.

Paris, le 4^e septembre 1870.

- N° 7. Lord Lyons au comte de Gramont.

Paris, le 28 septembre 1870.

- N° 10. Le comte de Bismarck au comte de Bernstorff,
à Londres.

Le 12 septembre 1870.

- N° 11. Le comte de Bismarck aux agents diplomatiques
de la Confédération de l'Allemagne du Nord
à l'étranger.

Berlin, le 12 septembre 1870.

- N° 12. M. Jules Ferry aux représentants du Gouverne-
ment de la Défense Nationale, à l'étranger.

Paris, le 21 septembre 1870.

- N° 13. Le comte de Bismarck aux Agents diploma-
tiques de la Confédération de l'Allemagne du
Nord, à l'étranger.

Berlin, le 26 septembre 1870.

N^o 14. Rapport de M. Jules Ferry au Gouvernement
de la Chambre Nationale sur l'annexion de Ter-
races.

Paris, le 10 septembre 1875.

N^o 15. Le comte de Bernand aux Agents diploma-
tiques de la Confédération de l'Allemagne du
Nord, à Pétersbourg, en réponse au rapport de
M. Jules Ferry.

Petersbourg, le 27 septembre 1875.

LE COMTE DE CALVILLE A LOUIS LÉVELL, A PARIS.

Paris-Bâle, 7 septembre 1870.

Le Gouvernement de Sa Majesté a reçu les communications télégraphiques de Votre Excellence, annonçant les graves événements survenus à Paris depuis que l'Empereur Napoléon s'est rendu au secours de France. Je vous donne pour instruction de rester à votre poste aussi longtemps qu'il y a, membres du corps diplomatique pour la cause, afin de pouvoir protéger avec efficacité que possible les intérêts et les propriétés des sujets de Sa Majesté résidents en France. A cet effet, vous commanderez avec d'autant plus de soin que le Gouvernement de Bâle (sans toutefois le reconnaître officiellement) qui aurait le pouvoir en mains, et cela jusqu'à ce que vous recevrez de nous de nouvelles instructions.

Dans l'éventualité où Sa Majesté l'Impératrice se déciderait à quitter Paris, avec l'intention de maintenir le gouvernement impérial, se fier qu'une une autre

d'ailleurs, vous ne refusez pas l'appui dans aucune circonstance, mais vous savez tout ce qui sera en votre pouvoir pour contribuer à la succès et au succès de Sa Majesté, si vous êtes appelé à offrir votre conseil et votre coopération.

(Signé) GUICHARD.

(Une fois signé.)

N^o 2.

SEULS FAITS AUX DÉPÊCHES DIPLOMATIQUES
DE LA FRANCE A L'ÉTRANGER.

Paris, le 4 septembre 1836.

Monsieur,

Les événements qui viennent de s'accomplir à Paris s'expliquent si bien par la logique inévitable des faits qu'il est inutile d'insister longuement sur leur sens et leur portée.

En ce qui concerne les deux armées, trop longtemps réunies, la population de Paris a obtenu une victoire capitale, celle de son pays après tout.

Elle n'a pas voulu perdre avec le pouvoir exécutif qui conduisait la France les paris.

Elle n'a pas permis ni de chaînes de Napoléon III et de sa dynastie : elle l'a couronné au nom du droit, de la justice et du salut public.

Et cette sentence était si bien réfléchi à l'avance par la conscience de tous, que mal, parmi les défenseurs du pouvoir qui tombait, ne s'est levé pour la sentence.

Il s'est effondré de lui-même, sous le poids de ses fautes, aux secousses d'un peuple immense, sans qu'une goutte de sang ait été versée, sans qu'une personne ait été privée de sa liberté.

Et You a pu voir, dans l'histoire, les citoyens auxquels le roi du peuple confie le mandat précieux de conduire et de veiller, ne pas souper au festin aux adventures qui, la veille, les occupaient d'entreprises militaires. C'est en leur refusant l'honneur d'une responsabilité quelconque, qu'ils ont assuré leur aveuglement et leur responsabilité.

L'ordre n'a pas été troublé au seul moment ; notre confiance dans le sage et le patriotisme de la garde nationale et de la population tout entière, nous permet d'affirmer qu'il ne le sera pas.

Délibéré de la haute et du péril d'un gouvernement tendre à tous ses devoirs, chacun comprend que le premier acte de cette souveraineté nationale, cette conséquence, est de se recommander à soi-même et de chercher sa force dans le respect du droit.

D'ailleurs, le temps presse : l'ennemi est à nos portes, nous n'avons qu'une prière, le repousser hors de notre territoire.

Mais cette obligation que nous acceptons résistamment, ce n'est pas nous qui l'avons imposée à la France, elle ne la subira pas si notre voix n'est pas écoutée.

Nous avons défendu d'urgence, ou plus même de

notre popularité, la politique de la peur. Nous y persisterons avec une conviction de plus en plus profonde.

Notre cœur se lève au spectacle de ces misérables hommes dans lesquels dépouillé le fleur des deux nations qu'évoque un peu de bon sens et beaucoup de liberté on aurait pu élever de ces effrayantes catastrophes.

Mais n'avons pas d'expression qui puisse peindre notre admiration pour cette héroïque armée, couronnée par l'impératrice du commencement suprême, et cependant plus grande par ses délices que par les plus brillantes victoires.

C'est, malgré la connaissance des fautes qui la compromettent, elle s'est immolée, sublime, devant une mort certaine, et rachetant l'honneur de la France des soulèvements de son gouvernement.

Misère à elle ! La Nation lui ouvre ses bras ! Le pouvoir impérial a voulu, les divines, les malheureux et le devoir les confondant dans une solennelle étreinte. Scellée par le patriotisme et la liberté, cette alliance nous fut sacrée.

Faible à tout, nous nous agrippons avec calme à l'union qui nous est faite.

Cette union, je la peins en quelques mots : je la rends au jugement de mon pays et de l'Europe.

Nous avons hautement condamné la guerre, et, protestant de notre respect pour le droit des peuples, nous avons demandé qu'on laissât l'Allemagne arbitraire de son destin.

Nous voulons que la liberté finisse la loi notre loi.

communs et notre commun boucher; nous étions convaincus que ces forces morales assureraient à jamais la stabilité de la paix. Mais, comme réaction, nous voyions une arme pour chaque citoyen, une organisation étrange, des états états; nous nous demandions inégalement sur notre sol.

Le gouvernement impérial, qui existait depuis longtemps séparé des intérêts de ceux du pays, a repris cette politique; nous la reprenons, avec l'espoir qu'inspirait par l'expérience, la France avec la capture de la présidence.

En son état, le roi de France a déclaré qu'il faisait la guerre, non à la France, mais à la dynastie impériale.

La dynastie est à terre. La France se livre.

Le roi de France veut-il continuer une guerre impie qui lui sera au moins aussi fatale qu'à nous ?

Peut-il donner au monde du XIX^e siècle ce grand spectacle de deux nations qui s'entredétruisent, et qui, oubliées de l'humanité, de la raison, de la science, abandonnent les veines et les cadavres.

Léon à lui : qu'il assume cette responsabilité devant le monde et devant l'histoire !

Si c'est un défi, nous l'acceptons.

Nous ne céderons ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos fortifications.

Une paix honteuse serait une guerre d'extermination à contre-sens.

Nous ne trébuchons que pour une paix durable.

En, notre intérêt est celui de l'Europe entière, et nous

avoir les d'espérer que, dégoûté de toute participation dynastique, la question se posera ainsi dans les caractéristiques.

Mais parlons-nous seuls, nous ne parlons pas.

Nous avons une armée victorieuse, des forts bien pourvus, une marine bien établie, mais surtout les poitrines de 200,000 combattants dévoués à tout jusqu'au dernier.

Quand ils vont pieusement déposer des couronnes aux pieds de la statue de Strasbourg, ils n'obtiennent pas seulement à un sentiment d'admiration enthousiaste, ils trouvent leur héroïque mort d'honneur, ils jurent d'être dignes de leurs frères d'Alsace et de mourir comme eux.

Après les faits, les comparais, après les comparais, les tentatives. Paris peut tenir trois mois et valant, s'il succombe, la France, obéissant à son appel, le vengera ; elle continuera la lutte, et l'apaisement y périra.

Voilà, Monsieur, ce que l'Europe doit savoir. Nous n'avons pas accepté le pouvoir dans un autre but. Nous ne le conserverons pas une minute si nous ne trouvons pas la population de Paris et la France entière disposées à partager nos révolutions.

Je les résume d'un mot, devant Dieu qui nous entend, devant la postérité qui nous jugera : nous ne voulons que la paix. Mais si l'on continue contre nous une guerre féroce que nous avons condamnée, nous serons prêts jusqu'au bout, et j'ai la ferme conviction que notre cause, qui est celle du droit et de la justice, triera par triomphe.

C'est en se souvenant que je vous ai fait expliquer la situation à M. le ministre de la Guerre près de laquelle vous

cette accélération, et entre les mains duquel vous laissez copie de ce document.

Après, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

Le 6 septembre 1870.

Le Ministre des affaires étrangères
(Signé) Jules Ferry.

N° 1.

LE COMITÉ DE DROIT AU PRINCE DE MONTEBELLIE
A PARIS.

Yverac, le 15 septembre 1870.

M. le chargé d'affaires de France m'a remis copie de la circulaire adressée par M. Jules Ferry aux représentants de la France à l'étranger. Nous ne pouvons que rendre hommage aux sentiments d'intensité et de patriotisme dont émane cette pièce. Nous constatons ainsi avec une vive satisfaction qu'aucun acte de violence contre la vie et la liberté des personnes n'a été commis pendant les événements qui ont amené l'insurrection, au pouvoir du gouvernement actuel. Le langage de M. Jules Ferry nous fait espérer que des négociations relatives au rétablissement de la paix pourront être ouvertes, et qu'il n'y aura pas besoin de tirer quelques nombreuses heures de la vie abstrait à un résultat favorable. Le gouverne-

ment hospital et royal sera toujours prêt, pour sa part, à amplifier ses efforts qui seront doublés s'ils de même en l'ont aux nécessités de la guerre. L'humanité, non moins que les intérêts de la politique, nous en font un devoir.

Les liens d'amitié qui subsistent depuis longtemps entre l'empire Austro-Hongrois et la France reposent sur des fondements très solides pour que nous puissions compter sur leur stabilité. De notre côté, nous désirons étroitement établir avec le nouveau gouvernement des rapports de confiance et de bon accord. Votre Altesse peut en donner à M. Jules Ferry l'assurance positive. Si la nature procédurale du gouvernement actuel ne nous permet pas de revêtir nos relations des formes officielles tout à fait régulières, nous n'avons pas moins devant nous une circonstance de nos instructions en chargeant V. A. de rester à son poste et d'entretenir avec M. Jules Ferry les relations internationales d'usage. Je ne puis ici que réitérer cet ordre, en exprimant, en même temps, la satisfaction que m'a causée le maintien du comte de Meschery à Vienne. Je vous prie de lui en témoigner mon épiroque du désir du gouvernement français de cultiver avec nous de bons rapports. Nous continuons avec plaisir l'exécution de ces dispositions qui répondent étroitement aux nôtres. Veuillez donner lecture de la présente dépêche à M. Jules Ferry et remettre, etc.

Signed, Baron.

(Avec usage approprié.)

IV.

ÉTAT DES FAIRES EUROPÉENNES EN 1848.

Dans une brochure qui a paru au mois de septembre dernier, le prince Napoléon a publié une relation de sa mission en Italie. En voici les points essentiels :

« Je ne rappelle pas les événements du 25 juillet au 10 août, dont j'ai suivi toutes les péripéties. Je me suis borné tranquillement, sagement et sagement à rester auprès de S. M. l'empereur. Dans la matinée du 10 août, à Châlons, l'empereur entra dans son bureau et me dit :

« Les affaires sont mal. Tu ne m'es d'aucun utilité » auprès de moi ; une chance, peu probable, mais cependant possible, serait de savoir, c'est que l'Italie se » prononcerait pour la France déclare la guerre et chasserait l'Autriche. Personne n'est alors indiqué » que toi pour cette mission près de tes compatriotes et de » l'Italie. Il faut que tu partes de suite pour Florence. » J'irai au cas, voici ma lettre. »

« Mon premier mouvement fut l'étonnement, je répliquai d'abord : mon devoir strict était de partager jusqu'au bout le sort de nos soldats. Je fis observer qu'il me paraissait peu probable d'ailleurs la coopération active immédiate de l'Italie et encore moins celle de l'A. triche ; que personnellement toute responsabilité dans la dans les événements, mon rôle était de rester à l'arrière auprès de l'empereur. S. M. répondit : mais, lorsqu'il s'agit de

mon inséparable appelé d'Elle, d'aucune plus complète encore depuis que l'empereur n'auroit plus le commandement en chef. Mon cousin fit un appel à mon dévouement, disant que je n'avais ni le devoir religieux de me-même ni le droit vis-à-vis du lui et du pays de refuser de rendre un service, et il ajouta : « Un mois, tu ne me quittes que » pour quelques jours ; si la mission ne réussit pas, tu » me rejoindras. Les projets de Mac-Mahon sont bien » arrêtés; l'armée se retire sur Paris par les places du » Nord. C'est sous Paris que nous livrerons peut-être » une bataille décisive, et, d'ici là, tu seras de re- » tour. » Malgré tout mon profond respect pour l'empereur, je lui fis observer que, ne commandant plus l'armée, mon chef militaire était M. le maréchal de Mac-Mahon et qu'il me fallait un ordre de lui. « Qu'à cela ne » tienne, répondit l'empereur, tu vas l'avoir. » Voici les » ordres que je reçois :

« S. A. I. le prince Napoléon, étant chargé par l'em- » pereur d'une mission au Palais, toutes les autorités sont » requises de lui donner aide et assistance si besoin s'en » faisait sentir.

« Donné au quartier impérial du camp de Châlons, le » 10 août 1870.

« NAPOLÉON. »

« S. A. I. le prince Napoléon est chargé par l'empereur » d'une mission spéciale.

« Toutes les autorités civiles et militaires sont invitées

» lui en faciliter l'accomplissement en mettant à sa disposition tous les moyens dont il pourrait avoir besoin.

» Au quartier-général du camp de Châlons, le 10 août 1873.

» Le maréchal commandant en chef,

» M. Mac-Mahon. »

» Ne voulant exposer que ma conduite personnelle, je ne dirai rien des ordres et instructions que je reçois de l'empereur pour le roi d'Italie. Chacun comprendra cette réserve.

» Je partis le 10 à midi pour l'Italie, en passant par Laguy et Meaux, avec ordre de ne pas aller à Paris. Je constate que mon départ eût été lieu à la suite de l'armistice et de la crepation que l'empereur avec l'ennemi se retirait sur Paris ou je le reprendrais, qu'il avait lieu sur l'ordre formel de mon souverain Napoléon III et du général de l'ennemi, le maréchal de Mac-Mahon.

» La dépêche adressée de M. le baron de Helldorf, ministre de France à Florence, répond à l'interrogation que l'on a faite que le ministre à Paris ignorait et blâmait ma mission. Le ministre de France m'écrit le 24 août :

» Monseigneur,

» Conformément au désir que vous m'avez exprimé ce matin, j'ai prié le ministre des affaires étrangères de l'empereur de me mettre en mesure de renseigner exactement Votre Altesse impériale sur la situation politique et militaire. Je trouve en venant chez moi le télégramme adressé au prince de la Tour d'Auvergne :

« Dites au prince Napoléon que la situation militaire est assez grave et que nous sommes toujours sans nouvelles du maréchal Serrano.

» Veuillez agréer, etc.

» BATAINI.

« Pendant que je faisais des efforts sur l'Italie et indirectement sur l'Autriche, je voulais être renseigné non-seulement sur la situation de l'armée, mais aussi sur celle de Paris. On sait l'influence qu'y exerçait alors le général Trotski, gouverneur militaire, cela me décida à lui envoyer la note suivante :

« Je suis entré en contact par l'empereur et le maréchal Mac-Mahon pour décider l'Italie et l'Autriche à élever la guerre... Mon opinion est que l'Italie pourrait donner 50,000 hommes dans huit jours, porter à 100,000 dans quinze jours et à 150,000 dans un mois. Je suis dans de nouvelles peines et je m'adresse à vous qui avez mon amitié et ma confiance. Dites-moi quelle est votre situation militaire et donnez-moi votre avis sur la direction des soldats italiens si je pourrais les obtenir. Faut-il les diriger par le mont Cenis ou l'Isoire ou par les Alpes ou le St Gothard ; dans ce cas, la permission de l'Autriche est nécessaire puisqu'ils passent sur ses territoires.... Devenir argutie; peine de perdre le secret sur ma note.

» ARMAND (Molins.) »

Le général Trotski me répondit le 25 août :

« Surveillés attentivement, le maréchal Mac-Mahon s'étant enlevé et Serrano étant revendu, mais grande incerti-

étude en sujet des contributions et impôts ; en les
tout autres, s'il y en a.

« Il les doit concentrer sur Lyon, et de là, par marche
perpendiculaire, menacer le flanc gauche de l'invasion
dans la direction de Belfort ou de Langres.

« Des détachements passent à Châlons et à
Troyes. Le flanc de Paris marche bien. Respectueux
salutement.

« Général Trochu. »

Le 22 août, apprenant par les nombreuses dépêches
que je recevais que l'Émancipateur et l'Armée marchaient sur
le Chêne-Populaire, ce qui les éloignait de la direction
de Paris, je voulais mettre fin à mon séjour à Fismes,
et rejoindre l'ennemi. Sans divulguer les détails de mes
négociations qui ne m'appartiennent pas, je transcris le
dépêche télégraphique suivante, qui n'a trait qu'à mes
affaires personnelles et prouve ma volonté de partir.

A LA MAJORITÉ D'EMANCIPATION, AU GÉNÉRAL TROCHU.

PARIS, 27 août 1870.

« Je ne crois pas pouvoir décrire l'Émancipateur à la guerre
avant de nouveaux événements. Selon vos ordres, j'ai
rebut toute discussion sur une intervention diploma-
tique.

« Je n'ai pas de réponse aux deux dernières dépêches
venues à Votre Majesté.

« On m'arrête de Paris que l'on étouffe mes relations, que

Une interpellation à la Chambre et que le ministère me défende mal. Dans cette situation, veuillez me donner vos ordres positifs : il n'y en a que trois de possible :

« 1^o Ou de me laisser ici, suivre la négociation, et que je ne désire pas;

« 2^o Ou de vous rejoindre; il me sera difficile de ne pas rejoindre Paris;

« 3^o Ou de me rendre ma liberté d'action, et vous promettre que je ne puis être utile à rien après de vous.

« J'attends vos ordres et vous prie de les formuler clairement.

« Bernadotte (Monsieur). »

Voilà la réponse de l'empereur :

Cher, 27 août 1810

MR PRINCE BERNADOTTE, A FLORENCE

« J'ai reçu tes dépêches. Rien de nouveau ici. Je te prie de rester où tu es pour poursuivre la négociation. J'écris à Paris pour qu'on te défende si on l'attaque.

« NAPOLEON. »

Je passai les journées des 28, 29 et 30 août dans une inquiétude mortelle et dans cette alternative, ou de quitter Florence malgré l'empereur, ou d'y rester selon ses ordres. D'autres dépêches m'informaient que l'armée en pleine opération se trouverait engagée d'une heure à l'autre et que je ne pourrais arriver qu'après la bataille.

Ce qui m'a décidé dans mon extrême jeunesse, c'est la conviction que, dans les circonstances difficiles surtout, la ligne stricte du devoir et de la discipline est la seule à suivre sans préoccupations personnelles. Conscient de construire les institutions de l'empereur en tête l'Italie, car cette puissance pouvait avoir un rôle prépondérant pour nous dans le cas où le sort des armes ne nous eût pas été fatal ou s'il eût été seulement incertain, j'étais à l'Empereur.

Les 20, 21 août et 1^{er} septembre m'apportèrent toutes les braves les nouvelles des désastres ; elles me ramenèrent de la Belgique presque instantanément.

Sous ordre et, à sa suite, l'occupation du soi-disant gouvernement de la Belgique Nationale.

Je quitte l'Italie pour la Suisse et, en partant, j'écris à l'Empereur la lettre suivante :

A S. M. L'EMPEREUR DES FRANÇAIS

Paris, le 4 septembre 1870.

« Sire,

« J'apprends les terribles pertes et votre exil ! Non d'abord, mon devoir était au combat ; je devais à vous répondre, aujourd'hui surtout que toute défense de la patrie est impossible pour moi après les événements de Paris.

« Quelles que soient les conclusions qui me seront faites, je n'y consens d'excuse pour mes espoirs de vous. Le malheur ne peut que resserrer les liens qui m'attachent

à vous depuis mon enfance. Je prie Votre Majesté d'acquiescer à la demande que je lui fais et que j'adresse au roi de France.

« Veuillez agréer, Sire, l'hommage du profond et respectueux attachement avec lequel je suis,

» de Votre Majesté,

» le très-dévoté cousin,

» Napoléon (Bonaparte). »

Voici la réponse :

LE ROI DE NAPLES

Wiesbaden, le 17 septembre 1878.

« Mon cher cousin,

» Je suis bien touché de l'offre que tu me fais de partager ma captivité, mais je désire rester seul avec le peu de personnes qui m'ont servi, et j'ai même pu l'espérance de ne pas venir me rejoindre.

» L'espère que nous nous reverrons un jour, dans des temps plus heureux ; en attendant, je te salue de mon sincère amitié.

» NAPOLEON »

N° 3

UNO STROUZA DE BERTHA DE BRANVILLE

Paris, le 5 septembre 1870.

J'ai dû en l'honneur d'informar Vostre Seigneurie par le télégraphe que M. Jules Ferry accepte votre offre de transmettre toute communication tendant à la paix, et qu'il vous prie de passer en son nom au comte de Bismarck la question suivante :

« Le comte de Bismarck veut-il entrer en pourparlers pour arriver à un armistice et à une conférence sur les conditions de la paix, et avec qui entend-il engager cette conférence? »

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint une copie de la lettre autographe de M. J. Ferry, contenant cette demande. La lettre m'a été apportée par le prison de Mel-terrieda, qui vient d'être de chez moi trouver M. J. Ferry et lui avoir dit qu'il retournait au rois. En la, l'allemand en prime le commencement de la lettre.

Après l'avoir reçu, j'ai été immédiatement chez M. J. Ferry. Il me demande, comme il est dit dans ma dépêche, de prier Vostre Seigneurie tout particulièrement, de transmettre sa demande directement par télégraphe au quartier général prussien, et directement au comte de Bismarck.

Il me dit qu'il paraît, d'après une réponse faite à une

conventionnels venant de l'Italie, que M. de Thiers à Paris
En n'a pas quitté pour toutes les conditions de paix, il
ajoute qu'il était fort important d'éviter le ruse.

Signé : LYONS.

(Bis-bis)

N° 6

LE COMTE DE SALISVILLE AU COMTE DE BRANTHOPE

Paris-Office, ce 49 septembre 1876.

Le gouvernement de Sa Majesté n'ayant pas les moyens
de communiquer directement avec le quartier général
provisoire, j'ai l'honneur de vous prier de transmettre,
dans le plus court délai possible, la question suivante,
que M. Ferre nous a prié de bien parvenir à Votre Ex-
cellence. Voici les propres paroles de M. Ferre : « M. de
Bismarck veut-il entrer en pourparlers pour arriver à une
armistice et à une conclusion sur les conditions de
la paix; et avec qui entend-il engager cette négocia-
tion? »

Signé : SALISVILLE.

(Bis-bis)

N° 3

LE COMTE DE BERTHELLE A LOUIS LAFITE, A PARIS.

Paris, le 10 septembre 1858.

J'ai reçu ce matin votre dépliant d'hier, contenant le copie de la note de M. Ferre, avec la question qu'il désire faire transmettre à M. de Bismarck, et où il exprime le désir d'être renseigné sur les intentions du gouvernement prussien au sujet d'une amnistie et de négociations de paix.

Votre Excellence aura la bonté d'informer M. Ferre que j'ai, avec moi, prié l'ambassadeur de Prusse de faire parvenir cette question, et je vous envoie ci-joint pour être communiqué à M. Ferre, une copie de ma lettre au comte de Bernstorff, à ce sujet.

Signé : GILBERT.
(Bischoff.)

N° 4

LOUIS LAFITE AU COMTE DE BERTHELLE

Paris, ce 10 septembre 1858.

J'ai aussitôt informé M. Ferre que Votre Seigneurie avait été très bon au comte de Bernstorff à questionner que le gouvernement Prussien était prêt à poser au

comité de Bismarck. M. Favre me prie de rappeler de cet empressement Votre Seigneurie; il exprime le ferme espoir de recevoir rapidement une réponse.

Signé : Leroy,
(Rue-Rouge.)

N° 9

LENDRESDAY 10 OCTOBER 1870

Paris, 10 septembre 1870.

Cette après-midi, en transmettant des instructions particulières de Votre Seigneurie la veille, j'en remis à M. Favre une copie de votre lettre au comte de Bismarck, le priant de transmettre à M. de Bismarck la question que le gouvernement désire lui être posée.

M. Favre me dit qu'il lui importait extrêmement de savoir le plus tôt possible si M. de Bismarck est de fait disposé à entrer en communication avec lui pour arriver à une trêve et à une conférence pour la paix. Comme je vous en ai déjà informé par télégraphe, il affirme que si la réponse n'arrivait pas demain avant 2 heures de l'après-midi, il devrait en conclure que M. de Bismarck n'a pas l'intention de répondre.

Je rappelle à M. Favre l'incertitude et les détails de toute communication avec le quartier général prussien, et je le prie de ne pas conclure si vite qu'une réponse ne se fera pas.

Signé : Leroy,
(Rue-Rouge.)

N° 11.

UN COMTE DE BOURBON AU COMTE DE BERNARDINI
A LONDRES.

21 septembre 1870.

Dépêche télégraphique.

J'ai dit récemment par prévision dans mon dernier télégramme que vous pourriez recevoir toute copie d'ouvertures de la part de la reine d'Angleterre, mais que vous ne pourriez attacher à de semblables ouvertures, venant du gouvernement exilé résident à Paris, l'importance qu'aurait une ouverture faite par le gouvernement de la France, puisque le premier n'a pas été reconnu par la reine et que l'Empereur Napoléon est encore, pour les puissances étrangères, le seul dépositaire de la souveraineté. Je demande par votre question : quelle garantie le gouvernement actuel ou tout autre qui lui succède à Paris donnera-t-il que les ouvertures reçues avec lui seront reconnues par la France ou même immédiatement par les troupes de Steinburg et de Metz ?

(Signé Bourbon).

(Fin-Roch.)

N° 18.

LE COMTE DE MURRAY AUX AGENTS DIPLOMATIQUES
DE LA CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD À
L'ÉTRANGER.

Berlin, le 22 septembre 1850.

Les approbations arrivées de votre situation vindicte de la France, qui nous parvenaient même de certains côtés nous, méritaient à s'expliquer comme il suit sur les vœux de Sa Majesté le roi, partagés par les gouvernements allemands nos alliés.

Vous savez que nous sommes dans le plaisir et dans l'honneur de choses en apparence satisfaisant qu'il s'est été pour la France une garantie de la paix et le témoignage des dispositions pacifiques de la nation française. Les événements nous ont appris qu'il n'en était pas ainsi, du moins de nous ont été voir avec quelle facilité l'opinion du peuple français se retourne en nous contraire. La majorité, presque l'unanimité des représentants de la nation, du Sénat, des organes de l'opinion publique dans la presse ont demandé et levé et se levant à l'unanimité la guerre de vengeance contre nous, que le courage de la résistance a toujours nos vœux exaltés de la paix, et que l'empereur Napoléon a pu, sans altérer la vérité, dire à Sa Majesté le roi, comme il l'allume encore aujourd'hui, que l'état de l'opinion publique l'a forcé à faire la guerre.

Les personnes de ce fait nous ne pouvons chercher

nos garnisons dans les dispositions du peuple français. Nous ne devons pas nous dissimuler qu'à la suite de cette guerre il lui en aura coûté, de la part de la France, non pas à une pain d'assiette, mais à une nouvelle attaque dans un prochain avenir, et cela, quelles que soient d'ailleurs les conditions que nous voulons faire à la France. C'est sa difficulté en elle-même, c'est notre véritablement résistante à sa coupable attaque qu'elle ne nous procurera jamais. Si cependant, nous nous retirons de France, sans régler aucune affaire de territoire, aucune contribution, même sans prétendre aucun autre avantage que la gloire de nos armes, la nation française n'en conserverait pas moins la même haine, la même soif de vengeance, blessée comme elle a été dans son ambition et dans sa passion de dominer, et elle n'attendrait que le jour où elle pourrait capter le succès en traduisant ses sentiments par des actes.

« Ce n'a été ni le doute de la justice de notre cause, ni la crainte de ne pas être assez forts, qui nous ont conseillé en 1807 d'éviter la guerre des bœufs sacrilégement, mais la volonté, précisément, d'éviter ces passions par nos victoires, d'éviter sans nous des de nouvelles levées et de provoquer des guerres sans cesse recommencées, — tandis que nous espérons, en gagnant du temps et en nous appliquant à entretenir les relations pacifiques des deux nations, acquiescer des bases solides pour une vie de paix et de prospérité réciproques. Aujourd'hui, après qu'on nous a forcé de faire la guerre que nous voulons éviter, nous devons nous efforcer d'obtenir pour notre défense, contre la prochaine attaque des Prussiens, des sûretés meilleures que celle de leur bienveillance.

« Les garanties qu'après l'année 1815 on avait obtenues contre ces mêmes tendances ambitieuses des Prussiens et pour la paix européenne, — ont dans la Sainte Alliance, soit dans d'autres accords faits en vue de l'équilibre général, ont perdu, avec le temps leur action et leur valeur, en sorte que l'Allemagne finalement a dû seule se défendre contre la France, en ne comptant que sur sa propre force et sur ses propres secours. Un effort comme celui qu'elle a toujours la nation allemande ne peut lui être continuellement redemandé, par conséquent, nous sommes dans la nécessité d'acquiescer des garanties nouvelles pour la sûreté de l'Allemagne contre les attaques à venir de la France, et des garanties en même temps pour la paix de l'Europe, qui n'a aucun danger à craindre du côté de l'Allemagne. Ces garanties, nous n'avons pas à les demander à un gouvernement provisoire de la France, mais à la nation française elle-même, qui a montré qu'elle est prête à servir chacun de ses gouvernements, quels qu'ils soient, dans la guerre contre nous, aussi que l'histoire la sûreté des guerres agitées en France, depuis des siècles, par la France contre l'Allemagne.

« C'est pourquoi dans nos conditions de paix, nous devons avoir uniquement en vue de rendre plus difficile pour la France sa prochaine agression contre la frontière allemande et surtout contre celle de l'Allemagne du Sud sans doute jusqu'ici, — en cherchant à rendre cette frontière et par suite le point de départ des attaques françaises, et en donnant à l'Allemagne comme boulevard défensif les places fortes à l'extrémité de la France avec ses rivières.

« Veuillez,.... si vous êtes intéressé, vous exprimer
en ce sens »

(Signé) « M. BOUTAUD »

29-12

**M. JULES FERRY ASES REPRESENTANTS DE GOUVERNEMENT
DE LA DÉFENSE NATIONALE A L'ÉTRANGER.**

Paris, le 17 septembre 1879.

Messieurs, le décret par lequel le gouvernement de la
Défense Nationale rend les élections a une signification
qui certainement ne vous aura pas échappé, mais que je
tiens à préciser. La résolution de convoquer le prochain por-
tionnaire Assemblée résume notre politique tout entière.
En acceptant la tâche pénible que nous impose le chef
du gouvernement impérial, nous n'avons eu qu'une
pensée : défendre notre territoire, sauver notre honneur,
et remettre à la nation le pouvoir qui faisait d'elle, que
seule elle peut sauver. Nous sommes prêts que ce grand
acte s'accomplisse sans trouble, mais la première condi-
tion était de faire vite à l'ennemi, et nous devons nous y
dévouer : c'est là ce que comprendront ceux qui nous
jugent sans passion.

Nous n'avons pas la prétention de demander ce décou-
vement à la France; nous tirons compte des souffre-
ments que font notre état elle la grandeur des pertes

épouvantes et l'assolution matérielle de la victoire. Ces sentiments expliquent les violences de la presse, que nous sommes loin de confondre avec les aspirations des hommes d'État. Ceux-ci hésitent à continuer une guerre usque, dans laquelle on a déjà sacrifié plus de 200,000 noblesse françaises, et on serait la condamner toutement que d'imposer à la France des conditions inacceptables.

On nous objecte que le gouvernement qu'elle s'est donné est sans pouvoir régulier pour la représenter. Nous le reconnaissons loyalement, c'est pourquoi nous appelons tout de suite nos Assemblées librement élues.

Nous ne nous attribuons d'autre privilège que de donner à notre pays notre sens et notre sang et de nous livrer à son jugement souverain. Ce n'est dans pas notre autorité d'un jour, c'est la France immortelle qui se livre devant la France. La France, dégarée du fardeau de l'empire, libre, gémissante, petite « s'ennuie pour le droit et la liberté, désarmant toute politique de conquête, toute propagande violente, s'agitant d'inter médiation que de notre médiation d'elle-même, de développer ses forces morales et matérielles, de travailler fraternellement avec ses voisins aux progrès de la civilisation. C'est cette France qui, rendue à sa libre action, s'immédiatement demandé la cessation de la guerre, mais qui en profite mille fois les désastres en déboussant.

Vraiment ceux qui ont déchaîné sur elle ce redoutable flou venant de partout l'ont déchargé à la responsabilité qui les domine en alléguant l'incertitude qu'ils ont eue au nom du pays. Cette calomnie peut faire illusion à l'étranger, où l'on n'est pas tenu de connaître exacte-

ment notre situation intérieure; mais il n'est personne chez nous qui ne la regarde hautement comme une œuvre de providence nationale.

Les élections de 1831 ont eu pour moi d'ordre : paix et liberté. Le plébiscite lui-même s'est approprié ce programme, en confiant au pouvoir impérial la mission de le réaliser. Il est vrai que le majorité du Corps législatif a soutenu les déclarations belliqueuses de M. le duc de Nemours, mais, quelques années après, elle avait accordé les mêmes conclusions aux déclarations pacifiques de M. Odieret.

Il faut le dire sans réticence : devant des pouvoirs personnels, le majorité se soumit obéissante de la guerre déclarée, même dans ses plus périlleuses contradictions. Elle s'est refusée à tout examen sérieux et a voté de confiance; alors le mal a dû sans remède. Telle est la vérité. Il n'y a pas un homme d'état en Europe qui puisse le démentir et affirmer que, libéralement consulté, le France eût fait la guerre à la Prusse.

Je n'en ai jamais tiré cette conséquence, que nous ne soyons pas responsables. Nous avons eu la tort, — et nous l'exposons cruellement, — d'avoir toléré un gouvernement qui nous perdait. Maintenant qu'il est renversé, nous nous efforçons l'édification qui nous est imposée de réparer, dans la mesure de la justice, le mal qu'il a fait. Mais si la puissance avec laquelle il nous a gouverné comprenait ce principe de nos malheurs pour nous excuser, nous lui opposerons une résistance décapitée, et il deviendra bien entendu que c'est la nation, régulièrement représentée par une Assemblée librement élue, qui cette puissance veut détruire.

La question était posée, chacun fera son devoir. La fortune nous a été dure : elle a des retours impitoyables. Notre résolution les méritera. L'Europe commence à s'émerveiller, les sympathies nous regrettent. Celles des amis nous encouragent et nous honorent. Ils nous vivement frappés, j'en suis sûr, de la noble attitude de Paris au milieu de tant de crises de redoutables excitations. Grève, conflits, près des derniers sacrifices, la nation arde descend dans l'arène sans regarder en arrière, ayant devant les yeux ce simple et grand devoir : la défense de son foyer et de son indépendance.

Je vous prie, Monsieur, de développer ces vœux au représentant du gouvernement près duquel vous êtes accrédité, et en même l'inspecteur et en être ainsi une partie saine des dispositions dans lesquelles nous sommes, Rouen, etc.

Paris, le 17 septembre 1870.

*Le vice-président du Gouvernement de la Défense
Nationale, ministre des affaires étrangères,
(Signé) Jules FAYET.*

N° 23

LE COMITÉ DE RÉGENCE DES AGENTS DÉPARTEMENTAUX DE
LA CONTRIBUTION DE L'ARRONDISSEMENT DE ROUEN A L'IN-
TERIEUR,

Rouen, le 18 septembre 1870.

« Vous transmettez le circulaire que M. Jules Fayet,
en tant que procureur général du pouvoir dans Paris,

laquelle se trouvent en relation « le gouvernement de la Défense Nationale, » — « adresse aux représentants de la France à l'étranger.

« En même temps, il est venu à nos connaissances que M. Thiers s'est chargé d'une mission confidentielle auprès de quelques cours étrangères, et je puis supposer qu'il se donne pour tâche, d'un côté de faire savoir que le gouvernement parisien actuel est ennemi de l'ennemi de la paix, d'autre part de demander l'intervention des puissances tendues en faveur d'une paix qui obligerait l'Allemagne les fruits de ses victoires et l'implécherait de traiter sur des bases contenant un obstacle pour les prochaines atteintes de la France contre l'Allemagne.

« L'incertitude relative du gouvernement parisien actuel de ce qu'il fa. à la guerre nous ne pouvons croire, tant qu'il continue à l'extérieur, par ses paroles et par ses actes, à signifier la passion populaire, à servir avec la haine et l'irritation d'une population épuisée déjà par les souffrances de la guerre, et à condamner d'avance comme inacceptable pour la France toute base de paix que l'Allemagne peut accepter. Dans ce gouvernement seul lui-même impossible le point à laquelle il devrait préparer le peuple par un langage calme et tenant compte de la gravité de la situation. — si nous pouvions admettre qu'il ait eu une intention de signer la paix avec nous. La demande qu'il nous adresserait de conclure un traité sans avoir toute chose pour nos conditions de paix, ne serait pas extrêmement faite que si l'on suppose d'avance le manque de jugement suffisant et même ou l'indifférence pour les intérêts de l'Allemagne.

« Il y a qu'un seul obstacle essentiel à ce que les Français espèrent sincèrement la réalisation de la paix avec l'Allemagne, c'est l'espérance exorbitante émise eux par le gouvernement actuel d'une intervention diplomatique ou effective des puissances neutres en faveur de la France. Si le peuple français parvient à se convaincre que, comme il a seul provoqué arbitrairement la guerre et comme l'Allemagne a dû, seule aussi, combattre contre lui, de même il doit régler seul ses comptes avec l'Allemagne, — alors il sera libéré non de la crainte véritablement inutile aujourd'hui. C'est une lâcheté de la part des neutres essaye la nation française, s'ils permettent que le gouvernement perpétue entretenir le peuple dans des espérances irréalisables d'intervention, et prolonge ainsi la lutte.

« Nous sommes fiers de vouloir en aucune façon nous mêler dans les affaires intérieures de la France. Quel que gouvernement que la nation française veuille se donner, peu nous importe. Également jusqu'à le gouvernement de l'empereur Napoléon est le seul reconnu par nous. Nos conditions de paix, quel que soit par le fait le gouvernement légitime avec lequel nous ayons à les négocier, ne dépendent point de la question de savoir comment et par qui la nation française est gouvernée; elles nous sont dictées par la nature des choses et par la loi de défense absolue contre un peuple vaincu par nous et ennemi de la paix. L'opinion universelle des gouvernements alliés et du peuple allié nous demande que l'Allemagne soit débarrassée par des frontières nouvelles que jusqu'à ce jour contre les menaces et les agressions auxquelles tous les gouverne-

armée française, depuis des siècles, se sont levés au versant nord.

Avant longtemps que la France rende sa possession de Strasbourg et de Metz, son offensive stratégique est plus forte que sa défense par rapport au Rhin tout entier et à la partie Nord de l'Allemagne située sur la rive gauche du Rhin. Strasbourg, appartenant à la France, est une partie de terre toujours ouverte sur l'Allemagne du Sud, tandis que passibles par l'Allemagne, Strasbourg et Metz représentent un caractère défensif. Dans plus de vingt guerres, nous n'avons jamais été agresseurs vis-à-vis de la France, et nous n'avons rien lui demandé que notre sécurité si souvent menacée par elle, notre sécurité dans notre propre pays. La France, si contestée, ne considérera donc paix à conclure aujourd'hui, que comme un armistice, et je vous le répète en débats actuels, elle nous effraie — en nous cherchant quelle et en mesure de tout décider, comme cette année — dès qu'elle se sentira assez forte par elle-même ou par des alliances étrangères.

« En rendant l'offensive plus difficile pour la France, dont l'infirmité seule a tenu jusqu'ici toutes les prévisions de l'Europe, nous agissons en même temps dans l'intérêt européen, qui est celui de la paix. Du côté de l'Allemagne, il n'y a pas à craindre que la paix européenne soit troublée. Ayant été forcés, malgré notre amour de la paix, de faire cette guerre, que, quatre années durant, nous nous sommes efforcés d'éviter, et faisant faire notre amour-propre national nous nous pourrions par la France, nous voulons exiger notre sécurité à tout le moins par des efforts considérables que nous

vous dû être pour notre défense. Personne ne nous accusera de manque de machiavisme, si nous maintenons cette juste et équitable demande.

« Veuillez, *monseigneur*, je vous prie, vous plaire de en voter et les faire voter dans vos assemblées. »

(Signé) « BERNARD. »

N° 11

ARRÊTÉ DE M. LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE NATIONALE.

*Il M^{rs} les membres du gouvernement de la Défense
Nationale.*

Paris, le 31 septembre 1874.

Mes chers Collègues,

L'union étroite de tous les esprits, et particulièrement celle des membres du Gouvernement, est plus que jamais une nécessité de salut public. Chacun de nos votes doit le démontrer. Ce qui me vient d'accomplir, de mon chef, m'était imposé par ce sentiment, il n'est ce résultat. J'ai eu l'honneur de vous l'expliquer en détail. Cela au même point. Notre common Gouvernement de public, si à l'heure de l'union, le secret est indispensable, le fait, une fois constaté, doit être entouré de la plus grande lumière. Nous ne sommes quelques

moi-même que par l'opinion de nos conseillers, il faut qu'elle nous jure à chaque heure, et pour nous payer elle a le droit de tout connaître.

Tel est qu'il doit de mon devoir d'aller au quartier général des armées ennemies; j'y suis allé. Je vous en rends compte de la mission que je m'étais imposée à moi-même; je viens dire à mon pays les résolutions qu'il a prises, le but que je me propose, celui que je crois avoir atteint.

Je n'ai pas besoin de rappeler la politique inaugurée par nous et que le ministre des affaires étrangères doit plus particulièrement chargé de formuler. Nous sommes avant tout des hommes de paix et de liberté. Jusqu'au dernier moment nous nous sommes opposés à la guerre que le gouvernement impérial entreprenait dans un intérêt exclusivement dynastique, et quand ce gouvernement est tombé, nous avons déclaré poursuivre plus énergiquement que jamais dans la politique de la paix.

Cette déclaration, nous la faisons, quand, par la criminalité d'un homme et de ses conseillers, nos armées d'abord défilées; nos glorieux bandes et nos vaillants soldats bloqués devant Metz; Strasbourg, Orléans, Flushing devant par les bombes; l'ennemi victorieux en marche sur notre capitale. Jamais défection ne fut plus cruelle; elle s'accomplit cependant en pays ennemi, sans la moindre pensée de défiance, et nous osons dire son interprétation libre en imposant nettement cette condition : que nous posons de notre fermeté, que nous posons de nos forces.

Et donc à ce moment, on vient de s'accomplir un fait sans précédent que celui du renversement du prési-

teur de la guerre, la France avait voulu triompher sur les bords d'un océan menaçant à défermer, le port était fermé ; elle s'était défilée comme un immense bœuf, elle s'était devenue un pays certain de la réconciliation entre deux nations qu'une politique étroite avait à tort et à travers divisées.

Je me rappelle que l'honnêteté et l'indépendance entendues comportaient cette victoire, belle entre toutes, car elle aurait ouvert une des nouvelles, et les hommes d'Etat qui y seraient attachés leur nom seraient en même temps : la philosophie, la science, la justice, comme récompense : les bienheureux et la prospérité des peuples.

C'est avec ces idées que j'ai entrepris la tâche pénible que vous m'avez confiée. Je devais d'abord me rendre compte des dispositions des cabinets européens et chercher à me susciter leur appui. Le gouvernement impérial l'avait complètement négligé, on y avait échoué. Il s'était engagé dans la guerre sans une alliance, sans une négociation sérieuse, tout, autour de lui, était hostile ou indifférent ; il renouillait dans le fruit amer d'une politique blessante pour chaque Etat vaincu, par ses manœuvres ou ses profanations.

À peine étions-nous à l'Hôtel-de-Ville qu'un diplomate, dans il n'est point encore apparu de révéler le nom, nous demandait à entrer en relations avec nous. Dès le lendemain, votre ministre recevait les représentants de toutes les puissances. La république des États-Unis, la République helvétique, l'Italie, l'Espagne, le Portugal reconnaissaient officiellement la République française. Les autres gouvernements autorisaient leurs

apaisé à intervenir avec nous des rapports officieux qui nous permettraient d'entrer de suite en pourparlers officiels.

Je demandais à cet export, déjà trop étendu, un développement qu'il ne comporte pas, et je revenais avec dépit la parole, mais instructive lecture des négociations qui ont suivi. Je puis même affirmer qu'elle ne sera pas tout à fait sans valeur pour notre siècle aussi.

Je me borne à dire que nous avons trouvé partout d'énormes sympathies. Nous lui dirai de les grouper, et de déterminer les puissances signataires de la ligne des neutres à intervenir directement près de la Prusse, en posant pour base les conditions que j'avais posées. Quelques-uns de ces puissances me l'ont offert, je leur en ai, au nom de mon pays, témoigné ma gratitude, mais je voulais la concours des deux autres. L'une m'a promis une action individuelle dont elle s'est réservé la liberté, l'autre m'a proposé d'être mon intermédiaire vis-à-vis de la Prusse. Elle a même fait un pas de plus : sur les instances de l'envoyé extraordinaire de la France, elle a bien voulu recommander directement nos démarches. J'en ai demandé beaucoup plus, mais je n'ai refusé aucun concours, sachant que l'ambition qu'on nous montrait était une force à ne pas négliger.

Cependant, le temps marchait; chaque heure rapprochait l'ennemi. En proie à de pénibles angoisses, je m'étais promis à moi-même de ne pas laisser commencer le siège de Paris sans essayer une démarche suprême, jusqu'à ce que la fièvre. L'ambition n'a pas besoin d'un être dissimulé. La France proteste le silence et nul ne s'aper-

tait à l'interroger. Cette situation (est intenable), elle permettait à notre cabinet de faire passer sur nous la responsabilité de la continuation de la lutte; elle nous conduisait à nous tenir sur ses intentions. Il fallait en sortir. Malgré ces réprobations, je me déterminai à user des bons offices qui m'étaient offerts, et le 14 septembre, un télégramme parvint à M. de Bismarck, les demandant s'il voulait entrer en conversation sur des conditions de transaction. Une première réponse était une fin de non recevoir faite de l'irréductibilité de notre positionnement. Toutefois le caractère de la Contédération du Nord n'était pas, et on se fit demander quelles garanties nous pouvions pour l'exécution d'un traité. Cette seconde difficulté levée par moi, il fallait aller plus loin. On me proposa d'envoyer un courrier, ce que j'acceptai. En même temps on télégraphiait directement à M. de Bismarck, et le premier ministre de la puissance qui nous servait d'intermédiaire finit à notre envoyé extraordinaire que la France pouvait agir; il ajoutait qu'il avait à désirer que je ne voulusse pas devant une démission au quartier général. Notre envoyé qui consolait le fond de mon cœur répondit que j'étais prêt à tous les sacrifices pour être son devoir, qu'il y en avait peu d'aussi probables que d'aller au travers des lignes ennemies chercher notre vainqueur, mais qu'il rappela que je n'y risquerais. Deux jours après, le courrier revenait. Après mille obstacles, il avait vu le chancelier qui lui avait dit être disposé volontiers à traiter avec moi.

Puis on vint une réponse, directe au télégramme de notre intermédiaire, elle se faisait attendre. L'ambas-

ment de Paris s'acharant. Il n'y avait plus à hésiter, je me résolus à partir.

Souhaitant il m'importait que pendant qu'elle s'accomplissait, cette démarche fût ignorée, je recommandai le secret et j'en fis d'ailleurs mystère jusqu'en rentrant hier soir d'apprendre qu'il n'a pas été gardé. Une indiscretion coupable a été commise. Un journal, l'*Éclair* libre, déjà dévoué par le Gouvernement, en a profité ; une nouvelle est venue, et j'aurais pu voir répéter ce double abus.

J'aurais voulu si les le coupable de la défection que je l'ai observée même vis-à-vis de vous, mon cher collègue. Je ne m'y suis pas résolu sans un vil dépit. Mais je considérais votre patriotisme et votre affluence, j'étais sûr d'être obéi. Je croyais obéir à une nécessité impérieuse. Une première fois je vous avais entrepris des agitations de ma conscience et je vous avais dit qu'elle ne sortit du repos que lorsque j'aurais fait tout ce qui était humainement possible pour arrêter honorablement cette étonnante guerre. Me rappelant la correction passagère par cette aventure, je redoutais des objections, et j'étais décidé d'ailleurs, je voulais en obéissant M. de Bismarck, être libre de tout engagement, afin d'avoir le droit de m'en prendre ensuite. Je vous fais certains vœux, je les fais au pays, pour me voir de vous une responsabilité que j'assume seul. Si ma démarche est une faute, seul j'en dois porter la peine.

J'aurais cependant voulu M. le ministre de la guerre, qui avait bien voulu me donner un officier pour me conduire aux avant-postes. Nous qu'on ne la statue de quartier général. On le supposait à Grolsch. Nous nous

schématiquement vers l'ouest par la porte de Clamart.

Je résume tous les détails de ce douloureux voyage, pleins d'états d'urgence, mais qui ne venant point lui à leur place. Conduit à Villeneuve-Saint-Georges, où se trouvait le général en chef commandant le 4^e corps, j'apprenais, entre tant dans l'après-midi, que le quartier général était à Meaux. Le général, des procédés duquel je n'ai qu'à me louer, me proposa d'y envoyer un officier porteur de la lettre suivante, que j'avais préparée pour M. de Roon.

« Monsieur le comte,

« J'ai toujours cru qu'avant d'engager sérieusement les hostilités sous les murs de Paris, il était impossible qu'une trêve ne fût point le fait par exemple. La personne qui a eu l'honneur de voir Votre Excellence, il y a deux jours, m'a dit avoir reçu de sa bouche l'assurance d'un état analogue. Je me suis aux conséquences me mettre à la disposition de Votre Excellence. J'attends qu'elle veuille bien me faire savoir comment et où je pourrai avoir l'honneur de confier quelques malades avec elle.

« J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

De Votre Excellence,

Le très humble et très obéissant serviteur,

« Louis RAYET. »

15 septembre 1870.

Reçu d'être répéter par une distance de 48 kilomètres.

La, sachant les motifs, à ses lettres, je récrivis les réponses que je lui écrivis :

« Meaux, 49 septembre 1878,

« Le vœu de recevoir la lettre que Votre Excellence a eu l'obligeance de m'écrire, et ce vœu sera extrêmement agréable, si vous voulez bien me faire l'honneur de venir me voir de vous-même, ici, à Meaux.

« Le porteur de la présente, le jeune Bara, veillera à ce que Votre Excellence soit guidée à travers nos lignes.

« J'ai l'honneur d'être, avec la plus haute considération, de Votre Excellence, le très obéissant serviteur,

« DE BISMARCK. »

A neuf heures, l'escorte était prête, et je partis avec elle. Antérieurement à Meaux vers trois heures de l'après-midi, j'étais arrivé par un sale de temps venant m'annoncer que le comte avait quitté Meaux vers le soir pour aller coucher à Fontenay. Nous nous étions croisés en revenant l'un et l'autre sur nos pas nous demandant nous reconnaître.

Je retrouvai d'abord, et descendis dans le soir d'une heure, cette route comme toujours, comme presque toutes les routes que j'ai vues sur une route. Au bout d'une heure, M. de Bismarck m'y rejoignit. Il nous était difficile de passer dans un tel lieu. Une habitation, le château de la Haute-Maison, appartenait à M. le comte de Hillebrandt à notre proximité, nous nous y rendîmes. Et la conversation s'engagea dans un salon en gardant un silence des débats de l'ordre public.

Cette conversation, je voudrais vous la rapporter tout
votre

matrice, telle que le lendemain je l'ai dévoté à un secrétaire. Chaque détail y a son importance. Je ne puis tel que l'analyse.

J'ai tout d'abord précisé le but de ma démarche. Après lui avoir exposé par ses paroles les intentions du Gouvernement français, je voulais savoir celles du premier ministre prussien. Il me semblait indispensable que deux nations entraînées, sans s'expliquer préalablement, une guerre terrible qui, malgré ses reverses, infligeât au vainqueur des souffrances profondes. Née du pouvoir d'un seul, cette guerre n'avait plus de raison d'être, quand la France redressait son tronc d'échouerie; je me portais garant de son amour pour le paix, en même temps de sa résolution inébranlable de n'accepter aucune condition qui fût de cette paix une courbe et menaçante ligne.

M. de Bismarck m'a répondu que, s'il avait la conviction qu'une pareille paix fut possible, et la signant de suite, il a reconnu que l'opposition avait toujours condamné la guerre. Mais le pouvoir qui repoussait n'espérait d'une telle opposition ni plus que pressent. Et, dans quelques jours, Paris n'était pas près, il nous ennuierait par la populace...

Je lui interrompis vivement pour lui dire que nous n'avions pas de populace à Paris, mais une population intelligente, dévouée, qui connaissait ses intentions et qui ne se faisait pas complice de l'ennemi en entravant notre mission de médiateur. Quant à notre pouvoir, nous étions prêts à le déposer entre les mains de l'Assemblée déjà convoquée par nous.

« Cette assemblée, a repris le comte, entre des dangers

que l'on ne peut nous faire pressentir. Mais, si elle était un véritable Français, elle rendra la guerre. Vous n'oubliez pas plus la capitulation de Sedan que Weyssbach, que Sedan qui ne veut se rendre pas. » Puis il s'excusa longuement sur la volonté bien arrêtée de la nation française d'attaquer l'Allemagne et de lui enlever une partie de ses territoires. Depuis Louis XIV jusqu'à Napoléon III, ses tendances n'ont pas changé, et quand la guerre a été menée vite, le Corps législatif a converti les paroles du ministre d'indemnités.

Je lui ai fait observer que le majorité du Corps législatif avait, quelques semaines avant, déclaré la paix ; que cette majorité, élue par la presse, s'était malheureusement cru obligée de lui céder et s'engagerait, mais que, consultée deux fois, aux élections de 1869 et au vote du plébiscite, la nation s'en énergiquement élevée à une politique de paix et de liberté.

La conversation s'est prolongée sur ce sujet, le comte exprimant ses opinions, alors que je défendais la même ; et, comme je le pressais vivement sur ses conclusions, il m'a répondu nettement que le conseil de son pays lui recommandait de garder le territoire qui le garantissait. Il m'a répété plusieurs fois : « — Strasbourg est la clé de la nation, je dois l'avoir. » — Je l'ai invité à être plus explicite encore : — « C'est inutile, objectait-il, puisque nous ne pouvons nous entendre, c'est une affaire à régler plus tard. » — Je l'ai prié de la faire de suite ; et m'a dit alors que les deux départements du Bas et du Haut-Rhin, une partie du val de la Moselle avec Metz, Châtenoy-le-Rouge et Bologne lui était indispensables, et qu'il ne pouvait y renoncer.

Je lui ai bien observé que l'asservissement des peuples dont il disposait ainsi était plus que douteux, et que le droit public européen ne lui permettait pas de s'en passer.
« — Si fort, m'a-t-il répondu, je suis fort bien qu'ils ne veulent pas de nous. Ils nous imposeraient une rude tâche, mais nous ne pourrions pas ne pas les prendre. Je suis sûr que dans un temps prochain nous aurons nos nouvelles puces sous nos pieds. Sous quelques la lais avec tous ses avantages. »

Je me suis reculé, comme je le devais, contre de telles solutions. J'ai dit qu'on ne pourrait valider deux éléments importants de l'histoire : l'Europe, d'abord, qui pourrait bien trouver ses prétentions exorbitantes et y mettre obstacle, le droit nouveau européen, le progrès des mœurs, enfin même antiquité à de telles exigences. J'ai ajouté que, quant à nous, nous ne les accepterions jamais. Nous pourrions pour comme nous, mais nous nous débattre, d'ailleurs, le pays mal était empêché pour se présenter sur une route monotone. Nous ne devons pas de son existence, mais nous voulons le connaître. C'est dans ce à ce de lui que se trouve la France. Et, pour être sûr, il est clair qu'entraîné par l'entraînement de la victoire, elle veut la destruction de la France.

Le comte a protesté, se retournant toujours derrière ses officiers chaque de grande victoire. J'ai poursuivi : « Si ce n'est pas de votre part un abus de la force, sachant de votre destin, laissez-nous réunir l'assemblée, nous lui remettons nos pouvoirs, elle nommera un Gouvernement d'union qui appréciera vos conditions. »

« Pour l'exécution de ce plan, m'a répondu le comte,

il faudrait un armistice, et je n'en veux à aucun prix. »

Le conversation prenait une tournure de plus en plus pénible. Le soir même, je demandai à M. de Bismarck un second entretien à Ferritres où il allait coucher, et nous parlâmes chacun de notre côté.

Voulant remplir ma mission jusqu'au bout, je devais revenir sur plusieurs des questions que nous avions traitées, et conclure. Ainsi, en abordant le compte vers neuf heures et demi du soir, je lui fis observer que les renseignements que j'étais venu chercher près de lui avant d'être allé à son camp avaient à mon gouvernement et au public, je résumerais, en formant, notre surveillance pour n'en publier que ce qui serait bien utile entre nous. — « Ne pouvez pas cette peine, me répondit-il, je vous la livre tout entière, je ne vois aucun inconvénient à sa divulgation. » Nous reprîmes alors la discussion, qui se prolongea jusqu'à minuit. J'insistai particulièrement sur la nécessité de surveiller une assemblée. Le compte parut se faire peu à peu connaître et revint à l'armistice. Je demandai quinze jours. Nous discutâmes les conditions. Il ne s'en expliqua que d'une manière très-incomplète, se réservant de consulter le roi. En conséquence, il m'ajourna au lendemain notre lecture.

Je n'ai plus qu'un mot à dire, moi, en reproduisant ce deuxième récit, mais nous est égal de toutes les distances que l'on trouve pendant ces trois nouvelles journées, et j'ai hâte de finir. J'étais au château de Ferritres à onze heures. Le compte sortit de chez le roi à midi même le quart, et j'entraînai de lui les conditions qu'il mettait à l'armistice; elles étaient comprises dans un bref délai

en langue allemande et dont il m'a donné communication verbale.

Il demandait pour gage l'occupation de Strasbourg, de Toul et de Phalsbourg, et comme, sur sa demande, j'étais de la veille que l'Assemblée devrait être réunie à Paris, il voulait dans ce cas, mais au lieu d'occuper la ville... celui du mont Valérien, par exemple...

Je lui balançaï pour lui dire : « — Il est bien plus simple de nous demander Paris. Comment voulez-vous obtenir qu'une Assemblée française délibère sous votre canon ? J'ai eu l'honneur de vous dire que je transmettais fidèlement votre collection au Gouvernement; je ne suis pas moins sûr d'avoir lui dire que vous m'avez fait une telle proposition. »

« C'est bien une autre condition, m'a-t-il répondu. » Je lui ai parlé de la réunion de l'Assemblée à Tours, en ne promettant encore gage du côté de Paris.

Il m'a proposé d'en parler au roi, et revenant sur l'occupation de Strasbourg, il a ajouté : « — La ville va tomber entre nos mains, ce n'est plus qu'une affaire de colon d'infanterie. Aussi je vous demande que la garnison se rende prisonnière de guerre. »

À ces mots j'ai bondi de douleur, et me levant, je me suis écrié : « — Vous osez dire que vous parlez à un Français, monsieur le comte : vouloir une garnison livrée qui soit notre souveraineté et celle du monde serait une honte; — et je ne vous promets pas de dire que vous m'avez fait une telle condition. »

Le comte m'a répondu qu'il n'avait pas l'intention de me blesser, qu'il se conformait aux lois de la guerre,

qu'un simple, et le tel y consentait, est seule pourrait être malicie.

Il est resté au bout d'un quart d'heure. Le roi acceptait la multiplication de Tours, mais insistait pour que la garnison de Strasbourg fut prisonnière.

J'étais à bout de forces et craignais un instant de défaillir. Je me retournai pour dire aux hommes qui m'écoulaient, et, m'élevant de cette fâcheuse situation, je prisais ainsi par ces simples paroles :

« Je me suis trompé, messieurs le comte, en venant ici; je ne m'en repens pas, j'ai voulu souffrir pour m'attacher à mes propres yeux, d'ailleurs je n'ai senti qu'un sentiment de mon devoir. Je reportais à mon Gouvernement tout ce que vous m'avez dit, et si j'ai jugé à propos de me rendre si près de vous, quelque malice que soit cette démarche, j'ai eu l'honneur de revenir. Je vous en ai posé devant de la nouveauté, que vous m'avez enseigné, mais je crois qu'il n'y est plus qu'à laisser les événements s'accomplir. La population du Pals est menacée et risquerait ses derniers sacrifices; son héroïsme peut changer le cours des événements. Si vous avez l'honneur de la sauver, vous ne la détruisez pas. La nation tout entière est dans les mêmes sentiments. Tant que nous trouverons en elle un élément de résistance, nous vous combattrons. C'est une lutte inutile entre deux peuples qui devraient se tendre la main. J'aurais espéré une autre solution. Je suis bien malheureux et mériterais plus d'excuse. »

Je n'ajoute rien à ce récit, trop eloquent par lui-même. Il me permet de conclure et de vous dire quelle est à mon sens la partie de ces relations. Je cherchais la paix,

J'ai rencontré une volonté inflexible de conquête et de guerre. Je demandais la possibilité d'interroger la France représentée par une assemblée librement élue, ou m'a répondu en me montrant les frontières ennemies auxquelles elle doit probablement passer, de ne reconnaître point. Je me hâtais à constater les faits, à les signaler à mon pays et à l'Europe, j'ai vu immédiatement le point, je ne m'en cache pas, et, en voyant pendant trois jours la misère de nos campagnes inférieures, je sentais grandir en moi cet amour avec une telle violence, que j'étais tenté d'appeler tout mon courage à mon aide pour ne pas fléchir à ma tâche. J'ai désiré avec moi-même vivement un armistice, je l'ai voulu encore; je l'ai désiré, pour que la nation pût s'en occuper sur la redoutable question que la fidélité pose devant nous.

Vous connaissez maintenant les conditions préalables qu'on prétend nous faire subir. Comme moi, et sans discussion, vous avez été vivementement d'avis qu'il fallait en repousser l'application. J'ai la conviction profonde que, malgré les conditions qu'elle impose et celles qu'elle prévoit, la France indignée partage toutes ses souffrances, et c'est de son cœur que j'ai cru m'élancer en écrivant à M. de Bismarck la dépêche suivante qui est cette réponse :

« Monsieur le comte,

« J'ai exposé fidèlement à mes collègues du Gouvernement de la Défense Nationale la discussion que Votre Excellence a bien voulu me faire. J'ai le regret de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement n'a pu admettre vos propositions. Il accepterait un armistice

ayant pour objet l'élection et la réélection d'une Assemblée nationale. Mais il ne peut soumettre aux mandats particuliers Votre Excellence le subordonner. Quant à moi, j'ai la conscience d'avoir tout fait pour que l'effusion du sang cessât, et que la paix fut rendue à nos deux nations pour lesquelles elle avait un grand intérêt. Je ne m'arrête qu'en face d'un double impérial, et ordonnant de ne pas sacrifier l'honneur de mon pays déterminé à résister énergiquement. Je m'enfonce sous réserve à son vu et, ainsi qu'il résulte de mes collègues. Dieu, qui nous juge, décide de nos destinées, j'en suis dans la justice.

« J'ai l'honneur d'être, monsieur le comte,

« De Votre Excellence,

« Le très-humble et très-obéissant
serviteur.

« JEAN FERRAS.

« 11 septembre 1878 »

J'ai fini, mes chers collègues, et vous pouvez croire moi, que, si j'ai échoué, ma mission n'aura pas été tout à fait inutile. Elle a prouvé que nous n'avions pas dit. Comme les premiers jours, nous menaçons une guerre mondiale à l'Europe, comme les premiers jours nous, nous l'acceptons plutôt que de nous déshonorer. Nous avons fait plus : nous avons fait l'Europe que laquelle la France s'engageait et que l'Europe ne nous était pas à désigner.

En entrant sur notre sol, elle a donné au monde sa parole qu'elle attaquait Napoléon et ses soldats, mais qu'elle respectait la nation. Nous avons négocié à lui ce qu'il faut en penser. La France est la base de

nos départements, deux villes libres, l'une de cent, l'autre de cent-cinquante mille âmes, huit à dix autres également fertiles. Elle veut que les populations qu'elle veut ainsi voir le repaissant, elle s'en satisfait elle-même, opposant le tranchant de ses autres vœux protestataires de leur liberté d'usage et de leur dignité morale.

À la nation qui demande la faculté de se constituer elle-même, elle propose la garantie de ses libertés établies au nom Valerien et protègeant la suite des choses et ses députés valériens. Voilà ce que nous aurons, et ce qu'on n'a consenti à nous dire. Que le pays nous entende et se lève, ou pour nous ôter tout quand nous les conseillons de résister à l'ennemi, ou pour valoir avec nous cette dernière et dernière dépense. Par là y est résolu.

Les départements s'engagent et vont venir à notre secours. Le dernier mot n'est pas dit dans cette lettre où maintenant la force se rue contre la droit. Il dépend de notre constance qu'il appartienne à la justice et à la liberté.

Adieu, mes chers collègues, le fraternel hommage de mes meilleurs vœux dévoués.

Le vice-président du gouvernement de la
Assemblée Nationale, ministre des
affaires étrangères,

(Signé) JULES FAYAU.

N° 15

LE DROIT DE SIGNER LES ACTES DIPLOMATIQUES EN
LA COMPARAISON DE L'ILLUSTRE DE VOS A L'É-
TRANGER.

« Paris, le 12 septembre 1878.

« Le rapport que M. Jules Ferry a adressé, sous la
date du 11 de ce mois, à ses collègues sur les entretiens
qu'il a eus avec moi, m'engage à adresser à Votre
Excellence une communication sur ces entretiens, qui
vous donnera une notion exacte de leur véritable es-
sence.

« En général, on se peut référer à l'exposé de M. Jules
Ferry cette justice, qu'il s'est attaché en toute sincérité
à reproduire dans leur ensemble les incidents de ces
négociations. S'il n'y a pas réussi toujours, cela s'expli-
que par la durée de nos entretiens et par les circon-
stances au milieu desquelles ils ont dû se produire.

« Toutefois, la tendance générale de son exposé me
fait un devoir de rappeler que c'est, non la question de
la paix, mais la question préliminaire de l'arbitrage qui
devait être l'objet de notre entretien. Relativement à
nos demandes pour la conclusion possible d'un traité
de paix, j'ai déclaré expressément à M. Jules Ferry que
je ne pouvais me prononcer sur la délimitation que
nous avions en vue que lorsque la France reconnaîtrait
politiquement le principe d'une union territoriale.

Après cette ouverture, j'ai indiqué la formation d'un nouveau département de la Moselle, comprenant les arrondissements de Sarrebourg, Château-Salins, Sarreguemines, Metz et Thionville, comme existants à nos intentions; mais je n'ai nullement osé me le présenter d'autres conditions pour la conclusion de la paix, dans le cas où la continuation de la guerre nous imposerait de nouveaux sacrifices. Strasbourg, que M. Jules Favre dit avoir été désigné par nos comme le chef de la nation (a-t-il ainsi voulu désigner la France?) a été indiqué formellement par nos comme étant le chef de notre nation, que nous ne voulions pas, pour ce motif, laisser dans des mains étrangères.

« Notre première conférence au château de Saint-Memes, près de Metz, se terminait généralement dans les hautes d'une discussion académique sur le présent et le passé, et dans le fond se rapportait exclusivement à la déclaration de M. Jules Favre, de l'avis prévaloir une indépendance présumée quelconque à tout l'argent que nous avons, à moins de devoir déclarer par contre toute volonté de territoire. Après que je lui eus représenté que ces provinces étaient indépendantes, il déclara que les négociations de paix n'avaient encore chance d'aboutir, dépendant sur cette opinion que des conditions territoriales aboliraient et même dédangeraient la France. Je ne révoqua pas à la connaissance que les conditions que la France avait imposées à l'Alsace et au pays de l'Alsace, mais avec été en guerre avec l'un et l'autre de ces deux pays, concluant que la France nous avait véritablement imposées à nos autres des victoires, et qui ont été le résultat de toutes les guerres décentes, ne

pourrions avoir des de dévouement par elles-mêmes pour un pays qui succombait après une victoire éclatante, et que l'honneur de la France n'est pas d'être entre quatre-vingt-cinq autres pays. Je ne puis faire comprendre davantage à M. Jules Ferry que la reconnaissance de Sandherr n'aient pas un autre caractère que celle de Lantier ou de Barchinon, celle que les campagnes violentes de Louis XVI n'étaient pas plus indissolublement liées à l'honneur de la France que celles de la République ou du premier Empire.

« Nos confidences ne peuvent pas être un plus préjugé qu'à Farcy, on s'est rendus sur la question de l'armistice; on qui s'élève à un jargon de l'incertitude d'avoir répondu, de prime abord, toute espèce d'armistice. Le ministre dont M. Jules Ferry me fait l'honneur de présenter mes paroles dans son récit, s'il finissait un oratoire et je n'en veux à aucun point, » et d'autres choses analogues, me force à déclarer que, dans des circonstances de cette nature, je ne me suis jamais servi et ne me suis jamais de ces formes personnelles, je n'ai donc pu dire que je voulais ou considérer telle chose, mais que telles étaient les intentions et les demandes du gouvernement dont j'ai l'honneur de diriger les affaires.

« Enfin, de part et d'autre, nous avons reconnu, dans cet oratoire, comme motif d'un échec, la nécessité de donner à la nation française l'occasion d'être une assemblée qui seule serait en mesure de consacrer le gouvernement actuel et de rendre possible la conclusion d'un traité conforme aux lois internationales. Je ne m'empêcherai au même temps que pour une armée victorieuse on attende certains avantages militaires.

teurs, et que, dans le cas présent, il leur gagnerait un temps précieux pour la défense de la France et la reorganisation de ses forces; qu'en conséquence nous ne pourrions accorder un armistice sans équivalent substantiel. Je désigne comme tel la reprise de fortifications qui entravent nos communications avec l'Allemagne, puisque, en prolongeant le période de notre retraitement par un armistice, nous devrions aussi tout exiger qu'il nous fut livré. Il fut question de Strasbourg, de Toul et de quelques autres petites places.

» En ce qui concerne Strasbourg, je fis remarquer que les plans étant déjà couverts par nous, la prise de la place était imminente; et que nous serions conformes à la situation militaire d'exiger la reddition de la garnison, tandis que celles des autres places pourraient se retirer librement.

» Une autre question, beaucoup plus difficile, concernait Paris. Après avoir complètement insisté cette ville, nous ne pouvions consentir à l'ouverture de ses communications qu'en prenant des mesures pour que le secours matériel qui en serait la conséquence n'affaiblît point notre position militaire et ne prolongât le délai très rapproché où la place manquerait de vivres.

» Après avoir consulté les autorités militaires et pris les ordres de Sa Majesté le roi, je puis finalement, par rapport à la ville de Paris, l'établir ainsi :

» Qu la position de Paris nous est assurée par la tenue d'une partie dominante des fortifications; et à ce prix nous sommes prêts à laisser les communications avec Paris complètement libres et à permettre le ravitaillement de la place.

« Que bien la position de Paris ne nous est pas assurée, et dans ce cas nous pourrions consentir à lever l'investissement; mais nous devons pour comme lieu de l'armistice le maintien du statu quo militaire devant Paris, sans quoi cet armistice n'aurait d'autres conséquences pour nous que de nous placer après nos espions devant la capitale assiégée et approvisionnée à besoins.

« M. Jules Ferry déclina la première alternative, celle de la remise d'une partie des fortifications, avec autant de fermeté que la condition d'appeler laquelle la garnison de Strasbourg se rendrait prisonnière de guerre. Par contre, il poussa de prendre Paris de son collègue à Paris sur la seconde alternative concernant le maintien du statu quo militaire devant Paris.

« Le programme que M. Jules Ferry rapporta à Paris, comme résultat de ses conférences, et qui y fut adopté, ne contenait donc strictement rien qui eût trait aux conditions futures de paix, mais seulement le consentement à un armistice de quinze jours à trois semaines, afin de pouvoir procéder à l'élaboration d'une assemblée nationale, sous les conditions suivantes :

« 1° A l'intérieur et à l'extérieur de Paris le maintien du statu quo militaire;

« 2° A l'intérieur et à l'extérieur de Metz, le maintien des hostilités dans les limites d'un périmètre à déterminer ultérieurement;

« 3° Reddition de Strasbourg avec la garnison prisonnière de guerre; de celle de Toul et de Belfort, les garnisons se rendant librement.

« Je crois que la condition que nous avons d'avoir fait des offres fort acceptables sera partagée par tous les

réflectis sentiens. Le gouvernement français, en relevant l'incrimination qui lui était offerte de procéder à l'élaboration libre d'une assemblée nationale, même dans les départements occupés par nous, a prouvé qu'il voulait perpétuer les difficultés dans lesquelles il se trouve, et qui rendent impossible la conclusion d'un traité conforme aux lois internationales; il a prouvé de plus qu'il ne voulait pas consulter ouvertement la nation; celle-ci, librement interrogée, se fut en effet prononcée pour la paix; et il y a la une réalité qui n'a pu échapper aux représentants du pouvoir actuel.

« Votre Excellence voudra bien porter les félicitations qui précèdent à la connaissance du gouvernement suisse duquel elle est adressée.

(Signé) : V. BISMARCK. »

— 193 —

PIÈCES JUSTIFICATIVES

III

CHAPITRE DEUXIÈME

- N° 1. Le comte de Chambord, délégué du ministre des Affaires étrangères, à Tours, à M. Sémart, ministre de France en Italie.

Tours, le 28 septembre 1870.

- N° 2. Le comte de Chambord à M. Sémart, à Florence.

Tours, le 1^{er} octobre 1870.

- N° 3. Le comte de Chambord à M. Sémart, à Florence.

Tours, le 4 octobre 1870.

- N° 4. Le comte de Chambord, ministre d'Italie à Paris, à M. Visconti Venosta, ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 12 septembre 1870.

Tom. I.

13

- N° 3. M. Sébast au roi Victor-Emmanuel.
Florence, le 11 septembre 1870.
- N° 4. M. Visconti Venosta à M. Sébast.
Florence, le 14 septembre 1870.
- N° 5. Lettre de M. Crispi, député au Parlement
italien, à un de ses amis de Nice.
Florence, le 19 octobre 1870.
- N° 6. Le comte de Beust, ministre des Affaires étran-
gères d'Autriche, au prince de Metternich, à
Paris.
Vienne, le 1 octobre 1870.
- N° 7. Le comte de Chambordy aux Agents diploma-
tiques du gouvernement de la Défense Na-
tionale.
Tours, le 2 octobre 1870.
- N° 8. Le comte de Bismarck aux Agents diploma-
tiques de la Confédération de l'Allemagne
du Nord à l'étranger.
Berlin, le 1^{er} octobre 1870.
- N° 9. Le comte de Chambordy aux Agents diploma-
tiques de la Défense Nationale à l'étranger.
Tours, le 4^e octobre 1870.
- N° 10. Mémorandum personnel communiqué aux Paris-
iens.
Berlin, le 4^e octobre 1870.

N° 13. Le comte de Brühl au comte de Wimpfen, à Berlin.

Tournaï, le 15 octobre 1870.

N° 14. Le comte de Chambord aux Agents diplomatiques du gouvernement de la Défense Nationale à l'étranger.

Tours, le 11 octobre 1870.

N° 15. Le comte de Chambord à M. Tissot, chargé d'affaires de France, à Londres.

Tours, le 11 octobre 1870.

N° 16. Le comte de Brühl au comte Apponyi, à Londres.

Tournaï, le 22 septembre 1870.

N° 17. Le comte de Gramont à lord Loftus, à Berlin.

Forzy-Grâce, le 28 octobre 1870.

N° 18. Le comte de Bismarck au comte de Bernstorff, à Londres.

Bruxelles, le 18 octobre 1870.

N° 19. Le comte de Brühl au comte Apponyi, à Londres.

Tournaï, le 27 octobre 1870.

N° 20. Le comte de Chambord à M. Tissot, à Londres.

Tours, le 24 octobre 1870.

N° 21. M. Jules Ferry aux Agents diplomatiques du gouvernement de la Défense Nationale à l'étranger.

Paris, le 15 octobre 1870.



N° 4

LA COURTE DE CASSATION A M. THIERS, MINISTRE DE
FRANCE A FLORENCE (1)

Tours, le 14 septembre 1870,

M. Thiers est à Saint-Petersbourg, pourrions-nous se man-
dier avec le sùr que vous lui connaissez. Il me paraît
donc impossible pour le moment que vous puissiez avoir
avec lui une entrevue soit à Venise, soit à Vienne.

Vous avez répondu d'avance à ce que vous a dit le
ministre des affaires étrangères d'Italie sur la nécessité
d'attendre les résultats de la mission de M. Thiers avant
d'agir.

La situation géographique de l'Italie la met à l'écart de
tout danger. Elle a une armée nombreuse et toute prête.
Elle est débarrassée de la question romaine. C'est donc la
puissance dont l'action peut être la plus libre et la plus
prompte. Cette opinion nous est exprimée également par
une autre puissance. Voilà les points sur lesquels vous

(1) Cette dépêche a été interceptée, comme vous, par le télégraphe

devois insister en faisant remarquer quel service l'Italie rendait à la France, à l'Europe et à la civilisation. L'Italie, je vous le répète, peut et doit agir. Elle acquiesce ainsi une situation exceptionnelle.

Nous nous pressons de vous envoyer moi-même de Garibaldi. Si Paris était ouvert, on serait heureux de l'y recevoir. A Tours, une difficulté et nos occupations sont telles qu'il serait impossible de lui préparer la réception qui lui est due. Espérons-nous un nouvel échec et l'été en sera, avec votre bon vouloir le tsariste, que Garibaldi et les Garibaldiens restent en Italie. Nous vous en prions instamment.

(Signé) CASIMIR.

N° 3

LE DUC DE CHATEAUX à M. MINISTRE, à
PARIS (1).

Tours, le 4^{re} octobre 1870.

Monsieur, j'ai eu ce matin avec M. le ministre d'Italie une longue conversation sur l'intérêt qu'auroit son gouvernement à se préoccuper avec plus ténacité du devoir de la France. Je lui ai expliqué que l'Italie dont la fortune est si rapide, avait l'intention de la consacrer en ce moment. Je lui ai rappelé que M. de Cavour, à qui le gou-

(1) Cette dépêche a été envoyée, comme nous, par la télégraphie.

renouveau sang-pur proposé que, même, au moment de la guerre de Crimée répondit sans hésitation pour une acceptation immédiate. Cette décision prompte et saine a été l'origine de la situation de l'Italie.

Aujourd'hui une circonstance se présente qui semble devoir compléter la politique que ce pauvre roi homme d'État. Le gouvernement italien trouve une grande aide de ce pas la suite.

En somme, je me permet à formuler l'idée d'un corps de 60,000 Italiens qui, se joignant à notre armée de Berlin, seraient destinés à envahir l'Allemagne du Sud. La Prusse se verra, dans ce cas, obligée de dégarnir Metz ou Paris, et alors, l'une ou l'autre des deux armées françaises qui s'y trouvent bloquées se dégageront, la situation sensiblement s'améliorera. Les nouvelles anglaises que nous recevons de Metz consistent que l'armée du maréchal Bazaine se compose de 900,000 hommes dans un état parfait. A Paris, il y a 25,000 soldats et 140,000 mobiles. Déjà sur la Loire et à Berlin se trouvent 250,000 hommes équipés, bien armés, ayant un excellent matériel. Nous nous engageons à en détacher 80,000 pour les joindre aux troupes allemandes. On voit par là que les forces dont nous disposons déjà et qui s'accroissent chaque jour ne peuvent laisser aucune inquiétude au gouvernement allemand sur le résultat final. Le point important en ce moment est de trouver un appui qui nous permette d'agir promptement. L'Italie en nous le fournissant répondrait suffisamment ce qui est nécessaire pour elle : position exceptionnelle en Europe où elle se trouverait prendre le plus grand rôle ; reconnaissance et affiance de la France, solution véritable de la question

romains. Veuillez parler dans le même sens au colonel de Florence. M. D'Azeglio n'a pu se dispenser de parler et les sentiments qu'on nous transmet est tout ce qu'on peut nous faire espérer.

(Signé) CAMBRESI.

N° 3

LE COMTE DE CAMBRESI A M. CAVIAT, A FLORENCE (1).

Torre, le 4 octobre 1870.

Il est nécessaire que le gouvernement italien accorde au France un officier qui soit au courant de l'état de nos forces militaires. Cet officier devra au cabinet de Florence que nous ne voulons pas engager l'Italie dans une alliance avec nous, sans être bien sûr de succès. Nous comprenons trop bien l'importance du bon vouloir de l'Italie pour devoir la compromettre inutilement. Les hommes les plus compétents de la guerre ont une confiance absolue dans les résultats que produiront l'arrivée dans le pays de 60,000 hommes.

(Signé) CAMBRESI.

(1) Dépêche télégraphique.

N° 4

LE COMTE DE BISMARCK, MINISTRE DE SON MAJESTÉ L'EMPEREUR,
À M. VINCENTI VERMATA, MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DE ROUMANIE.

Berlin, le 24 septembre 1873.

Monsieur le ministre,

J'ai porté aujourd'hui à la connaissance de M. Jules Favre le contenu de la circulaire que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 7 courant, relativement à la question roumaine. J'ai en même temps annoncé au ministre français des affaires étrangères que les troupes royales avaient reçu l'ordre de passer les confins de l'État pontifical pour maintenir, pour protéger l'autorité de ses évêques, et pour veiller à la sûreté de Saint-Siège, sans préjuger la solution des questions politiques et ecclésiastiques. Le ministre des affaires étrangères m'a répondu que le gouvernement français nous laisserait faire avec confiance.

(Signé) Bismarck.

N° 3

M. RICHTER, COMTE EXTRAORDINAIRE DE PRUSSE,
AU ROI VICTOR-EMMANUEL.

Florence, le 11 septembre 1876.

Sire,

Je n'ai pas voulu porter un deuil, malgré moi, toujours triste et anxieux, au milieu des joies si vives et si légitimes qui saluent la délivrance de Rome et la consolidation définitive de l'unité italienne.

Mais je ne veux pas défilier d'un vœux à adresser à Votre Majesté, au nom de mon gouvernement et en mon nom personnel, mes félicitations sincères pour cet heureux événement, et l'expression de mon admiration pour la modération et l'énergie qui ont présidé à sa réalisation.

Le jour où la République française a rempli, par la victoire et la loyauté, une politique fort sage qui ne saurait jamais donner lieu à regret, la convention du 15 septembre a virtuellement cessé d'exister, et nous avons à remercier Votre Majesté d'avoir bien voulu comprendre et appuyer la pensée qui a seule suggéré la détermination officielle d'un traité qui, de part et d'autre, était une nécessité.

Libre ainsi de son action, Votre Majesté l'a exercée avec une merveilleuse sagesse.

C'était bien peu pour le roi d'Italie, dépensant de toutes les forces d'une grande nation, de briser les vieilles murailles de Rome et d'avoir obtenu de la résistance de la faible armée pontificale.

Mais ce qui est vraiment beau, vraiment grand, c'est d'avoir eu, dans cette question délicate, à agir si parfaitement avec les vicissitudes politiques sous les regards et sous les ménagements des aux continents étrangers.

Votre Majesté, en cette circonstance, a fait un appel à la conciliation dans des termes si nobles et si dignes, qu'il doit être et qu'il sera, je l'espère, entendu.

Pour moi, malgré les circonstances difficiles qui s'élevaient ici, j'éprouve du bonheur à me trouver sur une terre où, comme dans vos autres États, on sent si bien battre le cœur du pape, et où les résolutions politiques elles-mêmes sont toujours empreintes de grandeur et de grandeur.

Permettez-moi, Sire, d'offrir à Votre Majesté, avec tous mes hommages, l'expression de mon profond et respectueux dévouement.

(Signé) Sébastien.

II. 2.

M. VINCENZI TORRESI A M. SÉBASTIEN, MINISTRE DE
FRANCE, A FLORENCE.

Florence, le 24 septembre 1871.

Monsieur le ministre,

Le roi a reçu la lettre que vous avez bien voulu m'adresser pour offrir à Sa Majesté au nom de votre gouver-

vement et en votre nom personnel, vos sollicitations pour la délivrance de Rome et la constitution définitive de l'unité italienne.

Je compte en de voir être agréables au vœu concernant, au nom de Sa Majesté et d'après ses ordres, des mandements qui vous ont inspiré cette démarche.

L'approbation d'un homme d'État et d'un libéral tel que vous, M. le ministre, nous est précieuse à plus d'un titre. Elle nous donne la conviction qu'en manifestant dans la voie que nous frayent les aspirations nationales de l'Italie, nous avons servi au même temps le vœu général de la civilisation et du progrès.

Ainsi que vous avez bien voulu le déclarer, la surveillance du 13 septembre n'aurait plus de raison d'être dans la nouvelle situation de l'Europe. Les hommes qui composent le gouvernement actuel de la France ont trop connu par leur constante revendication des droits de la nation père qu'aucun doute n'a dû s'élever dans notre esprit à cet égard. Cependant, nous avons dû, pour mériter de légitimes susceptibilités, nous assurer d'avance que nos vœux étaient partagés par le gouvernement français. Nous sommes heureux de voir dans votre lettre la confirmation des déclarations verbales que Son Exc. M. Jules Ferry, ministre des affaires étrangères, a bien voulu faire au ministre du roi à Paris. Il est digne du gouvernement actuel de la France de s'insérer spontanément à une politique qui, en faisant tomber les barrières du pouvoir temporel, proclame à Rome même la séparation de l'Église et de l'État.

La France a appelé la première à l'Europe les principes qui sont la base de toute liberté civile et religieuse,

Chaque nation qui parvient à développer chez elle ses principes et à leur donner tout le développement qu'ils comportent, rend par cela même hommage à la France et à la grandeur de sa puissance dans le monde.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) VINCENI VINCIGI

N° 7

M. CASATI, DÉPUTÉ AU PARLEMENT ITALIEN, A
ENVOYÉ SA LETTRE PRÉCÉDENTE A UN DE SES AMIS DE
NICE.

Torino, le 10 novembre 1879

Cher ami,

J'ai parlé naturellement à M. Senart, de Nice et de nos
conditions. Je crois même que l'on doit à nos réclama-
tions la démission du célèbre Baraguan. M. Senart m'a
dit que la République ne pourrait pas vouloir garder
Nice par la violence. Il m'a peut-être voulu d'interpréter
mes intentions pour acquiescer la solution au retour de la
paix. Pour le moment, il dit que la capitale n'a pu
pas dispenser les forces qui combattent l'invasion étran-
gère en Grèce etc.

(Brevet de Paris, 27 nov.)

(Signé) CASATI.

N^o II

LE COMTE DE THIERI AU PRINCE DE METTERNICH, A
VIENNE.

VIENNE, le 3 octobre 1813.

Ainsi que vous me l'avez annoncé par votre télé-
gramme du 28 septembre, M. le comte de Montebourg a
été chargé de faire auprès de moi une démarche
afin de demander pour la France la cessation totale de
l'Autriche-Hongrie, même si le Prince gardait son at-
titude actuelle. J'ai rappelé à M. le comte de Montebourg
que je m'étais souvent expliqué avec le gouvernement
français sur les motifs impérieux qui lui ont permis
pas de sortir seul de la neutralité. Ces motifs étaient
toujours, le gouvernement de l'Empereur Napoléon les
avait approuvés et M. Jules Favre n'était plus lui-même
à reconnaître jusqu'ici que le gouvernement L. et R.
n'était pas en mesure d'agir autrement qu'il ne l'avait
fait pour témoigner ses sympathies à la France. Dans
l'attente qu'il n'a eu avec moi, M. Thiers a également
rappelé toutes à votre attitude. Il paraissait se rendre
parfaitement compte de notre situation et de ce que la
France pouvait attendre de nous. J'ai répondu V. A. des
deux demandes que M. Thiers m'a adressées. Je n'ai pas
hésité à lui répondre dans un sens favorable, car ce qu'il
disait était de nature à être parfaitement conforme à la
politique que nous avons suivie depuis la commen-

ment des hostilités. Nous ne pouvons nous engager en dehors de ces limites et la loyauté nous fait un devoir de ne pas laisser s'établir en France des illusions à cet égard.

Je me suis expliqué franchement là-dessus avec M. le comte de Moltke qui m'a paru comprendre notre position et les motifs qui nous dictent nos réponses. V. A. voudra bien tenir de son côté un langage analogue aux délégués du gouvernement de France.

Nous formons des vœux ardents pour le rétablissement d'une paix solide et honnête. Nous sommes prêts à y contribuer en faisant nos efforts à côté de ceux que nous ont faits dans ce but par l'Angleterre et le Brésil. Nous voulons avec plaisir voir nos deux puissances penchées à cet égard sur une infirmité que les circonstances ne nous permettent pas de vaincre avec les mêmes chances de succès. Selon notre opinion, la terreur de l'Europe en présence de la guerre actuelle est une faute regrettable, et nous croyons que si les armées s'entendaient pour interrompre leurs hostilités, leur voix pourrait exercer une influence salutaire. Je transmette à V. E. dans l'annexe, copie d'une dépêche que j'ai adressée à ce sujet au comte Apponyi. J'y exprime nettement ma pensée et j'en décline par ma conviction que les puissances veulent une belle paix à accomplir en cherchant à mettre un terme aux calamités de la guerre, telle qu'elle se poursuit aujourd'hui. Nous devons reconnaître toutefois que l'Autriche-Hongrie n'est pas en état d'assumer sa part rôle en se plaçant en position égale. Nous ne pouvons qu'indiquer le voie dans laquelle nous voudrions voir d'éventuelles négociations entrer, et nous

deuxier point a les mêmes. C'est pourquoi a été posé
auprès de l'avis et nous nous estimons heureux si ces
paroles produisent quelque effet.

Bienvenue etc.

[Signé] Bismarck.

N° 2

LE COMTE DE BISMARCK, MINISTRE DU ROYAUME DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES, A TIRER, A TIRER, A TIRER, A TIRER,
MATRIQUE DE BISMARCK, A TIRER, A TIRER, A TIRER,
BISMARCK.

Bismarck, le 4 octobre 1878.

Bismarck,

M. de Bismarck a adressé, le 11 et le 16 septembre der-
niers, aux agents diplomatiques de la Confédération du
Nord deux circulaires destinées à justifier aux yeux de
l'Europe les exigences de la Prusse. Les arguments du
chancelier, qu'il a reproduits modifiés l'endemain dans ses
entretiens avec M. Jules Favre, portent en substance que
si la Prusse veut annexer des territoires, ce n'est pas par
goût de conquête, mais uniquement pour assurer à l'Al-
lemagne un point solide et la protéger contre les atta-
ques dont elle a été de tout temps l'objet de la part de la
France. Il y est, dit-il, notifié l'Allemagne a l'abri des in-
ursions d'un voisin belliqueux, dont les ambitions n'ont
rien de moins que de menacer la sécurité et l'indé-
pendance des populations germaniques.

Ce n'est pas la première fois que M. de Boninchi peche à cent qu'il desire frapper les peuples qu'il méprise. Toutefois, nous ne saurions admettre ni les promesses qu'il jette ni les conséquences qu'il en déduit. La France n'est point ce qu'il la veut faire. Un coup d'œil jeté sur son histoire ne permet pas de le juger. Revenons les faits et cherchons ce que la France a voulu depuis un siècle : cette période est suffisante pour faire connaître l'esprit d'un peuple.

C'est le devoir des nations de rester solidaires de leur passé; mais cette solidarité n'engage que leur honneur, et la progrès vient pour elles au tant vite de nous, et elles doivent continuellement marcher toujours dans les voies où les ont engagées des besoins d'argent ou des passions éternelles sans objet. La France contemporaine ne ressemble pas plus au pays gouverné par Louis XIV que l'Allemagne d'aujourd'hui ne rappelle le Saint-Empire. La guerre de sept ans était, à cette époque, alors dans le droit, au moins dans l'esprit commun des hommes. La révolution de 1789 est pour nous une circonstance de politique : le fait est une condition nécessaire à la liberté. La France se fit un état nouveau; sans forte discipline pour être indépendante, elle chercha même à donner les peuples qu'elle désirait de son exemple. Ce qu'elle veut de bien en Europe pour les États-Unis, elle était prête à le reconnaître en Europe.

Cette justice qui se répandait alors autour d'elle, qui s'éleva de l'histoire ? qui s'arrêta pour aller dans son premier essai le giron de la Révolution française? Nulle loi de langage, nulle règle historique ne primèrent autre ou fait. La Révolution de 1789 servait une loi

nouvelle et respect les traditions du passé, la France fut la première à le combattre.

L'envahissement de 1792 marque le début de ces rivalités futures qui devaient aboutir au malheur d'aujourd'hui. La France repousse l'agression; mais elle fut entraînée, sous la reconnaissance, au-delà des septennaires légitimes. Elle avait subi des injures cruelles, elle se laisse tourdir par l'effronterie de la victoire. Une fois une monarchie, Leipzig et Wagram la saisissent et appellent sur Français que, s'il est permis à un peuple de renoncer pour un temps à sa propre indépendance, il ne saurait impunément porter atteinte à celle des autres nations.

La France cependant riposte au malheur et se reconquiert elle-même. A partir du moment où il devient impossible de l'empêcher sous son toit, quelle guerre s-elle provoquée? Ou voulez-vous que esprit d'ambition et cette ardeur conquérante que M. de Bonaparte avait héritées? Qui plus que nous perdent ces années héroïques contribuait en Europe au maintien de la paix? La France avait durement expié les fautes du premier Empire. Quelques-uns ont vu que furent nées les idées modernes, leur influence se fit sentir de plus en plus dans la politique extérieure du pays. Partout où il y eût un peuple à délivrer, des libertés à défendre, une grandeur morale à conquérir, la France se trouva prête. La Gariboldi combattit pour la Grèce, la monarchie de Juillet assura l'indépendance de la Belgique. Et ces idées s'étendaient désormais à ce point dans le conscience de la nation que le second Empire comprit qu'il devait compter avec elles et proclamait hautement qu'il apportait la paix.

La France la crut. L'Empire cependant s'est battu

de principes militaires, et il le reconnaît. Mais les guerres qu'il entreprend eurent un caractère bien différent de celles de Napoléon I^{er} : car, s'il consentait par moments le command politique que la nation tenait à réserver, il ne l'eût pas avec les principes qu'elle avait adoptés. En Grande, la France combattait avec deux peuples libres pour l'indépendance de la Turquie. Ce fut pour délivrer une nation amie que ses armées franchirent les Alpes en 1855. L'aventure malfélicita elle-même, mitraillait et combattait et désorganisant, et avec raison, par le parti libéral, s'annonça par deux expéditions qu'un moyen de théorie, éliminées il est vrai, mais qui répandaient d'erreur toute pensée de conquête.

Qu'y avait de commun entre ces principes énoncés par une politique de plus d'un demi-siècle, avec quatre systèmes différents, et la politique de « fer et de sang » qui, depuis 1851, s'est abattue sur l'Europe ? Quel acte ou quelle parole de la France peuvent l'en rendre solidaire ? Qui a appelé le Danemark ? — entraînant violemment l'Autriche à la guerre, entraînant violemment le Danemark, le Prusse, l'Allemagne, etc., entraînant toutes les puissances européennes et troublant si profondément l'Europe ? La France s'est intervenue dans ces crises que pour hâter la paix et l'ordre.

On parle des solennelles déclarations de la nation et des jurements éternels qu'elle a fait à elle-même. Mais ces déclarations de Solferino, lors de l'incident venant du Luxembourg, l'appelaient en France et provoquaient solennellement contre la guerre, et les publications allemandes eux-mêmes ont été forcées de le reconnaître : la modération se trouve de notre côté.

Lorsqu'on a la guerre relâchée, au mois de juillet dernier, qui paraissait que la France n'eût rien fait depuis quatre ans pour arriver à ce but ! Sans parler de sa conduite politique et de l'insurrection bien volontaire du traité de Prague, elle était formidablement armée et prête, en tout point, à entrer en campagne. Les dépenses ont monté jusqu'à quel point ses préparatifs, entreprises de longue main, avaient été poussés; on eût trop pu continuer combats de avant été mitigés par la France. Non-seulement les armements de la France étaient complets, mais ses alliances étaient solides. Il est évident qu'elle pouvait à nous offrir dans un redoutable conflit.

Nous pouvons parler librement de cette guerre, car les membres du gouvernement actuel ont tout fait pour en éviter les horreurs au pays. Nous le disons hautement : malgré la conduite de la France, la raison même de la lutte n'était pas perdable, et M. de Bismarck ne pouvait raisonnablement retourner contre nous les déclarations de quelques écrivains et les manifestations turbulentes de toutes exilées. C'était là des actes isolés, sans force dans le pays, et qui ne dépassaient point la portée des agitations locales que toute émotion publique souleva dans les grandes villes. Et de Bismarck connaît la valeur de ces choses. Quel est d'ailleurs le peuple qui ne se laisse facilement entraîner au premier cri de guerre ? Les gouvernements sont toujours assurés de provoquer l'enthousiasme quand ils promettent la gloire et les triomphes. C'est pour cela que leur responsabilité est si grande. Mais, en premier lieu, lorsqu'ils ne marchent pas avec l'opinion, leur chute est certaine.

table. Ce résultat s'est aussi bien reproduit avec le second que avec le premier empire. L'un et l'autre devaient succomber, car les entreprises qu'ils pouvaient mener étaient égales.

Quant à l'affirmation de M. de Bismarck que l'Empire aurait eu la main forcée par l'opinion publique, les événements lui infligent un absolu démenti. Considérons lors des élections législatives de 1869, les populations étaient effrayées de la façon la plus marquée leur amour de la paix. Les mêmes tendances s'accroissent et triomphent même lors du plébiscite du 8 mai 1870, et à tel point que deux mois après, le gouvernement délégué pour la première fois depuis bien des années, élève le rattachement de l'Alsace. Cette concession exigée par l'état des esprits prouve avec toute l'évidence d'un fait évident, au monde entier, la France était éloignée de toute idée belliqueuse. Le renouvellement des conseils généraux avait montré, peu de temps auparavant, toutes nos colonies espérant une action nouvelle de se manifester. Mais nous possédons un document officiel qui prouve de la manière la plus formelle que, loin d'avoir été entraîné par l'opinion, l'Empire s'opposait au contraire effrènement de savoir s'il avait été par elle. Il était si peu convaincu de lui même au déclaret la guerre qu'il crut devoir l'attirer expressément sur ce sujet. Les préfets reçurent l'ordre de rendre compte au ministre de l'intérieur des impressions causées par cette bruyante nouvelle dans les départements. Leurs réponses publiées depuis lors, dans le « Journal officiel » du 2 octobre, ne laissent prise à aucun doute.

« Le premier mouvement a été l'étonnement et la sur-

grité : devant un prêtre. Maître d'écroual : « Cette
nouvelle, dérivant en milieu d'un calme profond, a causé
une vive émotion. » — « La guerre est considérée comme
un tel bien qu'on ne veut pas y croire. » Le clergé semble
de maintenir la paix au moins pour de toutes parts. « Je
crois qu'on tend au redouble la guerre » écrit-on d'un
des départements les plus peuplés et les plus dévots.
— « Personne, dit un autre prêtre, ne désire la guerre,
dit-elle être le diable du grand malheur social qui tri-
ville le pays. » — « Ce pays veut la paix, désirerait-on
même, il n'accepterait une guerre qu'avec réprobation. »
— Et ailleurs : « La population ne veut certainement
pas la guerre et désire ardemment la paix. » Partout
évident se sentent que l'on n'accepte la guerre que
si elle était nécessaire à l'honneur du pays. Mais on se
rattachait avec empressement aux dernières expressions
de paix. — « Lorsqu'il sera prouvé, dit un prêtre, que
tout a été tenté inutilement pour arriver à ce résultat, on
se décidera à subir les conséquences d'une collision dans
un d'effroy. »

On pourrait multiplier ces citations. Sur quatre-vingt-
neuf rapports de prêtres, nous seulement mentionnent
une approbation complète. Tous les autres témoignent les
mêmes préoccupations ou les mêmes réprobations. C'est
donc un fait incontestable : le pays subit la guerre ;
il ne l'aient pas agréée. Ainsi, il demeure établi que la
France ne manqua pas l'intégrité de l'Alsace ; son
libre, depuis un demi-siècle, le prouve à toutes ses
pages. Elle ne méditait point de conquêtes. Ses aspira-
tions tout opposées l'entraînaient. Et, en effet, les malheurs
qui ont gués ne l'y pourraient pas, le sentiment le plus

cluse de ses intérêts l'obligerait à se méprendre dans une voie pacifique. La nature de la fortune publique a changé depuis le commencement du siècle. L'immense développement de la machine industrielle, l'importance capitale du crédit font de la confiance dans le maintien de la paix la condition nécessaire de la prospérité du pays. La France s'est engagée la première dans le système des libertés commerciales, et elle a ainsi rendu sa fortune indissoluble de celle des peuples voisins.

Telle est la nation contre les incursions de laquelle M. de Bismarck veut protéger l'Allemagne, et dont le développement territorial lui semble la seule garantie efficace de la tranquillité du peuple allemand. La ligne du Rhin, selon lui, n'est plus suffisante, il veut la ligne des Vosges et de la Moselle. Il lui faut aujourd'hui l'Alsace et la Lorraine, et cela au moment même où l'Allemagne vient de franchir complètement sa condition féodale. Après 1848, l'Europe, redevenue déjà la terre d'appanage du peuple germanique, s'était offerte de lui donner une Constitution dont les bases étaient entièrement opposées pour la défense, et la France. Bien que les traités de Vienne fussent dirigés contre elle, les intérêts dans l'état où elle se trouve aujourd'hui, les frontières du nord, vis-à-vis de l'Allemagne, est entièrement ouverte. Les éléments de la guerre actuelle se trouvent une preuve indiscutable. Et, tandis que la France n'a rien pu faire dans ses organisations, l'Allemagne s'est constituée à l'état le plus respectable qu'une puissance ait jamais atteint : unité ministérielle absolue, action personnelle et directe du chef qui porte l'épée de commandement, service ministériel obligatoire pour tous. Sous la domination, qui,

de la France ou de l'Allemagne, est maintenant menacée?

Par plus en 1870 qu'en 1792, la Prusse n'a eu besoin de se garder contre les attaques de la France. Il est hors de doute que le gouvernement prussien cherche plutôt des facilités offensives que de meilleures lignes de défense. On ne voit pas bien en effet en quoi l'Allemagne serait mieux protégée parce que sa frontière serait portée plus loin. En cas d'invasion, le pays occupé serait alors le territoire annexé à l'Allemagne, et le théâtre des hostilités serait simplement parti d'une province dans une autre. Et quel serait le résultat de ces attaques violentes de territoires qui ne veulent pas cesser d'être français ? Sans parler du sentiment qui répugne à tout esprit humanitaire de voir ainsi des populations valoir une nationalité contraire à leur appartenance et à leur passé, ce serait perpétuer la guerre. N'est-il pas impossible, en effet, que le cœur de la France puisse jamais se détacher de contrées qui tant de souffrances et noblement supportées et tant de sang si glorieusement versé ont amené à elle par des liens indétricotables ? Le trouble qui en serait la conséquence agiterait l'Europe sans qu'il lui fût possible d'espérer être lors un moment de repos. On le voit clairement, en posant de telles prétentions, en demandant des concessions pareilles, M. de Bismarck prépare lui-même les guerres nouvelles qui lui sont nécessaires pour atteindre le but ou l'entraîne aux ambitions sans bornes.

Ce que veut le peuple allemand, c'est l'unité nationale et la liberté politique. La France libérale ne saurait s'y opposer. C'est une cause juste, et nous réitérons notre pitié à nous la reconnaissance. Mais il y a un autre ordre

ses aspirations légitimes et la doctrine formulée et appliquée par M. de Bismarck. Si l'on considère les événements accomplis en Europe depuis six ans, il faut reconnaître que la France a pris elle-même la voie qu'elle nous indiquait avec tant d'insistance. Il n'est plus possible de conserver un doute à cet égard, après l'essai fait par M. de Bismarck à la noble démarche de M. Jules Ferry. Si la France succombe, c'est la guerre menaçant de nouveau l'Europe, perdurant tout-entier de la peste, toute civilisation, tout progrès de la prospérité des peuples. La France ne lutte pas seulement pour l'intégrité de son territoire, elle combat aussi pour la stabilité de l'équilibre en Europe.

ROBERT, Ministre, etc.

Fait le ministre et par autorisation.

*Le Ministre plénipotentiaire, directeur du Cabinet, délégué,
(Signé) CHACONAT.*

N° 46

LE COMITÉ DE SURVEILLANCE AUX AGENTS DIPLOMATIQUES
DE LA COOPÉRATION DE L'ALLIANCE DE 1882, A
L'ÉPIGRAMME

Paris, le 1^{er} octobre 1893.

D'après les journaux, la délégation du gouvernement français qui est à Tours, a publié un avis officiel, concernant

lequel le *moniteur* avait déclaré à M. Jules Ferry que la France veut continuer la guerre et réduire la France au rang de puissance de second ordre.

Rien qu'une pareille assertion ne puisse être établie que pour produire de l'effet dans des salons ou l'on s'est pas familiarisé avec le langage usuel des négociations diplomatiques, ni avec la géographie de la France, la fait que cet avis porte les signatures de MM. Crémieux, Clémenceau et Poincaré, et que ces Messieurs font partie du gouvernement actuel, d'un grand pays européen, me déterminait à suggérer Volos Roulléaux à la discuter dans nos conversations officielles.

Dans mes entretiens avec M. Jules Ferry, la question des conditions n'a pas fait, en général, l'objet d'une discussion sérieuse, et ce n'est que sur sa demande spéciale que j'ai exposé les mêmes idées qui figurent le contenu principal de mon circulaire de Rouen, 16 septembre, je me suis limité à des observations générales, et je n'ai jusqu'à présent posé aucune condition qui aurait été utile.

La cession de Strasbourg et de Metz, à laquelle nous prétendons, d'après ces hypothèses, transporter dans un nouveau territoire, une délimitation du territoire français égale à peu près à l'agrandissement de ce territoire par l'annexion de la Sarre et de Metz, et, à la vérité, la population de ces provinces depuis 1871 n'est que 150,000 âmes celle des territoires acquis en 1871. Maintenant, si l'on se rappelle que la France, d'après le recensement de 1896 (publié par Gallie, 1899, p. 114), compte 38 millions d'âmes, et avec l'Algérie, qui aurait actuellement, comme on sait, une population égale de la France métropolitaine.

de la France, 42 millions d'âmes, il est évident qu'une diminution de trois quarts de millions de cette population ne change rien à l'importance de la France vis-à-vis du Pétersbourg tout au contraire, elle laisse à ce grand État les mêmes éléments de puissance à l'aise desquels il a été en mesure d'avancer, dans la guerre d'Orient comme dans la guerre d'Italie, sans influence ni délicate sur les destinées de l'Europe.

Ces réflexions sommaires suffiront pour opposer aux aspirations de la proclamation du 24 septembre la logique des faits.

Faisant savoir que j'ai expressément, dans une précédente, appelé l'attention de M. Jules Ferry sur ces points de vue, et qu'il n'en est rien éloigné de son pensée, comme Toutin Eschilsson en sera convaincu même sans cette assurance, de faire une citation blâmable quelconque aux conséquences de la guerre actuelle pour la position future de la France dans l'Asie orientale.

(Signé) DE BERNARD.

N° 14

UN COMITÉ DE SECOURS AUX VIENTS DÉPLACÉS
DE LA MÉTHODE NATIONALE, A L'ÉTENDRE

Tout, 15 octobre 1876,

Bernard,

Vous trouvez, à la date du 7 de ce mois, dans le *Times*, journal qui est l'organe habituel de la politique de M. le

venue de Bismarck, une dépêche, datée de Berlin, 4^{re} octobre, dans laquelle le Chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord refuse l'expression dont s'est servie la Délégation de Tournai lorsqu'elle a dit que, d'après le résultat des conversations qui ont eu lieu entre M. Jules Ferry et M. de Bismarck, celui-ci voulait réduire la France à l'état de puissance de second ordre.

Le Chancelier outre, à ce propos, dans l'estime du chiffre de la population française et, rappelant la situation de la Savoie et de Nice à notre territoire, il fait observer qu'en déduisant la population de ces provinces, notre pays perdrait environ 750,000 habitants, dans le cas où l'Alsace et la Lorraine lui seraient arrachées. Sans cette situation, ajoute-t-il, une puissance comprenant 36 millions d'âmes n'est pas une puissance de second ordre.

Sans vouloir nous opposer à une telle déduction de population que l'on veut séparer contre leur gré du sol national, et dont on parle comme on parle à propos de faces de poplades sières étrangères, nous devons qu'en présence de l'agrandissement nouveau qu'obtendrait avec l'Allemagne, et alors que la base de notre frontière serait de plus en plus élargie et même entièrement détruite, il est incontestable que la France passerait immédiatement à l'état de puissance de second ordre. D'autres pays peuvent ne pas dépenser qu'ils n'auraient de même occupé cet amiable. Quant à nous, nous ne nous y trompons pas.

Ce que gagne une nation par le fait d'un agrandissement territorial consacré par un État voisin devient tout à coup puissant est de peu d'importance et n'égale souvent pas l'absence de sécurité qui en résulte pour sa

bonheur; ce qu'elle perd, en revanche, par l'effet de la conquête violente que lui inflige un ennemi vainqueur et désormais vaincu, lui ôte à la fois son prestige moral, sa force matérielle et son repos. Dès lors, cette puissance est en déclin. Telle est la situation dont il faut se rendre compte, si l'on veut suivre M. de Bismarck dans la comparaison qu'il établit entre l'annexion à la France de la Sarre et du Bas-Rhin vainc par les balles, et la séparation de l'Alsace et de la Lorraine contre leur volonté.

Voici, du reste, ce qu'a écrit M. Jules Ferry, en réponse aux observations faites sur son rapport par le chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord : « Je vous, » dit M. de Bismarck textuellement, « fait deuil d'un Paris, comme par exemple le nous Valérie », et le ministre des affaires étrangères de France ajoute : « Ce qu'il veut, c'est nous détruire. » Tel est le résumé précis de l'impression que M. Jules Ferry a rapportée de ses entretiens de Berlin. On peut juger par là de l'impression de *Puissance de second ordre* est maintenant de la réalité.

Berlin, Monsieur, etc.

Pour le Ministre et par autorisation.

Le Ministre plénipotentiaire, directeur de Cabinet, délégué,

(Signé) GRANTZOV.

Le mouvement prussien qui s'est été communiqué aux puissances le 10 octobre 1870.

« Les hommes de l'armistice communiqué à M. Jules Favre et destinés à former une tentative de cessation d'armes en France ont été rejétés par lui et ses collègues, qui ont refusé la continuation d'une lutte qui, après tout quel résultat, doit être regardée comme désespérée par la nation française. Depuis le rejet de nos conditions, les chances de victoire que la France aurait pu avoir dans cette guerre désastreuse ont été grandement diminuées, Toul et Strasbourg ont saisi, Paris est étroitement investi, et les troupes allemandes ont pénétré jusqu'à la Loire. Les forces considérables et longtemps retenues par les deux fortresses conquises sont donc maintenant livrées et peu susceptibles d'être employées dans une autre direction, la France aura donc à subir les conséquences de la révolution prise par ses gouvernants d'engager une lutte éternelle. Les sacrifices augmentent rapidement, et la destruction de son organisation sociale sera inévitable. Le commandant de l'armée allemande rapporte ses conquêtes à la prudence, mais il prévoit clairement les résultats de la résistance inconsidérément menée par les gouvernants de la France, et il juge nécessaire d'appeler l'attention sur un point en particulier, savoir : l'état de Paris. Les deux capitulations les plus importantes qui ont eu lieu dans la capitale, — ceux du 10 et du 30 septembre, — dans

Enquels la portion la plus capable des forces de l'ennemi n'a pu réussir à repousser même la ligne de front des troupes latérales, justifient la conclusion que tôt ou tard Paris doit succomber. Dans le cas où le Gouvernement persisterait à retarder la capitulation jusqu'à ce que le manque de provisions rendra forcément la reddition ; et s'en suivra de terribles conséquences. L'ennemi détruirait des chemins de fer, des ponts et des canaux à une certaine distance de Paris n'a pas arrêté un seul instant la marche des armées allemandes ; et toutes les communications par terre et par eau interrompues à l'entrée de nos plans ont été établies en très-peu de temps. Mais nous n'avons rétabli, que celles dont nous avions besoin pour étudier les besoins militaires que nous avions en vue, et il en reste assez de détruites pour interrompre pendant longtemps encore une correspondance facile entre la capitale et les provinces. Le commandant allemand, dans l'éventualité qu'il veut de mentionner, se trouve dans l'impossibilité absolue d'approvisionnement, même pour un seul jour, une population de près de deux millions ; les contrées avoisinant Paris, à une distance de plusieurs lieues, ne fournissent aucune ressource propre à servir de subsistance aux Français, tout ce qu'elles renferment étant indisponible pour subvenir aux besoins de nos troupes ; nous ne sommes pas non plus à même de transporter une partie de la population par les chemins restants, attendu que nous n'avons aucun moyen de transport disponible. La conséquence inévitable d'une pareille situation sous quo des centaines de milliers de personnes mourront de faim. Les gouvernements français ne pourront manquer de perdre cela sans s'écarter que nous. Quant à nous, nous ne

peut-être que postérieurement jusqu'au débutement la guerre à laquelle on aura le monopole, mais ceux qui possèdent à de semblables entreprises en auront responsabilité.

N° 33

LE COMTE DE BISMARCK AU COMTE DE MOLTKE, A BERLIN

Vienne, 13 octobre 1870.

Les diverses dépêches-circulaires envoyées du quartier-général de S. M. le roi de Prusse par M. le comte de Bismarck n'ont pas offert jusqu'à présent au gouvernement anglais et royal l'occasion d'une manifestation quelconque. Plusieurs de ces documents, presque instantanément livrés à la publicité, s'adressaient directement aux gouvernements allemands engagés dans la guerre, et bien que M. le général de Schrenknecht n'ait donné verbalement connaissance de ces dépêches, il ne l'a pas fait de manière à ne donner le droit de croire qu'en attendant à Berlin une réponse à ses communications similaires faites sous forme de nouvelles.

Le même cas se présente également au fond en ce qui concerne un memorandum du comte de Bismarck, exposant les conséquences terribles que devrait entraîner nécessairement une résistance anglaise continuée jusqu'à la fin, pour une capitale d'une population de deux millions d'âmes. Mais puisque le ministre de Prusse nous a rendu copie de cette pièce, dont vous parlez dans votre

office du 18, je me suis mis à voir dans cette démarche l'intention de prendre acte du document, fixant plus qu'il tend à déclarer, devant l'Europe, pour le gouvernement prussien, toute responsabilité de l'éventualité effrayante qui y est prévue.

Cela dit, je ne puis dissimuler l'impression d'appréhension que l'épreuve de voir en jeu, devant le tribunal de l'histoire, une partie de cette responsabilité retomber sur les autres, s'ils voyaient avec une indifférence aussi le danger des maux maux dont on place le tableau sous leurs yeux. J'ajoute donc Votre Excellence, dans le cas où l'on vous parlerait de ces dignes, à exprimer vivement notre regret que, dans une situation où le gouvernement de la Prusse prévoit des circonstances comme celles auxquelles le moment même fait allusion, il pose une tâche trop pesante à donner toute l'ingéniosité de toutes puissances, comme si l'on voulait, dit à présent, qu'on enlève de la Prusse d'avance tout ce qui porte le plus noble sang de l'Allemagne, et qu'on veuille se soumettre à la tâche, peut-être ingrate, mais certainement glorieuse, de faciliter au vaincu, en ménageant ses susceptibilités, sa soumission à de dures conditions.

Ces efforts ne sont pas le meilleur moyen à employer pour détourner l'écueil d'honneur que la Prusse doit vouloir opposer à ses ennemis. Pour ne point des se porter le poids des fautes du gouvernement tombé, les hommes de la république sont prêts aux résolutions extrêmes : c'est un étrange moyen de les en détourner que de ne laisser venir jusqu'à eux que le vent du vainqueur. Ce n'est point dans des considérations d'intérêt privé qu'il faut voir l'explication des regrets que le gouvernement

court-bougrin ne peut s'empêcher d'exprimer sa
royauté que, au point où en sont arrivées les choses,
l'influence considérable des puissances neutres est en di-
faut.

Mais il ne lui est pas possible d'approuver sans réserve
cette politique d'abstention absolue qui, depuis quelque
temps, semble si bien en vogue à Saint-Petersbourg. Le
gouvernement de S. M. considère au contraire comme
un devoir de déclarer hautement qu'il croit qu'il y a des
intérêts généraux pour l'Europe, et qu'une paix unanime
par une intervention impartiale et ferme serait profitable
aux intérêts internationaux qui se préparent à naître.

Je rappelle encore, au terminant, à Votre Excellence
que je n'ai écrit ces lignes qu'en présence de démar-
cations où elle serait censée à l'avenir aux points qui y
sont développés. Nos intérêts s'alignent parfaitement avec
l'abstention la plus rigoureuse et ne sont guère compro-
mis par une prolongation de la guerre. Lors de nous la
prudence de vouloir offrir des conseils ou de provoquer des
offres. Il ne nous importe de préciser nettement la situa-
tion que pour le cas où l'on arriverait à soulever nos pou-
voirs neutres.

Agéda, etc.

(Signé) Ruyter.

N° 14

LE COMTE DE CANTERBURY AUX AGENTS DIPLOMATIQUES
ET GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE A L'IN-
TÉRIEUR

Tour, le 14 octobre 1919.

Monsieur,

Les communications adressées par M. le comte de Bismarck à ses agents diplomatiques, et qui traitent de la guerre actuelle étant immédiatement livrées à la publicité, nous nous trouvons obligés de suivre la même voie. Nous n'avons du reste rien à perdre à ce que la discussion soit ouverte sur les opinions du gouvernement de la défense nationale, et sur l'état de notre situation, quelque pénible qu'elle puisse être en ce moment. Plus ces points seront éclaircis, et plus, nous en sommes convaincus, les sympathies de l'Europe se tourneront en notre faveur. Quant aux intérêts des peuples, le développement excessif des prétentions prussiennes doit les rapprocher instantanément de nous, le danger étant devenu le même.

Tout aura la la *Mittheilungen* prussiens transmis de Berlin au Times par dépêche télégraphique, le 30 de ce mois. Il s'agit pour lui d'examiner plus spécialement les conséquences du siège de Paris. M. de Bismarck y parle de centaines de milliers d'habitants de la capitale qui devront mourir de faim s'ils ne se précipitent d'un

défendre leurs foyers, et il leur a fait porter la responsabilité d'un péril entièrement sur les membres du gouvernement français parce qu'ils n'ont pas réussi à accomplir toutes les conditions posées par le premier ministre du roi de Prusse. C'est raisonner inégalement.

En cette calamité venant à se produire, nous ne pouvons en construire que le monde entier, allié d'un point arête, s'effondrât pas à le faire retomber sur ceux qui l'auraient laissé s'accomplir, alors qu'on est venu leur demander la paix, quoiqu'on ne l'ait même pas responsable de la guerre.

Toutefois ce manifeste ne saurait laisser aucun regret intact de la réalité des faits. Il est bien de se donner perpétuellement le bon rite et de s'attribuer toutes les vertus de la situation. L'auteur du *Mémorandum* prétend raconter sur des hypothèses. En lieu de l'écrire tel qu'il lui plaît de le peindre, mais le prisonnier tel que nous le connaissons, Paris est effectivement complètement pour un temps très-long. L'ordre social n'y est naturellement menacé. La seule approche des Français a suffi pour éveiller tous les conflits d'opinion. En dehors de Paris il se forme des centres nombreux, et le nation est peinte à tous les sacrifices pour délivrer sa capitale. Les engagements dont on parle ont été à notre avantage et ils ne sont pas les seuls. Les Français n'ont pas encore approché la ligne des faits, et s'ils parlent d'affaiblir Paris, c'est qu'ils rencontrent des obstacles et une résistance qui surprennent toutes leurs prévisions. S'ils insistent sur la difficulté d'approvisionner Paris, c'est qu'ils ont même commencé à souffrir du manque de vivres et qu'ils sont forcés d'affaiblir leur armée pour défendre leurs en-

hommes de pillage. Cette armée se dirige et se désorganise : le nombre de ses malades augmente chaque jour d'une manière très-rapide. La prolongation de la guerre pendant la mauvaise saison est à notre avantage ; les hostilités ne manquent pas, et la confiance du pays en ses immenses ressources n'est pas ébranlée même après tous les désastres qu'il a subis. Voilà la vérité.

Malgré cela la France souhaite la paix de même qu'elle la souhaitait avant l'ouverture des hostilités, mais elle désire que la paix puisse être durable. L'Europe y est intéressée autant que nous.

Berlin,

Pour le ministre et par anticipation :

Le ministre plénipotentiaire, délégué,
(Signé) CAMILLE.

N° 15

UN COUP DE CANNON A M. TIMOT, CRIMÉ
D'APRÈS UN FAIT A LONDRE (Russe)

Paris, le 14 octobre 1870,

Monsieur,

L'Angleterre en se mettant à la tête de ce qu'on a appelé la ligue des neutres, a pris dans les événements qui se produisent une responsabilité évidente. Le genre

deût commencer, et les premiers résultats avaient déjà tourné contre nous, lorsque certaines puissances, qui jusque là s'étaient montées disposées à nous porter leur concours, furent forcées à entrer dans cette combinaison. Nous voulons dire que ce fut un moyen de nous écarter des idées précises, nous ne pouvons nous empêcher de leur observer que l'influence morale de cette décision nous a été fatale.

C'est tout au plus, en agissant ainsi, l'Angleterre semblait s'être imposé un devoir que nous pourrions comparer à celui que remplissent les médiateurs dans un duel. S'ils empêchent les uns et les autres d'y prendre part, c'est à la condition de laisser leur rose et d'intervenir avec douceur qu'ils croient possible de faire cesser le combat. Nous ne voudrions pas être accusés de sévérité contre le gouvernement anglais, nous ne faisons que reproduire le point général qui se présente de plus en plus en Angleterre même et dans toute l'Europe, on dit que le cabinet de Londres a paru s'effrayer de fermer les yeux aux événements, alors qu'il s'était donné lui-même, par la création de la ligue des neutres, le rôle d'observateur attentif et presque jaloux.

Il nous semble qu'il suffirait de montrer la gravité de cette situation au ministère anglais pour qu'il comprenne qu'elle ne peut se prolonger sans porter une grave atteinte aux sentiments d'humanité qui ont de tout temps fait l'honneur de l'Angleterre. Il est impossible qu'on ne s'aperçoive pas, en outre, des dangers qui risquent de résulter pour la conservation de son territoire et de sa puissance. Les États tels que l'Autriche, l'Italie, la Turquie, l'Espagne, sans parler de ceux d'une moindre importance, ontent tou-

jeune cherché à tenir le conduit de leur politique et de leurs affaires sur l'écoule traditionnelle si heureusement établie, et sans tous les rigueurs différentes, entre la France et l'Angleterre. En éprouant aujourd'hui la plus rare hospitalité en voyant qu'un lien personnel, qui donnait à l'Europe et au monde, malgré tous les événements qui pourraient se produire, une certitude de la conservation de l'équilibre et du retour à une paix durable, semble se dissoudre d'une manière sensible. Si l'on s'appuie pas un peu sur ces idées à ses préoccupations, le désencagement présente dans l'esprit des nations européennes et le débouché de tant d'intérêts divers sera bientôt rompu en défilant de tous et particulièrement de l'Angleterre. Il a fallu une suite telle dans le conduit de la politique anglaise pendant une si longue série d'années pour arriver à ce résultat, et il est l'œuvre de tant d'hommes expérimentés que nous ne pourrions croire qu'on puisse aujourd'hui se décider à en faire volontairement le sacrifice.

J'ai présenté ces considérations dans une conversation que je viens d'avoir avec lord Lyons, etc.

.

(Signé) GAMBETTA.

N° 16

LE COMTE DE BOUT DE COMTE ARRIVÉ, A LONDRES.

Yvesse, le 29 septembre 1878.

Lorsque le gouvernement a décidé par l'échange de lettres solennelles en matière de la neutralité à viser la plupart des puissances d'une attitude commune, nous avons espéré que cette mesure porterait obstacle à un effort collectif en faveur du rétablissement de la paix. C'était en vue de ce résultat d'ensemble que nous dûrions résister dans notre réponse aux réserves tendant à écarter une tentative locale de médiation. Notre rôle n'a pas été favorablement accueilli, et nous avons dû renoncer à le faire prévaloir. Le gouvernement anglais a pensé que chaque puissance pût agir librement de son côté et chacune a tenté depuis, en effet, des efforts sans infructueux pour faciliter un rapprochement entre les belligérents. Ce résultat peu satisfaisant nous oblige sans nous surprendre. Nous y trouvons la confirmation de nos prévisions qui ne voyaient de chance de succès que dans une action collective.

Je me suis déjà souvent expliqué sur les motifs qui devaient déterminer le gouvernement impérial et Royal de prendre une initiative en matière de médiation. Les considérations qui le tiennent nous ont entraînés loin d'insister au même degré pour l'Angleterre et la Russie. L'état

de leurs relations avec les puissances bellicieuses était tel qu'on ne pouvait, d'un autre côté, attribuer à leurs démarches une attitude-pensée, ou les soupçonner d'une partialité indue. Les cabinets de Londres et de Saint-Petersbourg s'entendaient d'ail que les interposées du sentiment général de l'Europe qui espère à voir venir le trouble et l'incertitude que la guerre actuelle fait si lourdement peser sur elle. Sans nous adresser jamais avec empruntement à eux pour plaider la cause de la paix au nom des intérêts de l'humanité, non moins que de ceux de la politique. Poursuivre du premier moment presque pour fortifier, par de sages avis et des conseils de modération, les dispositions qui se formaient pour en faveur de la paix, nous étions assurément une œuvre méritoire digne des applaudissements de tous les peuples.

C'est sous l'empire de ce sentiment que nous avons agi en voulant ajouter une réserve à la lettre que Vostokoff devait adresser à lord Granville. Nous n'avons pu l'avoir plus longtemps, afin de ne pas avoir l'air de nous séparer des autres Puissances, tandis qu'on continuait nous vouloir faciliter leur union. Je suis seulement à regretter encore une fois les motifs que nous ont fait agir et à constater que nous avons toujours honte de contribuer au rétablissement de la paix dans le cas où une démarche des puissances bellicieuses présenterait quelque chance de succès.

Je dirais que vous satisferiez lord Granville du sujet de ma présente dépêche, si les motifs que je viens d'expliquer nous engageaient à abandonner l'affaire aux cabinets de Londres et de Saint-Petersbourg, nous n'en sommes pas moins sincèrement pénétrés du désir de voir

cette l'illaque de l'inspire de tempore où elle semble plonger en face d'une grande conclusion. Il paraît qu'à Londres aussi bien qu'à Saint-Petersbourg, on est d'avis que les dimanches collectives causent malade chez nous d'être favorablement accueillies par la vapeur que des interventions partielles. Nous ne recommandons nullement ce qu'il y a de juste dans cette appréciation, mais il nous est permis aussi de nous demander si un accord des puissances n'est pas suffisant par un esprit d'impartialité bienveillante et ne tendant pas seulement à modifier les vapeurs de vapeur, mais encore à réduire l'infatigable de vaincu, ne serait pas exemplaire de présenter des avantages que la France et ses alliés pourraient bien apprécier autant que la France. Ne craignons pas celle de la date, ce qui aujourd'hui sert puissamment à prolonger la lutte jusqu'aux dernières heures d'une guerre d'extermination, ce sont d'un côté les démons et les fausses espérances, de l'autre l'indifférence et la mépris à l'endroit de l'Europe spectatrice du combat. Mais, je le répète, ce n'est pas le gouvernement impérial et royal qui peut se mettre en avant; son initiative serait mal comprise par les deux parties; agissant comme arbitrageur il lui est sur l'une, elle serait interprétée comme intervention hostile par l'autre.

Rome, etc.

(Signé) Bismarck.

Foreign-Office, 30 octobre, 1870.

Mylord. — Il est inutile de vous dire combien le gouvernement de Sa Majesté a déploré l'explosion et la continuation de la grande guerre qui sévit encore entre l'Allemagne et la France.

Ce gouvernement a fait tout ce qui dépendait de lui pour empêcher cette guerre et, depuis la déclaration des hostilités et sa propre proclamation de neutralité, il a usé de ses influences pour en empêcher l'extension ; car si une des nations qui sont restées neutres y avait pris part, toute l'Europe, probablement, eût été graduellement entraînée dans la violence, et peut-être nous aurions eu pour l'un ou pour l'autre belligérant.

Nous n'avons donné plus de satisfaction au gouvernement de Sa Majesté que de continuer d'une manière quelconque une paix honorable et permanente. Des offres de médiation ou de bon office n'ont été pas manqué de se produire, si le gouvernement avait cru, à un moment quelconque, que de telles offres eussent été acceptables par les deux belligérants.

Il ne pouvait pas, cependant, fermer les yeux sur le fait qu'au tel moment ne s'offrait pas encore présente ; la conséquence il a tenu les mains et dans il a reconnu sé

l'adoption aux autres, a été de s'abstenir de porter des propositions non acceptables ou de donner des avis non efficaces qui n'eussent fait qu'affaiblir la chance d'arriver à quelque moment futur le but qu'il avait en vue.

Il n'a, en effet, tenu compte que le comte de Bernstorff et M. Favre se communiquaient personnellement leurs vues respectives. Une telle confiance est bien, mais, malheureusement, sans mener de résultat immédiat, si ce n'est celui de prouver certaines divergences violentes leurs opinions quant à une base possible de négociation.

Après une série de succès extraordinaires et sans interruption de la part de l'Allemagne, quelle est la phase actuelle de la guerre?

Le principal corps de l'armée allemande après l'invasionnement de la capitale de la France, et la réduction par la faim et le bombardement de la ville de Paris paraît se trouver au nombre des masses qui sont mises en délibération au quartier général allemand.

Le comte de Bernstorff m'a communiqué quelques-unes des circulaires qui ont été publiées par le gouvernement de l'Allemagne du Nord, le 11, il m'a remis une circulaire dans laquelle il est dit que les conséquences irréversibles de la prolongation de la lutte de Paris sera de faire perdre de fait des centaines de milliers de personnes.

La communication de cette opinion sur les résultats terribles et même non improbables que peut amener un long siège de Paris, impose au gouvernement de Sa Majesté le même devoir de tout traiter pour éviter une aussi grande calamité.

Il est évident aussi que la guerre a déjà provoqué et, si elle se prolonge, qu'elle provoquera de plus en plus des conséquences terribles, non plus seulement pour les belligérants, mais pour l'Europe entière.

Le gouvernement de Sa Majesté est convaincu que l'espoir de ces considérations ne sera pas apprécié dans un sens non amical. Elles sont dictées par la plus sincère sollicitude pour le bien-être présent et futur de deux nations avec lesquelles l'Angleterre a été pendant longtemps dans les termes de la plus grande amitié.

Je n'ignore pas quels arguments puissants pourront être invoqués en faveur de l'emploi des mesures extrêmes contre Paris.

Je désire cependant reconnaître s'il n'y a pas des considérations qui paraissent peut-être plus puissantes aux spécialistes qu'à ceux qui se trouvent sous l'influence de conseils militaires extraordinaires accompagnés de grande effusion et de vaines tentatives.

On ne peut pas en dire qu'une opération telle que la réduction de Paris par la famine ou un bombardement, bien que sans précédent sous le rapport de la grandeur de l'entreprise, ne soit motivée par la petitesse de la guerre. Mais il est également certain que, comme elle existerait, ainsi que l'a dit M. de Bismarck, non-seulement la ruine, mais la mort, avec les circonstances les plus terribles, de millions d'êtres en dehors des combattants, tout le monde doit être d'accord qu'il ne faut y avoir recours qu'après avoir épuisé toutes les alternatives possibles.

En supposant qu'une attaque contre Paris ait un résultat favorable d'ici à peu de temps, il n'est pas déni-

raisonnable de mettre en regard de ses avantages les disadvantages qui peuvent s'en suivre dans l'avenir. Le fait que quelques-uns touchent aux avantages du genre humain suffit qu'à se raison, ne demande pas le gouvernement de Sa Majesté de les exposer aux yeux du Roi et de ses conseillers.

Le souvenir amer des trois mois doubles peut s'effacer avec le temps et par la justice rendue à la conduite et à la valeur de l'ennemi sur le champ de bataille.

L'expédition à ses degrés et la probabilité d'une nouvelle et implacable guerre, s'accroissant graduellement, de une destruction de l'Europe assister au spectacle de la destruction d'une capitale entraînant la mort d'un grand nombre d'individus divers et sans resources, et la destruction des trésors de l'art, des sciences, de l'histoire, d'une valeur incalculable et qu'on ne saurait remplacer.

Quelque effrayable que fût pour la France une semblable catastrophe, quelque dangereuse que je la croie pour les chances de la paix future de l'Europe, le gouvernement de Sa Majesté pense qu'elle s'effrayerait personne plus pleinement que l'Allemagne et ses gouvernements.

Le gouvernement français, agissant d'après des considérations qui lui paraissent constantes, a refusé, depuis l'entrevue du comte de Bismarck avec M. Favre, de proposer des négociations pour la paix.

Mais le gouvernement de Sa Majesté a pris la responsabilité de proposer le gouvernement prussien d'adhérer à un armistice qui pourrait conduire à la convocation d'une assemblée constituante et au rétablissement de la paix.

Le gouvernement de Sa Majesté n'a pas manqué non plus de lui représenter l'importance de faire toutes les concessions compatibles avec son honneur dans les circonstances présentes de la guerre.

Sans être autorisé à le dire, le gouvernement de Sa Majesté ne peut croire que de pareilles représentations aient sans effet auprès du gouvernement français.

Pendant cette guerre, deux cents milliers ont apporté un secours appui à la puissance militaire des Allemands.

Et nul peit les armes pour repousser le menace d'une invasion étrangère et pour affirmer le droit d'un grand pays à se couvrir de la façon la plus propre à conserver pleinement le développement de ses ressources.

La gloire de leurs efforts grandes mises à l'honneur peut dire que le roi de Prusse a éprouvé tous les moyens d'amener la paix avant que l'ordre d'attaquer Paris ait été donné, et que les conditions de paix étaient justes, modérées, en accord avec la véritable politique et les sentiments de l'époque.

Le gouvernement de Sa Majesté dit que'il est bien entendu, — comme on connaît le clairement prouvé jusqu'ici, — que son intention n'est pas d'offrir un armistice ou un cessez-le-feu aux belligérents.

Les propositions qu'il vient de faire dans un esprit tout à fait sincère, prouveront de ce que son attention a été formellement attirée par le caractère formidable que prenait, en jugement du comte de Bismarck lui-même, l'investissement prolongé de Paris.

Il ne saurait garder le silence ou négliger aucune

tentative tentée à élargir une catastrophe si épouvantable et qui serait sans exemple.

Je suis, etc.

(Signé) MARITAIN.

N° 15

LE COMTE DE BERNARD DE BOUTE DE BERNARDINI,
A GENÈVE

Genève, le 10 octobre 1918.

Lord Greyville a bien voulu communiquer à Votre Excellence la dépêche qu'il a adressée, le 28 de ce mois, à lord Augustus Loftus. Votre Excellence en connaît donc le tenor.

Je puis affirmer que le vers exprimé dans cette pièce de vers est d'actualité la lutte qui oppose deux grandes nations dont qu'elles n'en soient réduites aux faiblesse nationales qu'entraînent les droits internationaux de la guerre, que ce vers, d'ailleurs, est vivement partagé par la M. par le roi, et que l'Allemagne doit dévoter d'un tant plus ardemment en réalité qu'elle est, malgré ses victoires et par les succès qu'elle impose, plus durement éprouvée et plus durement souffrante aux événements actuels qu'aux premiers temps : celle-ci, en effet, ne participe aux événements actuels que par ses sentiments d'humanité, à la glorieuse époque nous nous plaçons à rendre hommage.

C'est donc ce sens que Sa Majesté a été heureusement impressionnée en voyant, par le dépôt de lord Granville, que le gouvernement britannique partage avec elle la conviction que, pour entrer sagement dans des négociations concernant le pays, il est indispensable que le peuple français puisse élire une assemblée nationale. Nous avons été convaincus de cette nécessité depuis le jour où nous avons signé les déclarations du 4 septembre à Paris, et nous l'avons prouvé chaque fois que l'occasion s'en est présentée.

Il me sera permis de rappeler que, sur la proposition du cabinet britannique, il y a plus d'un mois déjà, Sa Majesté m'a autorisé à entrer en pourparlers avec M. Jules Ferry, pour traiter de la possibilité de élire une assemblée constituante. Sa Majesté a prouvé son désir de voir un gouvernement régulier établi en France, en posant, au sujet d'un armistice, des conditions dont la modération a été universellement reconnue et démontrée d'ailleurs victorieusement par la chute de Strasbourg et de Toul, qui ont lieu peu de jours après les entretiens de Fontenoy. Ces conditions ont été réalisées, et l'on sait comment. On sait aussi que Sa Majesté s'est disposée à laisser se faire sans obstacle comme sans contrainte, et sur toute l'étendue du territoire occupé par les troupes allemandes, les élections décernées pour le 2 octobre par un gouvernement qui n'était rien moins que légalement reconnu. Nos rapports avec les autorités locales ou départementales en France (les journaux ont eu à ce sujet de nos relations avec le maire de Versailles), témoignent de notre haute volonté à laisser les élections complètement indépendantes.

Le gouvernement de Paris procède, en matière, comme il était exposé à une représentation vraiment nationale, en convoquant régulièrement les députés du 1 octobre et en attendant d'une façon définitive le nouveau décret de convocation venant du gouvernement de Tours. Ce décret a été livré à la publicité par la presse, l'original, revêtu des signatures des membres du gouvernement provisoire, est tenué entre nos mains, au même temps qu'un écrit de M. Gambetta dont je vous aurais déjà fait une copie, parce qu'il est la traduction des sentiments qui régissent actuellement au sein du gouvernement de Paris.

Ces résolutions intelligemment et avec empchement par d'insister notre concours à la réalisation d'idées nouvelles, si les hommes qui sont au pouvoir se montrent disposés à laisser le peuple français exprimer librement son opinion et partager la responsabilité des événements avec ceux qui ont pris spontanément la direction des affaires du pays.

L'entrevue que d'importantes personnalités, appartenant à une nation sœur dans le combat, nous ont obligeamment offerte, et leurs démarches à Paris, nous ont fourni l'occasion de présenter une fois encore aux membres du gouvernement provisoire le moyen de délivrer la France de l'anarchie qui rend impossible toute négociation de paix. Nous avons déclaré consentir à un armistice aussi long pour qu'on puisse procéder à des élections régulières, et dire disposés à laisser entrer librement à Paris tous les députés de la France, ou venir de la capitale les députés de Paris, si l'Assemblée se réunit dans une ville de province.

Ces propositions, que les autres membres avaient recommandées, de notre consentement, aux membres du gouvernement de Paris, rencontreront de ce côté un accueil tel que les personnes intéressées déclareront sans cesse à l'avenir qu'elles avaient eu gain. Immédiatement après, M. Gambetta sortit de Paris en ballon, et dès qu'il eut touché le sol, son premier cri fut, d'après les sources françaises, une protestation contre la régence des sautes d'échec.

L'expérience prouve qu'il a réussi à les empêcher et à faire avorter les efforts de M. Calvaire² favorables aux républicains.

Il ressort de cet exposé des faits, que ce n'est pas notre solution, mais bien le consentement des gouvernants de Paris qui fait défaut à l'expédition que le gouvernement britannique recommande avec raison comme un achèvement vers la paix, à savoir : de procéder à l'élection d'une assemblée constituante, qui nous y aurait été depuis des l'origine, et y aurait pu être la même, mais que le gouvernement de la République nationale a repoussé cette voie en tout temps.

En conséquence, nous avons vu de nos plus hauts en déclarant, par notre communication de la loi de ce mois à laquelle M. le ministre de la Grande-Bretagne fait allusion, toute responsabilité pour nous des conséquences éventuelles qu'une résistance poussée à l'extrême de la place de Paris doit entraîner pour la population de la capitale.

Nous attendons de voir, cette communication faite, la pression sur le cabinet anglais n'a pas été déçue. Nous avons pu voir combien nous regretterions que les

hommes du pouvoir à Paris possèdent la résistante jusqu'à cette catastrophe suprême, précisément en y appelant en temps opportun l'attention du public, et notamment des puissances actives, parce que nous espérons que particulièrement les représentations de ces derniers ne refuseront pas leur effet sur les gouvernements de Paris qui sacrifient les biens et la vie de la population de cette ville à leur ambition personnelle. Nous l'avons vu, et d'autant plus que les gouvernements de Paris et de Tours ont peu ou même le droit des destinées de la France sous leur propre responsabilité et sans autre légitimation que celle que peut donner une prise de possession arbitraire et violente, et ce le refus constant d'écarter la voie de la justice.

Si le gouvernement britannique teste l'œuvre de débauchage ou gouvernement de la voie arbitraire et dangereuse qu'il suit et de le rendre accessible à des considérations qui prévalent la France des peuples arbitraires de sa déshumanisation sociale et politique et sa haine de capitale des destins d'un régime, nous ne pouvons que l'appeler avec reconnaissance.

Enfin, nous avons toujours à entendre que dans l'ensemble dans lequel le gouvernement parisien peut vouloir persister, les intentions bienveillantes du cabinet britannique ne sont pas complètes par lui, et qu'il voit dans l'intérêt d'humanité qui s'inspire cette intervention l'illusion d'un appel des puissances actives, et, par suite, un encouragement à une résistance prolongée, ce qui pourrait mener justement la contestation de ce qui est dans les intentions de lord Granville.

D'après la teneur de ces dépêches, lord Granville po-

réli d'indignement considérant qu'aucune des expériences que nous avons faites, nous ne pouvons prendre l'assurance de nouvelles négociations. Mais je prie Votre Excellence de lui donner l'assurance, en lui recommandant toute la bonté du présent office, que nous nous efforcerons volontiers toute proposition qui nous viendrait de la part de la France et qui tendrait à préparer le voie aux négociations de paix et que nous examinerons cette proposition avec le désir sincère de voir le paix se réaliser.

A Son Excellence le comte de Bernstorff, à Londres,

Signé : Bernstorff.

Voici le billet de M. Gambetta auquel il est fait allusion dans le document qui précède :

« Paris, le 8 octobre 1870.

« Je vous adresse M. Bonnet (Hippolyte) qui vous remettra le décret en matière de gouvernement relatif à l'ajournement des élections pour la Constituante. Je n'ai pu trouver de vous dire l'enthousiasme que le gouvernement éprouve votre résolution du 30 septembre. Les considérations les plus graves l'ont décidé à maintenir l'ajournement fixé par le décret du 23 septembre. Sans compter sur votre aide à leur suite et respectueusement à l'avance.

« Veuillez nous tenir au courant des affaires intérieures et extérieures, au point de vue militaire et politique.

« Le ministre de l'Intérieur,

« (L. S.) *Signé : Gambetta.* »

N° 10

LE COMTE DE ROYER AU COMTE ARMAND, A LONDRES

Yver, le 17 octobre 1878.

J'ai pu communiquer avec beaucoup d'intérêt de vos lettres relatives à la démarche que le gouvernement anglais vient de faire auprès des belligérés pour amener la négociation d'un armistice.

Au moment où j'en ai reçu la nouvelle, je venais d'être chargé de remettre V. E. de représenter à lord Granville l'opportunité d'un effort collectif en faveur du rétablissement de la paix. C'est avec une vive et double satisfaction que j'ai appris la détermination du cabinet de Londres. Le sentiment public de l'Europe se prononce vivement contre la prolongation d'une lutte qui ne fait qu'augmenter les souffrances endurées des deux peuples. En rendant l'organe de ce sentiment, les colliers n'ont pas à craindre qu'on les accuse de poursuivre des vues égoïstes ou égoïstes. Plus il s'agit en commun et mieux on pourra attribuer à cette intervention le nom d'une manifestation hostile à l'un des deux adversaires. On y verra au contraire la simple expression d'un vœu général, répondant à un besoin qui se fait profondément sentir dans presque toute l'Europe et surtout chez nous.

d'insister pour qu'on ne passe les apparences des fins de nos motifs.

Le caractère essentiel d'un peuple saxon est précisément en cela, à nos yeux, tout en lui dément du poids lui-même toute apparence de servir l'intérêt particulier de telle ou telle puissance. Je les ai donc trouvés tous la cause de la paix, tous pour et dans un langage analogue, leur attitude, empreinte de l'impartialité la plus parfaite, ne permettait jamais la Prusse ou chercher ses résistances et ne permettait pas à la France d'entretenir des discussions sur les secours qu'elle peut attendre du dehors. Ce double résultat, qu'il est important d'atteindre, si on veut travailler efficacement en faveur de la paix, ne pouvait beaucoup plus aisément par une nation concurre que par des démocrates sables qu'on peut facilement soupçonner de vouloir une intervention.

C'est en résumé ces autres d'elles que je persiste à regretter qu'il n'y ait pas plus d'ensemble dans les tentatives actuelles des puissances neutres. Je vois par un dernier commencement que lord Gouville attache encore le plus grand prix à éviter tout ce qui ressemblerait à une pression exercée sur la Prusse. Je me suis aussi de grand cœur aux efforts de l'Angleterre et je leur souhaite le meilleur succès. Mais je crois évidemment que leurs chances en seront accrues, si toutes les puissances neutres avaient d'abord adopté tout le même langage aux deux belligérents. Nous aurions toutes leur représentation avec l'assurance que les intérêts politiques de l'Europe entière non moins que ceux de l'humanité souffrent de la prolongation d'une lutte aussi cruelle et que les cabinets jugés le moment venu, ne se devraient offrir

leurs bons offices aux belligérants, afin de faciliter le rétablissement de la paix dont le besoin se fait sentir si impérieusement partout.

Nous sommes persuadés que l'opinion publique dans toute l'Europe serait appliquée à une pareille demande et se serait exprimée si hautement en sa faveur que sa voix aurait jeté un poids considérable dans la balance. Une question de cette nature n'aurait non eu de conséquences pour la France, ni d'inconvénient pour la France, elle aurait prouvé de la sorte une réponse des belligérants qui n'aurait pu se dispenser d'honorer leurs idées sur les bases essentielles de la paix, elle se serait trouvée ainsi en possession d'un point de départ pour des négociations ultérieures, et il n'eût été possible que fut impossible de rapprocher les divergences au moyen de conseils mutuels, d'un côté de part et d'autre.

Telle aurait été, selon nous, la meilleure marche à suivre. Nous ne nous résignons-à espérer qu'on parviendra à un résultat satisfaisant en se bornant à adresser l'impératif le plus heureusement formulé par le gouvernement anglais. Nous faisons des vœux ardents pour qu'il résume à l'avenir en termes unilatéraux de la guerre et nous fassions les plus sincères efforts dans ce sens.

Veuillez remettre lord Gaitthie en main nous des explications qu'il vous a demandées et l'assurance que nous apprécions hautement le service rendu en cette occasion par l'Angleterre à la cause de la paix. Nous la remercions d'avoir pu cette manière et nous l'en félicitons en elle fait rétablir les relations vers la ligne de neutralité que nous avons tracée plus haut.

Bien à vous,

(Signé) B. H. H.

LE COMTE DE CAUCHOYET À M. THIERS, CHANCE
D'APPRÊTER DE PRÈS, À L'ÉCRIVE.

Tours, le 26 octobre 1870

Monsieur,

Il a paru au gouvernement de la Défense nationale, dès le moment où il s'est trouvé en présence de la grande crise que nous traversons, qu'il y avait intérêt à être dans un même sentiment l'action de toutes les grandes puissances. La mission confiée à M. Thiers se rattache à cette pensée et a été la première tentative pour la faire aboutir. Mais, tandis que l'Angleterre se tenait dans une abstention absolue, la Russie se montrait dévouée de l'action isolée et nous conseillait de nous adresser directement à la France, ce fut par le résultat de la noble démarche de M. Jules Ferry sur cette matière d'agir devant avoir peu de succès en face de l'orgueil autrichien du roi de Prusse et de son premier ministre. L'Autriche-Hongrie s'efforçait, pendant ce temps, nous devons le reconnaître, de faire occuper l'action combinée, et elle agissait dans ce sens en tous les cabinets de l'Europe. Quant à l'Italie, elle restait dans le vague d'alliance sans résultat, insistait toutefois pour faire valoir les idées politiques. Nous n'avons eu qu'à nous louer de l'activité mise par la Turquie pour engager le cabinet de

London à sortir de son silence. Il en est de même de l'Allemagne.

Du moment où il nous eût permis que nous ne pouvions plus espérer d'aide pour la guerre, malgré toutes les réserves faites avant sur l'intérêt que sur la reconnaissance qui auraient dû porter plusieurs des Puissances à se joindre à nous, il était évident que nous devions obtenir une entente diplomatique de toute l'Europe pour redoubler les moyens d'arrêter l'avance de la France. Nous considérons, comme un premier pas fait dans cette voie, la proposition d'un armistice préliminaire, d'après et pour nos besoins, par le cabinet de Londres à la Prusse et à la France simultanément, et à laquelle nous venons d'ajouter leur appel l'Autriche, l'Italie et le Turquin.

D'après ce qui s'est souvent répété à M. l'ambassadeur d'Angleterre et ce qui s'est également dit à Vienne, l'Italie d'avis que les motifs devaient eux-mêmes demander un gouvernement prussien ses conditions d'armistice et de paix, les examinant, les résolvant à une autre fin, nous en aurons eu faire part. Cette marche n'a pas été également suivie, mais on peut la reprendre et ce serait, à mon sens, le seul moyen d'agir efficacement sur le gouvernement prussien.

Jusqu'ici, malheureusement, le Kaiser n'y pas accepté cette conclusion. Le prince Gortchakoff a bien chargé M. Giersoff de nous dire qu'il appuyait la démarche faite par M. l'ambassadeur d'Angleterre auprès de nous pour arriver à la conclusion d'un armistice, mais son gouvernement n'a pas adhéré, d'après ce que nous savons, à la proposition anglaise tendant à agir simultanément et de la même manière auprès du gouvernement prus-

des et de celui de la Défense nationale. Il y a une autre circonstance dans la façon de procéder du cabinet de Pétersbourg et de celui de Londres, et il semble qu'il y aurait intérêt à le leur exposer. Le cabinet de Vienne-Porte agit naturellement dans ce but ainsi que celui de Florence. Mais le moyen d'y parvenir plus sûrement ne serait-il pas que le Gouvernement anglais eût une liberté dans la voie précitée, et qu'il montrât lui-même à la France toutes les raisons qui s'offrent en faveur de la modération, tout en s'appuyant à restreindre dans l'esprit de R. de Bismarck des prétentions et des illusions qui sont aussi dangereuses pour l'avenir de la France que pour le repos de l'Europe? Si le cabinet de Londres, s'appuyant sur l'opinion publique tant en Angleterre que dans le reste du monde, et sur les raisons de toute nature que je vous ai souvent développées et qui ne peuvent laisser subsister aucun doute, déclarât d'une façon dont il devra lui-même appeler la forme, qu'il est contrainct à toute justice, à l'honneur et à l'intérêt de la France de demander des limites territoriales, il serait certain d'obtenir pour cette déclaration le concours de l'Europe entière, car nous ne pouvons douter que le kaiser allemand, qui désire seulement la fin des hostilités, ne se trouve conduit à y consentir. Ce jour-là le pôle sera proche et l'Angleterre sera rendue au grand service à rendre à l'humanité.

Après, etc.

(Signé) GUERMOND.

N° II

M. JULES FAYET AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DU GOVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE A L'ÉTRANGER.

Paris, le 15 octobre 1870.

Monsieur, je ne suis quand cette dépêche vous parviendra. Depuis trente jours Paris est assiégé, et sa dernière résolution de résister jusqu'à ce qu'il ait obtenu le secours peut prolonger quelque temps encore la situation actuelle qui le sépare du reste du monde. Néanmoins, je n'ai pas voulu retarder d'un jour la réponse que méritait le rapport rédigé par M. le comte de Bismarck sur l'ambassade de Ferrières; je constate d'abord qu'il souffre en trois points mais étroit, sur ce qui concerne un échange d'obstacles sur les conditions de la paix, que, sur tout M. de Bismarck, n'aurait pas dû débattre entre nous.

J'ai reconnu que sur ce sujet le chancelier de la Confédération du Nord n'avait apporté dès les premiers mots une sorte de fin de non-recevoir tirée de sa déclaration absolue : « que je ne consentirais aucunement de reconnaître »; mais mon interlocuteur ne peut avoir oublié que sur une question il s'explique catégoriquement, et maintenant, pour le cas où le principe de la cause sera totale ou partiellement, les conditions que j'ai énoncées dans mon rapport. Taken en par la France de Bismarck avec l'Allemagne, de Metz et d'une partie de la Lorraine.

Le charbonnier fait observer que ces conditions peuvent être aggravées par la continuation de la guerre. Il lui l'a, en effet, déclaré, et je le remercie de vouloir bien le me le faire lui-même. Il est bon que la France sache pourquoi ne l'indulgence de la Prusse ; elle ne s'arrête pas à la conquête de deux de nos provinces, elle pourrait facilement l'emporter systématiquement de notre indépendance. Après avoir soigneusement examiné et examiné par la bouche de son roi, qu'elle n'en voulait qu'à Napoléon et à ses soldats, elle s'acharne à dévaster le peuple français. Elle ravage son sol, lacaille ses villages, souille ses habitants de rixations, les fusille quand ils ne peuvent satisfaire à ses exigences, et met toutes les ressources de la science au service d'une guerre d'extermination.

La France n'a donc pas d'illusions à conserver. Il s'agit pour elle d'être ou de n'être pas. En lui proposant la paix au prix de trois départements qui lui sont sans aucune étroite affection, on lui offrait la déshonneur. Elle l'a repoussé. On prétend la punir par la mort. Voilà la situation très nette.

Taléman lui dit-on : il n'y a pas de honte à être vaincu, mais on refuse à subir les sacrifices imposés par la défaite. Vainement ajourne-t-on encore que la France peut reprendre les conquêtes violentes et injustes de Louis XIV. De telles objections sont sans portée, et l'on peut d'illusions d'avoir à y répondre.

La France ne cherche pas une simple réconciliation dans l'explication trop facile des causes qui ont entraîné son échec. Elle accepte ses malheurs et se les change par une non résignation. Le jour où il lui a été donné de reprendre la direction de son destinée, elle a légitimement

effet une réparation. Seulement cette réparation ne peut être une cession de territoire. Pourquoi? parce que c'était un enlèvement sans : parce que c'était une violation de la justice et du droit dont le caractère de la Confédération du Nord ne semble tenir aucun compte.

Il nous revient aux conquêtes de Louis XIV. Voulait-on revenir au statu quo qui lui a immédiatement précédé? Voulait-on réduire son royaume à la souveraineté d'une place sur la rive gauche du ruisseau de Pologne? Et, dans la transformation que l'Europe a subie, la France est devenue d'un état occupant une puissance mondiale, n'est-ce pas à la conquête qu'elle le doit? Mais avec les deux siècles qui ont suivis cette vaste recomposition s'est opérée un changement plus profond et d'un ordre plus élevé que celui qui déterminait jusqu'ici les mouvements de territoire. Le droit lui-même est sorti des régions abstraites de la philosophie. Il tend de plus en plus à prendre possession du monde, et c'est lui que la France seule peut guider quand elle essaye de nous arracher dans les révolutions révolutionnaires que les populations repoussent énergiquement en domination.

A cet égard, nous ne pouvons citer un docteur qui se soit appelé par le caractère de la Confédération du Nord : Strahlberg est le chef de notre école. C'est une œuvre proprement que la France élève, et cette propriété, elle l'applique à des révolutions françaises, dont elle suppose par ce fait la liberté morale et la dignité individuelle. Or, c'est précisément la respect de cette liberté, de cette dignité, qui intéresse la France de consentir à l'abolition qu'en lui demande. Elle peut aller

l'absence de la force, elle n'y ajournera pas l'abaissément de sa volonté.

J'ai eu le tort de ne pas faire sur ce point suffisamment comprendre ma pensée quand j'ai dit, ce que je médisais, que nous ne pouvons, sans dishonneur, céder l'Alsace et la Lorraine. J'ai exagéré par là, non l'acte impuissant et vain, mais la faiblesse d'un exemplaire qui donnerait la main à l'oppressant et consentirait aux impôts pour se racheter lui-même. M. le comte de Bismarck ne trouvera pas un Français digne de ce nom qui penât et agît autrement que moi.

Et c'est aussi pourquoi je ne puis reconnaître qu'une proposition d'armistice sérieusement acceptable nous ait été faite. Je disais avec raison qu'un tel pas honorable nous fut offert de suspendre les hostilités et de convoquer une assemblée. Mais, j'en appelle à tous les hommes impartiaux, le Gouvernement prussien a-t-il accédé au compromis qu'il nous était proposé ? L'armistice n'est-il été qu'une déception s'il n'a été rendu possible de libre volonté. Or, on ne lui donne qu'une durée effective de quarante-huit heures. Pendant le surplus de la période de quinze jours ou trois semaines, la Prusse se réserve la continuation des hostilités, ou tout le moins que l'assemblée ait délibéré sur la paix et la guerre pendant la période qui aurait dû être du sort de Paris. En plus, l'armistice ne s'étend pas à Metz. Il exclut le matériel et nous condamnait à continuer nos vaines prodiges que l'armée assiégée serait largement vengée par le pillage de nos provinces. Enfin l'Alsace et la Lorraine n'auraient pas cessé de dépendre, par la raison très-sensée invoquée qu'il s'agit de la paix sur leur sort : la Prusse, ne leur

arraisonnant par ce droit, nous demandent de leur en payer le salaire, avec lequel elle travaille.

Voilà les conditions que le chancelier de la Confédération du Nord ne craint pas d'appeler « *inacceptables*, » et nous venant à de ne pas voir l'occasion de convoquer une assemblée nationale, témoignant avec notre satisfaction de ne pas nous débarrasser des difficultés qui empêchent la conclusion d'une paix conforme au droit national, et de ne pas décourager l'opinion publique du peuple français. »

Eh bien, nous acceptons devant notre pays comme devant l'histoire la responsabilité de notre refus. Ne pas l'appuyer aux exigences de la France eût été à nos yeux une trahison. L'opinion qu'elle demande la fortune nous réserve. Mais ce que je vous profondément, c'est qu'il y avait à choisir entre la situation actuelle de la France et celle de la Prusse, d'est la première que j'ambitionnerais. D'une part nos souffrances, nos périls, nos sacrifices, que l'indignité et cruelle condition de notre ennemi, j'ai la ferme conviction que la France sera victorieuse. Fût-elle vaincue, elle resterait encore si grande dans son malheur qu'elle deviendrait un objet d'admiration et de sympathie pour le monde entier. Là est sa force véritable. Là son point d'appui, sa vengeance.

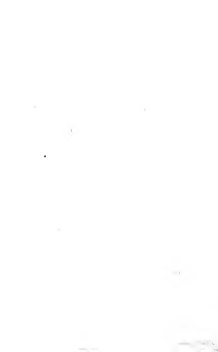
Les cabinets européens, qui se sont bornés à de stériles témoignages de cordialité, le reconnaîtront un jour; mais il sera trop tard. Au lieu d'inaugurer le doctrine de haute médiation, conseillée par la justice et l'intérêt, ils autorisent, par leur inertie, la continuation d'une lutte acharnée qui est un désastre pour tous, un outrage à la civilisation.

Cette règle de conduite ne sera pas bonne pour les peuples. Et qui sait? L'histoire nous enseigne que les civilisations humaines sont, par une loi mystérieuse, étroitement liées à d'innombrables malheurs. La France avait peut-être besoin d'une épouvante nouvelle; elle en aura une nouvelle, et ses glorieux braves d'un côté d'autant plus vil qu'il l'aura soutenue et préservée de défaillances au face d'un puissant et implacable ennemi.

Lorsque vous pourrez, Monsieur, vous inspirer de ces réflexions dans vos rapports avec le représentant du gouvernement près duquel vous êtes accrédité, la fortune sera personnellement au zéro. En regard cette grande population de Paris assaillie depuis un an, se révoltant, se calmant, et mille, j'attends avec un cœur ferme et constant l'issue de sa détresse.

Bonne nuit, etc.

[Signé] JEAN PARRÉ.



PIÈCES JUSTIFICATIVES

38

CHAPITRE TROISIÈME

- N° 1. Le comte de Granville à lord Lyons, à Paris
Foreign-Office, le 29 septembre 1870.
- N° 2. Le comte de Granville à lord Lyons.
Foreign-Office, le 13 septembre 1870.
- N° 3. Le comte de Granville à lord Lyons.
Foreign-Office, le 18 septembre 1870.
- N° 4. Le comte de Granville à lord Lyons.
Foreign-Office, le 27 septembre 1870.
- N° 5. Le comte de Brest au comte Apponyi, à
Londres.
Trianon, le 24 septembre 1870.

- N° 4. Le comte Chotack au comte de Bours.
Saint-Petersbourg, le 29 septembre 1878.
- N° 5. Le comte de Bours au comte Chotack.
Touma, le 30 septembre 1878.
- N° 6. Sir A. Buchanan au comte de Gaurille.
Saint-Petersbourg, le 17 octobre 1878.
- N° 7. Lord Lyons au comte de Gaurille.
Paris, le 27 octobre 1878.
- N° 8. Le comte de Bours au comte Chotack.
Touma, le 12 octobre 1878.
- N° 9. Manifeste du comte de Gaurille.
Frontiers de France (Belou), le 7 octobre 1878.

Porto (Maa, 12 septembre 1870)

M. Thiers est arrivé à Londres ce matin; je lui en donnerai rendez-vous à midi.

Il me dit que le droit des ministres était de conclure une paix honorable; dans ce but, malgré de graves inconvénients pour lui, il a, après avoir résisté, cédé à la pression non-seulement du gouvernement, mais de tous ses amis, conservateurs et libéraux, et surtout de se rendre d'abord dans ce pays, et ensuite à Saint-Petersbourg et Vienne. Il ne demande pas une intervention par la force, mais il fait appel à l'Angleterre pour qu'elle exerce son influence morale afin d'éclairer le pays.

Ce ne perdrait, dit-il, l'intérêt de ce pays d'acquiescer en position de grande puissance. Dans qu'il est une île, une puissance maritime, il lui parle de l'Europe. Dans d'autres temps il a montré quel intérêt il attache à l'équilibre des puissances.

Il a montré au monde combien de résolu, combien de morose il peut lasser au dedans. Il ne peut pas désirer voir la France, — son allié depuis quarante ans, qui a combattu à ses côtés en Colère, qui, dans des temps comme la situation des Indes, n'a été aucun avantage de ses difficultés, — la voir humiliée et affaiblie. Il n'est pas de l'histoire de l'Angleterre qu'une paix déshonorante vienne laisser la France faible et irritée, incapable de nous aider, nous prête à toute occasion de chercher à ramener son prestige perdu.

En l'Angleterre, après tout, veut seulement se mettre à la tête, toutes les puissances contre la France, et il sera impossible à la France de résister à la force morale d'une opinion publique se mobilisant sans en faveur de l'honneur et de l'équilibre des puissances européennes.

M. Thiers était très-fatigué, et, en conséquence, je ne lui exprimai que brièvement quelle avait été notre attitude. Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour conserver la paix. Nous avons dû au-delà de ce que nous avons le droit de faire, en pressant l'Espagne d'abandonner le candidat qu'elle avait pléinement le droit de choisir. Nous voulions à éviter la cause de la guerre, mais le gouvernement français ne fut pas satisfait, nous le vu de côté ne hâta de déclarer la guerre. Nous désirâmes en perfection (et il nous approuva) que notre intention était de maintenir une stricte neutralité, et de chercher à entretenir des relations amicales avec les deux pays. J'exposai à M. Thiers l'un après l'autre tous les motifs qui nous poussaient à ne pas offrir notre médiation, à moins que nous ayons des réserves de résolu qu'elle serait acceptable pour les deux parties, et qu'il

peut-être y avoir une base, sur laquelle les deux intelligences seraient disposés à négocier; mais que d'après tout ce que nous apprenons un pareil état de choses n'existe pas encore.

Dans la conversation nous revenons à parler du rattachement d'une démarche de M. Ferre au quartier général; je dis que je repulse la chose stûle, et M. Thiers pense que M. Ferre ne s'y relâchera pas.

Agriès, etc.

(Signe GASTRIER.)

(Une lach.)

N° 2.

LA COMTE DE BISMARCK A SON LIEUT.

Paris-Office, 24 septembre 1875.

Ce matin, à ma demande, M. Thiers vient me trouver. Il observe que pour rendre stûle le projet de M. Ferre d'aller au quartier général, il serait nécessaire qu'il reçût du gouvernement anglais un sérieux appui moral; que nous devions y insister par des motifs d'humanité et pour le maintien de l'équilibre européen. M. Thiers me répète les arguments qui, selon lui, doivent engager l'Angleterre à ne pas rester inactive.

Je réponds à M. Thiers que ces raisons n'étaient pas nouvelles pour moi, que les Allemands me les avaient toutes fait valoir, lorsqu'ils m'exposaient qu'il était contraire à

notre intérêt et à notre dignité de ne pas prendre part à leur fausseté, quand la France avait commencé une guerre injustifiable et agressive contre nous et en dépit de nos efforts incessants de paix, pour déceler la cause de la querelle.

M. Thiers réplique qu'au début de la guerre les Français pouvaient avoir quelque raison dans ce qu'ils faisaient, mais que maintenant tout est changé. Le gouvernement qui a voulu la guerre, n'étant plus, les personnes qui sont à la tête des affaires ont toujours demandé la paix, c'est donc le moment pour l'Angleterre de montrer qu'elle a le sentiment de sa longue alliance avec la France, et d'affirmer sa place dans les conseils de l'Europe.

Je dis que c'était à nous-mêmes de juger ce qu'il y a de mieux à faire pour nous; que si nous changeons de politique ce devrait être au point d'adopter une neutralité manquée, chose à laquelle nous n'offrons pas de prêts et que M. Thiers ne refuse pas, ou pour offrir soit une médiation soit des bons offices. Mais nos objections contre cette manière d'agir sont toujours les mêmes que celles que j'exposai hier. L'opinion que je reçois que la rue et le cercle de Bonaparte pourraient plus facilement accepter des conditions que l'armée et l'Allemagne ne considéreraient pas comme suffisantes, et les conclusions tirées toutes spontanément par la France et non sur l'avis d'un comité qui n'avait eu aucune part aux difficultés de la guerre.

Je ne puis donc, continue-je, accompagner le message, si le gouvernement français désire un Panopée, qu'en se déclarant explicitement la résolution que j'ai

égarée à faire ce qui offre à chaque partie le meilleur moyen de connaître les demandes de l'autre, et qui donne les meilleures chances d'arriver à une paix honorable.

M. Talon suggère la reconnaissance immédiate de la République par nous.

Je lui dis qu'il nous conviendrait mieux évidemment d'en agir ainsi, que je devrais être dans les relations les plus amicales avec le gouvernement, et que la meilleure preuve de l'existence de² bons rapports, c'est notre possible coopération.

Mais le gouvernement actuel n'a pas encore de nation légitime; il ne s'agit pas ici du même gouvernement que pour un sujet spécial; il a besoin de la sanction d'une assemblée constituante qui doit décider du futur gouvernement de la France.

J'ai ajouté que le gouvernement de la République demandait à la France de reconnaître le gouvernement de qu'il sera formellement reconnu par la nation, que jusqu'à là je croyais que de bonnes relations s'élèveront dans ce temps de crise pour tout ce qui est de la pratique des affaires.

Agreez, etc.

(Signé) CHARLES.

(Non-légit.)

N. 3.

DE COMTE ET D'ARVILLER À ADOLPHE BRUN

Forquès-Béles, le 14 septembre 1876.

Dans le courant de nos conversations avec M. Thiers, dont je vous ai rendu compte dans mes dépêches du 13 et du 14, je discutais avec lui la façon dont seraient reçues les propositions que M. Faure pourrait faire dans son entretien avec le comte de Bismarck, et elle a bien, je lui suggère qu'il était utile que M. Faure se souvint s'il ne devait pas plutôt négocier les conditions de la paix que celle d'un armistice.

L'un n'effraye pas dans les détails plus de difficulté que l'autre, et la proposition d'un armistice serait regardée par le gouvernement prussien comme un projet pour compromettre la position dont il est en ce moment en possession.

Je dis aussi que l'Allemagne argue de l'impossibilité de traiter avec le présent gouvernement dont l'existence n'a pas de sanction légale, et dont le caractère prussien ne lui permet pas de contracter en son nom de la Prusse des engagements qui fient.

Il est donc à regretter qu'un jour aussi éloigné que le 15 octobre ait été fixé pour la réunion de l'Assemblée constituante; et je demande à M. Thiers s'il ne serait pas possible d'en hâter la convocation.

Un détail du même genre, du-jc, est encore relatif

par l'Allemagne ; c'est le langage péroratoire de M. Ferre dans sa circulaire, qui exclut certains points, comme ne pouvant être admis dans aucun traité. Je n'exprimai mes opinions ni sur l'un ni sur l'autre point, mais je les présentai seulement comme des sujets que M. Ferre, s'il allait au quartier général, devait être préparé à traiter.

M. Thiers me remit de ma lettre au comte de Bernstorff, du 14, touchant les dispositions de M. Ferre de se rendre au quartier général prussien, pour conférer avec le comte de Bernstorff. Bernstorff s'exprima le regret que je n'eusse pas recommandé à l'ambassadeur prussien avec plus de chaleur l'objet de la visite de M. Ferre. Je lui expliquai que toute promesse de ce genre aurait été peu polémique et aurait tiré des détails au sujet du voyage de M. Ferre.

Dans la nouvelle conversation que j'ai eu aujourd'hui avec M. Thiers, il m'indiqua qu'il se proposait d'aller à Saint-Petersbourg par la voie de France, Turin et Venise. Par cette route, il pourrait recevoir des communications télégraphiques et être appelé si sa présence était requise et si ses services paraissent absolument nécessaires pour la conclusion de la paix.

Il a anticipé, dit-il, une partie de son âge à son tour en couronnant des travaux pour la France ; je répliquai qu'il était très honorable pour lui, après sa longue vie publique, d'entreprendre à son âge une tâche où il était à craindre qu'il pourrait être utile à son pays.

M. Thiers revint à l'appelle manifestée par notre pays. Il insista sur les difficultés qu'elle portait à notre égard, sur le danger de l'immense prépondérance de l'Allemagne

pour l'Angleterre et pour toute l'Europe, et plus spécialement pour l'Autriche, qui devrait peser ses propres demandes, car il n'y aurait plus rien qu'une Allemagne avec une population de 40 millions ne pût entreprendre, agissant comme une machine et dirigée par le comte de Bismarck.

Je répondis à M. Thiers que je ne voulais pas discuter davantage ce sujet avec lui, que ses arguments allaient plus loin que ses demandes, puisqu'ils étaient en faveur d'une intervention armée. Or, quant à ce dernier point, il ne pouvait y avoir de doute sur l'opinion publique dans notre pays. Mais, dis-je, je ne pense pas que M. Thiers devait être mécontent du résultat de sa visite en Angleterre. Il ne pourrait guère espérer même avec toute son habileté, de changer l'attitude d'une politique que le gouvernement de la Majesté a adoptée délibérément et a exposée devant le Parlement. Mais son second but, qui était de prouver la nécessité pour le moment de la présente forme de gouvernement en France, et de faire connaître les mérites de M. Ferry, du général Trochu et autres chefs, a eu beaucoup d'effet sur moi et les autres personnes avec lesquelles j'ai conversé.

Vous savez, dis-je, durant son séjour en Angleterre, arrangé la possibilité d'une entrevue avec M. Ferry et le comte de Bismarck, qui, si elle a lieu, ne peut guère manquer d'être utile.

En partant, M. Thiers fit une remarque, qui vint d'un homme d'état trop éminent pour que le fils de celui qu'elle concernait ne soit tenté de la rappeler. Il fit allusion au temps où il traitait d'affaires avec nous plus, alors ambassadeur à Paris.

Il avait, d'ici, été élevé à l'école de Talleyrand, mais il avait toujours considéré lord Greyville comme le type idéal du diplomate, — un anglais fier, capable, modéré, plein de droiture et honnête, mais fier réellement, comme il l'avait trouvé quand il eut une fois un moment de venalité avec lui.

Agénor,

[Signé] Greyville.

(Hors-texte.)

N° 4

LE COMTE DE GREYVILLE À LORD GREY

Foreign-Office, 17 septembre 1870

Monsi^r,

J'ai eu une nouvelle conversation avec M. Thiers à sa demande. Après des aperçus philosophiques, historiques et élogiques, il aborde le sujet de ma position devant la chambre des communes d'Angleterre, jalouse de l'honneur du pays, et il me demande sous diverses formes si, dans le cas où la France prendrait l'initiative d'adhérer à l'Allemagne des rencontres amicales en faveur de la France, le gouvernement britannique, ne se plairait pas d'être ainsi en arrière.

Je lui dis que nous méritons la politique que la chambre des communes veut approuver par des votes de confiance et des actes législatifs que je lui avais déjà exposé ce que c'était que cette politique, que je ne voulais donner au-

cette espèce de respect pour des cas politiques; que je réserve une entière liberté d'action pour l'avenir malgré l'incertitude de lui dire, que disaient comme je le vois d'après le concert avec les puissances alliées, je n'étais pas jaloux et l'usage d'elles voulait entreprendre une action qui pourrait nuire au paix, que cependant, d'un autre côté, pour chaque pas dans cette voie, je considérais ce que l'Angleterre avait à faire sans tenir compte de l'initiative prise par l'autre.

Je ne puis dire si M. Thiers, en faisant cette question, était instruit de l'insurrection communiquee par l'empereur du Brésil au général Florio, et rapportée par sir Buchanan dans un télégramme du 9 septembre, dont une copie a été incluse dans ma dépêche...

Agreez, etc.

(Signé) GUARILLA.
(Rio-De-J.)

N° 2.

UN COMTE DE BREIT AU COMTE ALEXANDRE, A LONDRES

Paris, le 24 septembre 1870.

En se rendant à Saint-Petersbourg, M. Thiers ne s'est arrêté qu'un jour à Paris, où il ne réserve de notes plus longtemps à son retour. Je n'ai donc pu avoir qu'un seul entretien avec cet homme d'Etat, au sujet de la situation qui lui a été soumise par le gouvernement actuel de la France.

M. Thiers, après m'avoir donné, tout sur l'origine et sur le marche de la guerre que sur l'état actuel de la France, des aperçus assez intéressants pour le fond qu'à l'heure pour la forme, n'est pas arrivé dans ces entretiens à des conclusions bien précises. Il n'est guère sorti des généralités, et en dehors du dire bien naturel de provoquer une action des autres lieutenants pour la France, il ne m'a point paru poursuivre un but bien déterminé. Je dois cependant reconnaître qu'il ne semble point se faire illusion sur la situation, son langage ne porte pas l'empreinte du découragement, mais il indique une juste appréciation des événements et admet la nécessité de se remettre à des martires considérables pour obtenir la paix.

Quand aux demandes spéciales qu'il avait à adresser au gouvernement anglais et russe, elles se bornaient à peu près aux points suivants. D'abord qu'on prêt le gouvernement actuel de la France au serment et qu'on l'accablât avec confiance; ensuite qu'on se joignît aux tentatives de médiation qui seraient faites par d'autres puissances et particulièrement par la Russie.

La forme républicaine était la seule, me dit M. Thiers, qui pût être adoptée aujourd'hui en France. C'était l'unique manière de rallier tous les partis autour du drapeau de la défense nationale et aucun autre gouvernement ne pourrait s'établir. Il me parla avec éloges des hommes placés à la tête du pouvoir. Ils étaient honnêtes, modérés dans leurs opinions et ne pensaient qu'à sauver le pays. Les cabinets ne devaient donc opposer aucun obstacle et ne pas se laisser aller par le mot de République. Il fallait prendre le gouvernement actuel en

strictes et le considérer comme le meilleur et la plus exacte représentation des intérêts de la France.

En ce qui concernait les tentatives de médiation, M. Thiers espérait de bons résultats de son voyage en Russie. Selon lui, le cabinet de Saint-Petersbourg était sans conteste le plus en mesure de se faire entendre à Berlin, et de plaider en faveur du rétablissement d'une paix basée sur des conditions acceptables. Il croyait que les intérêts de l'humanité, aussi bien que ceux de la politique, exigeaient la mise de Russie à l'interposition ses bons offices, et il désirait seulement que l'Autriche approuvât les démarches directes de la France.

Je me suis empressé d'assurer M. Thiers, qu'en ce qui nous regardait, ses désirs étaient accompagnés d'assurance. Nous n'avions aucun préjugé hostile contre une forme de gouvernement quelconque en France. Dès le premier moment, nous étions entrés en relation avec le nouveau gouvernement, et nous ne demandions pas mieux que de continuer à entretenir avec lui de bons rapports. Nos sympathies pour la France, aussi bien que les intérêts qui nous touchaient à ce pays, étaient indépendantes de la forme de son gouvernement, et nous étions prêts à réserver notre confiance aux hommes qui seraient acceptés dans de si pénibles circonstances le fardeau du pouvoir.

Les idées de M. Thiers au sujet d'une médiation nous toutes répondaient tout à fait aux nôtres. Nous avions déjà suggéré, aussi bien à Londres qu'à Saint-Petersbourg, l'apparition d'une médiation collective, et nous avions toujours été d'avis que l'initiative devait partir de Saint-Petersbourg. Nous ne pourrions donc voir qu'avec une entière satisfaction le succès de la mission de

M. Thiers, et en nous transmetti les papiers de papiers à nous
joindre aux choses qui nous ont traités par la Russie, afin
de mettre un terme aux relations de la guerre.

Tel est à peu près le résumé de l'entretien que j'ai eu
avec l'illustre homme d'État français.

J'attends Votre Excellence à l'issue de ses démarches aux
dessein confidentiel qu'elle jugera opportun.

Russos, etc.,

(Signé) Duvet

LE COMTE CHATEL ET LE COMTE DE BENT

Saint-Petersbourg, le 22 septembre 1872

Le général Fleury m'a raconté qu'on lui a communiqué
qu'on s'en partira d'un une demande au quartier ge-
néral prussien pour savoir si on y est disposé à lui re-
soudre, dans le cas où l'on se proposerait un. Tous
l'affirmative, on admettrait que les autres prussiens
viennent reconnaître l'existence aux le. Rapprochant.

Les représentants d'Angleterre et d'Italie ont aussi
la même chose à leur sujet.

(Signé) Chatelet

N^o 7

DE PARIS AU COMTE DE CAMILLE BISMARCK

Paris, le 10 septembre 1878

Notre agresseur a toujours dit que c'était affaire à la
France de pousser l'offensive; c'est donc avec un vil in-
térêt que nous attendons les résultats de sa démarche.

(Signé) Bismarck.

N^o 8

DE L. BISMARCK AU COMTE DE CAMILLE BISMARCK

Saint-Petersbourg, le 13 octobre 1878

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de voir le prince Gortchakoff et je lui ai
donné l'assurance que nous nous occupons maintenant la substance
du télégramme d'Ulrich de Vienne-Ségrement.

Vous l'avez dit, me dit quelque temps à Paris, dont
elle est maintenant tout aux comptes dans la dispute
du comte de Bismarck, elle ne veut pas qu'elle paraisse
être malade, mais par les événements de la guerre,

or, rien n'a eu lieu qui pût contrarier l'idée que le congrès vient à en être changé.

Une assemblée, donc, réunie par une puissance neutre, sans l'intention de la soutenir par les armes, ne serait pas prise en considération et n'aurait aucune influence sur les opérations militaires contre Paris. Le prince, par conséquent, ne voit aucun avantage à ce que l'Angleterre et la Russie se concertent confidentiellement sur ce qui pourraient être des termes raisonnables de paix.

Il donna à entendre que le gouvernement de St. James s'était lui-même jusqu'à déclaré sans favorable à l'effort d'un union de médiation de concert avec la Russie et les autres puissances, sans l'intention des belligérants, et il ne voit pas de nouvelles circonstances qui soient pu modifier ces vues. Il dit que la Russie a agi seule dans un certain degré, sans invitation des belligérants, et a été plus loin que les autres puissances, l'Empereur, dans sa correspondance privée avec le roi de France, a exprimé l'espoir qu'une mission de médiateur français ne serait exigée; mais le roi a répondu qu'il devait se garder sur l'opinion de ses alliés et de l'Allemagne, et qu'il ne pouvait donc s'engager à leur être soumis de se prévaloir par de nouvelles tentatives.

L'intervall qui s'est vu venant changeant n'est eu lieu dans les débuts de la guerre, les chefs précédents, avec la sagacité qui les distingue, devaient s'être aperçus que les difficultés pour un arrangement satisfaisant avaient augmenté dans les dernières années, et dès lors qu'un appel des puissances neutres pourrait être aujourd'hui tenté plus favorablement peut-être au quar-

sur général prussien qu'il ne l'aurait-il y a un motif.

Son Excellence ne peut pas partager cette opinion et dit que si le gouvernement de Sa Majesté peut imaginer des termes de paix, dont l'acceptation soit à prévoir de la part des deux belligérants, il devrait plutôt les soumettre de sa propre part au quartier général prussien, ou, s'il le juge plus avantageux, demander le conseil des autres puissances amies ; mais Elle considère que l'action séparée de ces derniers est préférable, parce que des négociations en commun seraient au contraire plus onéreuses pour eux.

Je parle ainsi de l'influence morale sur le roi de Prusse que l'on pourrait espérer d'un appel venant des puissances amies. Son Excellence répondit qu'Elle ne doutait pas qu'un pareil appel ne reçoit une réponse satisfaisante et polie, mais qu'il restait néanmoins sans aucun effet pratique. Elle croit aussi qu'il n'y est inutile à recommander la modération au gouvernement français ; Elle vient justement d'apprendre de Berlin que les termes d'armistice proposés au quartier général prussien par le général Bernante, qui les regarde comme raisonnables, ont été rejétés par le Roi.

Cela, dit Son Excellence, est très-regrettable ; car un armistice et la convocation d'une Assemblée constituante seroit, dans son opinion, la première mesure pour arriver à la paix ; les ministres français, qui se sont constitués eux-mêmes, ne voudront pas accepter les conditions sur lesquelles la Prusse insistera.

Nous termines ce résumé par une offre de Son Excellence de continuer avec empressement à l'Empereur, et de

me donner demain matin une réponse, si je veux me présenter chez Elle.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) Antoine Reiman.

N° 9

LETS LAÏCS AU CÔTÉ DE CHANTIER

Tout, le 27 octobre 1879

Monsieur,

M. Thiers m'a parlé ce matin de ses communications avec l'empereur de Russie et les ministres de Sa Majesté pendant sa courte visite à Saint-Petersbourg.

Le bruit a couru, me dit-il, qu'il était arrivé à quelques ententes, et qu'il était entré dans quelque engagement avec le tsarisme sujet de la politique future de la France. Rien de pareil s'en est tenu. Il n'y a eu ni entente ni engagement. Si l'empereur de Russie lui a fait offrir de marcher avec 200,000 hommes contre la France, M. Thiers aurait été tenté de faire quelques concessions en retour. Cependant il ne doute pas que, jusqu'à un certain point, le gouvernement russe n'ait témoigné plus de sympathie à la France que les autres puissances.

Les hommes d'État de Saint-Petersbourg ont paru desirer qu'il fut bien compris que la Russie, contre laquelle la France a combattu en Crimée, combattait encore

elle, en milieu des difficultés actuelles, des dépenses plus considérables que l'Angleterre, alors son allié naturel. Il a été jugé qu'il convenait à M. Thiers qu'il se soit porté à désirer à la France que certaines conditions de paix ne soient pas regardées comme satisfaites par la Russie, et ne soient pas passées en nonchance.

M. Thiers croit que cette assurance a reçu son effet par une lettre du comte de Schellheim, mais rien n'a été dit en fait qui puisse créer une obligation ou une tentative au sujet de la politique future de la France, même dans le cas où la Russie ferait à la France une proposition que la France accepterait.

L'Empereur de Russie a d'ailleurs marqué de son bon vouloir en permettant d'obltenir à M. Thiers un appartement pour Paris et de lui prêter le quartier général prussien. Un témoignage encore plus appréciable des bonnes intentions de Sa Majesté a été, M. Thiers le pense, le prompt et cordial appui qu'il a donné à la proposition anglaise en faveur d'un armistice et de la convocation d'une Assemblée nationale. Sa Majesté a toujours manifesté à M. Thiers que la Russie pouvait agir pour son propre compte et indépendamment des autres gouvernements voisins. Maintenant, néanmoins, en adhérant officiellement et immédiatement à la proposition de l'Angleterre, le czar, dans l'opinion de M. Thiers, établit pour l'avenir comme dans le présent une communauté d'intérêt entre les grandes puissances centrales.

(Signé) LEROY

(Sans But.)

N. 10

LE CERCLE DE BRUTAS CONTÉ EN CERCLE.

Y a eu, le 17 octobre 1858

Fut un plusieurs entretiens avec M. Thiers à son retour de Russie. Je lui trouve un peu découragé par les impressions qu'il a recueillies à Saint-Petersbourg. Il dit, toutefois, avoir confiance dans les sentiments de bienveillance que l'empereur Alexandre lui a témoignés personnellement à l'égard de la France, mais il ne lui cache pas l'étendue des hostilités que son pays peut attirer d'une intervention hostile de la Russie, et il insiste vivement sur l'urgence d'une action collective des neutres.

Je lui dis que je partageais pleinement son opinion sur ce point, sans me dissimuler le peu de chance qu'elle avait de prévaloir. L'attitude de la Russie et celle du Gouvernement britannique, qui s'en différe guère, laissent peu d'espoir à cet égard. Si je suis persuadé par moi-même à penser la cause de l'action collective, c'est qu'il me paraît les avantages en sont évidents.

En effet, dans les circonstances actuelles, un langage identique des puissances dans un acte politique peut avoir même une d'efficacité pour pour sur les dispositions des États allemands. C'est, en outre, selon nous, le meilleur moyen d'obtenir le résultat si désiré.

ment défendable pour les Russes de demeurer en contact avec le courant de l'opinion européenne. Il est clair que les tendances favorables à la paix gagnent généralement du terrain, ne fût-ce que par une suite naturelle des désastres de la guerre dont on commence à ressentir, dans tous les pays, du plus ou moins, la pesante contre-coup. Or, le sentiment public se refuse généralement à croire au succès de tentatives isolées. Tout particulier ou tel gouvernement, si l'on n'accorde avec une effrayante effusion qu'à une action commune de l'Europe entière.

En passant l'ordre pour venir à M. de Nesselrode, je lui ai fait remarquer qu'une modification sensible semblait s'être opérée, au dernier lieu, dans les vues de son cabinet. Lors de votre dernier voyage à Vienne, Votre Excellence se le rappelle, la Cour de Saint-Petersbourg avait consacré instantanément la plus grande réserve sur la terre militaire, se fondant tout particulièrement sur ce que leur mouvement que nous pourrions admettre, compromettrait la réussite d'une intervention possible de l'Europe. Le fait est que l'on s'aperçoit dans tout des symptômes d'intervention, et surtout je ne suis plus d'Europe. Lorsque je fis cette observation à l'empereur de Russie, il chercha à la combattre en alléguant que, depuis l'époque du voyage de Votre Excellence, les événements s'étaient passés avec une rapidité que personne n'aurait pu prévoir. Alors, dit-il, il y avait deux combattants en présence entre lesquels une intervention était possible; peu après, la catastrophe de Sedan est venue éliminer l'un des deux belligérès, et le résultat de la guerre est immédiatement devenu l'ex-équo à M. de

Nous ne pourrions nous rallier à cette appellation. Quelques privilégiés qu'aient été les succès remportés par les armes de la France et celles de ses alliés, il y a toujours une France vis-à-vis de l'Allemagne. Sans doute, il est peu probable que les Français parviennent à mettre en campagne des forces capables de tenir tête aux armées allemandes, mais tant que celles-ci ne seront pas parvenues à réduire deux places de premier ordre, comme Paris et Metz, l'on ne saurait dire que la guerre a cessé. Il reste deux parties contendantes, entre lesquelles l'armée médiatrice et modératrice de l'Europe a toute hâte de s'interposer.

Je résume ce que j'ai dit dans une de mes dépêches au comte Apponyi : on n'est pas seulement à régler les exigences du vainqueur qui devraient régler les efforts combinés des Prussiens ; c'est encore à adoucir l'amerume des sentiments qui doivent accabler le vaincu et à faciliter à un peuple si cruellement éprouvé et si débilité sur le point d'écarter les résolutions qui lui imposent le sacrifice. Je suis confirmé dans cette opinion par ce que m'a écrit récemment le prince de Metternich qui pense que les conditions qu'on dicte à la France, si dures qu'elles peuvent être, seraient bien plus facilement acceptées, si elles lui étaient recommandées par la voix amicale des puissances impartialles, qui se sont avant tout placées à côté de la loi du vainqueur. Un télégramme, que j'ai reçu ces jours-ci de Tours, vient également à l'appui de cette manière de voir.

Les avantages d'une action collective de l'Europe contre une puissance dont l'orgueil est en proie à la fièvre, et dont le pouvoir est en proie à la décadence, ne me laissent pas de les faire remarquer.

Votre Excellence est autorisée à donner lecture de
présenté déposé à M. le prince de Galles, l'ins-
trument avec le plus grand intérêt les réflexions qu'elle
suggère à un homme d'état dont les lumières sont si
universellement et si justement appréciées.

Recevez, etc., etc.

(Signé) Durr.

N° 11

EXTRAIT DE LA LETTRE DE M. DARR

Président de France (Paris), 5 oct. 1855

Président,

Vous êtes de nos jours maître de vos destins.

Pour la quatrième fois, depuis moins d'un demi-
siècle, vos institutions politiques se sont renouvelées, et
vous comme l'élite des plus digneurs de l'époque.

La France doit-elle voir le terme de ses agitations ré-
elles, source de tout de malheur ? C'est à vous de ré-
pondre.

Devant de longues années d'un état d'incertitude, j'ai à peu
près en ce jour que nous nous fait une chose de dis-
cussion et de trouble, mais aujourd'hui qu'il peut être un
gauge de confiance et de sécurité, je n'hésite pas à dire
à mon pays que je suis prêt à me dévouer tout entier à
son bonheur.

C'est la France se reconstruit, se, édifiée par les loyers de

L'expérience, l'âge de tant d'années instructives, elle m'aussi
je rentre dans les voies que la Providence lui a tracées.

Chef de cette maison de Bourbon qui, avec l'aide de
Dieu et de vos pères, a constamment la France dans sa puis-
sante main, je devais ressentir, plus profondément que
tout autre, l'absence de nos députés, et, mieux qu'à
tout autre, il m'appartenait de les réjoindre.

Que le drapeau de la patrie soit le signal du réveil et des
noblesse. L'étranger sera repoussé, l'intégrité de notre
territoire assurée, et nous nous mettrons en mesure tous
nos efforts, tous nos dévouements et tous nos sacrifices.

Ne l'oubliez pas, c'est par le retour à nos traditions de
foi et d'honneur, que le grand nation, un moment affai-
blie, recouvrera sa primauté et sa gloire.

Je vous le disais naguère : gouverner ne consiste pas
à flatter les passions des peuples, mais à s'appuyer sur
leur vertu.

Ne vous laissez plus entraîner par de faibles illusions.
Les institutions républicaines, qui peuvent correspondre
aux aspirations nouvelles, ne peuvent jamais naître
sur notre vieux sol monarchique.

Finalement des besoins de mon temps, toute mon reli-
gion est de fonder, avec vous, un gouvernement vrai-
ment national, ayant le droit pour base, l'efficacité pour
moyen, la grandeur morale pour but.

Éloignez jusqu'en arrière de nos discussions passées,
et fixez-vous sur le développement du véritable progrès et de
la vraie liberté.

François, qu'en soit en l'échappé de votre cœur :
Tout pour la France et avec la France.

HENRI.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

10

CHAPITRE QUATRIÈME

- N° 1. Rapport du comte de Bismarck au roi sur la capitulation de Sedan.

Berlin, le 3 septembre 1870.

- N° 2. Communication adressée par le quartier général prussien au journal *l'Independant Républicain*.

41 septembre 1870.

- N° 3. Télégramme du comte de Bismarck à l'Agence Reuter à Londres.

Yverdon, le 3 octobre 1870.

- N° 4. L'Impératrice Eugénie à l'Empereur d'Autriche.

Bruxelles (Belg) septembre 1870.

- N° 5. Le comte de Gramont à lord Lyons.

Paris-Odessa, le 12 octobre 1870.

- N° 6. Ordre du maréchal Dumas autorisant le général Bonchard à se rendre auprès de l'impératrice-Régente.

Nata, le 45 septembre 1870.

- N° 7. Le comte de Gramont à lord Lyons.

Foreign-Office, le 25 octobre 1870.

- N° 8. Le comte de Chambord à M. Tiers, chargé d'affaires de France à Londres.

Tours, le 18 octobre 1870.

- N° 9. Le comte de Chambord à M. Tiers.

Tours, le 20 octobre 1870.

- N° 10. Communication officielle faite verbalement aux officiers de l'armée de Nata par leur chef.

Nata, le 15 octobre 1870.

- N° 11. Extrait du rapport sommaire du maréchal Dumas sur les opérations de l'armée de Flers concernant les négociations engagées par l'intermédiaire du général Boyer.

San-Denis-Martin, le 7 octobre 1870.

- N° 12. Lettre du roi de Prusse au prince Royal pour lui annoncer sa nomination de général feld-maréchal.

Berlin, le 10 octobre 1870.

- N° 13. Production de la délégation de Tours.

Tours, le 10 octobre 1870.

RAPPORT DU COMTE DE SIBIRAK DE SON VOYAGE
A L'ÉVALUATION DE LA GUERRE.

« Boudhary, le 3 septembre 1879.

« Lorsque, sur l'ordre de Votre Majesté, je me suis
rendu ici pour prendre part aux négociations de la ca-
pitulation, celles-ci furent interrompues jusqu'à une
heure du matin, parce que le général de Wimpfen de-
manda le temps nécessaire pour réfléchir. Le général de
Moltke avait déclaré qu'on ne pouvait accorder d'autre
condition que celle de mettre bas les armes, et que le
bombardement recommencerait à neuf heures du matin
si la capitulation n'était pas intervenue dans l'inter-
valle.

« Ce matin, à dix heures, on m'annonça le général
Heille, lequel me déclara que l'empereur désirait ma-
voir et se trouvait déjà sur la route de Sedan. Le général
vint immédiatement sur ses pas pour remettre à S. M.
que je le servais, et je remis tout de suite l'empereur à

en chemin, entre cette ville et Berlin, près de Potsdam.

« S. M. était en voiture découverte avec trois ou quatre généraux. Trois ou tous étaient à cheval. Je connaissais personnellement MM. les généraux Castellana, Reille, de La Motte, qui paraissent blessés au pied, et Vialart, assés à la voiture, je descendais de cheval, je me rendis près de l'empereur, et je demandai les ordres de S. M.

« L'empereur exprima le désir de voir Votre Majesté, croyant, se me semble, qu'elle se trouvait à Bouchery. Je répondis que le quartier général de Votre Majesté était en ce moment à trois milles de là, à Tondern. Il me demanda si Votre Majesté avait délégué un ambassadeur ou un sous-secrétaire avant son départ. Je lui répondis que j'étais arrivé dans l'après-midi que les ambassadeurs étaient inconnus, je lui offris la maison que j'habitais à Bouchery, et que j'offrais d'envoyer immédiatement. L'empereur y consentit et partit en pos pour Bouchery, mais, d'abord à une certaine distance du pont jeté sur le fleuve, qui conduit à la ville, près d'une maison d'arbres, il me demanda s'il pouvait demander de lui voir la maison par M. le conseiller de légation de Bismarck-Böhlke, qui résidait avec dans l'intervalle. Il rapporta que la maison était très-étroite, très-incommode, mais qu'elle ne contenait pas de fleuve. L'empereur descendit et m'écrivit à entrer avec lui.

« Là, j'eus avec l'empereur, dont une chambre par nous d'une table et de deux chaises, une entrevue qui dura près d'une heure.

« S. M. exprima à plusieurs reprises le vœu d'être libre pour l'avenir des conditions favorables de capitulation.

Mais je refuse, dans la maison, de parler de capitulations avant que cette affaire, exclusivement militaire, n'ait été réglée entre M^r. de Moltke et de Wimpffen.

« Par contre, je demande à l'Empereur s'il était en mesure de traiter des conditions de paix. L'Empereur déclare que, étant personnel, il ne pouvait le faire.

« Je lui demande alors qui représentait en ce moment la France. Il s'en réfère au gouvernement actuellement à Paris. Je reconnais la vérité de ce point, qui n'était pas très-clairement indiqué dans la lettre de l'Empereur à Votre Majesté, et je tombe d'accord qu'en ce moment il ne pourrait être question que de négociations militaires. Je m'appuyais sur cette raison pour déclarer que la capitulation de Sedan devait avant toutes choses constituer une garantie matérielle des résultats ultérieurs.

« Moltke, hier soir, j'en ai retenu, avec le général de Moltke, la question avec toutes machines pour rechercher s'il pouvait être possible, sans autre aux intérêts militaires de l'Allemagne, de ménager les sentiments d'attachement d'une armée qui s'était bien battue et d'accorder de meilleures conditions que celles posées d'abord. Mais, après un examen approfondi, nous dûmes résoudre négativement la question. Lorsque le général de Moltke, qui était sorti autre temps de la ville, se rendit auprès de Votre Majesté pour lui soumettre les demandes de l'Empereur, ce n'était pas, comme Votre Majesté le voit, dans l'intention de les appuyer.

« L'Empereur sortit de la maison et s'arrêta à m'adresser à côté de lui, près de la porte de la maison. Il me demanda alors si l'on ne pourrait faire passer l'armée française en Belgique pour l'y faire désarmer et internier.

La ville déjà nous eût consenti au général de Mokko de cette éventualité, et, en raison des motifs politiques, je ne consentis pas. Je ne pris, de mon côté, aucune initiative pour agiter la question politique. L'Empereur, de son côté, ne fit que déplacer la guerre. Il déclara en son avoir voulu personnellement, mais y avoir été contraint par l'opinion politique en France.

« Après des informations prises dans la ville, et surtout après des renseignements fournis par les officiers de l'état-major, se sont informés, entre autres et des hommes, que le château de Belle-Éto, près de Frenson, était tout-à-propos à recevoir l'Empereur et n'était pas occupé par les Mandchoux. Instruits l'Empereur de cette circonstance, lui disant que je proposais à Votre Majesté de choisir ce château comme lieu de résidence. Je suppliai, du reste, que l'Empereur avait besoin de repos. L'Empereur y consentit à condition, et je conclus : S. M., qui était précédée par une escorte d'honneur de cuirassiers de la garde du corps de Votre Majesté.

« Les équipages de l'Empereur, qu'on avait cru par-quelqu'un ne pouvoir sortir en sécurité de la ville, étaient arrivés dans l'intervalle. Le général de Wangfou était aussi également. Les négociations, interrompues hier, avaient été reprises avec lui, en l'absence du général de Mokko, par le général von Podbielski, en présence du lieutenant von Hardy et du chef d'état-major du général de Wangfou, ces deux affaires réglées le lendemain. Je n'ai participé à l'entrevue qu'en indiquant la situation politique et juridique constatée par l'Empereur lui-même. Je fis, au même temps, informer par le chef d'escadron comte de Bontag, de la part du général de

Molke, que Votre Majesté ne voulait voir l'Empereur qu'après la conclusion de la capitulation.

« Cette communication eut sur nos officiers français l'espérance qu'il leur serait possible d'obtenir autre chose que la capitulation. Je me suis ensuite à cheval pour aller instruire Votre Majesté de l'état de la situation, représentant notamment Votre Majesté par le Chevalier, mais je trouvai en chemin le général de Molke, porteur du texte de la capitulation que Votre Majesté avait approuvée, et dès que ce texte fut été communiqué à nos autres officiers français, il fut approuvé par eux sans résistance.

« L'attitude du général de Wimpfen était très-digne, comme celle des généraux français, le seul préjudice. Ce brave officier ne put s'empêcher de s'exprimer la profonde douleur qu'il éprouvait, vingt-quatre heures après son arrivée d'Afrique et une demi-journée après qu'il eût pris le commandement, de devoir mettre sa signature sur une capitulation si pénible pour les armes françaises. Toutefois, le manque de nourriture et de munitions, l'impossibilité absolue de prolonger la défense imposaient au général le devoir de faire taire ses sentiments personnels, parce que l'illusion de sang ne pouvait plus rien changer à l'état des choses.

« Notre commandement donné à la mise en liberté sur parole des officiers fut accueilli avec une vive reconnaissance, comme étant l'expression des sentiments que Votre Majesté ressentait pour une armée qui s'était vaillamment battue, alors que Votre Majesté ne pouvait s'écarter de la ligne de conduite nécessairement indiquée par nos intérêts politiques et militaires. Le général de

Wiegman a copié cette reconnaissance dans une lettre adressée par lui au général de Moles, et dans laquelle il le remercia des égards avec lesquels la négociation a été conduite par les Allemands.

(Signé) De Broucké.

N° 2

Le 14 septembre 1800, *L'Indépendant Français* recevait du quartier général allemand, établi à Bienne, le communiqué suivant, qu'il publia au tête de ses colonnes :

« Les journaux qui paraissent à Bienne ont reproduit la proclamation de la République et les décrets qui émanent du nouveau pouvoir installé à Paris.

« La ville étant occupée par les troupes allemandes, l'attitude des feuilles publiques pourrait faire penser qu'elles expriment une opinion inspirée ou autorisée par les gouvernements allemands. Cela n'est nullement le cas.

« En leur accordant l'autorisation de publier leurs opinions, les gouvernements allemands ne font que respecter la liberté de la presse-tant au de la respectent chez eux. Mais ils n'ont pas reconnu jusqu'à présent d'autre gouvernement en France que celui de l'empereur Napoléon, et à leurs yeux le gouvernement impérial est le seul, jusqu'à nouvel ordre, qui soit autorisé à entrer dans des négociations d'un caractère international.

« Il convient d'ajouter qu'à Paris on fait courir le bruit d'une médiation entreprise par presque chacune des

puissances étrangères. Ce bruit n'est pas fondé. Aucune puissance n'a osé jusqu'à présent, et il est peu probable qu'une médiation soit tentée, car elle n'aurait aucune chance d'aboutir, sans longtemps que les bases d'un arrangement n'aient été discutées avec l'Allemagne et qu'il n'y eût pas en France un gouvernement reconnu par le pays et qui puisse être considéré comme agissant en son nom.

« Les gouvernements allemands, dont le but n'est pas la guerre, ne repousseraient pas un désir sérieux de pays de conclure la paix. Il s'agit seulement, dans ce cas, de savoir avec qui elle pourrait être conclue. Les gouvernements allemands pourraient entrer en négociations avec l'empereur Napoléon, dont le gouvernement est le seul reconnu jusqu'à présent, ou avec la Régence installée par lui. Ils pourraient entrer en communication avec le maréchal Davout qui tient son commandement de l'Empereur.

« Mais il est impossible de comprendre à quel titre les gouvernements allemands pourraient traiter avec un pouvoir qui, jusqu'à présent, ne représente qu'une partie de la gauche du Français Corps législatif à Paris. »

N° 3

TELEGRAMME DU COMTE DE BISMARCK A L'EMPEREUR
RUSSE A MOSCOU

Moscou, 8 oct., 7 h. 35 du soir.

Je ne suis pas d'opinion que les institutions républicaines de la France constituent un danger pour l'Allemagne. Et, contrairement à ce qui est affirmé dans une lettre du 17 du mois dernier, publiée par le Daily Telegraph, je n'ai jamais exprimé une semblable opinion à M. Makl, ni à aucune autre personne.

(Signé) Bismarck.

N° 4

L'EMPEREUR RUSSE A L'EMPEREUR AUTRICHIEN-ROMAIN

Vienna, 10 septembre 1878

Sire,

Le gouvernement qui s'est occupé de parvenir à Paris, s'est adressé directement au comte de Bismarck, pour obtenir la signature d'un traité de paix. M. Thiers

« Ils chargent d'intercéder auprès des puissances armées, et de demander leur médiation auprès des belligérants.

Je n'examine pas les chances de délivrance que peuvent présenter à mon pays l'armée du Rhin, qui semble hérissée tout le long des bords du Rhin, et le courage des défenseurs de Paris de ne pas avoir une opinion personnelle en ces questions. Mais la France, effrayée des dévastations qu'elle a vues, veut arrêter l'effusion du sang et débiter la paix.

Les puissances armées n'ont-elles pas à remplir un devoir d'humanité, à protéger les intérêts de France en restant passives, par leur simple intervention, un traité de paix équitable ?

Les malheurs sont venus frapper sur nous, Sire. L'Empereur prisonnier au profit, en ce moment, rien pour son pays. Pour moi, éloigné de France par des circonstances étrangères à ma volonté, je suis spectateur d'une lutte qui déchire mon cœur, et je ne puis me taire devant tant de douleurs et de malheurs.

Je suis qu'en m'adressant à Votre Majesté, elle comprendra que ma seule préoccupation est la France, et que c'est pour elle « seule » que mon cœur, cruellement éprouvé, fait des vœux. Je compte l'empereur et que Votre Majesté emploiera son influence à préserver mon pays d'exagérations honteuses, et à lui obtenir une paix qui conserve l'intégrité de son territoire.

N° 5

LE COMTE DE SÉGUR ET LE MARÉCHAL BOUTELIN.

Paris, 1846. 18 octobre 1870.

Monsieur,

Bien que j'aie déjà informé confidentiellement Votre Excellence, ainsi que M. Trucl, de certaines communications que j'ai eues avec le général Boutelin pendant son récent séjour dans ce pays, je crois convenable de vous donner, comme lettre plus officielle, un résumé de ce qui s'est passé entre nous.

Dans la soirée du 10 septembre, je reçois, du général Boutelin, une lettre datée du ce même jour, et dont voici la substance :

« Un Français, qui se donnait le nom de Beguer, porteur d'un laissez-passer pour deux ou trois personnes, reçu par le comte de Dismarck, se présenta au maréchal Bazaine, le 24 septembre, et alléguant des ordres verbaux de l'impératrice, demandant que le maréchal Gambetta ou le général Boulanger lui fissent aussitôt remettre ses papiers.

« M. Beguer ajouta que le gouvernement prussien ne mettrait aucun obstacle au départ de l'un ou de l'autre, montrant, comme preuve, le laissez-passer dont il était porteur.

« Le maréchal Bazaine, ayant lu dans cette décla-

tion, ordonne l'envoi du général Bismarck, le maréchal Gortschak étant indisposé.

« A son arrivée aux avant-postes, le général trouva un colonel prussien qui l'attendait depuis la veille, et toute facilité lui fut accordée pour se rendre en Belgique, d'où il arriva à Londres, le 26 septembre.

« Il est devenu évident pour lui, dès les premières paroles qu'il échangea avec l'impératrice, qu'elle était victime de procédés et de manœuvres encore inexpliqués.

« Sa Majesté l'impératrice n'a donné, ni directement, ni indirectement, et par écrit, ni verbalement, ni ordres ou une instruction quelconque à qui que ce soit pour le maréchal Bismarck.

« Dans cet état de choses, dit encore la lettre du général, mon honneur militaire exige qu'il reçoive auprès de ses soldats et qu'il partage leur sort, il me prie d'intervenir, à son sujet, auprès du roi de Prusse pour obtenir de lui un passe-port pour retourner à son pays. Le roi comprendra, le général en est sûr, le sentiment d'honneur que le prusse a fait cette demande; il ne voudrait pas que le soldat d'un loyal soldat fût exposé à des calomnieuses craintes et injures. »

C'était là le contenu de la lettre. Je ne perdis pas de temps à en communiquer l'original au comte de Bismarck. Je priai de me faire savoir si je pourrais annoncer au général qu'il serait parvenu cette demande au quartier général prussien. Le comte de Bismarck m'informa qu'il le faisait, et, le 4 octobre, il me fit dire que je pourrais faire savoir au général Bismarck qu'il avait reçu du comte de Bismarck la réponse suivante :

« Le prince Frédéric-Charles s'est contenté de permettre et de faciliter au général Bouchaki son retour à son poste, à Metz, selon son désir. M. Bogdan parait être un farceur, sans semble avoir soulaillé honnêtement de servir l'Impératrice Eugénie, en amenant Bouchaki auprès d'Elle. »

Le général s'empêcha, dans sa réponse, toute sa gratitude pour cette permission, et je crois qu'il a déjà quitté l'Angleterre.

(Signé) GUERREAU.

N^o 6

PROCE VERBAL DE L'AFFAIRE BUCHACKI-BOGDAN

SAINT-GERMAIN — 15 OCTOBRE

Colonel du matériel commandant en chef

CHIEF

Le Ministre d'Impératrice-Eugénie a justifié moi-même de sa personne M. le général de division Bouchaki, commandant la garde impériale, cet officier général est autorisé à s'y rendre.

Le matériel de France, commandant en chef l'armée du Rhin,

(Signé) MARCHEL BATAIN.

Vol. 1 15 septembre 1878.

N° 1

LE COMTE DE GALLIFLÈRE À MME LAFITE

Paris-Office, le 25 octobre 1878

Monsieur,

J'ai dû à M. Tassot, qu'il pouvait communiquer confidentiellement à son Gouvernement que j'ai reçu, par l'intermédiaire d'un haut personnage anglais, un message de l'Impératrice m'informant de certains faits.

En l'espèce depuis'elle m'a fait cette communication, non pour provoquer de ma part un jugement, qu'il m'est impossible de formuler, comme elle le reconaît, mais pour démontrer qu'elle est résolu à respecter l'hospitalité que l'Angleterre lui a donnée et à s'abstenir de tout ce qui pourrait avoir l'apparence d'une violation.

(Signé) GALLIFLÈRE.

N° 2

LE COMTE DE CHAMBERT, SEIGNEUR DE MONTAIGNEUX BOIS
AFFAIRES ÉTRANGÈRES, 5 DE THIERY, CHAMPE MAR
PRIX DE PRIX, 5 LIGNES

Tout, le 25 octobre 1878

Monsieur,

... Vous avez eu certainement connaissance des protocoles négociations engagées entre le maréchal Ba-

même et le quartier général du roi de Prusse, il paraît certain qu'un officier de l'armée de Metz est en ce moment à Versailles par ordre du maréchal. Vous ignorez le but réel de ses communications. Peut-être le maréchal Bazaine veut-il simplement profiter de toutes les excuses qui lui sont offertes pour se consacrer sur l'état de la France, dont il est isolé depuis si longtemps. Le général Bourbaki n'ayant pas été autorisé par le prince Frédéric-Charles à rentrer dans les lignes françaises, l'armée de Metz est restée dans la même ignorance de notre situation. C'est par ces considérations que j'ai cherché à expliquer à M. l'ambassadeur d'Angleterre, qui m'en parle aujourd'hui, les bruits concernant nos préparatifs. Toutefois, je ne me désolais pas qu'ils parviennent au caractère sérieux et je vous en ai obligé de vous informer de tout ce que vous pourrez apprendre à ce sujet....

Bonne nuit, etc.

(Signé) CAMBACÉRÈS.

N° 3

LE COMTE DE CAMBACÉRÈS À M. THIERS, CHANCELIER
D'AFFAIRES DE FRANCE, À PARIS.

Paris, le 16 octobre 1870

Monsieur,

Des bruits ont couru sur des pourparlers et même entre le maréchal Bazaine et le quartier général prussien. est très-difficile de décider ce qu'il y a de vrai ou de

Il est dans ses droits, mais on peut cependant demander qu'en attendant où des négociations s'engagent pour arriver à un accord entre la France et la Prusse, cette dernière cesse de traiter séparément avec le commandant en chef de l'une des armées françaises, qui, par suite de l'isolement où il se trouve depuis plusieurs mois, ne peut savoir ce qui se passe en France.

Berlin, etc.

(Signé) CAUVINOT.

N° 10

(Extrait de l'Indépendant de Metz, du 28 octobre 1872)

ARMÉE DE METZ

COMMUNICATION OFFICIELLE FAITE RÉGULIÈREMENT AUX
OFFICIERS PAR LEUR CORPS, LE 28 OCTOBRE 1872

- 1° Cette notice a été rédigée immédiatement par quelques officiers qui se sont réunis pour contrôler entre eux leurs souvenirs, et en éliminer l'exagération.

Messieurs, je suis chargé par le général de division et de la part de M. le général commandant en chef, de vous faire connaître les faits importants qui se sont produits depuis quelques jours. Les agissements de la place de Metz démontrent de plus en plus, M. le maréchal Bazaine a cru devoir entretenir personnellement avec l'ennemi. Il a délégué le général Dupa, son premier aide de camp, qui s'est rendu à Versailles, au quartier général de nos alliés. L'empressement avec lequel l'ouvrage de ma-

réel et été comme il semble prouver que les Prussiens sont très-désireux de terminer la guerre. Ainsi le général Boyer ayant parcouru au chemin de fer le trajet de Metz à Châlons-Thierry, l'arrivée des trains était interrompue, afin de rendre son voyage plus rapide, à Châlons-Thierry, une voiture aux armes du roi de Prusse l'attendait pour le transporter à Versailles. A peine arrivé, le général est reçu par M. de Bismarck, qui trouvant en lui un demandeur d'audience, il est aussitôt introduit et se trouve en présence d'un conseil de guerre auquel assistent, avec la présidence du roi de Prusse, les principaux chefs de l'armée prussienne.

Le général Boyer expose le but de sa mission, le général de Moltke polihémente et déclare que dans une question toute militaire, les négociations ne peuvent être longues. L'armée de Metz devra subir le sort de l'armée de Sedan et se rendre prisonnière de guerre. M. de Bismarck lui observe que la question politique devant primer la question militaire. Je vous expose à choisir, conclut-il, une convention qui permettrait à l'armée de Metz de se retirer sur un point éloigné du territoire français afin d'y protéger les distributions nécessaires pour assurer le paix. Cette idée était suggérée à M. de Bismarck par les difficultés que faisait valoir pour le gouvernement prussien lui-même l'absence de tout gouvernement en France.

En effet, les renseignements recueillis par le général le long de la route auprès des chefs de gare et auprès de diverses personnes, les journaux qu'il a pu rapporter, ne laissent malheureusement subsister aucun doute à cet égard : l'anarchie la plus complète règne actuellement.

en France; Paris livrés, effond et sans organisation militaire doit s'ouvrir aux Français dans telle-pas de jours, la finance civile y perdrait la dette; les nations de comité de défense nationale ont été débordées; Gambetta et de Léonard ont partis en ballon, l'un est venu tomber à Amiens, l'autre à Bar-le-Duc. Le désordre est en train dans le nord de la France. Le désastre s'est étendu à Lyon, à Marseille, à Bordeaux. Une armée de volontaires lotharinges a été défilée du côté d'Orléans. La Normandie, parcourue par des bandes de brigands, a appelé les Français pour résister l'ordre. Le Havre, Elbeuf, Rouen, ont subi les mêmes pressions qui ont conduit à sacrifier la sécurité publique. Un mouvement d'un caractère religieux a éclaté en Vendée; le Nord décline également la paix. La France incline la Lorraine et l'Alsace et plusieurs milliards d'indemnité de guerre; l'Italie réclame la Savoie, Nice et la Corse.

Cette anarchie, le gouvernement provisoire étant dispersé, les différents clubs ne s'accordent pas quant à la forme d'un gouvernement nouveau, les d'Orléans ne s'entendent pas présente, celle des clubs avec le gouvernement provisoire, désigné à trahir de la paix, des difficultés imprévues. Il ne peut s'agir d'établir des bases de négociations qu'en s'adressant au gouvernement de fait qui existait avant le 1^{er} septembre, c'est à dire à la régence. On ignore même si, dans les circonstances actuelles, la régence vaudrait mieux l'œuvre à des propositions pacifiques, mais en cas de refus, on ne pourrait s'adresser qu'à la Chambre des députés, sous le suffrage universel et qui représenterait vraiment le peuple. Toutefois,

pour que le Corps Rhénan, qui a siégé jusqu'au 1^{er} septembre, puisse se réunir de nouveau et passer délibérer, il faut qu'il soit protégé par une armée française. Tel est le rôle qu'aura sans doute à remplir l'armée de Metz. En attendant le retour du général Beyer reparti pour Versailles avec de nouveaux pouvoirs, il est urgent de faire savoir aux troupes que la situation pénible où nous nous trouvons n'est que transitoire. L'armée s'agite en raison de celle de la ville de Metz. En attendant qu'elle puisse partir pour aller remplir une nouvelle mission périlleuse, elle aura supporté courageusement encore quelques jours de privations. Si vous avez, messieurs, quelques explications à demander, je m'empresse de vous les donner, mais je dois vous dire qu'aucune discussion ne saurait être élevée.

IV. 14.

Nous continuons du Rapport sommaire du maréchal Bismarck sur les opérations de l'armée du Rhin les passages suivants, qui se rapportent aux négociations engagées par l'intermédiaire du général Beyer.

Ne comptant plus sur une armée de secours, et ayant en connaissance de l'insuccès de la mission de M. Jules Ferry, comme de la non concorde de la coalition,

« Parfois la lettre confidentielle m'apporte aux commandants des corps d'armée et aux chefs des armées spéciales

« Bas-Saint-Marie, le 7 octobre 1919.

« Le moment approche où l'armée du Rhin se trouvera dans la position la plus difficile peut-être qu'elle jamais dû subir aux armées françaises. Les graves événements militaires qui se sont accomplis loin de nous, et dont nous ressentons le douloureux contre coup, n'ont brisé ni notre force morale, ni notre valeur comme armée. Mais vous n'ignorez pas que des complications d'un autre ordre s'ajoutent journellement à celles qui existent pour nous en l'état actuel.

« Les vivres commencent à manquer, et, dans un délai qui ne sera que trop court, il nous faudra absolument défilier. L'alimentation de nos chevaux de cavalerie et de tout est devenue un problème, dont chaque jour qui s'écoule rend la solution de plus en plus improbable ; nos ressources sont épuisées, nos chevaux vont dépérir et disparaître.

« Dans ces graves circonstances, je vous ai appelé pour vous exposer la situation et vous faire part de mon sentiment. Le devoir d'un général en chef est de ne rien laisser ignorer, en pareille circonstance, aux commandants des corps d'armée placés sous ses ordres, et de s'éclairer de leur avis et de leurs conseils.

« Plus tard, nous serons en contact avec les Français, vous savez certainement M. ... ce que l'on peut attendre d'eux, ce que l'on doit en espérer. Aussi nous ne pouvons en parler devant, si je vous vous adresse
vous »

cette dépêche, pour vous demander de me faire connaître, par écrit, après un examen très-mûr et bien-approuvé de la situation, et après en avoir conféré avec vos généraux de division, votre opinion personnelle et votre appréciation morale.

« Et que j'aie pu connaître de ce document, dont l'importance ne vous échappera point, je vous supplie de me venir dans un conseil suprême, d'exposer la solution définitive de la situation de l'armée dont *le Républicain* l'Empereur s'est confié le commandement.

« Je vous prie de me faire parvenir, dans les quarante-huit heures, l'opinion que j'ai l'honneur de vous demander et de m'envoyer réimpression de la présente dépêche »

Le 10 octobre, un conseil de guerre eut lieu au grand quartier général, dans lequel fut décidé à l'unanimité que le général Doyat serait envoyé au grand quartier général royal à Versailles, pour tâcher de connaître la situation réelle de la France, les intentions des autorités prussiennes au sujet d'une convention militaire, et les concessions qu'on pourrait en attendre dans l'intérêt de l'Empire de Rhin comme dans celui de la paix.

L'ordre du jour émis par ce conseil de guerre, énonçant cette décision, était ainsi conçu :

« Après avoir rappelé les principaux traits de la situation, le maréchal Bismarck a ajouté que, malgré toutes les tentatives faites pour se mettre en communication avec le capitole, il ne lui était jamais parvenu aucune nouvelle officielle du gouvernement qu'excepté l'envoi d'une armée française, apte à se faire une division utile à l'armée de Rhin, on lui avait été signalé. De l'examen de ses ressources alimentaires de toutes sortes il résultait

qu'en faisant tous les efforts possibles, on réussissait à rassembler de la ville avec celles de la place et du Flamin, en réduisant la ration journalière de pain à 200 grammes, en réduisant les salubrités, en consommant les réserves des bestiaux et en vidant le bétail des écuries au tant le plus bas, sans compromettre la santé des hommes, il était possible de vivre jusqu'en 95 de laère inclus, y compris les deux jours de Starvité arrivant dans les sacs des hommes.

« La ration de viande de cheval devait être élevée à 400 grammes d'abord et pousser à 550 grammes, tous les chevaux étant considérés comme comestibles, vu l'impossibilité de les nourrir autrement que par un peu de paille d'avoine et la mortelle faim chaque jour chez les habitants des prisons affrénées.

« Il fut décidé ensuite, que l'État militaire était gravement compromis dans la place, tant par l'insurrection de 12,000 hommes en malades, que par le défaut de médicaments, de moyens de couchage, de linge et d'écuelle et par l'insuffisance du nombre des médecins.

« Les rapports du médecin en chef constataient que le typhus, la variole, la dysenterie et la cortège des maladies épidémiques commençaient à envahir les établissements hospitaliers et à se répandre dans la ville.

« L'affaiblissement causé par la mauvaise alimentation à laquelle on était réduit, ne pouvait qu'augmenter ces autres maux. On constata que les ambulances et les hôpitaux étaient encombrés, que près de 2,000 malades ou blessés étaient encore recueillis chez les habitants, et la conclusion fut que, si un nombre considérable de blessés devait de nouveau être dirigé sur la place, il y

avant d'abord l'opportunité de les passer, mais certain danger considérable pour le pays public.

« Cet exposé de la situation de nos ressources et de l'état militaire étant connu de tous les membres du conseil de guerre, l'on passe à l'examen de la situation militaire.

« Après lecture faite en conseil des rapports des commandants des corps d'armée et de la place de Metz, la situation militaire se résume dans les questions suivantes :

1^{re} L'armée doit-elle tenir sous les murs de Metz, jusqu'à l'arrivée épouvantable de nos ressources militaires?

2^{re} Peut-on suffire à faire des opérations autour de la place, pour empêcher de se présenter des troupes et des ouvrages ?

3^{re} Peut-on entrer en pourparlers avec l'ennemi pour traiter d'une convention militaire?

4^{re} Doit-on tenter le sort des armes et chercher à pousser les lignes ennemies ?

« La première question est résolue affirmativement, à l'unanimité, par cette raison que la présence de l'armée sous les murs de Metz y résout, en les empêchant, tout, ou presque tout, et que dans les conditions où elle se trouve, le plus grand service que l'armée de Rhin puisse rendre au pays, est de gagner du temps et de lui permettre d'organiser la résistance dans l'intérieur.

« La deuxième question est résolue négativement, à l'unanimité, en raison du peu de probabilité qu'il y a de trouver des ressources suffisantes pour tenir quelques jours de plus, à cause des pertes que nos opérations ac-

caractérisement et de l'effet dissuasif que leur sanction pourrait avoir sur le moral de la troupe.

« La troisième question est résolue affirmativement, à l'unanimité, à la condition toutefois, d'entamer les opérations dans un délai qui ne dépassera pas quarante-huit heures, afin de ne pas permettre à l'ennemi de retarder le moment de la conclusion de la convention jusqu'au jour et peut-être au delà du jour de l'épuisement de nos ressources.

« Tous les membres du conseil de guerre déclarent unanimement que les clauses de la convention doivent être honorables pour nos armes et pour nous-mêmes.

« La quatrième question en amène une cinquième; M. le général Collintraux de Stockholm demande s'il ne serait pas possible de tenter le sort des armes avant d'entamer des négociations, le succès de cette tentative pouvant rendre les pourparlers hostiles, ou bien le résultat de nos efforts, pouvant passer dans la balance de nos pertes, que nous aurions fait subir à l'ennemi.

« Cette question est écartée par la majorité et est dévolue à l'unanimité, que si les conditions de l'ennemi paraissent offensives à l'honneur militaire, ou susceptibles de se frayer un chemin par la force, avant d'être épuisés par la famine et tandis qu'il reste la possibilité d'attaquer encore quelques positions.

« Il est donc convenu et arrêté :

« 1° Que l'on tente sous Heta le plus longtemps possible

« 2° Que l'on ne fera pas d'opérations autour de la place, le but à atteindre étant plus qu'insaisissable.

« 2° Quelques paragraphes avaient engagé avec l'ennemi, dans un délai qui ne dépassait pas quarante-huit heures, afin de conclure une convention militaire honnête et acceptable pour tous.

« 3° Que dans le cas où l'ennemi voudrait imposer des conditions incompatibles avec notre honneur et le soulagement du peuple allemand, ces derniers de ne pas payer au passage les troupes à la retraite.

« Suivant les signatures :

« Maréchal Gumbert, commandant le 4^e corps.

« Général Fremard, commandant le 2^e corps.

« Maréchal Labaud, commandant le 3^e corps.

« Général de Faldemuhl, commandant le 4^e corps.

« Général Bressan, commandant provisoirement la garde impériale.

« Général Soloff, commandant l'artillerie de l'armée.

« Général Collinere de Norder, commandant supérieur de Metz.

« Intendant Lohren, intendant en chef de l'armée.

« Maréchal Bismarck, commandant en chef de l'armée prussienne. »

L'entente conclue pour 96 le général Beyer, qui avait été relevé le 11 octobre, fut renouvelée le 13, par une dépêche-télégramme du roi de Prusse.

Ces officiers généraux se mit immédiatement en route pour Versailles, accompagnés de deux officiers de Prusse-major du prince Frédéric-Charles.

À son arrivée à Versailles, le 14, on ne le laissa pas communiquer librement, il fut reçu par M. le comte de

Eschwege, qui lui donna une seconde audience individuelle à l'issue du conseil.

M. le général Boyer revint à Metz le 12, et une nouvelle conférence eut lieu le 13, à laquelle assista M. le général Changarnier, pour entendre le récit de la mission dont le général Boyer avait été chargé.

Il résultait de ces conditions qui étaient exigées pour que l'armée sous Metz pût rester avec armes et matériel. Ces conditions subordonnant à une question politique les avantages qui seraient accordés à l'armée de Metz.

Il exposa la situation intérieure de la France telle qu'elle lui avait été décrite; l'impossibilité de traiter avec le Gouvernement de la Défense Nationale sans la satisfaction préalable d'une assemblée constituante, qui seule pouvait permettre le traité à intervenir, contrairement à ce que le Gouvernement de fait que la France s'était pris comme, le pouvoir émanant de la constitution de 1870 veuille ou non par le peuple français représentant encore le gouvernement de droit.

Il fut décidé, à la majorité de 7 voix contre 3, que le général Boyer retournerait à Versailles et, de là, se rendrait en Angleterre, dans l'espoir que l'intervention de l'Empereur-Roi auprès du Roi de Prusse obtiendrait des conditions plus favorables pour l'armée de Metz.

Il fut résolu à l'unanimité que le maréchal commandant en chef ne saurait accepter aucune délégation pour signer les bases d'un traité impliquant des questions d'importance à l'armée, celle-ci devant rester en dehors de toute négociation politique.

La mission du général Boyer n'avait donc d'autre but que celui de faire savoir l'armée du Rhin de la situation précise où elle se trouvait et de la consacrer à la France. Je ne reçois plus aucune nouvelle directe de la mission du général Boyer; mais j'apprends plus tard que ses logiques tentatives n'avaient pas pu aboutir, les garnisons demandées par l'état-major militaire allemand ayant paru exorbitantes et leur acceptation ne dépendant en aucune manière des chefs de l'armée.

N° 12

LETTER EN QUELLE FORME LE PRINCE ROYAL POUR LA
ANNONCE DE PRÉSENTATION EN QUALITÉ DE GÉNÉRAL
FELD-MARSHALL.

Versailles, le 30 octobre 1870.

La capitulation de l'armée du maréchal Bazaine et de la forteresse de Metz marque une période particulièrement importante de la sanglante guerre actuelle, — qui certes n'a pas été provoquée par nous, — et elle est surtout en raison du fait que les deux armées ennemies qui, au mois de juillet dernier, étaient opposées aux forces réunies de la France et de l'Allemagne, sont maintenant prisonnières entre nos mains.

Telle est l'importance de cet événement pour le cours de la guerre, que je me crois fondé à le signaler par un acte exceptionnel. Tâchez en votre parti consciencieusement im-

portaine au succès de la tâche difficile qui nous incombait, — en ouvrant la campagne par deux victoires remportées à court intervalle l'une de l'autre, Paris, par la marche stratégique en avant, tu as converti la flanc gauche de l'armée principale, de façon que celle-ci n'ait eu toute chance d'occuper la même l'armée de l'ennemi.

Tu l'es exécutée, avec les corps sous tes ordres, à la grande armée pour intervenir dans les opérations entreprises contre Sedan et aider à comporter les grande succès auxquels elles ont abouti. Enfin, tu as complété l'investissement de Paris, tout en maintenant. Tout cela, pris dans son ensemble, égale en toi le grand capitaine chef de la fortune. Aussi mérites-tu d'occuper le rang le plus élevé dans la hiérarchie militaire et je te nomme, par la présente, général feld-maréchal. — C'est la première fois que cette distinction, que je débris dignement au prince Frédéric-Charles, docteur en partage à des prisonniers de notre maison. Mais les succès qui ont été obtenus dans cette campagne sont tels et offrent une importance si riche de conséquences, que l'on n'en a certes jamais vu de pareils. C'est là en qui me donne le droit de dégrader à la troupes qui luttent ici dans notre maison. Ce que mon cœur paternel éprouve en cette circonstance, on s'en l'occupe et est je sens de même devoir de l'exprimer de la sorte ma gratitude et celle de la patrie, — ne saurait se formuler en paroles.

Ton père cordialement affectueux et reconnaissant.

(Signé) Guillaume

N° 13.

PUBLICATION DE LA DÉCLARATION DE TOULON

Toulon, le 20 octobre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté. — Égalité. — Fraternité.

Peuples,

Écoutez nos larmes et vos résolutions à la hauteur des
effroyables peines qui fondent sur la patrie.

Il dépend d'eux de nous de lever la main sur fortune
et de montrer à l'univers ce qu'est un grand peuple qui
se veut pas péir et dont le courage s'annule en même
temps des catastrophes.

Nous a répliqué.

Un général est qui la France comptait, même après le
Mexique, veut d'indiquer à la patrie en danger plus
de 100,000 de ses défenseurs.

Le maréchal Bazaine a trahi. Il est tout l'agent de
Thouvenin de Sedan, le complice de l'ennemi, et au
mépris de l'honneur de l'armée dont il avait la garde,
il a trahi, sans même essayer un seul effort, sans
vingt mille combattants, vingt mille blessés, ses foyers,
ses enfants, ses drapeaux et la plus belle capitale de la
France. Nous, nous, jusqu'à lui, des milliers de l'é-
tranger.

Qu'il vienne est au-dessus même des chimères de la justice.

Et maintenant, France, mesure la profondeur de l'abîme où vous a précipité l'empire. Vingt ans la France a subi ce pouvoir corrupteur qui brisait en elle toutes les sources de la grandeur et de la vie. L'armée de la France, dépouillée de son caractère national, devenue sans la sève ni l'entraînement de royaume et de servitude, est engourdie, malgré l'héroïsme des soldats, par la trahison des chefs dans les désastres de la patrie. En moins de deux mois, 225,000 hommes ont été livrés à l'ennemi, ministres épilés du camp de main militaire de décadence !

Il est temps de nous ressour, citoyens, et, sous l'égide de la république, que nous sommes décidés à ne laisser capituler ni un dedans, ni un dehors, de passer dans l'extrême même de nos malheurs le regainement de notre grandeur et de notre vertu politique et sociale. Que, quelle que soit l'étendue du désastre, il ne nous trouve ni consternés ni lâches.

Nous sommes prêts aux derniers sacrifices, et en face d'ennemis que tout forment, nous jurons de ne jamais nous rendre. Tant qu'il nous restera un pouce de sol sacré sous nos pieds, nous tendrons vers le glorieux drapeau de la révolution française.

Notre cause est celle de la justice et du droit. L'Europe le voit, l'Europe le sent; devant des malheurs immenses, spontanément, sans avoir reçu de nous ni invitation, ni sollicitation, elle s'est émue, elle s'agite. Par d'illustres il ne nous laissons ni égarer, ni égarer, et prouvons par des actes que nous voulons, que nous pouvons tenir de

— 316 —

économies, l'honneur, l'indépendance, l'intégrité, tout
ce qui fait la patrie libre et libre.

Vive la France ! vive la république une et indivisible !

Les membres du gouvernement

AN. CULANCA.

GUAN-IRUK.

LOAN GANORRA.

FIG. 3. LA PREMIÈRE PARTIE

6 GER 1972

TABLE DES MATIÈRES



THEORETICAL BACKGROUND

[illegible]

M. Jules Ferry, ministre des Affaires étrangères. — De nombreux du 11 septembre. — Ses points de relation avec le Corps diplomatique. — Appel aux Français. — M. Jules Ferry demande à voir M. de Pissardi. — Entrevue de Pissardi. — Investissement de Pissardi.

COLUMBIAN UNIVERSITY

Légation à Paris du Corps diplomatique Hongrois et de la déléguée du comte des Affaires étrangères. — Efficacité pour le Prince par le régime des institutions de l'Ordre : — Marie de H. Stuart. — No position avec l'Inde et l'Australie. — Comptes d'un Assemblée nationale. — Arrivés de M. Cambé. — Modèles apportés de la France. — L'église pour l'Université d'une proposition d'un nouveau système sur les églises. — Article à Paris de M. Thiers. — Déclaration de la Déléguée de Paris est la proposition d'un nouveau. — M. Thiers en charge de son œuvre à Paris la proposition anglaise. — Arrivée du comte de Gladstone, délégué des Affaires étrangères, pour résoudre l'union des deux. — Comptes de M. Thiers avec lord Palmerston.

CHAPTER TWO

[illegible]

EXHIBIT CONTENTS

[illegible]

PIÈCES JUSTIFICATIVES

CHAPITRE PREMIER

I. — Le comte de Gisors à Lord Lyons, à Paris, Foreign-Office, le 7 septembre 1878.....	129
II. — M. Jules Ferry aux agents diplomatiques de la France à Strasbourg, Paris, le 8 septembre 1878.....	130
III. — Le comte de Gisors aux princes de Bismarck, à Paris, Rouen, le 10 septembre 1878.....	131
IV. — Membre du jury. Exposition de Paris.....	132
V. — Lord Lyons au comte de Gisors, Paris, le 1 septembre 1878.....	133
VI. — Le comte de Gisors au comte de Bismarck, à Londres, Foreign Office, le 10 septembre 1878.....	134
VII. — Le comte de Gisors à Lord Lyons, à Paris, Foreign-Office, le 12 septembre 1878.....	137
VIII. — Lord Lyons au comte de Gisors, Paris, le 10 septembre 1878.....	137
IX. — Lord Lyons au comte de Gisors, Paris, le 11 septembre 1878.....	138
X. — Le comte de Bismarck au comte de Bismarck, à Londres, Le 13 septembre 1878.....	139
XI. — Le comte de Bismarck aux agents diplomatiques de la Confédération de l'Allemagne du Nord, à Strasbourg, Rouen, le 15 septembre 1878.....	140
XII. — M. Jules Ferry aux représentants du Gouvernement de la Confédération, à Strasbourg, Paris, le 15 septembre 1878.....	141
XIII. — Le comte de Bismarck aux agents diplomatiques de la Confédération de l'Allemagne du Nord, à Strasbourg, Rouen, le 18 septembre 1878.....	142
XIV. — Rapport de M. Jules Ferry au Gouvernement de la Confédération, au Chancelier de Prusse, Paris, le 18 septembre 1878.....	143

17. — Le comte de Bernstorff aux Agens diplomatiques de la Conférence de l'Allemagne du Nord, à l'étranger, en réponse au rapport de M. Jules Ferry. Paris, Pionnet, le 27 septembre 1873. 107

CHAPITRE DEUXIÈME

- I. — Le comte de Gersdorff, délégué du ministre des Affaires étrangères, à Tours, à M. Séant, ministre de France en Italie. Tours, le 28 septembre 1873. 107
- II. — Le comte de Gersdorff, à M. Séant, à Florence. Tours, le 2^e octobre 1873. 108
- III. — Le comte de Gersdorff à M. Séant, à Florence. Tours, le 5 octobre 1873. 109
- IV. — Le colonel Agay, ministre d'Italie, à Paris, à M. Yverna Yverna, ministre des Affaires étrangères. Paris, le 11 septembre 1873. 111
- V. — M. Séant, au vic. Victor Emmanuel. Florence, le 11 septembre 1873. 112
- VI. — M. Victor Emmanuel à M. Joseph Pionnet, le 18 septembre 1873. 113
- VII. — Lettre de M. Gelpi, député au Parlement italien, à M. de Gersdorff, de Paris. Florence, le 17^e de Mars 1873. 113
- VIII. — Le comte de Bernstorff, ministre des Affaires étrangères d'Autriche, au prince de Metternich, à Vienne. Vienne, le 1 novembre 1873. 114
- IX. — Le comte de Gersdorff aux Agens diplomatiques du gouvernement de la Bohême Autriche. Tours, le 8 octobre 1873. 115
- X. — Le comte de Bernstorff aux Agens diplomatiques de la Confédération de l'Allemagne du Nord à l'étranger. Florence, le 20 octobre 1873. 116
- XI. — Le comte de Gersdorff aux Agens diplomatiques de la Bohême Autriche à l'étranger. Tours, le 20 octobre 1873. 117

XXX. — Remplacement pendant l'occupation aux Fédérations.	
Berlin, le 10 octobre 1939.	159
XXXI. — Le comte de Bruns au comte de Wang Kien, à Berlin.	
Yunnan, le 13 octobre 1939.	161
XXXII. — Le comte de Gumboldt aux Agents diplomatiques du gouvernement de la République Nationale à l'étranger.	
Tientsin, le 14 octobre 1939.	162
XXXIII. — Le comte de Gumboldt à M. Tsiang, dirigeant d'affaires à Londres, Tientsin, le 14 octobre 1939.	163
XXXIV. — Le comte de Bruns au comte Apponyi à Londres.	
Vienna, le 16 septembre 1939.	165
XXXV. — Le comte de Gumboldt à lord Latham, à Paris.	
Foreign Office, le 20 octobre 1939.	166
XXXVI. — Le comte de Bruns au comte de Bernstorff, à Berlin.	
Berlin, le 20 octobre 1939.	168
XXXVII. — Le comte de Bruns au comte Apponyi, à Londres.	
Vienna, le 22 octobre 1939.	169
XXXVIII. — Le comte de Gumboldt à M. Tsiang, à Londres.	
Tientsin, le 22 octobre 1939.	170
XXXIX. — M. Jules Poincaré aux Agents diplomatiques du gouvernement de la République Nationale à l'étranger.	
Paris, le 26 octobre 1939.	171

CHAPITRE TROISIÈME

I. — Le comte de Gumboldt à lord Lyons, à Paris.	
Foreign Office, le 12 septembre 1939.	181
II. — Le comte de Gumboldt à lord Lyons. Foreign Office,	
le 15 septembre 1939.	182
III. — Le comte de Gumboldt à lord Lyons. Foreign Office,	
le 14 septembre 1939.	183
IV. — Le comte de Gumboldt à lord Lyons. Foreign Office,	
le 17 septembre 1939.	185
V. — Le comte de Bruns au comte Apponyi, à Londres.	
Vienna, le 20 septembre 1939.	189

- VI. — Le comte Gheorghi au comte de Bismarck, Saint-Petersbourg, le 16 septembre 1878. 353
- VII. — Le comte de Bismarck au comte Gheorghi, Berlin, le 16 septembre 1878. 354
- VIII. — Sei A. Potemkine au comte de Gheorghi, Saint-Petersbourg, le 27 octobre 1878. 354
- IX. — Leid Lyons au comte de Gheorghi, Tientsin, le 27 octobre 1878. 357
- X. — Le comte de Bismarck au comte Gheorghi, Berlin, le 21 novembre 1878. 358
- XI. — Mémoires du comte de Gheorghi, Président de France (Paris), le 3 octobre 1879. 364

CHAPITRE QUATRIÈME

- I. — Rapport du comte de Bismarck au roi sur la négociation de Solon, Potsdam, le 4 septembre 1878. 367
- II. — Cronquisté télégraphique par le courrier postal prussien au journal l'Indépendant de Paris le 11 sept. 1878. 368
- III. — Télégramme du comte de Bismarck à l'Empereur d'Autriche, à Vienne, le 10 octobre 1878. 369
- IV. — L'Empereur d'Autriche à l'Empereur d'Allemagne, Vienne, le 10 septembre 1878. 369
- V. — Le comte de Gheorghi à Leid Lyons, Peking-Office, le 12 octobre 1878. 369
- VI. — Ordonnance impériale d'Autriche adressée le 12 octobre 1878 à ce comte après la l'Empereur d'Autriche, Vienne, le 12 octobre 1878. 370
- VII. — Le comte de Gheorghi à Leid Lyons, Peking-Office, le 25 octobre 1878. 370
- VIII. — Le comte de Gheorghi à M. Tsien, chargé d'affaires de France, à Londres, Tientsin, le 30 octobre 1878. 370
- IX. — Le comte de Gheorghi à M. Tsien, chargé d'affaires de France, à Londres, Tientsin, le 30 octobre 1878. 370

2. — Commissionnaire affecté à la recherche des réfugiés de l'Est de la France par décret du 20 mars 1939.....	202
33. — Exercice des droits politiques des militaires français en les espèces de la France de l'Est, notamment les militaires regroupés par l'Assemblée du grand Nord, par décret du 20 mars 1939.....	204
34. — Lettre du chef de France au peuple français pour les militaires regroupés de l'Est, 10 mai 1939.....	210
35. — Proclamation de la disparition de l'Est, France, le 30 mai 1939.....	214

FIN DE LA TABLE DE LA PREMIÈRE PARTIE